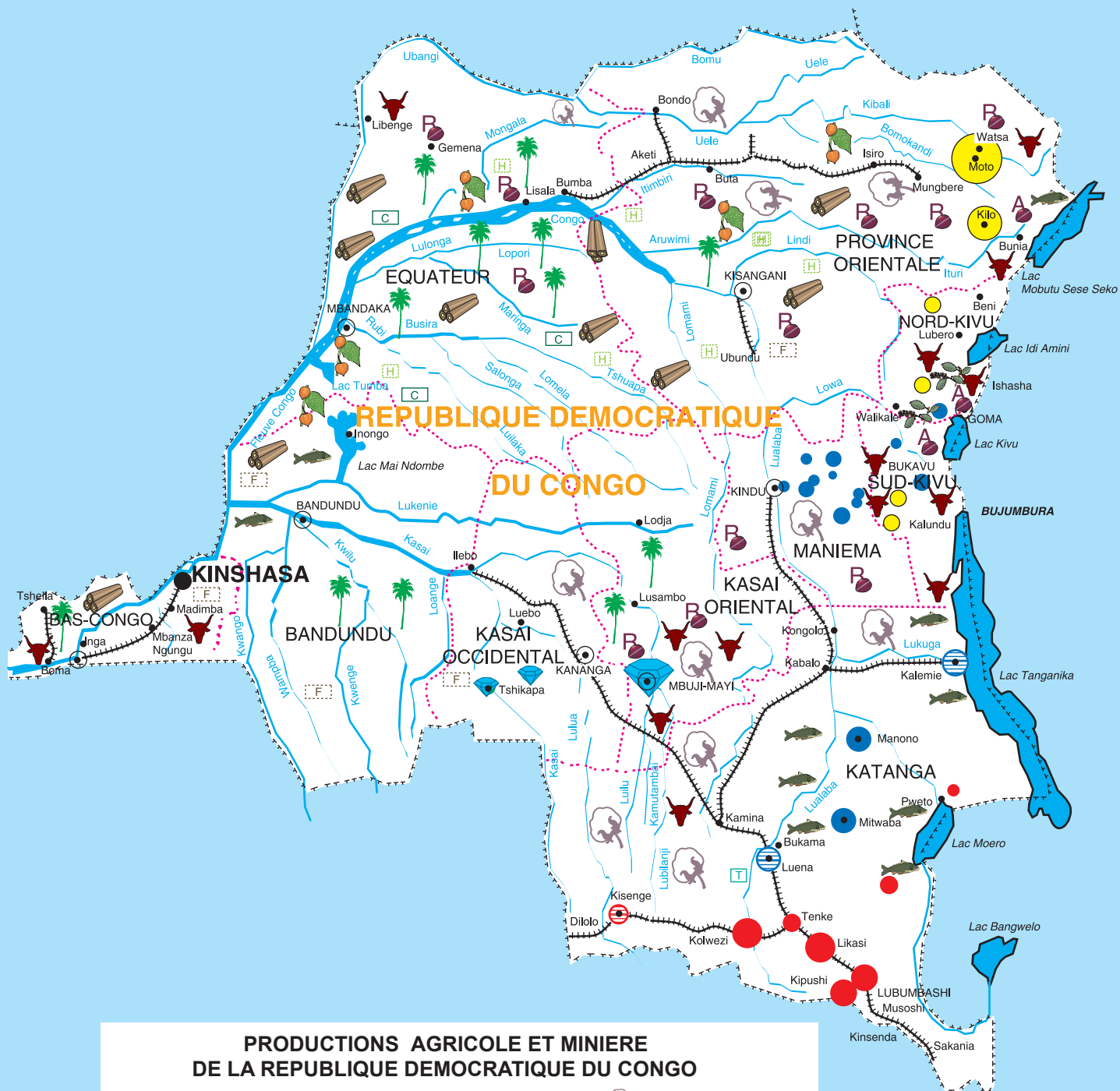


RAPPORT ANNUEL 2009



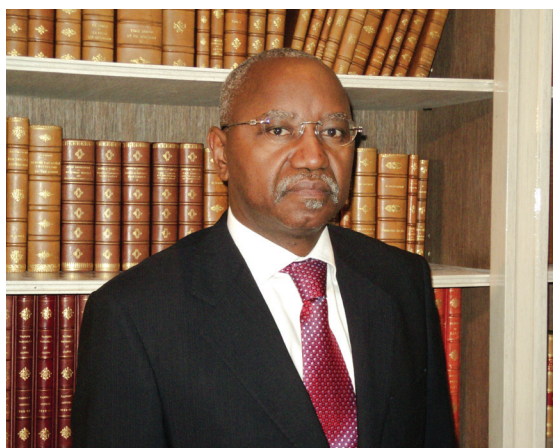
**BANQUE
CENTRALE DU
CONGO**



PRODUCTIONS AGRICOLE ET MINIERE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- | | | |
|---|---------|--------------|
| Or | Fibre | Coton |
| Diamant | Copal | Thé |
| Cuivre, cobalt, zinc | Hévéas | Palmeraies |
| Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite | Tabac | Café-Arabica |
| Charbon | Pêche | Café-Robusta |
| Manganèse | Elevage | Cacao |
| Chemins de fer | Bois | |

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE EN 2009



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur



Jean-Marie EMUNGU EHUMBA
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi
B.P. 2697
KINSHASA I

Tél. : + 243 81 88 05 152 (Haute Direction)
+ 243 81 71 52 632 (Direction des Ressources Humaines)
+ 243 81 34 64 876 (Direction des Ressources Humaines)
+ 243 81 301 09 59 (Direction de l'Administration Générale)
+ 243 81 261 60 01 (Hôtel des Monnaies)
Fax : + 243 81 30 10 959 (Haute Direction)
Site Web: <http://www.bcc.cd/>

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani,
Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda,
Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Tshikapa, Uvira et Zongo.

Bureau de Représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50
1040 BRUXELLES
Téléphone : + 32 (02) 502 58 00
Téléfax : + 32 (02) 502 67 07
Télex : 61810

Agences mandataires par Provinces :

- *Mbanza-Ngungu, Moanda, Tshela (Bas-Congo)*
- *Kenge, Inongo (Bandundu)*
- *Basankusu, Lisala (Equateur)*
- *Buta (Province Orientale)*
- *Beni, Butembo (Nord Kivu)*
- *Mwene-Ditu (Kasaï Oriental)*
- *Tshimbulu (Kasaï Occidental)*
- *Kolwezi (Katanga).*

BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

Excellence Monsieur le Président de la République

(Avec mes hommages les plus déférents)

**Concerne : Présentation du Rapport Annuel 2009
de la Banque Centrale du Congo**

Conformément aux dispositions statutaires régissant la Banque Centrale du Congo, j'ai l'honneur de Vous présenter le Rapport Annuel de cette Institution pour l'exercice 2009.

Ce document comprend deux grandes parties. La première décrit l'évolution sectorielle de l'économie congolaise, à savoir les secteurs réel, des finances publiques, des relations économiques extérieures ainsi que de la Monnaie et du Crédit. La deuxième présente la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission.

L'économie congolaise en 2009 s'est ressentie des effets pervers de la crise financière internationale. Ainsi, la croissance du PIB réel s'est repliée de 6,2 % en 2008 à 2,8 % en 2009, à la suite du ralentissement des activités dans les secteurs miniers et des services. L'inflation s'est accélérée, passant de 27,6 % en 2008 à 53,4 % en 2009, en dépit du resserrement de la politique monétaire marqué par la révision à la hausse du taux de base et du coefficient de la réserve obligatoire, lesquels sont passés respectivement de 65,0 % à 70,0 % et de 5,0 % à 7,0 % l'an.

De même, en 2009, le franc congolais a perdu 29,2 % de sa valeur par rapport au dollar américain contre une chute moyenne de 11,9 % au cours de trois dernières années, à la suite de la baisse sensible des recettes d'exportation. Le déficit des transactions courantes a été de 10,0 % du PIB en 2009 contre 8,9 % en 2008, à la suite du recul des échanges commerciaux, des services et des revenus. Les opérations financières du secteur public se sont soldées par un boni de 44,2 milliards de CDF. L'allocation spéciale de DTS du FMI, associée aux appuis budgétaires des bailleurs, notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, a permis d'augmenter le niveau des réserves internationales de 78,0 millions de dollars américains à fin 2008 à 1.000,0 millions à fin 2009 et d'atténuer les effets de la crise sur l'exécution du Plan de Trésorerie 2009.

Quant à la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission, elle a été marquée par la restructuration de ses organes dans le but d'améliorer son efficacité. Il a été procédé à la création de deux Directions Générales et d'une Direction du Changement. Par ailleurs, un certain nombre de Directions ont été fusionnées et d'autres scindées.

S'agissant des comptes financiers, ils se sont caractérisés par un accroissement de la situation patrimoniale. Cette dernière a connu une augmentation des engagements en DTS et en monnaies étrangères. Conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'Emission ont été audités et certifiés par le Cabinet d'audit de renommée internationale, « Deloitte & Touche Congo sprl ».

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Table des matières

ENVIRONNEMENT GENERAL ET POLITIQUE MONETAIRE	XVIII
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	XVIII
II. ENVIRONNEMENT INTERIEUR.....	XIX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2009
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT
I.1.	EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE.....
I.2.	EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS
II.1.	INFLATION GLOBALE
II.2.	INFLATION SOUS-JACENTE
II.3.	EVOLUTION DES PRIX DE PRODUITS PETROLIERS
CHAPITRE III	SALAIRES, EMPLOI ET INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN
III.1.	SALAIRES
III.2.	EMPLOI
III.3.	INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I.....	33
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....
I.1.	RECETTES
I.2.	DEPENSES PUBLIQUES.....
I.3.	SOLDE DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE
II.1.	RECETTES
II.2.	DEPENSES
CHAPITRE III	ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2009.....
III.1.	ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES
III.2.	ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....	91
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....
CHAPITRE I	COMMERCE EXTERIEUR
I.1.	COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES.....
I.2.	ECHANGES COMMERCIAUX
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE
II.1.	EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CHANGE
II.2.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES
II.3.	EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
III.1.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....
III.2.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES
III.3.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE
IV.1.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS EN 2009
IV.2.	STOCK DE LA DETTE
IV.3.	SERVICE DE LA DETTE

IV.4.	ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE.....	136
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	140
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE	140
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE	141
CHAPITRE VI	COOPERATION REGIONALE	145
VI.1.	COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)	145
VI.2.	MARCHE COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE (COMESA) ...	150
VI.3.	COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)	151
VI.4.	COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)	152
VI.5.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)	153
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III		159
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	181
CHAPITRE I	SITUATION MONETAIRE.....	184
I.1.	EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE	184
CHAPITRE II	POLITIQUE MONETAIRE	189
II.1.	CADRE OPERATIONNEL DE LA POLITIQUE MONETAIRE	189
II.2.	COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS	190
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE.....	193
III.1.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS	193
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET	196
CHAPITRE IV	DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE	200
IV.1.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS	200
CHAPITRE V	INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	203
V.1.	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT	203
CHAPITRE VI	MICROFINANCE.....	205
VI.1.	CADRE LÉGAL, RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL	205
VI.2.	AGREMENTS OCTROYES	205
VI.3.	PRINCIPAUX INDICATEURS	205
VI.4.	OBSERVATION.....	206
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		209
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	247
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE.....	249
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	251
I.1.	CONSEIL DE LA BANQUE.....	251
I.2.	HAUTE DIRECTION.....	251
I.3.	STRCTURES DE CONTRÔLE.....	252
CHAPITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	254
II.1.	GESTION COURANTE.....	254
II.2.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	260
II.3.	PERSONNEL	261
II.4.	FORMATION	262
CHAPITRE III	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2009	268
III.1.	HAUTE DIRECTION.....	268
III.2.	CABINET DE LA HAUTE DIRECTION	268
III.3.	COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	268
III.4.	DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE	269
TITRE II	COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2009	275

CHAPITRE I	BILAN.....	277
I.1.	ACTIF	277
I.2.	PASSIF	79
CHAPITRE II	COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2009	281
II.1.	PRODUITS.....	281
II.2.	CHARGES D'EXPLOITATION	282
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	284
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES		291
I.	BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	293
II.	INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	294
III.	INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE, BUREAUX DE CHANGE ET MESSAGERIES FINANCIERES.....	301
LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES.....		305
I.	ORGANISMES NATIONAUX	306
II.	ORGANISMES INTERNATIONAUX.....	307

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2009 1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 3
Tableau I.1	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes (Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente) 7
Tableau I.2	Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB (en pourcentage) 18
Tableau I.3	Intentions d'investissement en 2008 et 2009 20
Tableau I.4	Evolution de l'inflation globale en 2008 et 2009 22
Tableau I.5	Evolution mensuelle de l'inflation globale et de principales fonctions de consommation (en pourcentage) 23
Tableau I.6	Evolution annuelle de l'inflation globale et des principaux postes de dépenses en 2008 et 2009 (Variations en %) 24
Tableau I.7	Contribution des postes de dépenses à l'inflation globale 25
Tableau I.8	Contributions mensuelles de diverses fonctions de consommation à l'inflation globale (en points de croissance) 25
Tableau I.9	Evolution mensuelle de l'inflation sous-jacente en 2008 et 2009 (en pourcentage) 26
Tableau I.10	Contribution de diverses fonctions de consommation à l'inflation sous-jacente (en points de croissance) 27
Tableau I.11	Evolution de l'Indice de Développement Humain (IDH) 31
Tableau I.12	Evolution de la croissance économique et du revenu réel par tête d'habitant. 32
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I	33
Tableau I.13	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes (variations en pourcentage par rapport à l'année précédente) 35
Tableau I.14	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut (Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000) 36
Tableau I.15	Utilisation du Produit Intérieur Brut (en pourcentage du PIB à prix courants) 37
Tableau I.16	Produit Intérieur Brut 38
Tableau I.17	Produit National Brut et Revenu National (en millions de CDF)..... 39
Tableau I.18	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut (en millions de CDF aux prix courants)..... 40
Tableau I.19	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut (Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000) 41
Tableau I.20	Utilisation du Produit Intérieur Brut (en millions de CDF courants) 42
Tableau I.21	Utilisation du Produit Intérieur Brut (en millions de CDF au prix de 2000)..... 43
Tableau I.22	Compte des opérations courantes de l'Etat (en millions de CDF courants) 44
Tableau I.23	Compte de capital et financier de l'Etat (en millions de CDF à prix courants) 45
Tableau I.24	Formation brute de capital fixe (en millions de CDF à prix courants) 46
Tableau I.25	Formation brute de capital fixe (en millions de CDF à prix courants) 47
Tableau I.26	Compte extérieur de l'économie (en millions de CDF courants) 48

Tableau I.27	Evolution des indices d'activité économique (base 1990 = 100)	49
Tableau I.28	Importations et estimations de la production commercialisée de principaux produits alimentaires (en milliers de tonnes)	50
Tableau I.29	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse (en milliers de tonnes)	51
Tableau I.30	Production agro-industrielle (tonnes)	52
Tableau I.31	Production minière et métallurgique	53
Tableau I.32.	Principales productions manufacturières	54
Tableau I.32 bis	Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement	55
Tableau I.33	Indice de la production des industries manufacturières	56
Tableau I.34	Production, exportation et consommation intérieure de ciment (en tonnes) ..	57
Tableau I.35	Production de la raffinerie de pétrole (en tonnes)	58
Tableau I.36	Consommation de produits pétroliers (en m ³)	59
Tableau I.37	Production et consommation d'électricité par province (en milliers de Mwh)	60
Tableau I.38	Production et consommation d'eau et d'électricité	61
Tableau I.39	Consommation d'électricité par secteur (en millions de KWh)	62
Tableau I.40	Activité de principaux organismes de transport (en millions d'unités)	63
Tableau I.41	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports (en milliers de tonnes)	64
Tableau I.42	Communication téléphonique (en milliers d'unités)	65
Tableau I.43	Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa (Base 1989 = 100)	66
Tableau I.44	Indice des prix de détail à Kinshasa (Base décembre 1993 = 100)	67
Tableau I.45	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo (Base août 1995 = 100)	68
Tableau I.46	Variations des indices des prix à la consommation (Taux cumulés)	69
Tableau I.47	Effectifs des travailleurs de l'Administration Publique et du secteur privé (en milliers d'unités)	70
Tableau I.48	Salaire réel dans le secteur privé et dans l'Administration Publique (base 100 = 2000)	71
Tableau I.49	Répartition par province des salariés affiliés à l'I.N.S.S. (en pourcentage)	72
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	73
Tableau II.1	Opérations intégrées des Administrations Publiques (en milliers de CDF)	77
Tableau II.2	Importance relative de différentes catégories des recettes (en pourcentage du total)	79
Tableau II.3	Structure des dépenses courantes par ministère et institution ¹ (en pourcentage)	85
Tableau II.4	Solde des opérations du cadre budgétaire ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	86
Tableau II.5	Moyens de financement des opérations du cadre budgétaire (en milliers de CDF)	86
Tableau II.6	Opérations à financement extérieur spécifique	88
Tableau II.7	Arriérés de paiements par nature des dépenses	89
Tableau II.8	Arriérés de paiements par fonction des dépenses	90
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II		91
Tableau II.9	Importance relative des finances publiques dans l'économie	93
Tableau II.10	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques (en milliers de CDF)	94
Tableau II.11	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat (en milliers de CDF)	95

Tableau II.12	Recettes des Administrations Publiques (en milliers de CDF)	96
Tableau II.13	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur (en milliers de CDF)	97
Tableau II.14	Recettes des impôts sur le commerce extérieur (en milliers de CDF)	98
Tableau II.15	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus (en milliers de CDF)	99
Tableau II.16	Recettes des impôts sur les revenus (en milliers de CDF)	100
Tableau II.17	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services (en milliers de CDF)	101
Tableau II.18	Recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾ (en milliers de CDF)	102
Tableau II.19	Evolution des effectifs payés par l'Etat Répartition par ministère (situation à la fin de l'année)	103
Tableau II.20	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère (en milliers de CDF)	104
Tableau II.21	Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat Répartition par ministère (en milliers de CDF)	105
Tableau II.22	Dépenses courantes de l'Etat par nature (en milliers de CDF)	106
Tableau II.24	Budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition des crédits de paiement par secteur (en milliers de CDF)	108
Tableau II.25	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère (en milliers de CDF)	109
Tableau II.26	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire Répartition par secteur (en milliers de CDF)	110
Tableau II.27	Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale (en milliers de CDF)	111
Tableau II.28	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat (en milliers de CDF)	112
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	113
Tableau III.1	Transactions en devises (en millions de USD)	121
Tableau III.2	Evolution du taux de change en 2009 (en CDF/USD)	123
Tableau III.3	Composantes de la Balance des paiements (en millions de USD)	124
Tableau III.4	Structure des exportations (en millions de USD)	127
Tableau III.5	Structure des importations (en millions de USD)	128
Tableau III.6	Répartition des opérations sur les services (en millions de USD)	129
Tableau III.7	Evolution des opérations sur les revenus (en millions de USD)	129
Tableau III.8	Evolution des transferts courants (en millions de USD)	130
Tableau III.9	Evolution du compte de capital et d'opérations financières (en millions de USD)	131
Tableau III.10	Stock de la dette au 31 décembre 2009 (en millions de USD)	135
Tableau III.11	Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2009 (en millions de USD)	136
Tableau III.12	Arriérés sur le Service de la dette au 31 décembre 2009 (en millions de USD)	137
Tableau III.13	Provenance des donations extérieures d'origine publique (en millions de USD)	143

Tableau III.14	Types de donations d'origines multilatérales (en millions de USD)	144
Tableau III.15	Types de donations d'origines bilatérales (en millions de USD)	144
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III		159
Tableau III.16	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise ...	161
Tableau III.17	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise ...	162
Tableau III.18	Evolution des indices des cours des matières premières (Indice 1990 = 100)	163
Tableau III.19	Répartition des exportations par principaux pays de destination (Valeur C.I.F.)	164
Tableau III.20	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs (Valeur F.O.B.)	165
Tableau III.21	Balance commerciale	166
Tableau III.22	Evolution des termes de l'échange (Base 2000 = 100)	167
Tableau III.23	Exportations de principaux produits végétaux et animaux	168
Tableau III.24	Dette extérieure (en millions de USD)	169
Tableau III.25	Dette extérieure (en millions de USD)	170
Tableau III.26	Balance générale des paiements (en millions de USD)	171
Tableau III.27	Solde de la balance générale des paiements (en millions de USD)	172
Tableau III.28	Prévisions de la balance des paiements 2010 (en millions de USD)	173
Tableau III.29	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises (en milliers de USD)	174
Tableau III.30	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement (en millions de USD)	175
Tableau III.31	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit (en milliers de USD)	176
Tableau III.32	Répartition des paiements d'importation des marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres (en milliers de USD)	177
Tableau III.33	Cours interbancaires des devises (en CDF)	178
Tableau III.34	Ecart entre les taux de change interbancaire et parallèles (Données à fin période)	179
TITRE IV MONNAIE ET CREDIT		181
Tableau IV.1	Evolution de la base monétaire (en milliards de CDF)	184
Tableau IV.2	Contreparties de la base monétaire (en milliards de CDF)	185
Tableau IV.3	Evolution de la masse monétaire (en milliards de CDF)	185
Tableau IV.4	Contrepartie de la masse monétaire (en milliards de CDF)	186
Tableau IV.5	Facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en milliards de CDF)	191
Tableau IV.6	Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire (en milliards de CDF)	192
Tableau IV.7	Evolution de l'encours des BTR (en milliards de CDF)	195
Tableau IV.8	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers (en milliards de CDF)	200
Tableau IV.9	Bilans résumés de la Société Financière de Développement (en CDF)	204
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		209
Tableau IV.10	Situation monétaire intégrée (en CDF)	21 ¹
Tableau IV.10 bis	Situation monétaire intégrée (en millions de XDR)	212
Tableau IV.11	Situation monétaire intégrée en 2009 (en milliers de CDF)	213
Tableau IV.11 bis	Situation monétaire intégrée en 2009 (en millions de XDR)	214
Tableau IV.12	Liquidités monétaires et quasi monétaires (en milliers de CDF)	215
Tableau IV.13	Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2009 (en milliers de CDF)	216
Tableau IV.14	Origine des variations de la masse monétaire (en milliers de CDF)	217
Tableau IV.14 bis	Origine des variations de la masse monétaire (en pourcentage)	218
Tableau IV.15	Origine des variations de la masse monétaire en 2009 (en milliers de CDF) ..	219
Tableau IV.15 bis	Origine des variations de la masse monétaire en 2009 (en pourcentage)	220

Tableau IV.16	Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo (Contrevaleur en CDF).....	221
Tableau IV.16 Suite	Ventilation des émissions monétaires (en milliers de CDF)	222
Tableau IV.17	Dépôts bancaires a vue Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province (en milliers de CDF)	223
Tableau IV.18	Dépôts bancaires a terme (1) Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance (en milliers de CDF)	224
Tableau IV.19	Crédits aux entreprises et aux particuliers (en milliers de CDF)	225
Tableau IV.20	Crédits aux entreprises et aux particuliers (utilisations des crédits) (en milliers de CDF)	226
Tableau IV.21	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité (en milliers de CDF)	227
Tableau IV.22	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité (en milliers de CDF)	228
Tableau IV.23	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité (en milliers de CDF)	229
Tableau IV.24	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits (en milliers de CDF)	230
Tableau IV.25	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées par branche d'activité (en milliers de CDF)	231
Tableau IV.26	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo (en milliers de CDF)	232
Tableau IV.27	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2009 (en milliers de CDF)	233
Tableau IV.28	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie (en milliers de CDF)	234
Tableau IV.29	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie en 2009 (en milliers de CDF)	235
Tableau IV.30	Réserves de la Banque Centrale du Congo (en en milliers de CDF)	236
Tableau IV.31	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2009 (en milliers de CDF)	237
Tableau IV. 31 bis	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2009 (en millions de USD)	238
Tableau IV.32	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (en milliers de CDF)	239
Tableau IV.33	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2009 (en milliers de CDF)	240
Tableau IV.34	Situation résumée de la Société Financière de Développement (en milliers de CDF)	241
Tableau IV.35	Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances (en milliers de CDF)	242
Tableau IV.36	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances (en milliers de CDF)	243
Tableau IV.37	Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie (en CDF)	244
Tableau IV.38	Evolution de la base monétaire (au sens strict) (en milliers de CDF)	245

DEUXIEME PARTIE ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE..... 247

TITRE I ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE..... 249

Tableau I.1	Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo	262
Tableau I.2	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études (1)	262
Tableau I.3	Personnel formé au pays	263
Tableau I.4	Personnel formé à l'extérieur du pays	264
Tableau I.5	Répartition des stagiaires par direction.....	267

TITRE II	COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2009	275
Tableau II.1	Comptes d'actif (en millions de CDF).....	278
Tableau II.2	Comptes de passif (en millions de CDF).....	280
Tableau II.3	Produits d'exploitation (en millions de CDF)	281
Tableau II.4	Charges d'exploitation (en millions de CDF).....	283

LISTE DES GRAPHIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2009	1
Graphique I.1	Contribution de branches d'activité économique à la croissance du PIB (en % du total)	6
Graphique I.2	Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation	8
Graphique I.3	Production mensuelle de cuivre et de cobalt (en tonne métrique)	10
Graphique I.4	Production mensuelle de diamant et de pétrole brut	11
Graphique I.5	Evolution mensuelle des indices de production et de consommation du ciment.....	12
Graphique I.6	Indice de production des biens de consommation	12
Graphique I.7	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	14
Graphique I.8	Croissance économique et revenu réel	17
Graphique I.9	Croissance économique et principales composantes de la demande globale en 2009.....	18
Graphique I.10	Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel (en pourcentage du total).....	19
Graphique I.11	Evolution des taux d'inflation mensuel, annualisé et en glissement annuel ..	23
Graphique I.12	Contribution de principales fonctions de consommation à l'inflation globale en 2009	24
Graphique I.13	Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacent, moyen, annualisé et en glissement annuel	26
Graphique I.14	Contribution des principales fonctions de consommation à l'inflation sous-jacente en 2009.....	27
Graphique I.15	Structure des prix des produits pétroliers en 2009.....	28
Graphique I.16	Evolution du taux de chômage	30
Graphique II.1	Importance relative des opérations du cadre budgétaire (en pourcentage du PIB)	76
Graphique II.2	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques (en milliards de CDF).....	78
Graphique II.3	Importance de différentes catégories des recettes (en pourcentage du total) ..	80
Graphique II.4	Structure des dépenses publiques (en pourcentage du total).....	83
Graphique II.5	Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur (en milliards de CDF)	88
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits exportés (Base 2000 = 100)	116
Graphique III.2	Cours de cuivre électrolytique sur les marchés mondiaux	117
Graphique III.3	Cours de zinc et de cobalt sur le marché de Londres	117
Graphique III.4	Cours de principaux produits végétaux exportés	118
Graphique III.5	Evolution des termes de l'échange (Base 2000 = 100)	119
Graphique III.6	Evolution des transactions sur le marché des changes en 2009 (en millions de USD)	121
Graphique III.7	Transactions en devises sur le marché des changes de 2001 à 2009 (en millions de USD)	121
Graphique III.8	Evolution du taux de change en 2009	122

Graphique III.9	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes (en milliards de USD)	125
Graphique III.10	Répartition du stock de la dette par catégorie de créanciers au 31 décembre 2009	135
Graphique III.11	Croissance réelle du PIB et Inflation, 2006-2009.....	146
Graphique III.12	SADC – Dette publique et dette extérieure	147
Graphique III.13	SADC - Solde du compte courant (CAB) et couverture des importations	147
Graphique IV.1	Structure de la masse monétaire (en pourcentage)	186
Graphique IV.2	Encaisses réelles des agents économiques (en CDF).....	187
Graphique IV.3	Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie	188
Graphique IV.4	Objectifs de la politique monétaire en 2009 (en pourcentage)	189
Graphique IV.5	Taux de base de la BCC	190
Graphique IV.6	Multiplicateur monétaire	192
Graphique IV.7	Volumes des transactions sur le marché monétaire (en pourcentage du PIB)	193
Graphique IV.8	Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque (en milliards de CDF).....	194
Graphique IV.9	Volume mensuel des transactions interbancaires (en milliards de CDF).....	195
Graphique IV.10	Ventes mensuelles des billets de trésorerie (en milliards de CDF).....	195
Graphique IV.11	Evolution du taux moyen interbancaire et du taux moyen pondéré (TMP) des BTR	197
Graphique IV.12	Evolution des taux pratiqués par les banques	197
Graphique IV.13	Evolution des taux d'intérêt réels (en points)	198
Graphique IV.14	Ecarts des taux d'intérêt (en points de pourcentage)	199
Graphique IV.15	Allocation des crédits aux branches d'activités économiques (en milliards de CDF).....	201
Graphique IV.16	Structure des crédits suivant la monnaie de règlement (en pourcentage)	202
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	247
Graphique II.1	Structure des produits d'exploitation.....	282
Graphique II.2	Structure des charges d'exploitation.....	283

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	renseignement non disponible
-	renseignement nul
p	renseignement provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
brl	baril
c.s	cotation suspendue
n.c	non communiqué
XDR	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
(CDF) FC	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
PIR	Programme Intérimaire Renforcé du Gouvernement
PEG	Programme Economique du Gouvernement
BTR	billet de trésorerie
PRC	Programme Relais de Consolidation
PSSF	Programme Suivi par les Services du Fonds
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance

ENVIRONNEMENT GENERAL ET POLITIQUE MONETAIRE

La crise financière internationale, intervenue au second semestre 2008, a affecté l'économie mondiale en 2009 avec comme conséquence l'effritement des marchés boursiers, la hausse du chômage et l'accroissement de l'endettement public.

Les faits économiques, qui ont marqué le monde en 2008, ont eu un impact négatif très significatif sur le développement économique et social de l'Afrique en 2009. Cette situation s'est traduite par le recul de la production intérieure. En outre, la faible diversification des économies africaines ainsi que leur forte dépendance des capitaux étrangers et des exportations des produits de base ont induit un recul des échanges extérieurs.

L'économie de la République Démocratique du Congo n'a pas été épargnée par la crise financière et économique internationale. Contrairement aux économies des pays développés, l'économie congolaise, qui est entrée en récession depuis le troisième trimestre 2008 jusqu'au deuxième trimestre 2009, a connu une situation particulière attestée par des tensions sur les principaux marchés. Il a ainsi été observé une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt ainsi qu'une dépréciation de la monnaie nationale.

Compte tenu de cette situation, la Banque Centrale du Congo a actionné ses différents instruments de politique monétaire et de change. A cet effet, elle a procédé au réajustement à la hausse de sa grille de taux d'intérêt et du coefficient de la réserve obligatoire. En outre, pour lisser les fluctuations du taux de change, l'Institut d'Emission est intervenu de manière régulière sur le marché des changes par la vente des devises.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Le surendettement des ménages dans les pays industrialisés et l'effondrement du commerce mondial, provoqué par la contraction de la demande, ont accentué les déséquilibres mondiaux. En effet, l'activité économique a baissé de 4,1 % et 2,4 % au niveau de la zone euro et des Etats-Unis contre respectivement une croissance de 0,6 % et 0,4 % en 2008. Par contre, les pays émergents d'Asie ont enregistré un taux de croissance de 6,9 % en 2009 contre 7,7 % en 2008.

En Afrique subsaharienne, le repli de la demande mondiale des produits de base a entraîné une détérioration des termes de l'échange. De même, la politique de resserrement du crédit dans certains pays développés et émergents ainsi que la baisse des Investissements Directs Etrangers (IDE) ont conduit au recul de la production intérieure. Le taux de croissance de cette dernière s'est situé à 2,2 % en 2009 contre 5,6 % en 2008.

II. ENVIRONNEMENT INTERIEUR

L'évolution économique et financière de la République Démocratique du Congo a été marquée par un ralentissement de l'activité consécutif à un environnement international défavorable. Le taux de croissance économique s'est établi à 2,8 % contre 6,2 % une année auparavant. L'inflation a atteint 53,4 % en 2009, niveau jamais enregistré depuis 2002, contre 27,6 % en 2008. Sur le marché des changes, le Franc congolais a perdu 29,2 % de sa valeur par rapport au dollar américain contre 21,3 % en 2008.

Toutefois, quatre périodes ressortent de la situation économique et financière de la RDC en 2009 :

Au premier trimestre, la conjoncture a été défavorable en raison du recul de l'indice d'activité économique de 4,6 % contre 1,1 % au dernier trimestre de 2008, d'une forte inflation située à 21,4 % et d'une rapide dépréciation de la monnaie nationale de 22,4 %. Cette situation tient aux à-coups de la crise financière et aux chocs internes tant budgétaires que monétaires, lesquels se sont traduits notamment par l'expansion non prévue de la base monétaire et la hausse généralisée des prix intérieurs.

Au deuxième trimestre, une nette amélioration de la conjoncture a été observée à la suite de la reprise de la demande internationale et des cessions régulières des devises par la Banque Centrale sur le marché des changes. Ces faits ont eu comme corollaire le ralentissement de la volatilité sur le marché des biens et services et celui des changes. Ainsi, le taux d'inflation s'est replié à 3,2 % et le taux de change du franc congolais s'est apprécié de 8,9 % par rapport au dollar américain. Dans le même temps, il s'est observé une atténuation de la décroissance de l'activité économique. L'indice d'activité a été de -1,3 %.

Au troisième trimestre, il a été constaté une résurgence des tensions sur les marchés tant des changes que des biens et services du fait de la monétisation du déficit du secteur public. La monnaie nationale a enregistré une dépréciation de l'ordre de 12,1 % par rapport au dollar américain et le rythme de formation des prix intérieurs a augmenté de près de 9,0 %. Cette sous - période a marqué la sortie de la récession comme l'atteste le taux de croissance positif de l'indice d'activité (2,0 %).

Le quatrième trimestre a connu une évolution divergente des paramètres macroéconomiques. En effet, celui-ci s'est caractérisé par : (i) la poursuite des tensions sur tous les marchés, entre fin septembre et le 15 novembre, avec une inflation de 9,7 % et une dépréciation monétaire de 5,1 % et, (ii) une accalmie sur les deux principaux marchés à partir du 16 novembre consécutive à la réalisation d'un taux moyen d'inflation de 1,6 % en décembre et une appréciation de 0,4 % due à la cession, par la Banque Centrale, des devises sur le marché des changes.

Dans le cadre de la stabilisation macroéconomique, l'Institut d'Emission a procédé au resserrement de sa politique monétaire en révisant à la hausse son taux de base, lequel est passé de 65,0 à 70,0 % l'an. Il en a été de même du coefficient de la réserve obligatoire qui a été relevé de 5,0 % à 7,0 %. En outre, pour lisser les variations du taux de change, la Banque Centrale a procédé à la vente des devises d'un import de 124,7 millions de USD.

Par ailleurs, le pays a conclu en date du 12 décembre 2009, un nouvel accord triennal appelé « Programme Economique du Gouvernement », en sigle PEG II, couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2012. Ce programme est appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'un montant de 346,5 millions de DTS.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

ET FINANCIERE EN 2009

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'évolution économique et financière de la République Démocratique du Congo en 2009 a été marquée par un net ralentissement de l'activité économique. La croissance économique a été de 2,8 % contre 6,2 % en 2008. Ce repli est dû essentiellement aux effets de la crise économique et financière internationale. En effet, la baisse de la demande mondiale et la chute drastique des cours de principaux produits d'exportation, se sont répercutées sur les secteurs exposés notamment, les mines et les hydrocarbures, avec des effets d'entraînement sur l'activité d'autres branches telles que les services marchands non financiers, et les transports et communications.

La République Démocratique du Congo s'est fortement ressentie des effets de cette crise à cause, entre autres, de la diversification limitée de son économie et de sa forte dépendance vis-à-vis des exportations des produits de base ainsi que des capitaux étrangers. Les activités économiques sont demeurées vulnérables face aux chocs extérieurs notamment, la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques ainsi que la baisse des investissements directs étrangers.

Par ailleurs, l'année 2009 a été caractérisée par la résurgence de l'inflation. En effet, les tensions inflationnistes enregistrées en 2008 se sont amplifiées en 2009, situant le taux d'inflation à 53,4 % contre 27,6 % une année plus tôt. Ce niveau d'inflation, jamais atteint depuis 2002, a induit une fois de plus le non respect du critère fixé par l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), exigeant aux pays membres de réaliser un taux d'inflation annuel à un chiffre. Cette situation est consécutive notamment aux chocs endogènes tenant au financement monétaire du déficit du secteur public.

Le faible niveau de croissance réalisé en 2009 s'est répercuté sur les conditions de vie de la population réduisant la chance pour le pays de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le classement annuel sur base de l'Indice de Développement Humain (IDH), publié par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) en novembre 2009, a situé la RDC au 176^{ème} rang sur 182 pays membres des Nations-Unies. La Norvège conserve la tête et le Niger clôture la liste.

CHAPITRE I

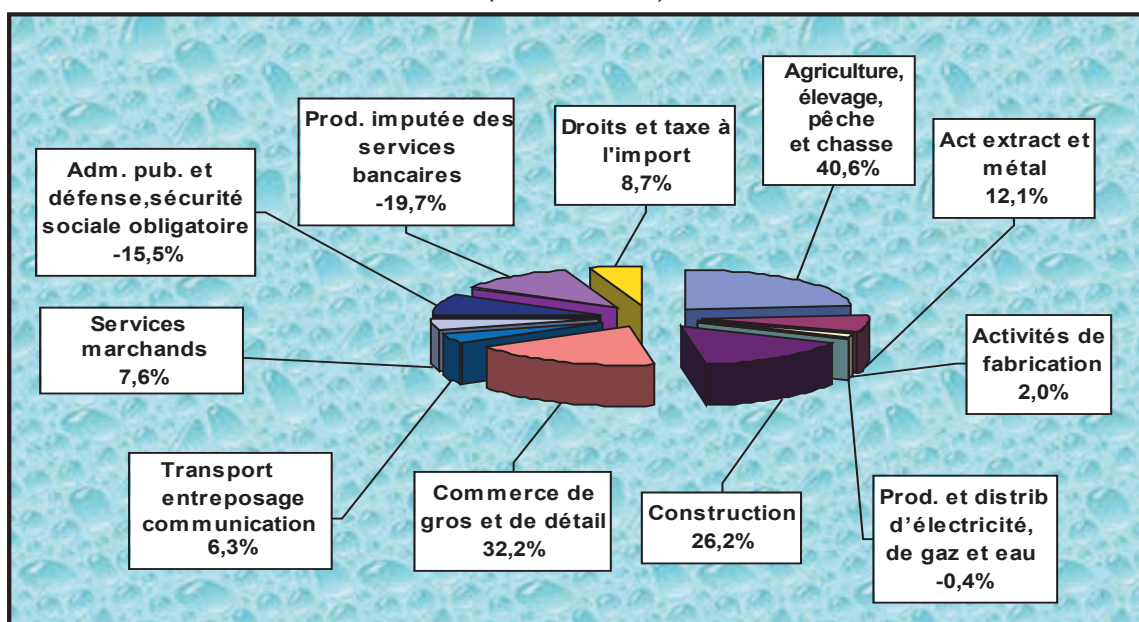
PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique en RDC a connu un ralentissement notable en 2009 comparativement à son niveau de 2008. L'analyse de principales composantes du PIB se fera suivant les deux approches classiques, à savoir celle par la valeur ajoutée et celle par la dépense.

I.1. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE

La croissance économique a sensiblement reculé en 2009, s'établissant à 2,8 % contre 6,2 % une année plus tôt. Selon l'optique du produit, ce ralentissement reflète principalement les effets de la crise économique et financière mondiale qui a été à la base de la contre-performance enregistrée au niveau du secteur minier en tant que l'un des secteurs moteurs de la croissance en RDC.

**Graphique I.1 Contribution de branches d'activité économique
à la croissance du PIB ⁽¹⁾**
(en % du total)



(1) Cfr Tableau I.14.

En 2009, la structure des contributions dans la formation du PIB a été modifiée comparativement à 2008. En effet, la branche « Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse » a contribué à hauteur de 40,6 % à la croissance, suivie par celles de « Commerce de gros et de détail » ainsi que de « Bâtiments et Travaux publics »

pour respectivement 32,2 % et 26,2 %. Par contre, l'activité de production et de distribution d'eau, d'électricité et de gaz a plombé la croissance avec une contribution négative de 0,4 %.

Tableau I.1 Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

Secteurs d'activités	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Secteurs des biens	-3,3	3,1	4,6	6,6	7,2	3,7	3,5	4,7	2,7
1. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	-3,9	0,5	1,2	0,6	2,9	3,2	3,3	3,0	3,0
2. Activités extractives et métallurgiques	-16,2	6,8	-3,3	24,0	5,6	0,9	5,1	2,7	1,6
3. Activités de fabrications	8,6	2,8	8,3	-7,4	1,7	4,3	1,8	-4,9	-4,2
4. Production et distribution d'électricité, gaz et eau	6,7	11,5	23,8	22,5	24,1	13,2	5,4	3,8	5,8
5. Construction	6,7	11,5	23,8	22,5	24,1	13,2	5,4	3,8	9,1
II. Secteurs des Services	-3,5	4,9	8,0	7,5	8,7	9,1	11,1	9,8	4,3
1. Commerce de gros et de détail	07	1,7	3,5	5,7	9,9	8,9	13,1	12,3	7,1
2. Transports, entreposage et communications	81	21,0	27,8	11,3	10,1	12,5	10,9	8,4	4,4
3. Services marchands	-100	6,1	6,2	8,1	8,5	7,5	6,9	4,8	2,7
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-23,6	3,5	14,4	11,6	3,5	5,8	6,2	4,2	-23,0
Droits et taxes à l'importation	44,4	16,3	4,7	11,5	13,7	14,0	19,0	15,4	6,4
Produit Intérieur Brut	-2,1	3,5	5,8	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse

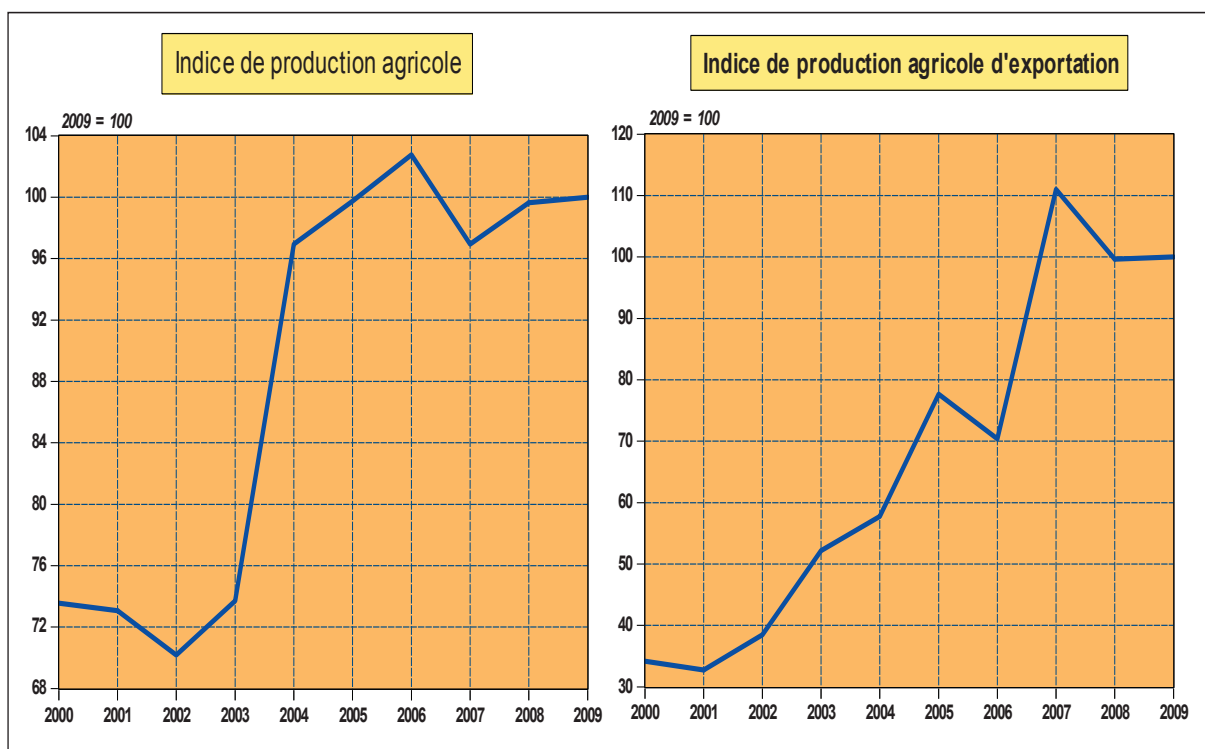
La croissance de cette branche s'est maintenue à son niveau de 2008, soit 3,0 %. En effet, en 2009, toutes les composantes du secteur agricole ont contribué à cette croissance.

I.1.1.1. Agriculture

I.1.1.1.1. Cultures vivrières

Au terme de l'année 2009, la production des cultures vivrières est demeurée quasi stagnante. En effet, à l'exception des légumes et légumineuses ainsi que les oléagineux qui ont enregistré des accroissements de 2,1 % et 1,1 % de leurs productions contre 2,6 % chacun en 2008, les autres cultures ont connu une stagnation.

Graphique I.2 Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1.2. Cultures d'exportation

Les cultures d'exportation se sont fortement ressenties des effets de la contraction de la demande mondiale et de nouvelles restrictions édictées par le Gouvernement, portant notamment sur l'exploitation rationnelle de la forêt. En effet, en dépit de l'amélioration de leurs cours observée à partir du deuxième trimestre 2009, les volumes de production de culture d'exportation, comparativement à leurs niveaux de 2008, ont baissé de 0,1 %, 0,7 % et 10,0 % respectivement pour les cafés arabica et robusta, le cacao ainsi que les grumes. Il y a lieu de relever également que l'intensification des campagnes menées par les ONG internationales, notamment sur l'exploitation abusive des ressources forestières du bassin du Congo, a contribué aussi à la contre-performance quant à la production des grumes.

I.1.1.2. Sylviculture

Les productions du bois de chauffage et du charbon de bois se sont accrues de 3,0 % chacune au cours de la période sous-revue, après avoir connu le même niveau de progression une année auparavant. Cette situation tient au recours intensif des ménages aux produits forestiers pour faire face, notamment, au déficit récurrent dans la fourniture en énergie électrique.

I.1.1.3. Elevage

L'activité de l'élevage, exploitée à l'époque par les grandes fermes en majorité tenues par les expatriés, a connu une régression au fil des années. Cette situation s'est aggravée lors des pillages de 1991 et 1993 et de la persistance des conflits armés en RDC. Les entreprises modernes ont dû arrêter l'exploitation et cette activité est aujourd'hui entre les mains de petits exploitants pratiquant un élevage sur des superficies réduites et se butant aux différentes maladies qui déciment les cheptels.

Les données disponibles publiées par le Service National des Statistiques Agricoles, SNSA en sigle, renseignent, à l'exception de la production de bovins qui a régressé de 0,2 % en 2009, celles d'autres cheptels ont globalement connu une stagnation au cours de l'année sous revue.

I.1.1.4. Pêche et Chasse

Une amélioration de 3,0 % des produits de la chasse et de la pêche a été enregistrée en 2009. Il sied toutefois de relever que l'activité de la pêche demeure artisanale et ne permet pas de satisfaire la demande locale de poissons, laquelle reste tributaire des importations.

I.1.2. Industries extractives et métallurgiques

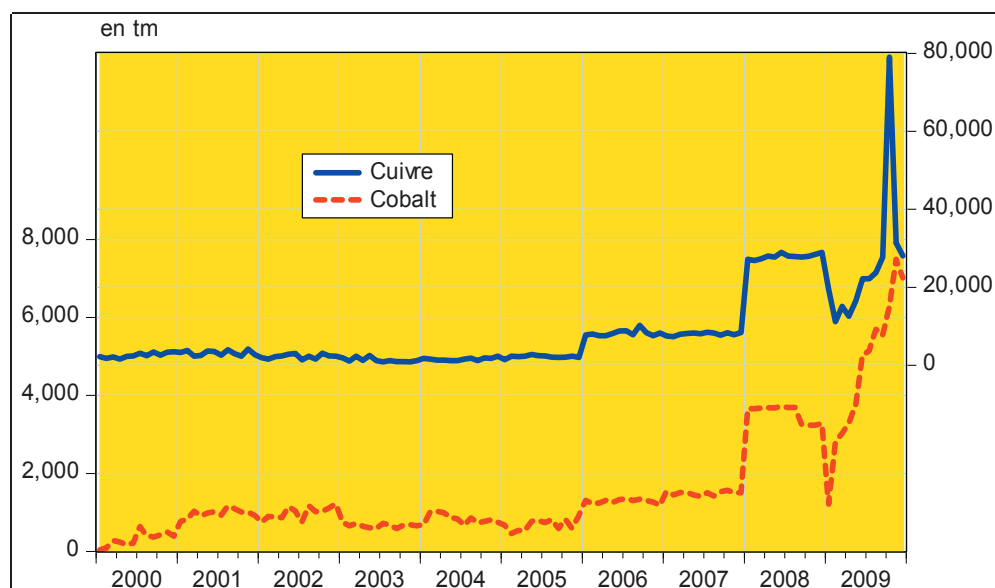
Comparativement à l'année 2008, le taux de croissance de la valeur ajoutée de la branche des industries extractives a connu un ralentissement, passant de 11,4 % à 2,5 %. Cette situation traduit le comportement des activités du secteur qui, au cours de l'année sous revue, a enregistré une évolution contrastée. En effet, la poursuite de la baisse de la production due à l'effondrement de la demande mondiale enregistré au cours du premier semestre a été contrebalancée par la reprise observée au second semestre.

I.1.2.1. Cuivre, Cobalt et Zinc

La production totale de cuivre a régressé de 7,7 %, s'établissant à 309.181 tonnes en 2009 contre 335.066 tonnes une année plus tôt.

La production de la GECAMINES a reculé de 43,5 %, se situant à 13.274 tonnes en 2009 contre 23.475 tonnes en 2008. En sus de la raison évoquée ci-dessus, cette entreprise est butée aux difficultés d'ordre structurel, à savoir le manque de nouveaux investissements et la vétusté de l'outil de production. La production des partenaires a baissé de 5,0 %, s'élevant à 295.907 tonnes contre 311.592 tonnes une année auparavant. La baisse de la production des partenaires s'explique également par le retard observé dans le traitement des dossiers relatifs à la revisitation des contrats miniers, ce qui a entravé l'exécution des plans de production de certaines entreprises du secteur.

Graphique I.3 Production mensuelle de cuivre et de cobalt
(en tonne métrique)



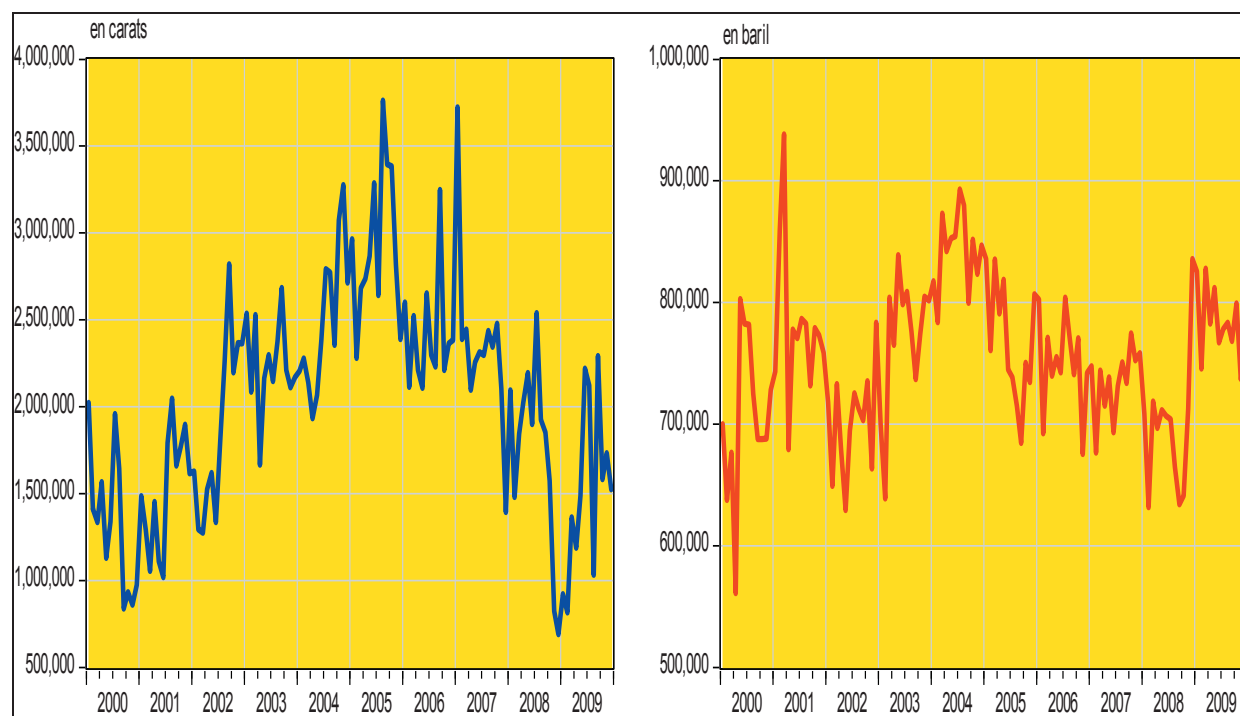
Source : Banque Centrale du Congo.

Concernant la production totale de cobalt, elle s'est inscrite en hausse de 32,5 % en 2009, se chiffrant à 56.258 tonnes contre 42.461 tonnes en 2008. La part de la Gécamines, toujours marginale, n'a représenté que 0,8 % contre 99,2 % revenant à ses partenaires.

Les données disponibles sur le zinc, portant uniquement sur la production de la Gécamines, renseignent une augmentation de la production de 27,0 %, passant d'une année à l'autre de 15.465 tonnes à 19.636 tonnes. A l'instar des années antérieures, cet accroissement de la production résulte de l'approvisionnement régulier en oxyde de zinc auprès d'un des partenaires de cette entreprise.

I.1.2.2. Diamant

La production totale de diamant a connu une baisse de 12,8 % au cours de l'année 2009, s'établissant à 18.275 milliers de carats contre 20.947 milliers en 2008. Outre l'environnement international défavorable, cette évolution s'explique par l'arrêt des activités de la Miba.

Graphique I.4 Production mensuelle de diamant et de pétrole brut

Source : Banque Centrale du Congo.

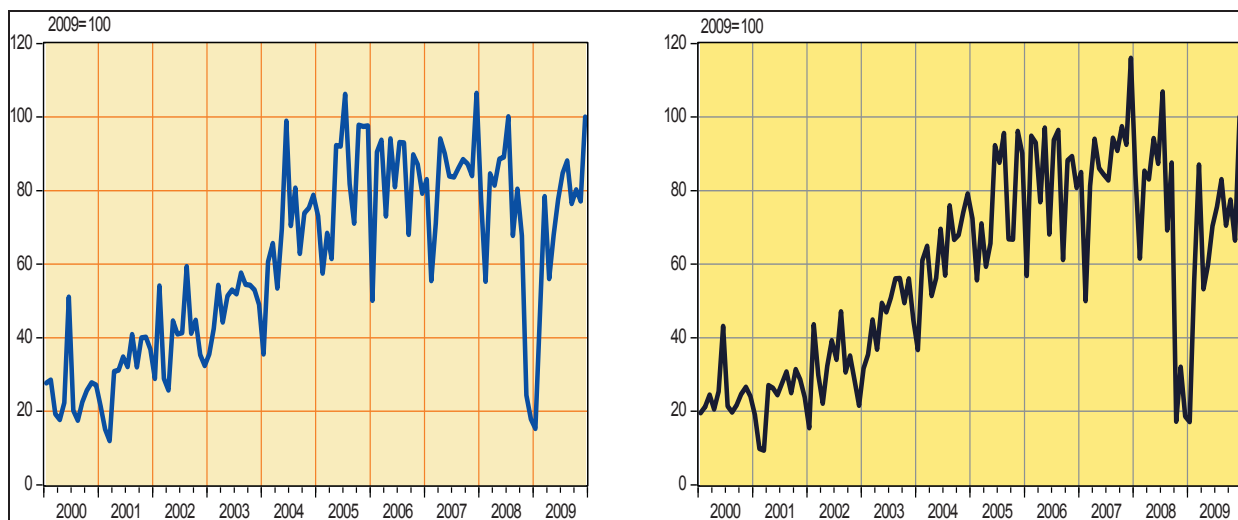
I.1.2.3. Pétrole brut

Rapprochée à son niveau de 2008, la production de pétrole brut s'est accrue de 12,2 % en 2009, se chiffrant à 9.382,0 milliers de barils contre 8.365,0 milliers. Cette évolution est attribuable à la mise en exploitation de nouveaux puits réalisés dans le secteur d'exploitation pétrolière, coïncidant avec la remontée des cours du baril sur le marché international.

I.1.3. Industries manufacturières

La valeur ajoutée de la branche « Industries manufacturières » a progressé de 1,4 % en 2009 contre 2,7 % une année plus tôt. Parallèlement, son indice de production s'est établi à 126,1 points en 2009 contre 124,5 points en 2008, soit une hausse de 1,3 %. Il importe de noter que l'indice des biens de consommation s'est amélioré de 1,8 % en 2009, suite à la timide reprise de la demande après la crise financière. Parallèlement, celui des industries des biens d'équipement et d'approvisionnement a baissé de 2,9 %, en raison des facteurs structurels et conjoncturels caractérisant ce secteur.

Graphique I.5 Evolution mensuelle des indices de production et de consommation du ciment

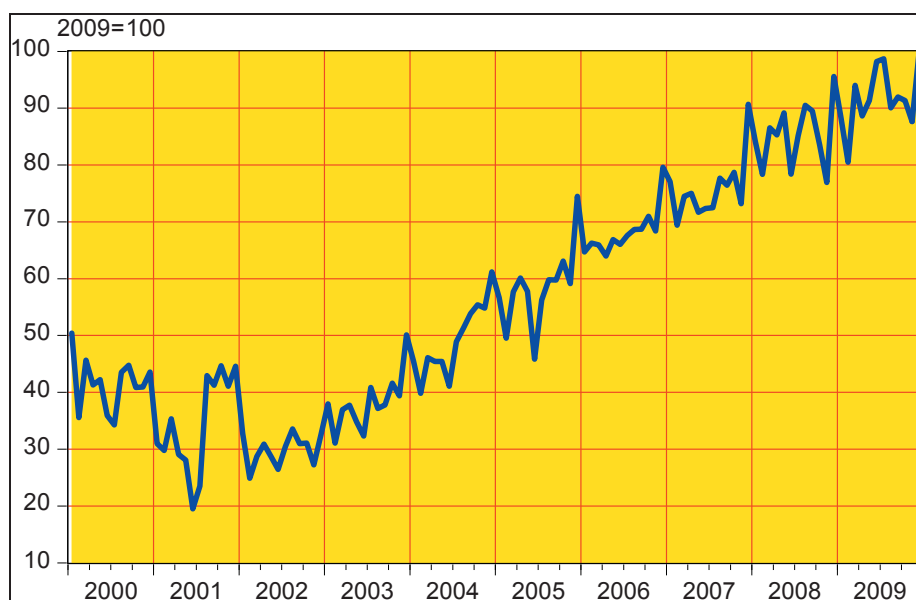


Source : Banque Centrale du Congo.

I.3.1. Industries des biens de consommation

Les industries des biens de consommation se sont bien comportées en 2009 par rapport à l'année 2008. En effet, l'indice de production de cette sous-branche s'est accru de 1,8 %, passant d'une année à l'autre de 122,6 à 124,8 points.

Graphique I.6 Indice de production des biens de consommation



Source : Banque Centrale du Congo.

Cet accroissement résulte notamment du bon comportement des indices de production de la plupart des industries dont les variations par rapport à 2008 ont été de 1,0 % contre 1,6 % pour les industries alimentaires et 2,2 % contre 3,0 % pour les industries des boissons.

Cependant, les industries de Confection, bonneterie, tissage et impression de tissu ont enregistré le même niveau de baisse que l'année précédente, soit 40,0 %. De même, les industries des chaussures et cuirs ont baissé de 2,0 % en 2009 contre 3,3 % en 2008.

I.1.3.2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

En 2009, l'indice de production des biens d'équipement et d'approvisionnement s'est établi à 137,8 points contre 141,9 points une année auparavant, soit une baisse de 2,9 %.

Les indices de production de toutes les industries sous analyse ont enregistré des évolutions à la hausse en 2009, à l'exception de celui des industries de transformation de bois qui a accusé une baisse de 13,1 % contre 34,0 % en 2008.

S'agissant de l'indice d'activité de production des industries du matériel de transport, il a progressé de 7,7 % en 2009 contre une baisse de 56,8 % en 2008, sous l'impulsion des activités de constructions et de réparations navales qui ont connu des accroissements respectifs de 66,7 % et 9,1 %.

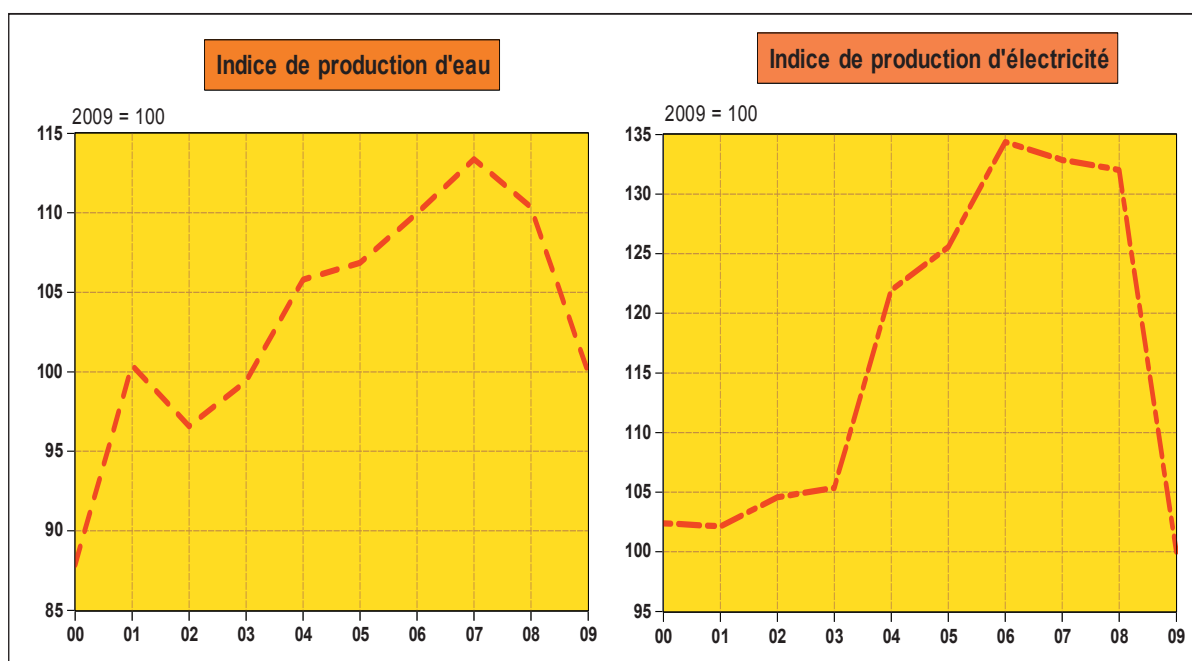
Quant à l'indice de production des industries des minéraux non métalliques, il a enregistré, à l'instar de 2008, une hausse de 3,0 %, grâce notamment à l'amélioration des productions de concassés (10,0 %), de carrelage (6,9 %), de fibrociment (5,9 %) et des produits en béton (4,5 %).

Concernant l'indice de production des industries de fabrication des métalliques lourdes, il s'est accru de 1,2 % en 2009 contre 13,7 % précédemment, suite à l'accroissement de 5,4 % des activités de fonderie.

Il y a lieu de noter que la contre-performance enregistrée par les industries de transformation de bois, alors que l'activité de construction est en pleine expansion, s'explique par la préférence des exploitants à exporter le bois grume compte tenu du renchérissement de son cours sur le marché mondial.

I.1.4. Electricité et Eau

Au terme de l'année sous examen, les indices de production d'eau et d'électricité ont reculé, passant de 2008 à 2009 respectivement de 112,8 points à 102,2 et de 129,3 points à 97,9 points. En ce qui concerne les indices de consommation d'eau et d'électricité, ils ont évolué à la baisse, se repliant respectivement de 26,1 % et 26,9 %.

Graphique I.7 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité ⁽¹⁾

(1) Cfr Tableau I.14.

I.4.1. Electricité

En 2009, la production d'électricité s'est inscrite en baisse de 24,2 %, s'élevant à 5.678,0 milliers de MWh contre 7.495,0 milliers une année auparavant.

Les facteurs explicatifs de cette contre-performance tiennent essentiellement à la faiblesse des investissements dans ce secteur dont la conséquence est notamment la vétusté de l'outil de production nécessitant des moyens importants pour le réhabiliter.

Quant à la consommation d'électricité, il a été observé une baisse de 26,8 % consécutive au ralentissement des activités surtout minières sous les effets de la crise financière internationale et à l'avarie du réseau de distribution causant des coupures intempestives d'électricité perturbant ainsi le bon fonctionnement de l'activité des entreprises et ménages.

I.4.2. Eau

La production d'eau potable a connu également une baisse de 9,4 %, en 2009, se situant à 213,8 millions de m³ contre 235,8 millions en 2008, en raison principalement de la vétusté de l'outil de production et de son réseau.

Quant à la consommation, elle s'est repliée de 26,1 %, passant de 145,8 millions de m³ en 2008 à 107,8 millions en 2009. Cette situation résulte notamment de la dégradation du réseau de distribution.

I.1.5. Construction

Selon les estimations, la valeur ajoutée de la branche « Construction » s'est davantage améliorée en 2009 avec un taux d'accroissement de 9,1 % contre 3,8 % en 2008. Cette évolution résulte de la réalisation de grands travaux d'infrastructure dans le cadre des cinq chantiers de la République ainsi que des initiatives des particuliers.

Quant à l'indice de consommation intérieure de ciment, lequel constitue un indicateur clé dans le comportement de la branche, la baisse enregistrée en 2009, dans un contexte d'explosion des activités de la branche de construction, s'explique par l'indisponibilité des statistiques sur les importations de ciment dont l'apport dans les travaux a été plus que significatif.

I.1.6. Commerce de gros et de détail

Comparée à l'année 2008, la valeur ajoutée de la branche « Commerce de gros et de détail » s'est accrue de 4,3 % contre 12,3 %. Elle a contribué pour 32,2 % à la croissance économique, en raison notamment de l'amélioration progressive des voies de communication à travers les différentes provinces du pays facilitant ainsi la circulation des biens et des personnes. Dans ce cadre, il a été noté une augmentation des marges commerciales particulièrement pour les entreprises exploitant les branches de matériaux de construction, des appareils cellulaires et électroménagers.

I.1.7. Transports et Communications

Après avoir enregistré de bonnes performances depuis 2002, la valeur ajoutée de la branche « Transports et Communications » a connu son niveau de progression le plus bas en 2009, soit 2,9 %, après avoir connu une augmentation de 8,4 % en 2008. La contribution de la branche dans le PIB a été de 6,3 % contre 8,0 % une année plus tôt sous l'effet du repli des activités de téléphonie mobile, à la suite de la crise financière internationale.

I.1.7.1. Transports

I.1.7.1.1. Trafic des marchandises et des personnes

L'indice d'activité du trafic des marchandises et des personnes a progressé de 18,3 % en 2009, s'établissant à 117,4 points contre 99,2 points en 2008, en raison de l'accroissement du trafic des marchandises.

L'amélioration des activités au niveau des voies routière et aérienne, dont la progression a été respectivement de 77,7 % et 50,0 %, a induit une augmentation de 23,6 % du trafic des marchandises, lequel est passé de 2.415,2 tonnes/km à 2.922,3 tonnes, d'une année à l'autre.

L'amélioration de l'état des routes de desserte agricole dans le cadre des cinq chantiers de la République explique notamment cette évolution. Les autres voies de communications ont enregistré des activités de faibles amplitudes.

Quant au trafic voyageur, il est demeuré quasiment inchangé, soit 0,1 % de croissance par rapport à l'année 2008.

I.1.7.1.2. Manutention

Comparé à son évolution observée en 2008, l'indice d'activité de la manutention dans les principaux ports a progressé de 4,2 %, passant de 136,2 points à 142,0 en 2009, sous l'effet de l'expansion des activités au niveau de port de Matadi, soit 6,6 %. Par contre, les activités aux ports de Boma et de Kinshasa ont enregistré des baisses respectives de 13,0 % et 4,2 % au cours de la même période.

I.1.7.2. Communications

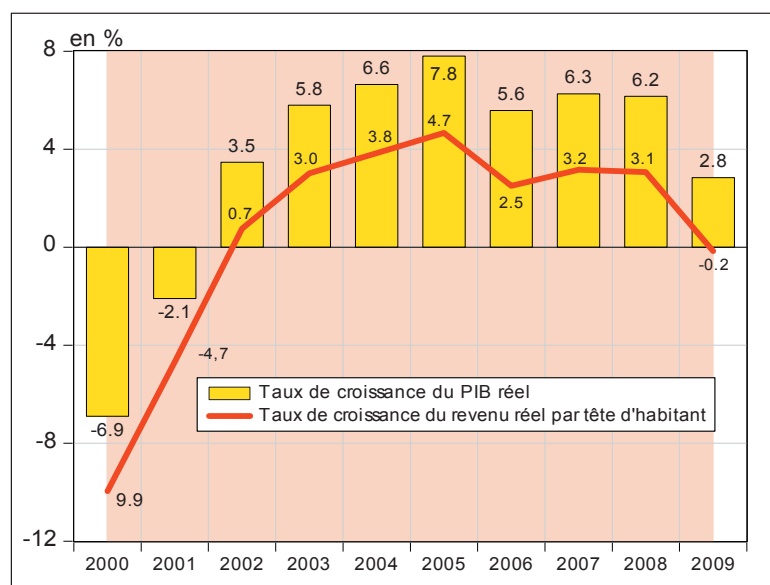
Les activités de la téléphonie mobile ont régressé en 2009 tel qu'attesté par le recul de la consommation d'unités, laquelle s'est établie à 2.005.147,5 milliers contre 2.452.370,1 milliers une année plutôt, soit une régression de 18,2 %. Cette évolution résulte notamment de l'incidence défavorable des effets conjugués de la crise financière internationale et du déficit dans la fourniture de l'électricité dans certains coins du pays, lesquels ont pesé lourdement dans l'évolution de la téléphonie mobile.

I.1.8. Services marchands

La tendance haussière de la valeur ajoutée dans la branche des services marchands observée depuis 2002 s'est poursuivie en 2009, mais à un rythme relativement réduit. Au cours de l'année sous analyse, les services marchands se sont accrus de 3,5 % contre 4,8 % une année plus tôt. Cette situation tient aux effets de la crise économique et financière internationale, notamment sur les activités bancaires, hôtelières ainsi que des agences de publicité et de voyage.

I.1.9. Services non marchands

La valeur ajoutée de la branche des services non marchands a régressé de 23,0 % en 2009, après avoir enregistré une augmentation de 4,2 % une année plus tôt.

Graphique I.8 Croissance économique et revenu réel

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS

L'analyse par l'approche de la dépense renseigne que la croissance économique en 2009 repose essentiellement sur le dynamisme de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe. Les investissements et les exportations des biens et services se sont ressentis de l'atonie ayant caractérisé les activités minières imputable principalement aux effets de la crise économique et financière internationale.

I.2.1. Demande intérieure

La demande intérieure a été tirée essentiellement par la consommation finale des ménages et la formation brute de capital fixe aussi bien de l'Etat que des ménages et des entreprises.

I.2.1.1. Consommation finale

Bien que demeurant la composante de la demande globale qui a le plus porté la croissance économique, la consommation des ménages a connu un ralentissement en 2009. Elle a enregistré un taux de croissance de 2,4 % contre 5,8 % une année plus tôt.

Tableau I.2 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB
(en pourcentage)

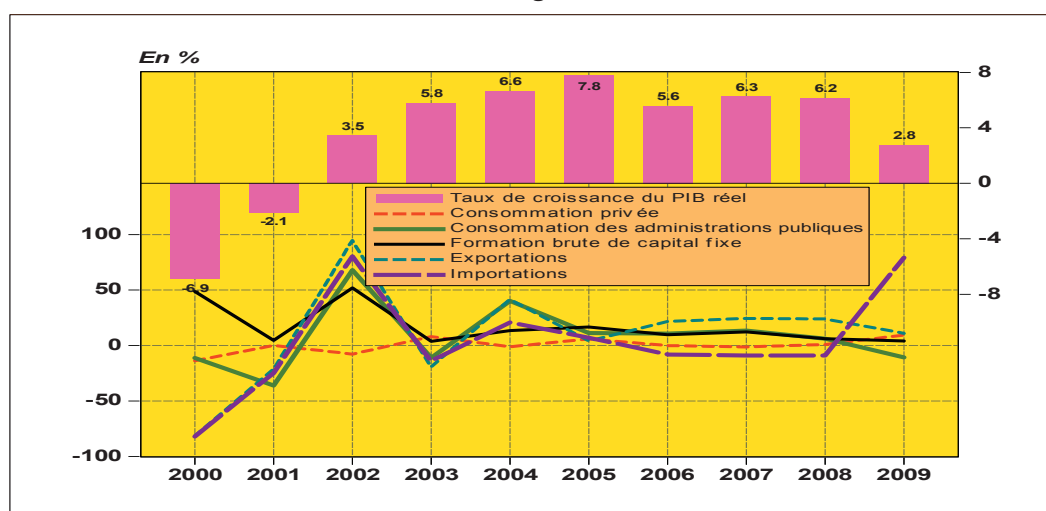
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)	2009 (e)
1 Consommation finale des ménages	81,7	88,2	82,6	81,4	67,0	57,0	64,2	72,1	71,1	67,8
2 Consommation finale des administrations publiques	7,5	4,9	5,2	12,0	16,1	21,3	21,7	18,5	17,0	10,9
3 Formation brute de capital fixe	10,5	7,6	8,6	12,5	18,5	19,9	20,7	19,5	20,9	19,8
4 Variation de stocks	0,6	0,5	0,7	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,0
5 Exportations des biens et services	6,5	14,2	24,4	26,8	35,1	34,5	36,1	65,6	65,5	53,4
6 Importations des biens et services	6,7	15,4	21,5	33,9	38,0	33,8	43,7	76,7	75,5	52,9
7 Exportations nettes des biens et services	-0,2	-1,2	2,9	-7,1	-2,8	0,6	-7,7	-11,1	-10,1	0,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Cette atonie de la consommation privée s'est traduite par l'effritement de sa contribution en points de croissance, laquelle est passée de 3,9 points de pourcentage en 2008 à 1,6 point. Cette situation fait suite notamment à l'amenuisement des revenus des particuliers imputable aux pressions inflationnistes qui ont caractérisé cette année et à la dégradation des conditions du marché de travail dans un contexte de crise économique mondiale.

Cette même évolution a caractérisé la consommation des administrations publiques qui s'est ralentie dans un environnement de crise économique en affichant une progression de 3,7 % en 2009 contre 6,9 %. Dans le même temps, sa contribution à la croissance a été en repli à 0,4 point au cours de la même période comparativement à 0,7 point réalisé une année plus tôt.

Graphique I.9 Croissance économique et principales composantes de la demande globale en 2009



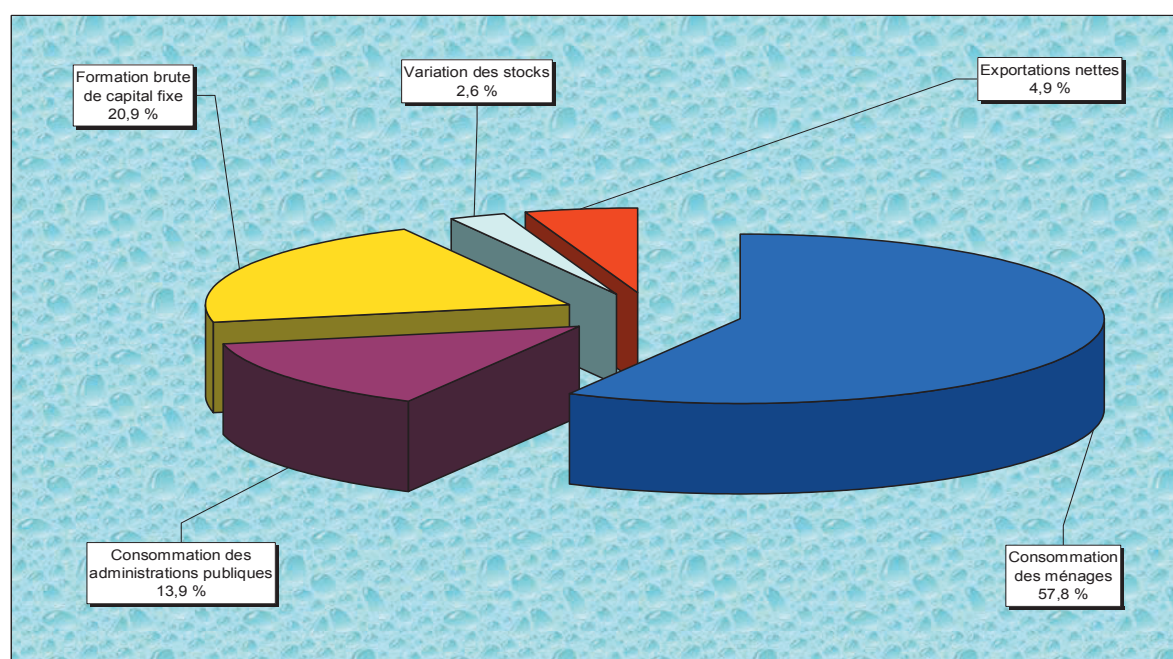
Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1.2. Investissements bruts

La formation brute de capital fixe en 2009 a connu un ralentissement en s'établissant à 2,8 %, après une progression de 6,9 % en 2008. Cette évolution reflète le ralentissement des investissements des particuliers dans le secteur de l'immobilier, notamment sous l'effet de la crise économique mondiale. Cependant, il importe de relever que ce ralentissement a toutefois été contrebalancé par les grands travaux d'infrastructures entrepris par le Gouvernement au cours de la même période.

Dans ce contexte, la contribution en points de croissance de la formation brute de capital fixe, aussi bien de la partie gouvernementale que des particuliers, qui avait atteint 1,3 point de pourcentage en 2008, s'est repliée à 0,6 point une année plus tard. Au niveau de l'Etat, les investissements se sont traduits principalement par les travaux de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures de base, tandis qu'en ce qui concerne les ménages et les entreprises, les investissements ont porté principalement sur le secteur de l'immobilier.

Graphique I.10 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

Les investissements réalisés dans le cadre budgétaire ont augmenté, en nominal, de 198,6 %, se chiffrant à 479.972,5 millions de CDF en 2009 contre 160.755,0 millions une année plus tôt.

L'analyse sectorielle révèle la prépondérance des infrastructures économiques, absorbant 51,3 % des dépenses en capital du cadre budgétaire en 2009. En effet, les dépenses y afférentes se sont accrues de 1.636,9 %, passant d'une année à l'autre de 14.186,4 millions de CDF à 246.406,2 millions. Ces dépenses ont été affectées essentiellement aux besoins de la reconstruction et réhabilitation des routes, ponts et chaussées.

Les équipements des administrations (matériel durable et les constructions civiles) et les infrastructures sociales et collectives (travaux antiérosifs et divers) ont représenté respectivement 39,6 % et 9,0 % du total.

En ce qui concerne les investissements privés, les données disponibles publiées par l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements et la Commission Interministérielle chargée d'approuver les listes des biens à importer par les entreprises minières sous le régime douanier privilégié, concernent les intentions d'investissements exprimées par les promoteurs privés, mixtes et parapublics.

En 2009, le Conseil de Promotion et d'Agrément a agréé 123 projets (de création, d'extension ou de modernisation) pour une valeur totale de 2.399,2 millions de USD contre 1.985,2 millions une année plus tôt, soit un accroissement de 20,9 %. La réalisation de ces projets devrait générer 19.848 emplois, dont plus de 80,0 % en faveur de la main-d'œuvre locale.

Tableau I.3 Intentions d'investissement en 2008 et 2009

BRANCHES D'ACTIVITES	2008			2009		
	Nombre de projets	Coût des investissements (en USD)	Emplois à créer	Nombre de projets	Coûts des investissements (en USD)	Emplois à créer
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	10	245 610 209	3 096	11	39 774 355	1 875
Industries de fabrication	36	261 394 390	6 715	41	331 216 375	4 143
Eau, électricité et gaz	5	59 172 964	0	2	46 177 367	0
Bâtiments et Travaux Publics	8	112 845 740	1 456	4	264 744 776	2 216
Services marchands	53	1 306 202 130	6 680	65	1 717 296 674	11 614
Total général	112	1 985 225 433	17 947	123	2 399 209 547	19 848

Source : Banque Centrale du Congo, à partir des données publiées par l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements.

L'analyse sectorielle révèle que la branche des services marchands a drainé 52,8 % des projets, suivi de celle des Industries de fabrication avec 33,3 %. Les autres branches d'activité économique, à savoir l'Agriculture, les Bâtiments et Travaux publics ainsi que la production et la distribution d'Eau, d'Electricité et de Gaz ont représenté respectivement 8,9 %, 3,3 % et 1,6 % dans le total.

En 2009, la Commission Interministérielle chargée d'approuver les listes des biens à importer sous le régime douanier privilégié a traité et approuvé 40 projets du secteur minier évalués à 2.492,7 millions de USD. La province du Katanga demeure la principale bénéficiaire desdits projets.

I.2.2. Demande extérieure nette

Un ralentissement notable a été observé au niveau de la demande extérieure nette en 2009 par rapport à l'année 2008. En effet, les exportations nettes n'ont enregistré, d'une année à l'autre, qu'une augmentation de 18,1 % contre 40,5 % précédemment. Cette évolution est imputable notamment à la régression des exportations des produits de base d'origine minière et agricole, en raison principalement de la contraction de la demande internationale qui a conduit à l'effondrement des cours de ces matières sur les marchés mondiaux. Dans ce contexte, la contribution à la croissance de la demande extérieure nette, qui était de 0,2 point de pourcentage a connu un léger fléchissement à 0,1 point.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

II.1. INFLATION GLOBALE

La reprise de l'inflation observée en 2008 s'est accélérée en 2009 avec une ampleur jamais atteinte depuis que le pays a renoué sa coopération avec la communauté financière internationale. En effet, le taux d'inflation s'est élevé à 53,4 % contre 27,6 % une année auparavant, soit un écart à la hausse de 25,6 points de pourcentage. Cette situation est consécutive à la conjugaison des chocs à la fois endogènes et exogènes tenant principalement à la forte dépréciation de la monnaie nationale face aux devises étrangères dans une économie fortement dollarisée.

Tableau I.4 Evolution de l'inflation globale en 2008 et 2009

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux d'inflation mensuel 08	1,4	2,6	1,0	2,1	4,2	4,6	3,5	1,1	0,4	0,4	1,3	3,5
Taux d'inflation mensuel 09	8,3	5,7	6,1	6,1	-2,1	-0,7	1,6	2,7	4,4	7,2	4,7	0,2
Taux d'inflation cumulé 08	1,4	2,6	3,6	5,8	10,2	15,3	19,3	20,6	21,1	21,6	23,3	27,6
Taux d'inflation cumulé 09	8,3	14,5	21,4	28,8	26,1	25,3	27,3	30,7	36,5	46,3	53,1	53,4

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse de principales fonctions de consommation révèle que tous les articles ont connu des hausses notables des prix au cours de l'année 2009 par rapport à l'année 2008 : « Alimentation » (53,4 % contre 27,6 %), « Logement » (67,5 % contre 49,6 %), « Habillement » (30,5 % contre 10,6 %) et « Autres articles et Services divers » (41,0 % contre 20,6 %).

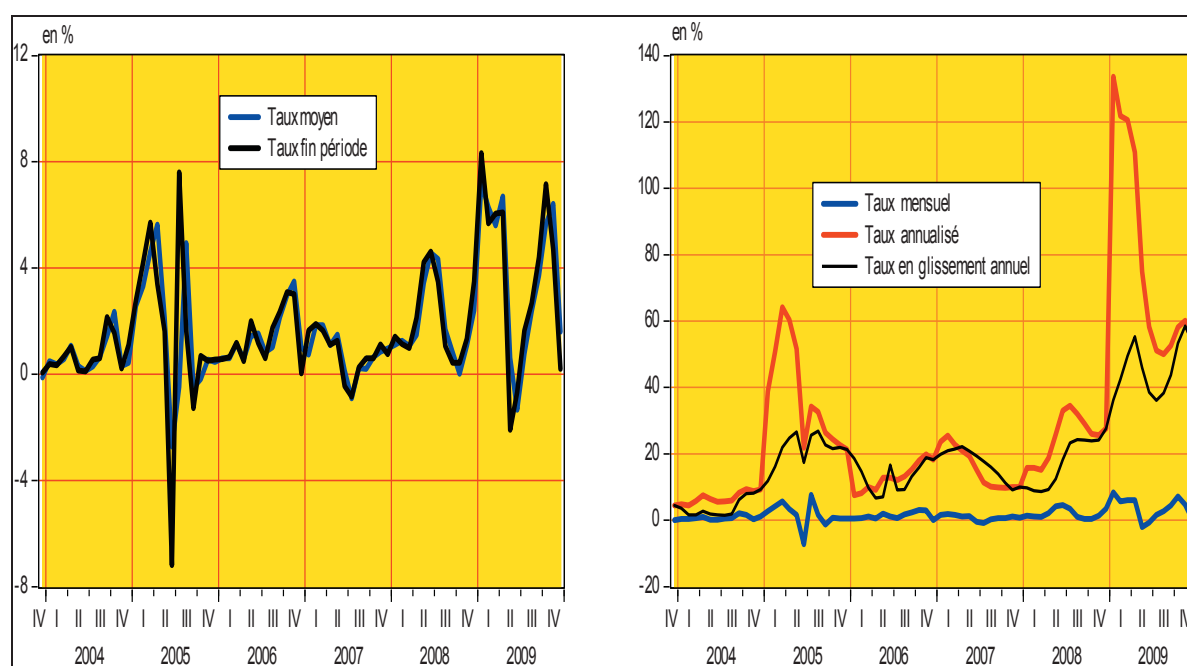
Cette hausse de l'indice des prix, dans sa globalité, est induite par l'évolution des prix de tous les articles de différents postes des dépenses des ménages. Les accroissements les plus importants proviennent des prix des produits énergétiques (153,9 %), alimentaires (Viande 101,8 %), des poissons frais (76,3 %), des fruits (67,9 %), des produits manufacturés importés (articles de ménages 41,0 %), des soins de santé (56,7 %), de l'usage du matériel de transport (52,3%) ainsi que du matériel de transport (45,5 %). Ces augmentations sont la conséquence des facteurs évoqués ci-haut.

Tableau I.5 Evolution mensuelle de l'inflation globale et de principales fonctions de consommation
(en pourcentage)

	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09
Indice des prix global à la consommation	3,50	8,33	5,68	6,05	6,10	-2,10	-0,69	1,64	2,68	4,41	7,16	4,70	0,20
dont :													
Alimentation	3,62	11,70	7,12	5,49	7,78	-1,65	-1,32	2,10	2,28	4,05	7,20	3,80	-1,15
Logement	8,45	7,07	4,74	8,84	5,11	-8,57	0,80	1,19	4,29	8,74	7,61	9,33	4,94
Habillement	2,40	2,63	5,67	7,17	1,79	-0,54	-0,53	0,81	2,62	1,59	1,95	3,12	0,90
Autres dépenses	0,79	3,32	3,05	5,41	3,76	0,67	-0,10	1,01	2,68	3,22	7,85	4,17	0,09

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I.11 Evolution des taux d'inflation mensuel, annualisé et en glissement annuel



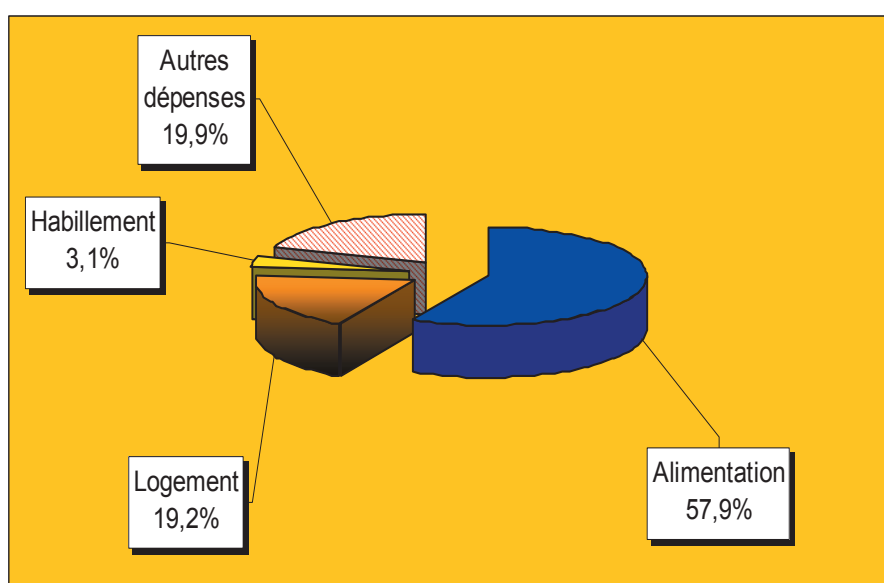
Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.6 Evolution annuelle de l'inflation globale et des principaux postes de dépenses en 2008 et 2009
(Variations en %)

Postes de dépenses	Décembre 2008	Décembre 2009
Indice des prix global à la consommation	27,57	53,4
dont :		
A. Alimentation	27,98	57,8
B. Logement	49,62	67,5
C. Habillement	10,62	30,5
D. Autres articles et services divers	20,26	41,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I.12 Contribution de principales fonctions de consommation à l'inflation globale en 2009



Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse par fonction de consommation montre qu'en termes de contribution à l'inflation, les prix des produits alimentaires ont pesé pour 57,9 %. Parallèlement, les autres postes des dépenses, à savoir « Autres articles et Services divers » et « Logement », ont contribué respectivement à hauteur de 19,9 % et de 19,1 % dans le mouvement de hausse des prix. Avec une contribution de 3,1 %, les prix des articles « d'Habillement » ont exercé un effet quelque peu limité sur le rythme de formation des prix.

Tableau I.7 Contribution des postes de dépenses à l'inflation globale

Postes de dépenses	2008		2009	
	En points	En %	En points	En %
Indice des prix global à la consommation	27,6	100	53,4	100
dont :				
A. Alimentation	14,9	54,2	30,9	57,9
B. Logement	6,4	23,2	10,2	19,1
C. Habillement	0,7	2,4	1,6	3,1
D. Autres articles et services divers	5,6	20,2	10,6	19,9

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau I.8 Contributions mensuelles de diverses fonctions de consommation
à l'inflation globale
(en points de croissance)**

	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09
Alimentation	6,26	3,93	3,07	4,33	-0,93	-0,75	1,18	1,29	2,29	4,05	2,14	-0,64
Logement	1,07	0,71	1,31	0,78	-1,29	0,11	0,17	0,61	1,27	1,15	1,41	0,78
Habillement	0,14	0,29	0,36	0,09	-0,03	-0,03	0,04	0,13	0,08	0,09	0,14	0,04
Autres dépenses	0,86	0,75	1,30	0,90	0,16	-0,02	0,24	0,64	0,78	1,87	0,96	0,02
Inflation mensuelle	8,33	5,68	6,05	6,10	-2,10	-0,68	1,64	2,68	4,41	7,16	4,65	0,20

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. INFLATION SOUS-JACENTE

La composante stable de l'inflation, soustraite des produits alimentaires frais, produits pétroliers et tarifs des transports urbains, à l'instar de l'inflation globale, a évolué à la hausse passant de 18,1 % en 2008 à 30,0 % en 2009.

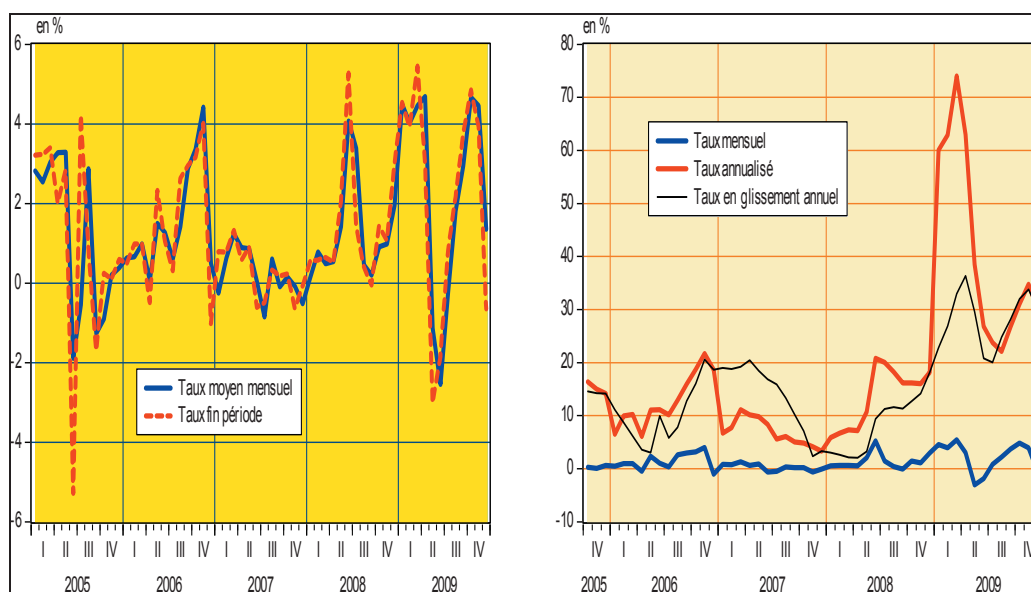
Parallèlement à l'indice des prix global, les prix de tous les articles faisant partie du panier des produits de la composante stable se sont inscrits en hausse. Les accroissements les plus importants ont concerné pratiquement toutes les fonctions de consommation : « Alimentation ajustée » (34,0 %) ; « Habillement ajusté » (30,5 %) et « Autres dépenses ajustées » (30,1 %).

Tableau I.9 Evolution mensuelle de l'inflation sous-jacente en 2008 et 2009
(en pourcentage)

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct	Nov	Déc
Taux d'inflation mensuel 08	0,55	0,58	0,64	0,51	2,06	5,28	1,44	0,41	-0,05	1,43	1,07	2,99
Taux d'inflation mensuel 09	4,54	3,92	5,43	3,06	-3,02	-1,85	0,82	2,17	3,74	4,85	3,92	-0,65
Taux d'inflation cumulé 08	0,55	1,13	1,78	2,29	4,40	9,91	11,49	11,95	11,89	13,49	14,71	18,14
Taux d'inflation cumulé 09	4,54	8,64	14,54	18,04	14,48	12,36	13,28	15,74	20,07	25,90	30,84	29,98

Source : Banque Centrale du Congo.

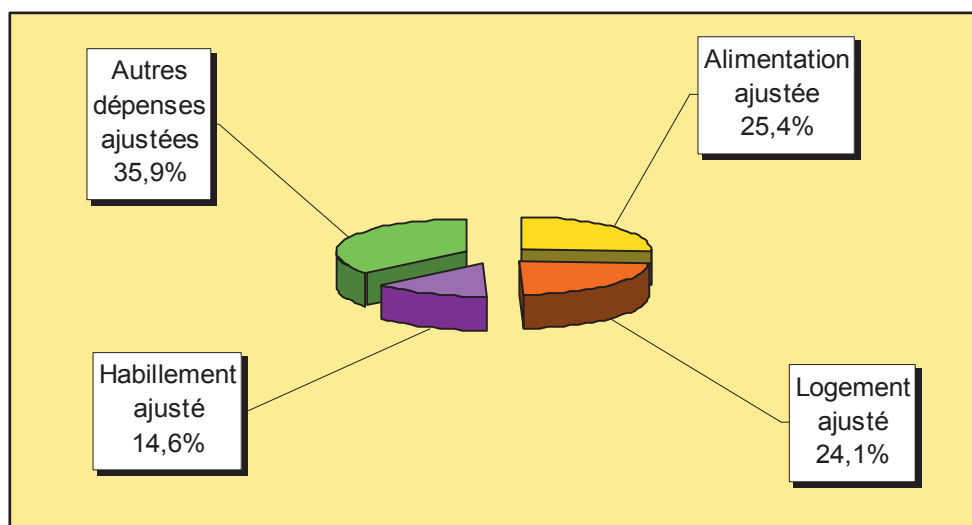
Graphique I.13 Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacent, moyen, annualisé et en glissement annuel



Source : Banque Centrale du Congo.

La contribution à la hausse de l'inflation sous-jacente pour les principales fonctions de consommation a été de 10,8 points de pourcentage pour les Autres dépenses et services divers ; 7,6 points sont imputables à la composante Alimentation ; 7,2 points aux dépenses de Logement, et enfin 4,4 points à l'Habillement.

Graphique I.14 Contribution des principales fonctions de consommation à l'inflation sous-jacente en 2009



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.10 Contribution de diverses fonctions de consommation à l'inflation sous-jacente (en points de croissance)

	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09
Alimentation ajustée	1,57	0,94	1,53	1,65	0,02	-1,08	-0,06	0,48	0,58	1,41	0,13	-0,21
Logement ajustée	0,84	1,02	1,27	0,65	-2,60	-0,41	0,45	0,53	1,55	1,24	1,69	0,17
Habillement ajusté	0,38	0,80	1,03	0,26	-0,08	-0,08	0,12	0,39	0,24	0,29	0,45	0,13
Autres dépenses ajusté	1,75	1,17	1,63	0,48	-0,36	-0,28	0,31	0,76	1,38	1,92	1,66	-0,74
Inflation sous-jacente	4,54	3,92	5,45	3,04	-3,02	-1,85	0,82	2,17	3,74	4,85	3,92	-0,65

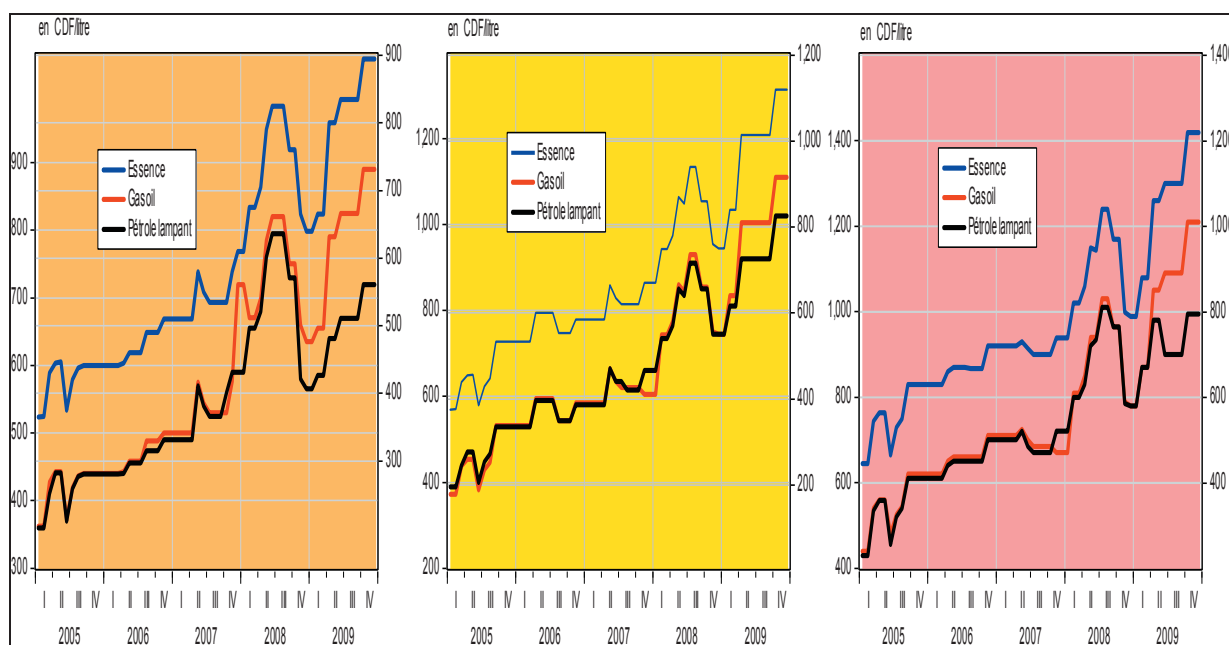
Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. EVOLUTION DES PRIX DE PRODUITS PETROLIERS

Les prix de produits pétroliers, essentiellement ceux des carburants terrestres, ont connu cinq réajustements au cours de l'année 2009. Une baisse de 19,2 % du prix moyen frontière (PMF) a induit le premier réajustement de la structure, ramenant à Kinshasa, le prix à la pompe notamment pour l'essence de 665,0 CDF le litre le 28 novembre 2008 à 640,0 CDF le 1er janvier 2009. Les deux révisions, intervenues le 17 février et le 04 avril 2009, ont entraîné l'augmentation du prix du litre de ce produit à la pompe, lequel est passé à 665,0 CDF et à 800,0 CDF. Cette hausse est imputable à la conjugaison des plusieurs facteurs à la fois au cours d'une même période, à savoir la dépréciation de la monnaie nationale, la diminution du volume structure et l'augmentation du PMF.

Le réajustement à la hausse du prix à la pompe, qui est passé à 835,0 CDF le litre au 11 juin 2009, a fait suite à l'augmentation de 38,5 % du PMF et, dans une moindre mesure, à la diminution du volume structure. La dernière modification, intervenue le 20 octobre 2009, a porté le prix à 895,0 CDF le litre en raison principalement de la dépréciation du taux de change.

Graphique I.15 Structure des prix des produits pétroliers en 2009



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

SALAIRES, EMPLOI ET INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

III.1. SALAIRES

III.1.1. Secteur privé

L'indice de salaire nominal est passé de 1.039,1 points à 1.542,2 points de 2008 à 2009. Parallèlement, pour la même période, l'évolution de l'indice de salaire réel est passée de 880,8 points à 1.055,6 points. Ce qui correspond à un accroissement, d'une année à l'autre, de 48,4 % pour le salaire nominal et de 19,8 % pour le salaire réel.

III.1.2. Administration Publique

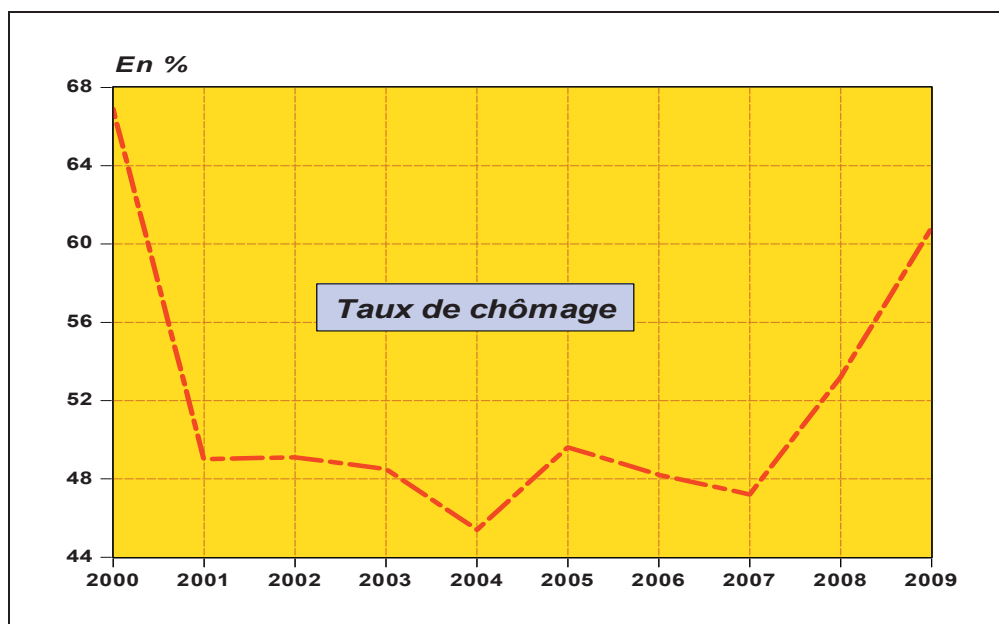
Dans l'Administration Publique, l'indice de salaire nominal s'est établi à 260,6 points en 2009 contre 175,5 points en 2008, soit une augmentation de 48,5 %. Cette évolution tient à l'alignement des salaires des huissiers des provinces sur ceux des huissiers de Kinshasa. De même, l'indice de salaire réel a progressé de 19,8 %, passant de 148,8 points à 178,3 points.

III.2. EMPLOI

L'analyse de l'emploi porte sur les effectifs de fonctionnaires et agents de l'administration publique et de travailleurs du secteur privé affiliés à l'Institut National de la Sécurité Sociale. Le taux de chômage en 2009 s'est situé à 60,8 % après avoir atteint 53,2 % en 2008.

III.2.1. Secteur privé

Les effectifs dans le secteur privé se sont élevés à 13.968,2 milliers de travailleurs en 2009 contre 13.000,5 milliers en 2008. Malgré les effets de la crise, ces chiffres donnent l'indication selon laquelle le secteur privé a au moins gardé son potentiel de création d'emplois, en le stabilisant autour de 7,0 % de croissance en moyenne annuelle.

Graphique I.16 Evolution du taux de chômage

Source : Banque Centrale du Congo.

III.2.2. Administration publique

Estimé à 780.500 unités en 2008, l'effectif du personnel de l'Administration publique est passé à 830.900 unités en 2009, soit un accroissement de 6,5 %. Les effectifs de la Fonction Publique recensés manuellement, y compris ceux de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP), s'élèvent à 403.986 agents en 2009. Pour rendre efficace le recensement des fonctionnaires de l'Etat, le Gouvernement - à travers le Ministère de la Fonction Publique - a diligenté un programme d'enrôlement biométrique. Toutefois, la finalisation de cette opération s'est butée au problème de financement estimé à 3,4 millions de USD. Le Gouvernement compte exclusivement sur les bailleurs des fonds pour conclure cette opération en 2010.

Par ailleurs, il importe de retenir également le fait que le transfert des effectifs du pouvoir central aux provinces, projet initié par le Gouvernement dans le but de remédier à la carence des agents de l'Administration publique, à l'intérieur du pays, dépend principalement de l'aboutissement dudit recensement.

III.3. INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

Le classement annuel sur l'Indice de Développement Humain (IDH), publié par le Programme des Nations Unies pour le développement en novembre 2009, situe la RDC à la 176^{ème} place sur 182 pays membres des Nations-Unies.

Il y a lieu de préciser que le PNUD procède à la révision de calculs de cet indicateur à chaque publication de son rapport annuel en la matière. Les données de base pouvant être corrigées, les valeurs de l'IDH ne sont pas strictement comparables d'un rapport à l'autre. En outre, le calcul de cet indicateur, qui fait intervenir des informations de diverses sources, est publié avec un décalage de deux ans. Ainsi, son analyse pour l'année sous revue ne se rapporte qu'aux données disponibles publiées dans le rapport sur le développement humain de l'année 2007.

Tableau I.11 Evolution de l'Indice de Développement Humain (IDH)

Années	2003	2004	2005	2006	2007
Indice de l'espérance de vie à la naissance	0,302	0,308	0,346	0,305	0,377
Indice du niveau d'instruction	0,511	0,527	0,560	0,555	0,608
Pib par habitant en PPA en USD	0,324	0,326	0,328	0,381	0,383
IDH	0,385	0,391	0,370	0,371	0,389

Source : PNUD, Rapport sur le Développement humain dans le monde 2009.

L'indice de Développement Humain s'est amélioré de 4,9 % en 2007 contre un accroissement de 0,3 % en 2006. Avec un niveau de 0,389 au cours de l'année sous revue, la RDC fait également partie des pays à IDH faible. Son indice est de 0,125 point inférieur à l'IDH moyen de l'Afrique Sub-saharienne, soit 0,514.

La poursuite de différentes actions menées par l'Etat notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation a permis, d'une part, d'améliorer entre autres l'accès de la population à des soins de santé de qualité, particulièrement pour les groupes les plus vulnérables, grâce au renforcement des structures de santé au niveau des zones de santé, à la prévention et à la lutte contre les maladies essentielles et, d'autre part, de faciliter notamment aux adultes l'accès à l'enseignement de base et à la formation professionnelle. Dans ce même cadre, les indices de l'espérance de vie à la naissance et du niveau d'instruction se sont améliorés respectivement de 23,6 % et de 9,5 %.

Par ailleurs, la crise économique et financière mondiale, qui a entraîné le ralentissement de l'activité économique en 2009, a eu un impact négatif sur la croissance du PIB réel par tête d'habitant. En effet, cet indicateur s'est situé à 96,6 USD en 2009 contre 96,8 USD une année plus tôt.

Tableau I.12 Evolution de la croissance économique et du revenu réel par tête d'habitant

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PIB réel (en millions de USD de 2000)	4358,6	4611,0	4917,1	5300,7	5596,6	5946,8	6312,8	6487,9
Taux de croissance du PIB réel	3,5	5,8	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8
PIB réel par habitant (en USD)	79,3	81,7	84,8	88,8	91,0	93,9	96,8	96,6
Population (en millions d'habitants)	55,0	56,4	58,0	59,7	61,5	63,3	65,2	67,2
Taux de croissance du PIB réel par tête	0,7	3,0	3,8	4,7	2,5	3,2	3,1	-0,2

Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.13 Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes
(variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

SECTEURS D'ACTIVITE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
I. Secteur des biens	-8,2	-3,3	3,1	4,6	6,6	7,2	3,7	3,5	4,7	3,5
1. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	-11,7	-3,9	0,5	1,2	0,6	2,9	3,2	3,3	3,0	3,0
2. Activités extractives et métallurgiques	29,1	0,8	9,9	13,2	16,4	13,6	0,9	2,5	11,4	2,5
3. Activités de fabrications	-10,9	-16,2	6,8	-3,3	24,0	5,6	0,9	5,1	2,7	1,4
4. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	-66,0	8,6	2,8	8,3	-7,4	1,7	4,3	1,8	-4,9	-1,6
5. Construction	3,5	6,7	11,5	23,8	22,5	24,1	13,2	5,4	3,8	9,1
II. Secteur des services	-6,9	-3,5	4,9	8,0	7,5	8,7	9,1	11,1	9,8	2,4
1. Commerce de gros et de détail	2,3	-0,7	1,7	3,5	5,7	9,9	8,9	13,1	12,3	4,3
2. Transports, entreposage et communications	28,5	8,1	21,0	27,8	11,3	10,1	12,5	10,9	8,4	2,9
3. Services marchands	-18,7	-10,0	6,1	6,2	8,1	8,5	7,5	6,9	4,8	3,5
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-44,7	-23,6	3,5	14,4	11,6	-3,5	5,8	6,2	4,2	-23,0
Droits et taxes à l'importation	25,1	44,4	16,3	4,7	11,5	13,7	14,0	19,0	15,4	8,5
Produit Intérieur Brut	-6,9	-2,1	3,5	5,8	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.14 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 (p)	2009 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	87,9	92,4	6,5	9,9	4,4	15,6	23,6	20,6	18,8	40,6
2. INDUSTRIES	-4,5	16,1	54,3	44,8	62,3	46,9	21,5	16,1	30,0	39,8
1. Activités extractives et métallurgiques	-31,3	-4,1	30,3	25,6	29,7	22,9	2,1	5,4	23,7	12,1
2. Activités de fabrications	7,9	36,9	8,0	-2,4	13,9	3,2	0,7	3,4	1,8	2,0
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	20,8	-3,2	0,7	1,3	-1,0	0,2	0,6	0,2	-0,6	-0,4
4. Construction	-1,9	-13,4	15,2	20,3	19,6	20,6	18,2	7,1	5,0	26,2
3. SERVICES	30,1	50,5	42,1	41,5	34,4	34,5	50,6	57,2	53,5	30,6
1. Commerce de gros et de détail	-5,6	6,5	9,1	11,0	15,3	22,4	28,8	38,8	39,5	32,2
2. Transports, entreposage et communications	-9,5	-12,3	21,2	19,7	8,4	6,7	11,8	9,8	8,0	6,3
3. Services marchands ⁽¹⁾	19,0	29,3	9,9	6,2	7,1	6,4	8,0	6,7	4,7	7,6
- dont services financiers	7,0	22,6	13,8	-10,0	8,8	0,3	0,4	0,3	2,2	0,4
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	26,2	27,0	1,9	4,7	3,5	-0,9	2,0	1,9	1,3	-15,5
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	113,6	159,0	102,9	96,2	101,0	97,0	95,7	93,9	102,4	111,0
Production imputée des services bancaires (-)	-10,3	-33,7	-11,2	2,2	-4,4	-0,6	-1,1	-1,0	-8,9	-19,7
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	-3,2	-25,4	8,3	1,6	3,4	3,6	5,4	7,1	6,6	8,7
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Tableau I.15 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
1. Consommation finale des ménages	81,7	88,2	82,6	81,4	67,0	57,0	64,2	72,1	71,1	67,8
2. Consommation finale des administrations publiques	7,5	4,9	5,2	12,0	16,1	21,3	21,7	18,5	17,0	10,9
3. Formation brute de capital fixe	10,5	7,6	8,6	12,5	18,5	19,9	20,7	19,5	20,9	19,8
4. Variation de stocks	0,6	0,5	0,7	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,0
5. Exportations des biens et services	6,5	14,2	24,4	26,8	35,1	34,5	36,1	65,6	65,5	53,4
6. Importations des biens et services	6,7	15,4	21,5	33,9	38,0	33,8	43,7	76,7	75,5	52,9
7. Exportations nettes des biens services	-0,2	-1,2	2,9	-7,1	-2,8	0,6	-7,7	-11,1	-10,1	0,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo .

Tableau I.16 *Produit Intérieur Brut*

Périodes	Estimations aux prix de 2000		Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2000 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles (en %)	
2000	297 065,500	100,000	-6,9	297 065,46	100,000000000000	473,2214717956	515,71
2001	290 827,100	97,900	-2,1	1 407 545,00	473,81644653132	373,8164465313	383,98
2002	300 914,410	101,296	3,5	1 922 200,00	647,06277491838	36,5640174914	31,99
2003	318 341,151	107,162	5,8	2 298 655,50	773,78753845146	19,5846165852	13,04
2004	339 478,900	114,277	6,6	2 601 000,00	875,56460179103	13,1531018893	6,11
2005	365 960,767	123,192	7,8	3 407 940,09	1147,20173259660	31,0242248544	21,54
2006 (r)	386 386,002	130,068	5,6	4 066 601,32	1368,92432477981	19,3272539505	13,02
2007 (r)	410 565,111	138,207	6,3	5 148 172,96	1733,00961510557	26,5964512234	19,14
2008 (p)	435 835,805	146,714	6,2	6 525 982,72	2196,81640087276	26,7630820813	19,41
2009 (e)	447 925,552	150,783	2,8	9 026 676,25	3038,61522394312	38,3190339773	34,59

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.17 Produit National Brut et Revenu National
(en millions de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)	2009 (e)
Produit intérieur brut	297 065,5	1 407 545,0	1 922 200,0	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7	9 026 676,3
Revenu des facteurs du reste du Monde	351,0	5 457,0	2 030,9	26 900,5	76 210,9	102 238,2	121 998,0	154 445,2	195 779,5	270 800,3
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	9 104,2	118 038,5	110 773,8	99 309,4	226 825,5	297 513,2	355 014,3	449 435,5	569 718,3	788 028,8
Revenu national brut ⁽¹⁾	288 312,3	1 294 963,5	1 813 457,0	2 226 246,6	2 450 385,4	3 212 665,1	3 833 585,1	4 853 182,7	6 152 043,9	8 509 447,7
Consommation de capital fixe (-)	8 912,0	42 226,4	57 666,0	68 959,7	78 030,0	102 238,2	121 998,0	154 445,2	195 779,5	270 800,3
Revenu national net	279 400,3	1 252 737,2	1 755 791,0	2 157 287,0	2 372 355,4	3 110 426,9	3 711 587,0	4 698 737,5	5 956 264,4	8 238 647,4
Transferts courants du reste du Monde	4 677,7	164 093,0	218 501,4	212 898,3	257 724,2	340 794,0	406 660,1	514 817,3	652 598,3	902 667,6
Transferts courants au reste du Monde (-)	2 834,0	33 194,0	53 033,0	-2 669,8	10 182,0	13 972,6	16 673,1	21 107,5	26 756,5	37 009,4
Revenu National disponible	281 244,0	302 579,9	1 533 327,6	2 372 855,1	2 619 897,6	3 437 248,4	4 101 574,1	5 192 447,2	6 582 106,2	9 104 305,7
Consommation finale (-)	264 874,0	1 311 025,8	1 688 035,9	2 145 778,1	2 162 758,9	2 665 446,1	3 491 322,9	4 663 108,7	5 745 605,0	7 098 107,0
Epargne nette	16 370,0	-1 008 445,9	-154 708,3	227 077,0	457 138,7	771 802,2	610 251,2	529 338,6	836 501,2	2 006 198,7

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

(1) Produit national brut selon SCN 68.

Tableau I.18 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF aux prix courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007(p)	2008 (p)	2009 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	146 671,3	826 802,1	962 100,0	1 102 985,6	1 274 900,0	1 604 528,9	1 880 993,5	2 293 924,8	2 907 849,8	3 714 885,5
2. INDUSTRIES	59 570,7	279 090,4	432 300,0	515 185,6	541 405,0	748 547,1	888 699,0	1 156 207,1	1 465 643,7	1 982 055,7
1. Activités extractives et métallurgiques	30 516,6	103 352,7	166 200,0	211 549,5	221 802,0	307 149,1	350 783,1	438 441,4	555 781,9	801 271,1
2. Activités de fabrications	14 151,0	67 326,0	102 300,0	112 188,8	136 525,0	178 920,0	206 670,3	273 956,4	347 275,6	456 187,0
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2 361,3	57 178,1	78 300,0	97 875,1	78 581,0	103 032,5	126 051,6	173 150,7	219 491,1	270 975,9
4. Construction	12 541,8	51 233,6	85 500,0	93 572,1	104 497,0	159 445,4	205 193,9	270 658,6	343 095,2	453 621,7
3. SERVICES	89 089,5	275 547,2	496 900,0	630 832,5	718 149,0	950 233,2	1 174 087,4	1 593 758,4	2 020 297,3	2 797 212,9
1. Commerce de gros et de détail	54 255,6	146 015,3	297 100,0	362 831,8	396 372,0	530 081,4	653 267,5	878 673,6	1 113 833,8	1 575 285,9
2. Transports, entreposage et communications	9 443,0	57 170,6	70 800,0	88 909,2	94 426,0	128 679,5	165 213,1	232 919,7	295 256,2	407 373,7
3. Services marchands ⁽¹⁾	18 249,9	47 555,8	79 800,0	123 991,9	135 949,0	181 015,3	221 172,2	294 691,4	373 559,9	499 796,5
- dont services financiers	446,7	-6 710,1	-700,0	-8 526,0	876,0	27 170,6	50 021,8	76 061,3	96 417,7	113 037,4
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	7 141,0	24 805,5	49 200,0	55 099,6	91 402,0	110 457,1	134 434,5	187 473,7	237 647,4	314 756,8
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	295 331,5	1 381 435,7	1 891 300,0	2 249 003,8	2 534 454,0	3 303 309,1	3 943 779,9	5 043 890,3	6 393 790,8	8 494 154,1
Production imputée des services bancaires (-)	-1 826,3	2 445,0	-4 900,0	-1 436,8	37,0	9 960,9	-1 154,6	-87 469,9	-110 879,5	98 229,2
DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION	3 560,3	23 660,3	35 800,0	51 088,5	66 509,0	94 670,1	123 976,0	191 752,6	243 071,5	434 293,0
Produit intérieur brut au prix du marché	297 065,5	1 407 545,0	1 922 200,0	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7	9 026 676,3

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Tableau I.19 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007(r)	2008 (p)	2009 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	146 671,3	140 907,3	141 563,9	143 291,8	144 219,8	148 358,9	153 175,8	158 154,0	162 914,4	167 818,2
2. INDUSTRIES	59 570,7	58 564,0	64 039,5	71 850,9	85 015,0	97 432,0	101 830,5	105 712,1	113 292,8	118 108,9
1. Activités extractives et métallurgiques	30 516,6	30 770,9	33 830,5	38 300,0	44 583,9	50 643,7	51 075,8	52 376,6	58 359,0	59 818,0
2. Activités de fabrications	14 151,0	11 851,5	12 657,7	12 234,8	15 175,2	16 029,3	16 171,5	16 995,5	17 461,4	17 699,2
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	2 361,3	2 563,7	2 636,6	2 856,4	2 645,7	2 690,2	2 807,1	2 856,9	2 717,8	2 674,7
4. Construction	12 541,8	13 377,9	14 914,7	18 459,7	22 610,2	28 068,7	31 776,2	33 483,0	34 754,6	37 916,9
3. SERVICES	89 089,5	85 939,2	90 185,5	97 414,3	104 679,2	113 811,3	124 143,6	137 982,5	151 511,4	155 207,3
1. Commerce de gros et de détail	54 255,6	53 850,8	54 764,2	56 674,8	59 908,4	65 828,8	71 719,8	81 104,3	91 080,1	94 970,1
2. Transports, entreposage et communications	9 443,0	10 208,6	12 350,5	15 781,1	17 563,5	19 335,1	21 746,6	24 126,4	26 153,0	26 913,7
3. Services marchands ⁽¹⁾	18 249,9	16 424,9	17 424,9	18 500,0	20 001,8	21 693,2	23 319,8	24 940,2	26 137,4	27 057,2
- dont services financiers	446,7	-961,2	435,6	-1 310,7	540,0	619,2	694,8	760,7	1 306,9	1 352,9
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	7 141,0	5 454,9	5 645,9	6 458,4	7 205,5	6 954,2	7 357,3	7 811,6	8 140,9	6 266,4
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	295 331,5	285 410,5	295 788,9	312 557,0	333 914,0	359 602,2	379 149,9	401 848,6	427 718,6	441 134,4
Production imputée des services bancaires (-)	-1 826,3	-273,9	-853,8	-478,2	-1 415,0	-1 576,3	-1 809,6	-2 045,6	-4 302,0	-6 683,6
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	3 560,3	5 142,7	5 979,3	6 262,386	6 979,90	7 934,9	9 045,7	10 762,2	12 419,1	13 474,8
Produit intérieur brut au prix du marché	297 065,5	290 827,1	300 914,4	318 341,2	339 478,9	365 960,77	386 386,0	410 565,1	435 835,8	447 925,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Tableau I.20 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	242 585,5	1 241 371,1	1 588 081,5	1 870 480,7	1 742 919,4	1 940 833,3	2 608 824,5	3 710 379,3	4 637 895,9	6 116 851,5
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	22 288,5	69 654,7	99 954,4	275 297,4	419 839,5	724 612,9	882 498,3	952 729,4	1 107 709,1	981 255,5
3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0	1 789 652,4
4. VARIATION DES STOCKS	1 676,6	6 733,1	13 455,4	28 320,9	30 567,2	41 397,5	45 345,0	50 765,0	74 351,3	92 533,5
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	19 427,2	199 467,8	468 482,1	616 491,0	913 995,9	1 174 158,6	1 466 471,9	3 379 737,8	4 273 326,4	4 822 862,2
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	20 026,5	216 960,4	412 852,9	778 693,5	987 507,0	1 152 923,1	1 778 222,3	3 948 945,2	4 929 375,9	4 776 478,9
7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-599,3	-17 492,6	55 629,2	-162 202,5	-73 511,1	21 235,4	-311 750,4	-569 207,4	-656 049,6	46 383,4
PRODUIT INTERIEUR BRUT	297 065,5	1 407 545,0	1 922 200,0	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7	9 026 676,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.21 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF au prix de 2000)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	242 585,5	242 512,9	223 480,5	241 430,6	238 837,5	252 643,1	252 502,9	274 979,3	290 904,6	297 889,3
2. CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	22 288,5	14 247,9	23 934,7	21 314,6	29 902,2	33 278,0	36 859,0	41 844,4	44 719,9	46 386,6
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	31 114,2	32 553,8	49 445,6	51 327,8	58 243,1	68 000,0	74 632,0	83 826,4	89 186,0	91 712,0
4. VARIATION DES STOCKS	1 676,6	1 304,0	1 512,6	3 643,3	6 783,8	6 965,0	7 243,6	7 584,7	7 751,5	8 071,1
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	19 427,2	15 256,7	29 692,1	23 986,1	33 914,4	35 246,6	42 886,3	40 399,6	43 486,3	44 918,0
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	20 026,5	15 048,2	27 151,1	23 353,7	28 202,0	30 171,9	27 737,8	38 069,2	40 212,4	41 051,4
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-599,3	208,5	2 541,0	624,8	5 712,4	5 074,7	15 148,5	2 330,4	3 273,8	3 866,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT	297 065,5	290 827,1	300 914,4	318 341,2	339 478,9	365 960,8	386 386,0	410 565,1	435 835,8	447 925,6

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.22 Compte des opérations courantes de l'Etat
(en millions de CDF courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
EMPLOIS:										
Consommation publique	22 288,5	69 654,7	99 954,4	275 297,4	419 839,5	724 612,9	882 498,3	952 729,4	1 107 709,1	981 255,5
Frais du personnel	7 398,6	24 195,7	27 944,9	77 211,4	152 593,4	338 119,4	427 349,9	461 359,3	536 408,2	475 173,0
Consommation de biens et services	14 889,9	45 459,0	72 009,5	198 086,0	267 246,1	386 493,4	455 148,5	491 370,1	571 300,9	506 082,5
Transferts courants	1 058,0	9 593,3	31 686,7	73 789,0	45 222,8	82 568,6	90 767,4	91 538,6	92 309,9	127 682,1
Subventions d'exploitation aux										
Entreprises	252,1	6 570,0	4 370,7	-	-	380,5	451,0	454,8	458,7	634,4
Transferts aux ménages	14,0	-	-	2 380,4	3 789,6	-	-	-	-	-
Transferts à l'extérieur	3,8	-	-	59 827,5	1 490,9	-	-	-	-	-
Intérêts de la dette publique	13,3	611,4	24 678,3	6 875,6	39 047,3	16 823,1	19 884,4	20 053,4	20 222,3	27 971,3
Autres transferts (n.d.a)	774,8	2 411,9	2 637,7	4 705,5	895,0	65 365,0	70 432,0	71 030,4	71 628,9	99 076,4
Prestations de la Sécurité Sociale	396,6	1 348,4	1 949,2	709,6	1 479,2	1 479,2	1 479,2	1 479,2	1 745,0	2 413,7
Epargne de l'Etat	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	-63 105,8	-136 869,0	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6	-804 873,8
TOTAL	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 058,5	521 898,9	552 473,1	589 027,4	814 737,0
RESSOURCES:										
Recettes ordinaires	-	97 296,6	244 296,6	257 868,0	245 661,5	442 226,5	468 366,3	494 506,2	520 646,0	720 152,5
Cessions de biens et services ⁽¹⁾	593,3	-	11 367,0	15 989,4	18 716,0	137 250,6	143 654,0	150 057,4	156 460,7	216 414,9
Impôts directs	-593,3	28 208,1	37 654,7	34 401,5	60 273,3	158 852,6	162 343,7	165 834,7	169 325,8	234 209,9
Impôts indirects	-	54 374,8	88 991,1	111 985,7	156 790,3	139 079,5	154 325,7	169 571,8	184 817,9	255 638,4
Intérêts et dividendes	-	13 151,1	96 984,7	9 538,3	8 121,7	5 287,3	6 231,0	7 174,7	8 118,5	11 229,4
Autres recettes ordinaires ⁽²⁾	-	1 562,6	9 299,1	85 953,2	1 760,2	1 756,5	1 812,0	1 867,5	1 923,1	2 660,0
Transferts courants de l'extérieur	-	64 464,7	125 591,9	24 038,4	47 151,6	13 972,6	16 673,1	21 107,5	24 899,7	34 441,1
Cotisations à la Sécurité Sociale	887,0	3 507,9	230 940,2	4 783,7	36 859,5	36 859,5	36 859,5	36 859,5	43 481,7	60 143,5
TOTAL	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 058,5	521 898,9	552 473,1	589 027,4	814 737,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales.

(2) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I.23 Compte de capital et financier de l'Etat
(en millions de CDF à prix courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)	2009 (e)
EMPLOIS:										
Formation brute de capital	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8	23 255,2	28 321,0	34 000,0	39 668,3	46 795,2	64 726,7
Sur ressources intérieures	5 170,8	25 028,3	39 788,4	3 723,7	7 267,4	8 456,0	10 543,0	12 300,7	14 510,6	20 071,0
Sur ressources extérieures	-	-	4 511,6	41 793,1	15 987,8	19 865,0	23 457,0	27 367,7	32 284,6	44 655,7
Transferts de capital	-	16,00	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	16,00	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité(+)/Besoins(-) de financement	-22 856,1	59 628,5	422 938,4	55 766,8	-154 352,0	-343 923,2	-486 846,1	-532 942,5	-628 691,9	-869 600,5
TOTAL	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	101 283,7	-131 096,9	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6	-804 873,8
RESSOURCES:										
Epargne	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	-63 105,8	-136 869,0	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6	-804 873,8
Transferts en capital reçus par l'Etat	-	-	-	164 389,5	5 772,1	-	-	-	-	-
TOTAL	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	101 283,7	-131 096,9	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6	-804 873,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.24 Formation brute de capital fixe
(en millions de CDF à prix courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
Par agent:										
Secteur privé	17 685,8	26 960,6	64 179,5	72 057,1	121 215,2	171 263,7	193 587,3	230 806,5	313 277,5	411 620,1
Administrations publiques	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8	76 989,6	108 777,8	143 086,3	170 596,1	231 552,9	304 240,9
Ménages	8 257,6	55 289,8	56 600,0	169 185,0	282 980,2	399 819,6	505 010,3	602 104,0	817 245,6	1 073 791,4
Total	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0	1 789 652,4
Par type de biens d'investissement:										
Matériels d'équipement	7 539,2	21 166,5	25 432,0	29 565,0	50 043,2	70 705,5	86 693,4	103 542,2	140 539,6	184 657,1
Bâtiments et travaux publics	19 085,3	86 008,6	97 568,0	198 625,4	333 365,0	471 007,7	584 128,6	697 653,5	946 936,5	1 244 194,2
Projets administratifs	2 934,0	103,6	39 552,8	56 754,0	96 237,0	135 972,2	168 926,0	199 998,9	271 461,8	356 677,7
Cheptels	1 555,7	0,0	2 526,7	1 814,6	1 539,8	2 175,6	1 935,9	2 312,1	3 138,3	4 123,4
Total	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0	1 789 652,4

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.25 Formation brute de capital fixe
(en millions de CDF à prix courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
Par agent :										
Secteur privé ⁽¹⁾	17 685,8	34 032,2	107 243,1	185 810,6	114 886,4	346 242,2	429 258,8	465 629,9	685 022,2	900 061,0
Administrations publiques	5 170,8	33 796,6	16 621,3	30 347,6	205 033,7	231 073,6	281 964,1	305 854,9	449 965,5	591 216,5
Ménages	8 257,6	39 449,9	41 215,1	70 600,8	161 264,8	102 545,2	130 461,0	232 021,9	227 088,4	298 374,8
Total	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0	1 789 652,4
Par type de biens d'investissement :										
Matériels d'équipement	7 539,2	29 545,2	31 860,4	59 521,9	224 089,2	367 920,9	457 034,3	496 627,2	730 624,6	959 978,8
Bâtiments et travaux publics	19 085,3	72 985,2	74 521,1	126 696,7	228 783,2	283 011,0	353 507,2	384 131,6	565 124,0	742 525,0
Autres	4 489,7	4 748,4	58 698,0	100 540,3	28 312,7	28 929,1	31 142,3	122 747,9	66 327,5	87 148,7
Total	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0	1 789 652,4

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les investissements des entreprises publiques.

Tableau I.26 Compte extérieur de l'économie
(en millions de CDF courants)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
1. Exportations de biens et services	19 427,2	199 467,8	468 482,1	616 491,0	923 663,2	1 143 490,4	1 466 471,9	3 379 737,8	4 273 326,4	4 822 862,2
2. Importations de biens et services	20 026,5	216 960,4	412 852,9	778 693,5	1 094 386,0	1 335 841,7	1 778 222,3	3 948 945,2	4 929 375,9	4 776 478,9
Solde sur biens et services	-599,3	-17 492,6	55 629,2	-162 202,5	-170 722,8	-192 351,4	-311 750,4	-569 207,4	-656 049,6	46 383,4
3. Rémunération des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-31,4	0,0	-1 074,1	243,0	-3 185,9	-11 091,7	-12 543,0	-14 634,1	-17 263,3	1 220,5
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	0,0	-88 020,1	-107 619,8	-72 738,5	-102 306,2	-134 001,3	-133 425,0	-155 669,1	-183 636,9	12 983,3
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	0,0	48 783,0	165 241,1	210 478,5	173 988,3	220 080,7	213 456,0	249 042,5	293 785,9	-20 771,0
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	-630,7	-56 729,7	112 176,4	-24 219,5	-102 226,6	-117 363,7	-244 262,4	-490 468,1	-563 163,8	39 816,3
6. Transferts nets en capital	0,0	0,0	0,0	212 099,0	-25 686,1	-70 579,4	-79 816,1	-93 122,7	-109 853,3	7 766,7
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	29 395,6	156 019,8	-47 357,2	75 053,1	132 132,9	-54 972,2	-62 166,4	-72 530,5	-85 561,5	6 049,3
8. Achat d'actifs incorporels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0	-66 203,0	-78 097,1	5 521,5
Total du financement net	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0	-66 203,0	-78 097,1	5 521,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.27 Evolution des indices d'activité économique
(base 1990 = 100)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)	2009 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole ⁽¹⁾ r	102,3	101,6	97,6	102,5	134,8	138,7	142,9	134,8	138,6	139,1
2. Production agricole d'exportation ⁽¹⁾ r	43,8	41,9	49,3	66,8	74,0	99,5	90,2	142,2	127,7	128,1
3. Production minière et métallurgique	33,4	45,8	44,8	35,2	50,2	52,8	63,4	111,3	131,4	142,3
4. Production de pétrole brut	77,8	87,8	78,9	86,6	94,8	86,3	84,4	82,6	78,3	87,9
5. Production manufacturière (5)	100,0	91,0	94,9	101,6	112,9	117,7	116,9	121,3	124,5	126,1
6. Production de ciment	37,7	68,4	55,1	74,2	98,0	122,7	122,2	124,8	96,8	104,4
7. Production d'eau	89,8	102,6	98,7	101,6	108,2	109,2	112,4	115,1	112,8	102,2
8. Production d'électricité (8)	100,3	100,0	102,4	103,1	119,4	123,0	118,3	130,1	129,3	97,9
9. Evolution de l'emploi	35,2	33,5	...	...	...	...	...	...	...	...
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	77,2	86,5	87,0	81,1	91,8	91,1	96,7	95,3	99,8	53,8
2. Consommation intérieure d'électricité (8)	100,9	100,0	100,5	93,4	89,4	103,1	130,7	127,6	119,3	87,3
3. Consommation intérieure de ciment	33,5	37,0	50,5	72,2	88,9	123,4	133,7	141,5	111,0	109,5
4. Consommation des produits pétroliers	52,2	43,3	46,4	56,7	61,8	77,3	82,6	90,6	101,7	102,3
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports ^(r)	62,5	60,4	71,1	78,9	98,1	112,2	118,2	126,2	136,2	142,0
2. Trafic des marchandises et des personnes	39,6	47,9	53,2	57,2	62,8	69,4	77,2	87,2	99,2	117,4
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers (1)	51 956,1	462 727,3	670 765,3	745 391,6	767 870,0	1 158 799,0	1 370 859,6	1 547 539,6	1 995 935,0	2298286,0
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C. (2)	78 899,6	421 685,0	451 980,9	510 207,7	530 619,0	645 072,5	798 297,0	877 842,4	1 119 877,7	1 718 317,0
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6	123 948 488,8	161 052 458,4	186 204 214,1	249 673 469,6	345 189 150,1	437 681 110,3
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	98 361 566,5	109 362 615,0	136 658 724,9	156 623 005,6	178 771 466,5	259 606 650,8	338 734 065,7
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (4)	46,2 (6)	220,0	324,2	395,6	408,6	531,7	570,8	742,2	1 122,7	1 779,0
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	100,0	100,3	93,2	77,6	83,3	95,9	109,6	125,3	125,3	
V. Indice de volume du P.I.B. (6)	100,0	97,9	101,3	107,2	114,3	123,2	130,1	137,3	145,0	

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Base : 1995 = 100.

(2) Base : août 1995 = 100.

(3) Il s'agit de l'indice moyen annuel, base: décembre 1993 = 100.

(4) Base : novembre 1989 = 100.

(5) Base : 2000 = 100 à partir de 1996.

(6) Indice des prix réajusté sur base de l'actualisation des pondérations à partir du mois de décembre 2000.

(7) Non compris la consommation du ciment métallurgique.

(8) Base 2001 = 100 à partir de 2000.

**Tableau I.28 Importations et estimations de la production commercialisée
de principaux produits alimentaires**
(en milliers de tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (e)	2009 (e)
Production commercialisée:										
Manioc en cossettes	15 959	15 436	14 930	15 442	15 920	16 414	14 989	15 004	15 019	15 034
Tubercules ⁽¹⁾	417	406	396	409	422	435	489	417	422	427
Bananes plantains	527	481	486	502	518	534	488	489	490	490
Mais	1 184	1 169	1 155	1 194	1 231	1 269	1 155	1 156	1 156	1 156
Riz	338	326	314	325	335	346	456	516	317	317
Pois et haricots	123	116	109	112	116	120	119	123	115	116
Poissons frais	53	55	61	63	65	67	70	73	75	78
Viande	36	44	46	48	49	51	65	73	75	77
Légumes ⁽²⁾	69	74	85	88	91	93	87	88	90	93
Fruits ⁽³⁾	328	352	363	375	387	399	405	420	433	446
Importations:										
Mais	2	2	3	3,1	3,2	3,3	2,8	3	3	3,2
Riz	69	144	163	169	174	179	180	186	202	209
Poissons salés et fumés	2	3	5	5	5	5	5,4	6	6	6
Viande et abats	110	2	7	7	7	8	9	10	11	11
Blé	183	129	162	168	173	178	203	219	238	245

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA.

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames.

(2) Feuilles de manioc et piments et poivre.

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits.

Tableau I.29 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (r)	2007(p)	2008(e)	2009(e)
I. CULTURES VIVRIERES	21 926	21 254	20 662	20 688	20 722	21 502	21 542	21 591	21 675	21 730
Céréales	1 572	1 545	1 520	1 521	1 523	1 515	1 515	1 525	1 525	1 526
Maïs grains	1 184	1 169	1 155	1 155	1 156	1 156	1 155	1 156	1 156	1 156
Riz paddy	338	326	314	315	315	315	316	316	317	317
Millet & sorgho	40	41	43	43	43	37	37	45	44	44
Blé & orge	9	9	8	8	9	6	6	9	9	9
Racines et tubercules	16 489	15 955	15 441	15 461	15 467	15 497	15 516	15 537	15 559	15 580
Manioc tubercules	15 959	15 436	14 930	14 945	14 951	14 974	14 989	15 004	15 019	15 034
Patate douce	237	228	220	223	224	230	233	237	240	243
Taro	62	64	65	66	66	66	66	66	66	66
Pomme de terre	90	91	91	92	92	93	93	94	94	94
Oignons, ails...	51	50	51	50	49	49	48	49	51	52
Igname	90	87	84	85	85	85	86	87	88	89
Légumes et légumineuses	577	576	566	570	572	591	589	605	621	634
Haricots	122	114	107	108	109	110	111	112	113	114
Vandzou	9	9	9	9	9	10	10	10	10	10
Feuille de manioc	283	287	285	285	286	298	294	306	315	321
Tomates	43	45	44	45	46	46	45	46	47	49
Piments et poivre	29	30	30	31	31	32	31	32	33	34
Autres légumes	91	91	91	91	91	95	98	100	103	106
Oléagineux	1 571	1 522	1 479	1 473	1 492	1 510	1 525	1 517	1 556	1 573
Arachides	382	369	355	360	364	368	369	369	370	371
Soja	11	13	14	14	15	15	16	16	17	18
Noix de palme (palmier à huile)	1 119	1 085	1 052	1 065	1 079	1 092	1 106	1 098	1 135	1 149
Autres oléagineux	58	56	57	34	34	35	35	35	35	36
Fruits	1 718	1 654	1 656	1 663	1 668	2 390	2 398	2 406	2 414	2 417
Bananes plantains	527	481	486	486	486	487	488	489	490	490
Bananes douces	312	313	313	314	313	314	314	315	315	316
Autres fruits	880	861	857	863	869	1 588	1 595	1 602	1 609	1 610
II. ELEVAGE	28 966	28 845	26 210	25 115	28 292	26 407	27 089	27 714	27 784	27 855
Bovins (en milliers de têtes)	947	927	765	688	838	757	756	754	753	751
Ovins (en milliers de têtes)	921	909	897	888	1 178	900	900	901	902	903
Caprins (en milliers de têtes)	4 195	4 165	4 004	3 964	5 608	4 022	4 028	4 034	4 040	4 046
Porcins (en milliers de têtes)	934	931	953	963	1 497	959	961	963	965	967
Volailles (en milliers de têtes)	21 969	21 913	19 592	18 612	19 171	19 769	19 828	19 888	19 948	20 007
Oeufs (en millions d'oeufs)	627	584	606	558	575	593	595	1 152	1 156	1 159
Lait (en millions de litres)	23	20	22	21	22	22	21	21	21	21
III. SYLVICULTURE	18 163	18 487	18 986	23 370	24 001	26 443	28 011	28 848	29 713	30 605
Bois de chauffage	17 554	17 864	18 346	22 504	23 112	25 432	26 887	27 694	28 524	29 380
Charbon de bois	609	623	640	866	889	1 011	1 124	1 154	1 189	1 225
IV. PECHE ET CHASSE	221	215	218	220	219	222	221	225	231	238
Poissons frais	131	125	128	130	131	134	132	136	140	144
Gibier	90	90	90	90	88	89	89	89	92	94

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.30 Production agro-industrielle
(tonnes)

PRODUITS	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)	2009 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	36 945	32 058	48 087	32 050	32 020	31 990	31 960	31 930	31 900	31 870
exportations	14 421	5 587	6 078	3 537	4 406	4 309	3 666	8 070	10 358	4 506
Café arabica	6 822	7 065	4 622	5 128	5 123	5 118	5 916	5 109	5 104	5 099
exportations	2 459	2 396	2 706	2 408	2 372	3 883	4 489	4 563	4 693	4 564
Cacao	6 562	6 235	5 749	5 710	5 670	5 630	5 590	5 550	5 510	5 470
exportations	2 827	2 397	2 617	1 216	1 386	1 289	950	990	76	14
Thé	1 953	1 774	1 388	1 560	1 716	1 570	1 378	1 980	2 220	2 490
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tabac	4 210	3 759	3 620	3 517	4 174	4 053	4 184	4 058	3 937	3 819
BOIS										
Grumes (m³)	191 720	178 829	238 707	243 000	371 000	391 321	380 238	401 065	264 568	238 111
exportations	16 478	14 437	16 854	60 626	92 829	117 844	150 505	213 308	140 711	107 415
OLEAGINEUX ⁽¹⁾	12 997	12 495	12 881	13 930	21 143	25 223	20 931	24 467	16 478	25 659
Huile de palme	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110	7 926	17 091
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Huile de palmistes	1 512	1 369	1 231	1 108	1 001	177	212	403	204	2
exportations	159	719	313	696	603	111	128	253	128	1
Tourteaux de palmistes	6 995	6 654	6 987	6 995	7 345	7 515	7 694	7 954	8 348	8 566
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	8 333	7 916	7 520	7 144	6 787	6 401	6 034	5 663	4 917	4 543
Huile de coton	110	104	100	95	90	86	81	76	67	62
Tourteaux de coton	622	591	562	534	508	480	452	425	370	343
Fibres Urena-Punga	5 087	4 832	4 590	3 906	3 324	2 861	2 228	1 706	580	45
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	5 682	5 455	5 256	5 051	4 854	4 743	4 352	4 198	3 674	3 471
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	4 699	4 216	3 783	5 670	4 967	9 762	5 721	11 687	11 326	11 326
exportations	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269	6 678	6 472	6 472
PLANTES INSECTICIDES										
Pyrèthre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 669 000	1 560 000	1 911 000	1 786 200	1 787 300	1 821 129	1 887 546	1 694 395	1 793 412	1 827 140

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

Tableau I.31 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Cuivre	tonnes	30 821	37 845	26 311	16 359	18 995	26 389	99 121	235 742	335 066	309 181
dont : - Gécamines	tonnes	27 507	21 186	18 172	9 369	7 691	16 055	24 201	23 025	23 474,6	13 274
- Sodimico	tonnes	3 314	608	-	-	-	-	-	-	-	-
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	16 051	8 139	6 990	11 304	10 334	74 920	212 717	311 592	295 907
Zinc	tonnes	214	1 014	828	4 886	5 067	15 110	33 784	11 925	15 465	19 636
Cobalt	tonnes	3 739	11 637	11 865	7 341	8 851	8 234	15 384	41 464	42 461	56 258
dont : - Gécamines	tonnes	3 739	3 463	1 780	1 358	1 412	934	738	730	314	456
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	8 174	10 085	5 983	7 439	7 300	14 646	40 734	42 147	55 802
Cassitérite totale	tonnes	...	...		1 728	9 545	8 950	8 439	14 694	19 719	15 512
soit en étain contenu	tonnes	...	...								
Or fin ⁽¹⁾	kilos	1 382	1 512	2 154	819	1 202	2 244	254	122	150	220
Diamant		16 006	18 198	22 503	26 981	29 502	32 214	28 949	28 270	20 947	18 275
dont : - MIBA	milliers de carats	4 640	6 160	6 021	6 746	7 350	5 375	2 914	973	781	
- Sengamines & autres ind.	milliers de carats	...	195	306	1 094	506	...	...		20	1 277
- Artisanal	milliers de carats	11 366	11 843	16 176	19 141	21 646	26 839	26 034	27 297	20 146	16 998
Charbon	tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	-	-		1 728	77	152	299	393	630	464
Pétrole brut	milliers de barils	8 459	9 380	8 425	9 246	10 119	9 216	9 009	8 816	8 365	9 382
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100) r		33,3	35,9	46,1	50,6	56,8	62,3	63,7	111,5	131,4	142,3

(1) Y compris la production artisanale.

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.32. Principales productions manufacturières

	Unité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)	2009 (e)
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 ³ litres	80	78	70	63	57	61	61	63	61	59
Farine de maïs	tonnes	12 327	11 945	12 500	13 081	13 690	13 867	14 332	14 762	15 204	15 661
Farine de froment	tonnes	117 244	90 070	88 095	154 373	184 914	184 100	185 738	179 070	196 129	176 057
Riz décortiqué	tonnes	304	293	200	193	186	178	168	173	178	184
Sucre	tonnes	72 037	57 739	63 187	73 896	80 871	88 950	90 792	93 516	96 321	99 211
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	332	661	793	90	45	161	164	169	174	179
Pain	tonnes	140 693	138 374	139 534	140 706	141 888	143 054	145 231	149 588	177 067	177 068
Graisses et huiles de table	tonnes	5 668	2 743	823	950	1 075	1 201	1 227	1 264	1 302	1 341
Huiles de palme	tonnes	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110	16 593	17 091
Margarine	tonnes	2 052	1 418	425	510	561	635	593	611	629	648
Aliments pour animaux	tonnes	39 830	36 251	29 001	26 101	24 796	22 427	21 768	22 421	23 094	23 786
Pêche lacustre	tonnes	875	848	963	933	904	875	845	871	897	924
Industries des boissons :											
Bières	10 ³ d'hl	1 710	1 566	1 348	1 572	2 033	2 523	2 617	2 951	3 321	3 575
Limonades et eaux gazeuses	10 ³ d'hl	805	713	764	987	1 295	1 557	1 245	1 296	1 554	1 795
Boissons alcooliques	hl	4 220	4 089	4 155	4 221	4 289	4 240	4 356	4 487	4 621	4 945
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	3 712	2 299	2 444	2 462	2 922	3 228	3 333	3 433	3 536	3 642
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 ³ de pièces	125	121	110	105	100	98	80	82	80	78
Couvertures	10 ³ de pièces	30	29	20	14	14	15	12	12	6	
Sacs	10 ³ de pièces	9 822	8 081	7 053	6 156	5 373	5 314	5 287	5 446	4 356	3 485
Toiles d'emballages	milliers de m	90	87	13	12	10	11	11	11	9	9
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	2 361	2 353	3 454	1 291	1 052	1 079	620	267	140	140
Tissus imprimés	milliers de m ²	14 334	7 193	9 526	4 277	4 730	8 514	6 382	5 616	2 808	1 404
Tissus polyester	milliers de m ²	125	74	105	102	290	478	1 406	1 237	619	309
Filatures	tonnes	1 756	1 234	1 052	603	672	372	299	209	167	134
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 ³ de paires	952	1 347	1 482	855	941	58 778	35 297	21 178	12 707	7 624
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	28 287	25 159	15 000	16 588	19 340	21 316	7 970	8 209	8 456	8 709
Peintures, vernis, émaux	tonnes	151	67	71	92	101	117	38 290	39 439	40 622	41 841
Allumettes	cartons	53 433	89 151	98 066	107 873	110 030	117 287	121 144	124 779	128 522	132 378
Explosifs	tonnes	246	35	34	32	30	28	26	27	22	17
Acétylène	kilos	22 868	18 700	20 675	13 775	7 819	12 568	4 934	8 087	11 754	8 723
Oxygène	10 ³ de m ³	103	83	92	82	50	63	48	15	23	16
Chaux	kilos	51 705	20 315	31 789	26 938	16 733	25 135	12 140	8 994	16 600	4 560
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	237 056	340 501	347 311	364 677	382 910	394 998	412 798	425 182	437 937	451 075
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	69	44	42	45	49	50	45	50	55	61
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	130	126	120	109	103	95	87	103	124	148
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	1 430	1 476	1 624	1 786	1 965	2 120	2 291	2 359	2 430	2 503
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	105	102	95	89	89	82	79	88	98	110
Machettes et houes	10 ³ de pièces	199	146	151	156	162	167	172	161	166	171
Pelles et bèches	10 ³ de pièces	22	19	20	21	22	23	23	22	23	24
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	211	215	261	270	278	306	314	323	333	343
Articles de ménage émaillés	10 ³ de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Articles de ménage en aluminium	tonnes	32	46	46	47	48	49	50	51	53	54
Valises et malles	pièces	98	152	129	135	135	127	130	133	137	141
Frigos & congélateurs	pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	388	391	426	411	535	545	600	618	636	655
Fûts métalliques de 30 litres	pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	3 081	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 ³ de pièces	294	279	293	308	323	338	315	329	344	360
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	836	545	463	428	405	419	434	447	460	474
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	54 367	75 527	57 539	50 408	52 862	54 554	61 645	63 494	65 399	67 361

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo et estimations pour 2009.

Tableau I.32 bis Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

	Unité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)	2009 (p)
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	304	398	359	378	380	403	393	386	403	407
Chaudronnerie	tonnes	100	102	170	187	175	217	241	178	232	233
Fonderie fonte et acier	tonnes	211	307	150	158	145	110	104	110	104	110
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	5	6	5	5	5	5	5	5	4	4
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	49	25	26	28	30	28	32	27	22	24
Constructions navales	pièces	1	2	1	1	3	3	4	4	3	5
Automobiles (véhicules montés)	pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	161	192	250	315	395	499	519	530	411	369
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	9	9	15	15	7	12	11	9	0	0
Produits en béton	tonnes	700	731	763	820	902	931	992	1 052	1 106	1 155
Carrelages	milliers de m ²	12	12	14	16	16	18	19	20	21	23
Fibro-ciment	milliers de m ²	104	100	128	132	136	149	160	165	176	186
Concassés	10 ³ de tonnes	191	185	194	203	205	210	223	230	231	254
Bouteilles	10 ³ de pièces	22 829	19 685	16 543	21 408	18 742	19 077	18 042	18 588	18 780	17 642
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m ³	4 307	4 175	3 340	3 250	2 951	3 114	3 780	2 867	3 377	3 543
Contreplaqués	m ³	843	817	654	620	603	624	715	591	660	683
Bois sciés	m ³	8 215	18 004	26 010	20 369	29 687	30 062	25 253	35 959	46 650	40 538
Placages	m ³	233		7	8 731	3 973	7 764	6 524	4 179	3 343	-
Matelas	106 de pièces	2 000	1 938	2 519	2 575	2 584	2 865	3 072	3 141	3 236	3 333
Stylo à billes	10 ³ de pièces	4 308	3 600	1 854	2 225	2 892	3 362	3 963	4 477	5 049	5 582
Menuiserie métallique	tonnes	65	60	60	55	54	54	60	62	62	64
Mobiliers métalliques	pièces	1 274	1 453	1 095	821	616	615	600	763	585	630

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo et estimations pour 2009.

Tableau I.33 Indice de la production des industries manufacturières ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007(p)	2008 (p)	2009 (p)
A. INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	100,0	79,7	79,3	90,7	105,2	118,7	117,2	121,0	122,6	124,8
Produits alimentaires	100,0	86,1	87,3	94,5	128,5	153,0	133,8	137,8	140,0	141,4
Boissons	100,0	90,7	83,5	109,0	141,6	171,8	188,3	210,9	217,2	222,0
Tabacs	100,0	61,9	65,8 r	66,3	78,7	87,0	89,8	92,5	95,3	98,1
Confection et bonneterie,										
Tissage et impression de tissu	100,0	64,4	71,3	44,2	55,8	76,2	67,2	47,5	28,5	17,1
Chaussures et cuirs	100,0	152,9	157,9	89,8	98,8	115,7	67,7	64,1	62,0	60,8
Chimie de consommation	100,0	89,8	57,0	88,7	85,2	96,4	98,4	101,4	104,4	104,4
Fabrication des produits pétroliers raffinés	100,0	143,6	146,5	153,8	161,5	166,6	-	-	-	-
Plastique	100,0	67,2	64,4	104,9	114,2	120,8	126,1	132,4	139,0	146,0
Fabrications métalliques légères	100,0	116,7	116,1	122,9	131,3	134,0	138,8	143,0	147,3	151,7
Edition, imprimerie et reproduction	100,0	94,9	99,7	104,7	109,9	114,8	107,1	112,5	118,1	124,0
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	100,0	79,7	82,3	69,9	70,4	72,7	74,8	78,5	82,4	86,5
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT	100,0	92,1	96,4	200,2	182,0	231,6	237,8	195,4	141,9	137,8
Fabrication métalliques lourdes	100,0	122,3	131,4	141,0	135,7	153,4	160,5	137,5	156,4	158,3
Matériel de transport	100,0	57,7	84,5	94,6	140,6	154,6	202,7	134,9	58,3	62,8
Minéraux non métalliques	100,0	115,2	118,0	140,8	150,1	171,8	176,4	181,7	187,1	192,8
Transformation de bois	100,0	116,9	197,9	720,8	475,6	723,0	615,0	534,8	352,8	306,6
Autres non classées à ailleurs	100,0	96,5	82,2	80,1	82,1	89,4	98,5	103,4	104,4	105,5
Indice global A+B	100,0	91,0	94,9	101,6	112,9	117,7	116,9	121,3	124,5	126,1

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques estimations pour 2009.

(1) base 2000 = 100.

Tableau I.34 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique ⁽¹⁾	Total production ciment	Exportation ⁽²⁾	Consommation locale ⁽³⁾	Total	
2000	160 709	8 218	168 927	27 167	135 467	162 634	6 294
2001	192 122	9 304	201 426	55 230	137 231	192 461	8 965
2002	233 943	15 766	249 708	61 660	187 257	248 917	791
2003	315 427	15 367	330 794	64 815	267 848	332 663	-1 869
2004	395 309	15 984	411 293	71 555	329 648	401 203	10 091
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	452 721	529 579	-5 580
2006	519 233	2 020	521 253	80 820	452 685	533 505	-12 252
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692
2009	443 550	...	443 550	62 723	369 004	431 727	11 823

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo et estimations pour 2009.

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I.35 Production de la raffinerie de pétrole
(en tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Pétrole brut traité ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Production totale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gaz liquéfié (GPL)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Essence super	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jet JP1 et pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fuel oil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	671	547	-	-	395	-	-	436	216	-
4. Ventes sur le marché intérieur	121 352	84 667	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Exportations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Variations de stocks des produits finis	-122 023	-85 214	-	-	-	-	-	-	-	-

Source: SEP-Congo.

(1) 1 = 3 + 4 + 5 + 6

Tableau I.36 Consommation de produits pétroliers
(en m³)

Produits	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Essence auto	154 249	129 840	129 624	156 927	172 449	209 545	224 298	250 655	259 856	266 914
Carburant aviation	93 776	97 743	126 869	139 502	158 045	198 928	254 565	210 241	183 787	168 830
Pétrole	5 978	1 954	1 034	5 601	5 031	13 139	11 277	6 504	9 840	16 676
Gasoil	161 524	129 140	145 873	170 897	183 761	232 175	251 075	280 220	340 507	332 898
Fuel oil	14 968	18 337	22 913	32 295	37 241	43 714	46 571	46 970	46 054	43 613
Huiles	72	-	893	1 884	1 551	1 988	2 430	1 809	3 239	3 122
GPL (Gaz)	80	23	22	-	-	-	-	-	-	-
Total	430 647	377 037	427 228	507 106	558 078	699 489	790 216	796 399	843 283	832 053

Source: SEP - Congo.

Tableau I.37 Production et consommation d'électricité par province
(en milliers de Mwh)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Production brute ⁽¹⁾										
dont:										
centrales hydroélectriques	5 797	5 786	5 926	5 973	6 914	7 119	7 620	7 537	7 477	5 678
centrales thermiques	16	12	11	7	8	9	9	6	18	8
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	5 813	5 798	5 937	5 980	6 922	7 128	7 629	7 543	7 495	5 678
II. Consommation intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	1 951	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont: ville de Kinshasa	1 763	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 142	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements ⁽²⁾	1 303	31	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	3 122	3 347	3 236	2 893	3 897	4 496	5697	4636	5201	3 143
III. Exportations ⁽³⁾	1 274	1 013	1 145	1 230	1 598	1 707	1 190	1 359	674	480
IV. Importations et Achats locaux ⁽⁴⁾	6	12	9	27	21	21	22	17	16	19
V. Pertes ⁽⁵⁾	1 423	1450	1565	1884	1448	946	764	1 565	1 636	2 074

Source: S.N.EL.

(1) $I = II + III - IV + V$ non compris les autoproducteurs.

(2) Conformément au tableau 26.

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.38 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production (en mios de m³)	Consommation (en mios de m³)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation ⁽¹⁾ (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
1992	192,4	131,7	366 290	5 884	5 251	207 299
1993	187,8	132,5	380 483	5 379	5 320	250 006
1994	200,1	142,5	393 286	5 007	4 447	262 907
1995	215,6	144,7	401 544	5 959	5 085	239 865
1996	210,0	136,1	407 578	5 881	4 579	257 422
1997	213,5	127,7	403 852	4 835	3 834	264 803
1998	207,7	155,9	418 428	4 519	3 065	260 371
1999	203,3	103,1	423 852	5 100	3 762	253 359
2000	187,8	114,8	428 589	5 813	4 396	272 687
2001	214,6	126,3	430 959	5 798	4 360	291 801
2002	206,4	127,1	433 904	5 937	4 381	301 611
2003	212,5	116,3	433 830	5 980	4 123	332 829
2004	226,1	117,2	445 754	6 922	4 714	353 720
2005	228,4	134,1	457 678	7 128	4 496	374 611
2006	235,1	141,3	469 602	7 629	5 697	443 844
2007	242,3	139,2	481 526	7 543	4 636	374 611
2008	235,8	145,8	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	213,8	107,8	498 082	5 678	3 805	439 906

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1) : il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.39 Consommation d'électricité par secteur
(en millions de KWh)

Secteurs	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)	2009 (p)
Mines et métallurgie	1 287	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres secteurs industriels (haute et moyenne tension)	831	2 611	3 164	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Distribution (basse tension) (1)	924	1 152	1 232	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Transports (2)	23	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	3 065	3 763	4 396	4 360	4 381	4 123	4 714	4 496	5 697	4 636	5 201	3 805

Source: Banque Centrale du Congo d'après les données de la SNEL.

(1) Consommation domestique et éclairage public.

(2) Une partie de la consommation d'électricité dans les transports est comprise dans la consommation haute tension et n'a pas pu être isolée.

Tableau I.40 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)	2009 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	39,6	30,2	22,6	26,6	27,5	34,7	41,2	41,2	52,2	72,4	82,4	84,3
1. ONATRA	39,6	30,2	22,6	26,6	27,5	34,7	41,2	41,2	52,2	72,4	82,4	84,3
Voies fluviales	39,4	30,0	22,4	26,4	27,3	34,7	41,1	41,1	52,1	68,6	77,7	83,0
Bas-fleuve	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	3,8	4,8	1,3
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	528,8	485,6	591,2	605,2	555,0	578,1	591,5	53,6	153,9	154,3	149,8	86,6
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	403,5	386,8	429,3	458,5	481,6	518,0	534,5	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	275,4	264,1	293,0	313,3	340,9	375,0	397,5	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	128,1	122,7	136,3	145,2	140,7	143,0	137,0	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	125,3	98,8	161,9	146,7	73,4	60,1	57,0	53,6	153,9	154,3	149,8	86,6
III. TRANSPORT AERIEN	4,8	0,3	11,3	14,2	18,4	20,2	24,4	22,4	25,1	25,1	25,1	37,7
IV. TRANSPORT ROUTIER	206,4	189,4	140,7	291,5	527,4	605,2	739,7	1 597,0	1 870,9	2 338,2	2 928,3	3 739,4
Total général	779,6	705,6	765,8	937,5	1 128,3	1 238,2	1 396,9	1 714,3	2 102,1	2 590,0	3 185,7	3 947,9
Voyageurs (Voyageurs km)												
I. TRANSPORT FLUVIAL	13,9	4,2	2,3	3,2	2,7	3,9	3,9	3,9	0,2	0,3	0,3	0,3
1. ONATRA	13,9	4,2	2,3	3,2	2,7	3,9	3,9	3,9	0,2	0,3	0,3	0,3
Voies fluviales	13,4	4,0	1,9	3,0	2,4	1,4	1,7	1,7	0,1	0,2	0,2	0,2
Bas-fleuve	0,5	0,2	0,4	0,3	0,3	2,5	2,2	2,2	-	-	-	-
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	189,0	198,3	273,6	318,3	232,9	214,7	213,1	214,1	207,9	208,7	209,4	210,4
1. S.N.C.C.	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0	141,6	142,6	143,6	143,6	144,6	145,6
Réseau Sud (OCS)	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0	141,6	142,6	143,6	143,6	144,6	145,6
2. ONATRA	46,0	53,1	85,7	96,2	72,3	71,7	71,5	71,5	64,3	65,1	64,8	64,8
Voie ferrée (CFMK)	8,0	37,9	60,9	61,9	18,9	10,9	8,0	8,0	0,8	1,6	1,3	1,3
T.U.K.	38,0	15,2	24,8	34,3	53,4	60,8	63,5	63,5	63,5	63,5	63,5	63,5
III. TRANSPORT AERIEN	111,2	353,1	352,0	387,2	387,2	395,2	391,4	391,4	391,4	391,4	391,4	391,4
IV. TRANSPORT ROUTIER	38,5	15,2	53,4	91,7	91,7	100,3	105,4	105,4	105,4	105,4	105,4	105,4
Total général	352,6	570,8	681,2	800,4	714,5	714,1	713,8	714,8	704,9	705,7	706,5	707,5
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	34,2	35,5	39,6	47,9	53,2	57,2	62,8	74,2	87,9	105,4	126,8	154,1

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles à partir de 2005.

Tableau I.41 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)	2009 (p)
Port de Matadi	1 040,9	1 039,0	1 240,8	1 349,1	1 641,5	1 823,1	1 871,6	1 991,3	2 116,6	2 256,6
Entrées	921,7	939,5	1 119,1	1 169,9	1 323,3	1 455,4	1 486,8	1 533,7	1 668,2	1 932,9
Sorties	119,2	99,5	121,8	179,2	318,2	367,7	384,8	457,7	448,4	323,7
Port public de Kinshasa	51,0	33,3	37,3	56,3	94,9	137,2	125,0	170,3	205,5	196,9
Réseau fluvial	10,9	4,9	5,9	14,5	39,5	37,2	39,4	53,7	64,8	62,1
Chargement	2,4	0,5	0,6	0,6	1,3	1,2	1,4	1,8	2,2	2,1
Déchargement	8,5	4,4	5,3	13,9	38,2	36,0	38,0	51,9	62,6	60,0
C.F.M.K.	40,1	28,3	31,4	41,8	55,4	99,9	85,6	116,6	140,7	134,9
Chargement	5,0	2,2	3,6	8,2	20,7	25,0	23,4	31,9	47,1	33,0
Déchargement	35,1	26,1	27,8	33,6	34,6	74,9	62,1	84,7	93,6	101,8
Port de Boma	62,3	43,1	34,7	52,5	74,5	111,1	186,0	168,3	193,6	168,5
Chargement	34,7	17,4	16,5	19,0	23,7	20,8	38,7	41,9	34,8	24,5
Déchargement	27,6	25,7	18,2	33,5	50,9	90,2	147,4	126,3	158,9	144,0
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	1 154,2	1 115,4	1 312,8	1 457,9	1 810,9	2 071,3	2 182,6	2 329,9	2 515,7	2 622,1
Indice de manutention ⁽¹⁾ (1990 = 100)	62,5	60,4	71,2	78,9	98,0	112,3	117,4	125,3	136,2	142,0

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.42 Communication téléphonique
(en milliers d'unités)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)	2009 (p)
Consommation	21 041,0	297 937,0	372 460,0	214 370,0	351 785,0	541 293,0	1 331 669,0	2 109 644,9	2 452 370,1	2 005 147,5
Nombre d'abonnés		...	...	1 246,2	1 990,7	2 746,1	4 415,5	6 995,1	11 081,7	17 555,7

Source : Sociétés de communication.

Tableau I.43 Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa
(Base 1989 = 100)

	2000 ⁽¹⁾	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Indice d'ensemble	46,2	220,0	324,2	395,6	408,4	490,8	570,8	753,3	1122,7	1779,0
dont:										
- Alimentation	24,9	99,5	125,1	144,3	158,3	210,54	248,17	313,25	461,67	812,00
- Boissons	1,2	6,6	8,3	10,1	9,1	11,685	13,667	18,25	25,33	43,00
- Non alimentaire	2,1	8,5	14,8	12,6	12,3	17,608	19,75	29,92	43,67	69,00
- Habillement	3,1	9,0	15,0	14,8	15,1	2,9	2,9	17,33	21,92	34,00
- Loyer	4,8	19,6	24,5	27,8	27,8	30,4	32,8	36,2	38,8	60,0
- Transport	5,6	36,1	47,1	75,3	70,3	83,4	126,3	192,2	355,6	467,0
- Frais scolaires	2,0	19,4	45,1	57,0	58,0	60,6	53,0	61,0	81,0	96,0
- Divers	3,3	22,0	47,2	53,7	57,0	55,8	62,0	66,2	69,0	124,0

Source : Section Economique de l'Ambassade américaine.

(1) Les pondérations ainsi que la période de base ont été revues à partir de 2000 afin d'adapter ces indices aux fluctuations des prix.

Tableau I.44 Indice des prix de détail à Kinshasa
(Base décembre 1993 = 100)

	2008				Année	2009				Année
	Mars	Juin	Septembre	Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre	
I. Prix aux marchés										
Indice général	288 041 407,6	305 099 966,5	321 988 904,1	339 797 388,1	345 189 150,1	362 092 428,0	394 032 267,5	402 120 696,1	427 428 758,4	437 681 110,3
dont:										
- Alimentation	333 981 386,6	357 127 008,8	380 295 151,8	399 579 815,5	367 745 840,6	423 450 442,5	452 977 321,8	460 701 101,2	482 052 256,2	461 962 795,4
- Habillement	276 928 104,4	291 496 727,4	302 260 731,2	326 903 654,1	299 397 304,3	347 237 085,4	359 181 620,5	361 407 510,2	385 431 924,3	367 346 514,4
- Articles divers	174 302 934,7	179 451 637,0	186 196 476,5	194 654 540,2	183 651 397,1	212 886 144,6	258 199 895,4	270 295 124,0	346 881 630,7	286 757 355,5
II. Prix aux magasins										
Indice général	210 389 759,6	222 496 093,0	237 895 269,2	255 630 252,3	259 606 650,8	274 462 480,5	302 001 702,5	312 408 026,1	330 976 265,4	338 734 065,7
dont:										
- Alimentation	195 005 125,8	201 521 837,2	211 819 329,9	229 581 913,5	209 482 051,6	241 480 828,6	274 305 756,0	284 695 901,3	303 758 538,9	283 939 517,9
- Articles divers	416 366 760,9	503 309 688,7	587 012 700,3	604 378 155,1	527 766 826,2	610 901 728,6	672 808 586,5	683 431 509,4	695 380 502,6	676 994 993,1

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

Tableau I.45 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo
(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
2000	75 934,71	68 440,06	113 522,33	84 473,82	78 899,62
Décembre	171 391,90	146 695,60	255 363,50	211 047,40	179 368,40
2001	338 328,28	347 722,61	606 543,23	459 387,59	360 791,83
Décembre	363 364,52	413 752,87	718 794,60	542 836,42	421 684,96
2002	387 555,91	465 015,56	765 450,82	573 861,72	451 980,94
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003	425 187,51	514 264,72	815 842,49	692 730,63	509 231,61
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
2004	435 199,60	537 397,55	860 254,15	740 379,08	538 952,25
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
2005	546 668,84	622 891,69	930 936,43	894 758,08	645 072,50
Décembre	585 343,10	620 822,80	928 752,80	929 766,50	675 402,20
2006	779 324,67	854 887,43	1 115 551,47	1 193 164,58	888 422,83
Décembre	697 790,46	736 669,78	1 077 901,63	1 083 425,23	798 296,97
2007	748 127,64	791 698,62	1 108 403,62	1 147 721,97	851 110,72
Janvier	711 526,49	746 218,72	1 088 793,88	1 097 828,37	811 448,61
Février	728 095,10	762 027,52	1 098 725,59	1 110 169,60	826 750,32
Mars	742 161,10	780 000,64	1 102 898,77	1 121 695,85	840 375,84
Avril	753 453,79	783 142,76	1 104 766,28	1 130 639,42	849 617,09
Mai	763 181,86	793 827,81	1 103 704,90	1 147 363,87	860 352,27
Juin	761 723,33	778 833,56	1 103 038,58	1 143 229,84	856 522,56
Juillet	749 712,55	779 942,82	1 110 431,67	1 141 498,45	849 312,15
Août	743 745,62	807 780,27	1 115 082,99	1 150 327,78	851 489,81
Septembre	748 377,06	811 599,41	1 113 585,78	1 159 203,84	856 559,24
Octobre	755 276,92	817 256,27	1 114 732,28	1 159 661,54	861 726,55
Novembre	757 331,88	822 512,47	1 116 689,49	1 197 413,56	871 331,77
Décembre	762 945,94	817 241,23	1 128 393,28	1 213 631,52	877 842,41
2008	875 560,51	985 496,06	1 185 726,01	1 364 840,46	1 003 197,50
Janvier	765 486,89	817 241,23	1 129 030,94	1 218 426,09	880 388,47
Février	784 511,01	843 878,06	1 141 032,68	1 239 080,07	900 454,56
Mars	792 254,62	855 805,05	1 146 550,39	1 249 993,78	909 302,45
Avril	810 361,37	875 825,93	1 151 284,96	1 275 926,29	928 589,91
Mai	843 103,83	919 527,27	1 162 434,35	1 338 618,20	967 778,44
Juin	882 779,77	978 547,03	1 198 009,56	1 391 320,42	1 012 533,42
Juillet	913 598,47	1 022 487,25	1 205 500,20	1 440 341,20	1 047 674,28
Août	927 356,44	1 038 038,32	1 207 907,27	1 442 130,74	1 058 750,26
Septembre	935 352,85	1 047 390,99	1 209 400,15	1 433 129,18	1 063 235,50
Octobre	933 194,86	1 076 941,42	1 210 340,10	1 441 585,41	1 067 736,49
Novembre	942 304,49	1 127 520,63	1 219 000,53	1 448 062,32	1 082 048,55
Décembre	976 421,57	1 222 749,48	1 248 220,94	1 459 471,78	1 119 877,68
2009	1 339 983,94	1 587 891,71	1 484 968,14	1 769 479,75	1 466 886,86
Janvier	1 090 618,20	1 309 197,20	1 281 072,82	1 507 858,95	1 213 202,73
Février	1 168 298,48	1 371 196,72	1 353 656,84	1 553 865,90	1 282 154,42
Mars	1 232 440,17	1 492 374,03	1 450 689,95	1 637 915,66	1 359 751,33
Avril	1 328 341,19	1 568 651,40	1 476 611,12	1 699 422,75	1 442 712,38
Mai	1 306 407,23	1 434 256,66	1 468 627,71	1 710 733,60	1 412 483,25
Juin	1 289 193,85	1 445 724,35	1 460 884,20	1 709 043,57	1 402 793,83
Juillet	1 316 220,19	1 462 974,28	1 472 785,15	1 726 304,92	1 425 791,69
Août	1 346 255,94	1 525 761,46	1 511 439,04	1 772 504,24	1 464 002,18
Septembre	1 400 790,56	1 659 043,81	1 535 461,70	1 829 653,91	1 528 505,22
Octobre	1 501 690,81	1 785 275,76	1 565 358,31	1 973 255,65	1 638 006,10
Novembre	1 558 776,14	1 951 923,22	1 614 237,04	2 055 632,27	1 714 922,23
Décembre	1 540 774,46	2 048 321,60	1 628 793,81	2 057 565,61	1 718 316,98

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.46 Variations des indices des prix à la consommation
(Taux cumulés)⁽²⁾

PERIODES	Taux mensuels ⁽¹⁾										Taux moyens mensuels				
	I.R.E.S.		USEMBASSY	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		USEMBASSY	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		USEMBASSY	Banque Centrale du Congo	I.N.S.
	Magasins	Marchés				Magasins	Marchés				Magasins	Marchés			
2005															
Décembre	-0,5	1,4	-4,0	0,6	-0,7	19,7	21,7	23,0	21,3	-	-	1,6	1,7	1,6	-
2006															
Janvier	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7
Février	3,2	0,9	-0,5	0,6	0,1	4,6	2,5	9,0	1,2	0,1	2,3	0,1	0,0	0,2	0,0
Mars	-3,0	1,0	-0,6	1,2	0,6	1,5	3,6	-1,0	1,2	1,3	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4
Avril	0,4	0,7	0,9	0,50	0,50	1,9	4,3	0,0	2,4	1,80	0,5	0,2	0,1	0,7	0,4
Mai	0,4	0,3	2,6	2,0	1,5	2,3	4,5	3,0	2,9	1,9	0,5	0,9	0,7	1,0	0,4
Juin	2,9	1,5	0,1	1,2	1,4	5,3	6,0	3,0	5,0	4,8	0,9	1,0	0,5	1,0	0,8
Juillet	4,4	1,2	2,4	0,6	1,4	9,9	7,3	6,0	6,2	6,2	1,4	1,0	0,8	0,9	0,9
Août	0,5	2,0	1,1	1,3	2,9	10,4		7,0	6,8	9,3	1,2	1,1	0,8	1,0	1,1
Septembre	2,5	2,8	7,1	2,4	2,3	13,2	12,4	14,0	8,2	11,9	1,4	1,3	1,5	1,2	1,3
Octobre	1,7	2,3	7,3	3,1	1,6	15,1	14,9	16,0	11,3	13,7	1,4	0,1	0,2	0,1	1,3
Novembre	1,9	4,9	0,9	3,0	3,5	17,2	20,6	19,0	18,2	17,7	1,5	1,7	1,6	1,5	1,5
Décembre	0,1	1,6	-2,4	0,0	3,5	17,4	22,5	21,0	18,2	21,4	1,3	1,7	1,6	1,4	1,6
2007															
Janvier	-0,9	4,3	3,0	0,4	5,7	-0,9	4,3	3,0	1,6	5,7	-0,9	4,3	3,0	1,6	5,7
Février	-0,3	3,4	2,2	1,9	-	-1,1	7,8	5,0	3,6	-	-0,6	3,8	2,5	1,8	-
Mars	1,6	2,9	2,4	1,7	2,6	0,4	11,0	8,0	5,3	8,4	0,1	3,5	2,6	1,7	2,7
Avril	2,5	4,2	0,4	1,1	1,3	2,9	15,6	8,0	6,4	9,9	0,7	3,7	1,9	1,6	2,4
Mai	1,0	1,0	7,9	1,3	0,2	3,9	16,7	17,0	7,8	10,1	0,8	3,1	3,2	1,5	1,9
Juin	0,4	1,6	0,4	-0,4	-1,3	4,3	18,6	17,0	7,3	8,6	0,7	2,9	2,7	1,2	1,4
Juillet	0,0	1,2	-1,2	-0,8	-0,9	4,4	20,0	16,0	6,4	7,6	0,6	2,6	2,1	0,9	1,1
Août	1,7	1,4	1,7	0,3	1,5	6,2	21,7	18,0	6,7	9,2	0,8	2,5	2,1	0,8	1,1
Septembre	0,6	3,2	1,4	1,1	2,1	6,8	25,6	26,0	7,3	11,5	0,7	2,6	2,6	0,8	1,2
Octobre	3,6	1,7	3,9	0,6	1,4	10,6	27,7	24,0	8,0	13,1	1,0	2,5	2,2	0,8	1,2
Novembre	1,3	2,5	4,2	1,1	2,2	12,0	30,9	29,0	9,2	15,6	1,0	2,5	2,3	0,8	1,3
Décembre	2,4	2,0	5,2	0,7	5,8	14,7	33,5	29,0	9,96	22,3	1,2	2,4	2,1	0,8	1,7
2008															
Janvier	4,7	1,0	2,3	0,3	3,5	4,7	1,0	2,3	0,3	3,5	4,7	1,0	2,3	0,3	3,3
Février	2,6	2,2	1,5	2,3	3,1	7,4	3,2	3,8	2,6	6,8	3,6	1,6	1,9	1,3	0,5
Mars	4,4	2,3	5,6	1,0	3,6	12,2	5,5	9,6	3,6	10,6	3,9	1,8	3,1	1,2	1,7
Avril	1,0	1,7	3,7	2,1	3,1	13,2	7,3	13,7	5,8	14,1	3,2	1,8	3,3	1,4	3,3
Mai	0,6	1,9	1,1	4,2	-	14,0	9,4	14,9	10,2	...	2,6	1,8	2,8	2,0	-
Juin	1,5	1,7	5,1	4,6	-	15,7	11,3	20,9	15,3	19,0	2,5	1,8	3,2	2,4	7,5
Juillet	3,7	1,8	3,8	3,5	2,3	20,0	13,3	25,5	19,3	21,7	2,6	1,8	3,3	2,6	10,3
Août	1,5	2,0	1,9	1,1	-	21,8	15,6	27,8	20,6	...	2,5	1,8	3,1	2,4	-
Septembre	2,5	1,5	2,8	0,4	-	24,9	17,3	31,4	21,1	22,6	2,5	1,8	3,1	2,2	14,5
Octobre	2,6	1,8	-0,8	0,4	3,8	28,2	19,4	30,3	21,6	25,3	2,5	1,8	2,7	2,0	19,8
Novembre	3,3	2,3	0,9	1,3	-	32,4	22,2	31,5	23,3	...	2,6	1,8	2,5	1,9	-
Décembre	0,7	1,3	4,2	3,5	-	33,4	23,7	37,0	27,6	...	2,4	1,8	2,7	2,0	-
2009															
Janvier	4,9	2,9	5,2	11,7	8,9	4,9	2,9	5,2	8,3	8,9	4,9	2,9	5,2	7,2	0,9
Février	2,4	5,5	5,4	7,1	3,2	7,4	8,5	10,8	14,5	12,4	3,6	4,2	5,3	6,3	6,0
Mars	2,2	2,7	2,3	5,5	1,7	9,8	11,5	13,4	21,4	14,2	3,2	3,7	4,3	5,6	4,5
Avril	2,1	3,0	2,0	7,8	2,7	12,1	14,8	15,7	28,8	17,3	2,9	3,5	3,7	6,7	4,1
Mai	1,5	0,8	1,7	-1,7	2,8	13,8	15,7	17,7	26,1	20,7	2,6	3,0	3,3	0,6	3,8
Juin	0,6	1,0	0,8	-1,3	-4,0	14,5	16,9	18,6	25,3	15,9	2,3	2,6	2,9	-1,3	2,5
Juillet	0,5	0,8	2,6	2,1	1,9	15,0	17,9	21,7	27,3	18,1	2,0	2,4	2,8	0,8	2,4
Août	0,8	2,1	3,0	2,3	5,4	15,9	20,4	25,4	30,7	24,5	1,9	2,3	2,9	2,4	2,8
Septembre	2,4	2,0	3,1	4,1	3,2	18,6	22,8	29,2	36,5	28,4	1,9	2,3	2,9	3,7	2,8
Octobre	2,4	1,6	0,1	7,2	2,5	21,5	24,8	29,4	46,3	31,6	2,0	2,2	2,6	5,7	2,8
Novembre	1,4	1,9	6,7	3,8	2,1	23,2	27,2	38,0	53,1	34,3	1,9	2,2	3,0	6,4	2,7
Décembre	2,9	2,6	1,2	-1,2	0,4	26,8	30,5	39,6	53,4	34,8	2,0	2,2	2,8	1,6	2,5

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.

(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Tableau I.47 Effectifs des travailleurs de l'Administration Publique et du secteur privé
(en milliers d'unités)

	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)	2009 (e)	Variations en % ⁽³⁾								
										2001 (e)	2002 (e)	2003 (e)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)	2009 (e)
A. Travailleurs dans l'Administration publique ..	428,4	391,9	534,0	595,6	596,0	696,4	730,1	780,5	830,9	10,0	-8,5	36,2	11,6	0,1	16,8	4,8	6,9	6,5
- Personnel sous-statut ⁽¹⁾	184,8	170,4	214,8	233,5	234,8	282,9	299,8	324,5	349,2	10,0	-7,8	26,0	8,7	0,6	20,5	6,0	8,2	7,6
- Pensionnés civils et militaires	93,2	78,6	127,4	152,1	147,0	199,3	213,3	236,9	260,5	10,0	-15,7	62,1	19,4	-3,4	35,6	7,0	11,1	10,0
- Enseignants ⁽²⁾	150,4	142,9	191,8	210,0	214,2	214,2	217,0	219,1	221,2	10,0	-5,0	34,2	9,5	2,0	0,0	1,3	1,0	1,0
B. Travailleurs dans le secteur privé	3 124,8	3 213,0	3 373,7	9 065,4	10 884,9	11 519,8	12 154,7	13 000,5	13 968,2	-15,0	2,8	5,0	168,7	20,1	5,8	5,5	7,0	7,4
- Affiliés à l'INSS	148,8	153,0	160,7	219,5	226,5	257,3	288,0	227,5	289,0	-15,0	2,8	5,0	36,6	3,2	13,6	11,9	-21,0	27,0
- Non affiliés à l'INSS	2 976,0	3 060,0	3 213,0	8 845,9	10 658,4	11 262,6	11 866,7	12 773,0	13 679,2	-15,0	2,8	5,0	175,3	20,5	5,7	5,4	7,6	7,1
C. Total des travailleurs (A+B)	3 553,2	3 604,9	3 907,6	9 661,1	11 480,9	12 216,2	12 884,9	13 781,0	14 799,1	-12,6	1,5	8,4	147,2	18,8	6,4	5,5	7,0	7,4
D. Nombre d'emplois créés	-513,3	51,7	302,7	5 753,4	1 819,9	735,3	688,6	896,1	1 018,1	-115,1	-110,1	485,5	1 800,6	-68,4	-59,6	-9,1	34,0	13,6
E. Population active	32 422,4	33 068,6	33 897,5	34 736,8	35 611,3	36 503,8	38 009,7	38 998,0	40 050,9	3,7	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	4,1	2,6	2,7
F. Nombre de chômeurs (E-C)	28 869,2	29 463,7	29 989,9	25 075,8	24 130,3	24 287,5	25 124,9	25 217,0	25 251,8	6,2	2,1	1,8	-16,4	-3,8	0,7	3,4	0,4	0,1
G. Taux de chômage (en %)	49,0	49,1	48,5	45,4	49,6	48,2	47,2	53,2	60,8	-17,9	0,1	-0,6	-3,1	4,2	-1,4	-1,0	6,0	7,6

Sources : Ministère des Finances(Direction de la Paie), Fonction Publique et I.N.S.S.

(1) Non compris les effectifs des militaires actifs.

(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.

(3) Variation en points de pourcentage pour le taux de chômage.

Tableau I.48 Salaire réel dans le secteur privé et dans l'Administration Publique
(base 100 = 2000)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)	2009 (e)	Variation en %							2008	2009
											2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007		
Indice moyen des prix à la consommation établi par la BCC (base 100= Déc. 2009)	4,6	21,0	26,3	29,7	30,9	37,5	42,5	49,5	58,4	85,4	357,3	25,3	12,8	4,0	21,6	13,1	16,7	18,0	46,1
Indice général des prix moyens à la consommation établi par la BCC (base 100= 2000)	100,0	457,3	573,2	646,7	672,5	817,6	924,6	1078,7	1272,5	1859,2	357,3	25,3	12,8	4,0	21,6	13,1	16,7	18,0	46,1
SECTEUR PRIVE ⁽¹⁾																			
Indice de salaire nominal	100,0	198,0	347,9	362,5	423,9	577,5	710,3	852,4	1 039,1	1 542,2	98,0	75,7	4,2	16,9	36,2	23,0	20,0	21,9	48,4
Indice de salaire réel	-	43,3	277,5	321,3	407,6	475,0	628,1	730,6	880,8	1 055,6	-	540,9	15,8	26,9	16,5	32,2	16,3	20,6	19,8
ADMINISTRATION PUBLIQUE ⁽²⁾																			
Indice de salaire nominal	100	100	100	100	120	120	120	144,0	175,5	260,6	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	20,0	21,9	48,4
Indice de salaire réel	-	21,9	79,8	88,6	115,4	98,7	106,1	123,4	148,8	178,3	-	264,8	11,1	30,2	-14,5	7,5	16,3	20,6	19,8
SALAIRE MINIMUM LEGAL																			
Indice de salaire nominal	100,0	100,0	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	128,8	154,6	188,4	0,0	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0	19,0	20,0	21,9
Indice de salaire réel	100,0	21,9	18,9	16,7	16,1	13,2	11,7	15,0	17,4	21,0	-78,1	-13,7	-11,4	-3,8	-17,7	-11,6	28,0	16,3	20,6

Source: Les ordonnances présidentielles ainsi que les enquêtes économiques et les estimations de la Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit du salaire du dernier ouvrier

(2) Il s'agit du salaire d'un huissier de la Fonction Publique.

Tableau I.49 Répartition par province des salariés affiliés à l'I.N.S.S.
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003 (e)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)	2009 (e)
KINSHASA	...	21,56	22,7	23	24	22,4	22,8	23,7	22,3	23,2
BANDUNDU	3,1	2,5	2,2	1,8	2,6	2,4	2,2	2,6	2,3	2,3
BAS-CONGO	1,9	7,3	7,5	6,8	7,3	7,5	7,4	7,4	7,5	7,4
EQUATEUR	38,2	27,8	26	27	26	26,5	26	26,2	26,4	26,0
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KASAI-OCCIDENTAL	6,0	5,5	6	5,8	5,9	6	6	5,9	6,0	6,0
KASAI-ORIENTAL	14,6	10,5	11	11	11,2	11,4	11	11,3	11,3	11,1
MANIEMA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NORD-KIVU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KATANGA	36,2	24,8	24,6	24,6	23	23,8	24,6	23,0	24,2	24,1
SUD-KIVU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ⁽¹⁾	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Sécurité Sociale.

(1) Le total ne concerne que les territoires ayant répondu aux questionnaires des enquêtes économiques.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2009, la gestion des finances publiques s'est effectuée dans un contexte marqué par deux contraintes majeures, à savoir (i) la lenteur dans la mise en œuvre de certaines réformes fiscales notamment celle relative à l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée « TVA » et (ii) l'augmentation des dépenses de souveraineté, expliquée principalement par les exigences de fonctionnement de l'armée et de la police pour la sécurisation du pays ainsi que la réhabilitation des infrastructures. Il sied de relever que l'environnement économique international défavorable a également affecté le secteur des finances publiques.

S'agissant de la lenteur constatée dans la mise en œuvre des réformes fiscales, les travaux sur l'avant-projet de loi fixant la nouvelle nomenclature des droits, taxes et redevances, amorcés en mars 2009, n'ont pas été achevés faute des moyens financiers et matériels. Par ailleurs, le programme de modernisation de la Direction Générale des Impôts ne se trouve qu'au stade préparatoire. Ce programme concerne notamment l'ouverture des centres d'impôts dans les directions provinciales de manière à les rendre plus aptes à gérer convenablement les contribuables suivant les nouvelles procédures fiscales. Il en est de même du code des douanes dont le projet de loi est encore en discussion au Parlement. Tous ces facteurs ont eu un impact négatif sur le niveau de mobilisation des recettes.

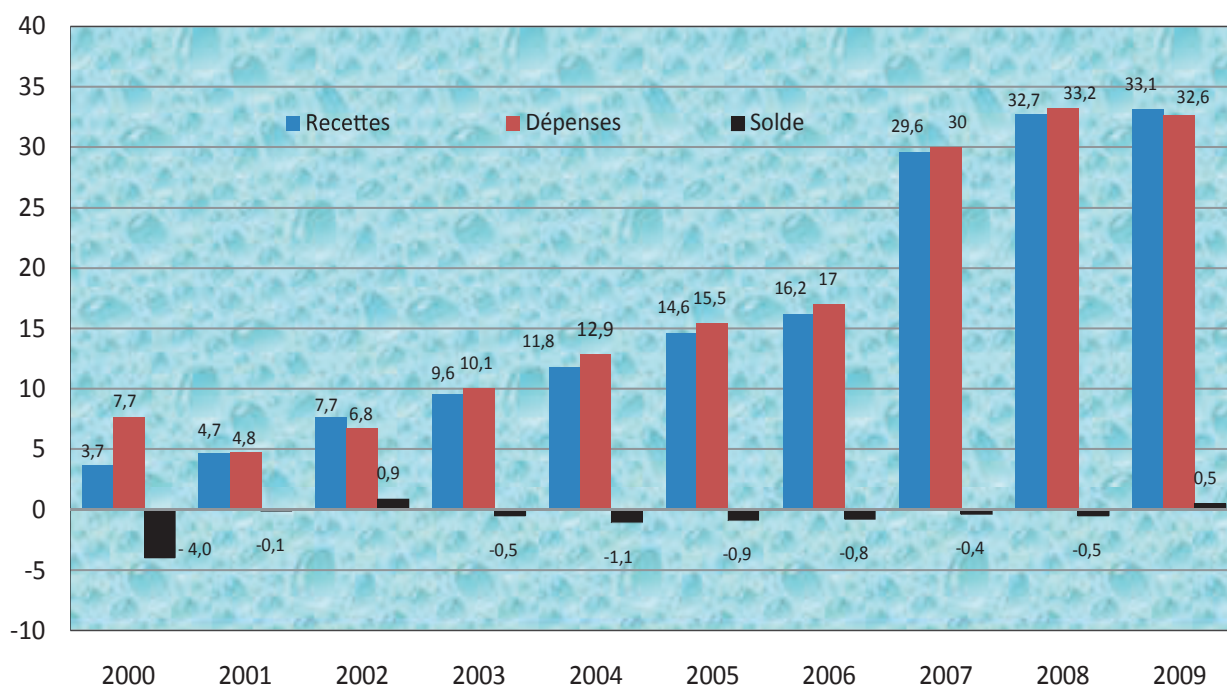
En dépit de ces pesanteurs, l'ajustement budgétaire s'est poursuivi et a été renforcé au mois de novembre par l'adoption des mesures supplémentaires en vue de contenir les dépenses publiques. Lesdites mesures ont permis une meilleure maîtrise de la position budgétaire. Ainsi, l'exercice budgétaire 2009 s'est soldé par un excédent de 0,5 % du PIB, alors que le budget était arrêté en équilibre. Les recettes du cadre budgétaire ont représenté, d'une année à l'autre, 19,5 % du PIB et 23,3 %. Quant aux dépenses, elles se sont accrues de 3,1 points de pourcentage, s'établissant à 22,8 % du PIB contre 19,7 % en 2008.

Concernant la pression fiscale, elle s'est située à 13,2 % du PIB en 2009 contre 15,2 % une année plus tôt, soit une baisse de 2,0 points de pourcentage. La contreperformance enregistrée dans la mobilisation des ressources de l'Etat est consécutive à la lenteur observée dans la mise en œuvre des réformes fiscales tant sur les activités intérieures qu'extérieures. En effet, la charge fiscale sur le commerce extérieur s'est chiffrée à 4,9 % du PIB contre 5,7 % une année auparavant. De même, celle sur les activités intérieures est passée de 9,5 % du PIB à 8,3 %.

La part des dépenses courantes dans le PIB a été de 17,5 % en 2009 contre 17,3 % en 2008. Celle des investissements publics est passée de 2,5 % à 5,3 % au cours de la même période. Néanmoins, les dépenses d'investissement sont restées en deçà du niveau prévu, en raison des difficultés rencontrées dans la préparation de certains projets et du retard pris par les partenaires dans le décaissement des fonds.

Par ailleurs, les opérations à financement extérieur spécifique ont enregistré une contraction de 1,6 point de pourcentage en 2009, passant de 13,0 % du PIB à 11,4 % d'une année à l'autre, en raison principalement des effets de la crise financière qui a secoué les économies des partenaires au développement.

Graphique II.1 Importance relative des opérations du cadre budgétaire ⁽¹⁾
(en pourcentage du PIB)



(1) Cfr tableaux II.10 et II.11

CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire ont été réalisées dans un contexte d'ajustement budgétaire, en vue de contenir les effets pervers de la récession économique dont les conséquences ont été perceptibles tant sur le niveau des recettes mobilisées que sur l'exécution des dépenses publiques. La première conséquence s'est traduite par une sous mobilisation des recettes, tandis que la seconde s'est manifestée à travers quelques dépassements sur les crédits budgétaires, principalement par le biais des charges liées à la réhabilitation des infrastructures publiques et à la sécurisation du pays.

L'augmentation des dépenses de souveraineté et l'uniformisation des salaires à la base dans l'Administration Publique ont occasionné une détérioration de la Position Nette du Gouvernement et partant, une augmentation du crédit net à l'Etat.

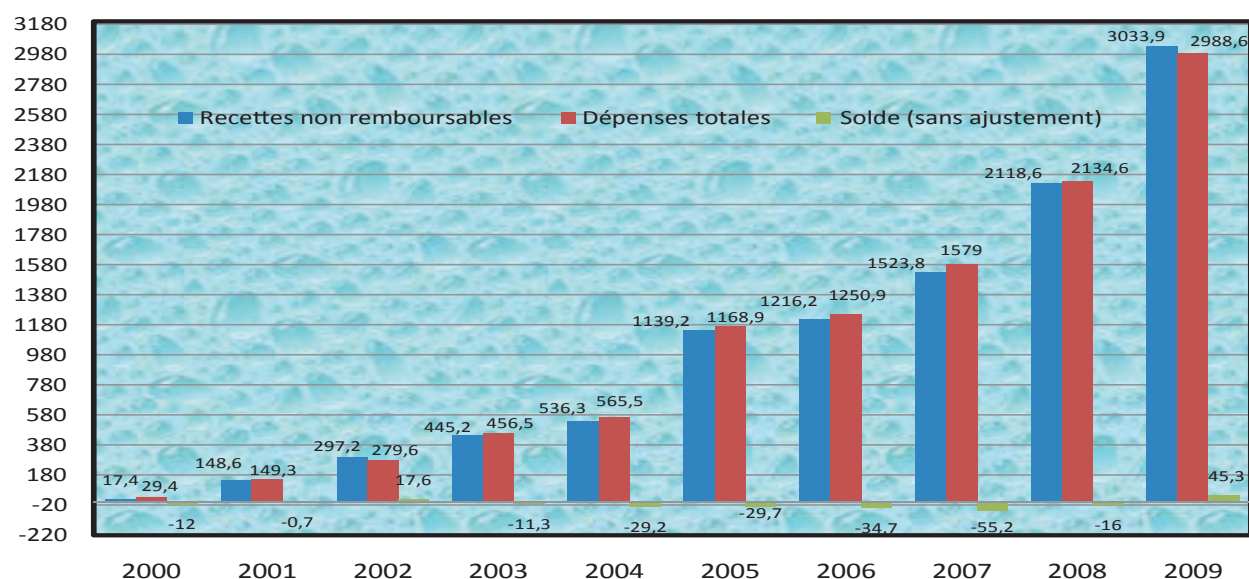
Face au risque engendré par ce dépassement, le Gouvernement a renforcé les mesures d'ajustement budgétaire en novembre 2009 par la déprogrammation de certaines dépenses et leur renvoi auprès des services gestionnaires. Ainsi, l'exécution du budget s'est clôturée par un excédent de 0,5 % du PIB contre un déficit de 0,5 % une année plus tôt.

Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations Publiques ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements statistiques (d)	Besoins de financement (e)=(a)-(b)- (c)+(d)
2000	17 419 403,0	26 595 935,0	2 809 103,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	148 551 292,0	126 548 576,0	22 799 689,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	297 200 978,0	224 857 298,0	54 735 776,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	445 225 390,0	277 970 253,0	178 474 238,0	2 394 546,0	-8 824 555,0
2004	536 321 997,0	425 120 052,0	140 407 203,0	50 305 873,0	21 100 615,0
2005	1 139 225 210,0	739 174 892,0	429 756 583,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	1 216 224 246,0	952 857 081,0	298 075 918,0	9 405 298,0	-25 303 455,0
2007	1 523 756 104,0	1 101 601 100,0	477 424 406,0	33 469 746,0	-21 799 656,0
2008	2 118 576 416,0	1 376 149 392,0	758 460 024,2	-19 196 466,8	-35 229 467,0
2009	3 134 561 637,0	1 701 085 787,0	1 388 198 812,0	-1 114 250,0	44 162 788,0

(1)Cfr. Tableau II.10.

Graphique II.2 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques ⁽¹⁾
(en milliards de CDF)



(1) Cfr. Tableau II.10.

I.1. RECETTES

I.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes ont été mobilisées en deçà des prévisions. En effet, d'un montant de 1.597.889,3 millions de CDF retenu dans la loi budgétaire, ces recettes se sont chiffrées à 1.592.002,0 millions, soit un taux de mobilisation de 99,6 %. Rapportées au PIB, ces recettes ont représenté 17,6 % contre 18,5 % une année plus tôt. Cette contre-performance s'explique notamment par les effets de la crise financière, combinés à la lenteur enregistrée dans la mise en œuvre des réformes fiscales et à la grève observée au dernier trimestre 2009 par les agents des régions financières. Comparativement aux recettes de l'année précédente, lesquelles s'étaient situées à 1.206.506,0 millions de CDF, celles de 2009 ont enregistré un accroissement de 32,0 %.

Les recettes fiscales se rapportant aux activités intérieures ont atteint 751.500,8 millions de CDF contre 619.672,7 millions en 2008, soit une augmentation de 21,3 %. Rapprochées au PIB, elles ont représenté une proportion de 8,3 % contre 9,5 % en 2008. De même, les recettes fiscales perçues sur les transactions extérieures ont enregistré un accroissement de 18,1 %, passant de 372.743,3 millions de CDF en 2008 à 440.310,7 millions en 2009, soit 4,9 % du PIB contre 5,7 %.

Les recettes non fiscales se sont situées à 400.190,4 millions de CDF contre 214.090,0 millions en 2008, soit respectivement 4,4 % et 3,3 % du PIB.

Les recettes fiscales ont représenté 74,9 % et les recettes non fiscales 25,1 % des recettes courantes.

Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes ⁽¹⁾
(en pourcentage du total)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Recettes fiscales	92,6	92,9	86,7	66,1	70,9	67,7	69,1	76,2	78,0	56,6
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	22,9	32,7	28,9	24,2	27,4	24,1	24,5	30,2	29,3	20,9
- Recettes des impôts sur les revenus	15,9	24,7	19,1	15,5	17,3	11,1	19,2	20,3	23,1	15,7
- Recettes des impôts sur les biens et services	22,1	21,7	21,5	23,6	23,6	21,6	21,9	24,3	24,6	19,3
- Autres recettes fiscales	31,7	13,8	17,2	2,8	2,6	10,9	3,5	1,4	1,0	0,7
2. Recettes non fiscales	7,4	7,1	13,3	11,5	11,5	11,5	9,8	19,7	16,8	19,0
3. Recettes exceptionnelles	-	-	-	22,4	17,6	20,8	21,1	4,1	5,1	24,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Cfr. Tableau II.12

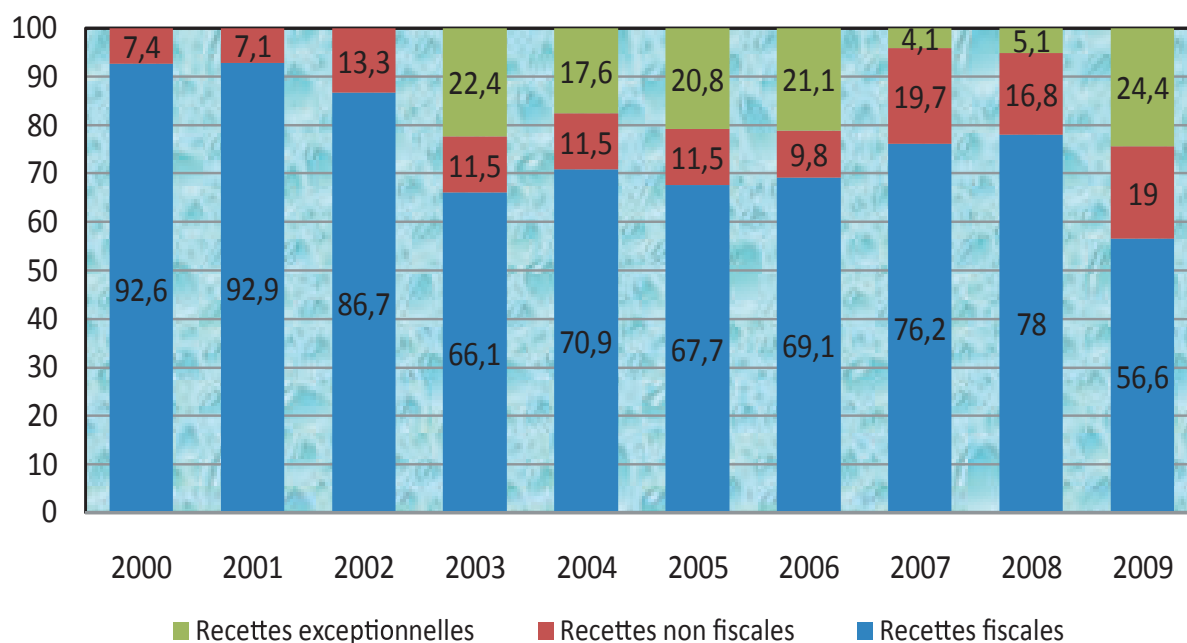
I.1.1.1. Recettes fiscales

I.1.1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les ressources publiques tirées du commerce extérieur ont atteint 440.310,7 millions de CDF contre 431.280,9 millions prévus dans le budget de l'Etat. Ces réalisations représentent 4,9 % du PIB contre une prévision de 4,8 %. Rapprochées aux réalisations de 2008, chiffrées à 372.743,3 millions, elles se sont accrues de 18,1 %. La bonne tenue de ces recettes est consécutive notamment au bon rendement du Guichet unique de Lubumbashi.

L'examen de la structure de la fiscalité sur le commerce extérieur montre que les droits de sortie, qui ont totalisé 12.496,3 millions de CDF en 2008, se sont situées à 11.832,4 millions une année après, soit une contraction de 5,3 %. La part de ces droits dans les recettes du commerce extérieur a été de 2,7 %.

Graphique II.3 Importance de différentes catégories des recettes ⁽¹⁾
(en pourcentage du total)



(1)Cfr. Tableau II.2.

Quant aux droits d'entrée, qui ont représenté 97,3 % des recettes du commerce extérieur, ils ont atteint 428.144,6 millions de CDF contre 360.177,4 millions une année plus tôt, soit un accroissement de 18,9 %. Ce résultat provient de la bonne tenue des droits de douane qui ont totalisé 203.265,7 millions de CDF contre 171.890,3 millions en 2008, alors que l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires (ICA) à l'importation a été de 219.514,6 millions contre 183.767,6 millions une année auparavant. Par rapport à leurs niveaux de 2008, les droits de douane et l'ICA à l'importation ont augmenté respectivement de 18,3 % et 19,5 %. Ces évolutions procèdent notamment du renforcement de l'inspection avant embarquement des marchandises à l'importation.

I.1.1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

Les recettes des impôts sur les revenus sont assises sur les traitements et les salaires des personnes physiques ainsi que sur les bénéfices des sociétés et des entreprises.

Au 31 décembre 2009, les revenus issus de cette catégorie d'impôt se sont élevés à 330.414,0 millions de CDF contre 293.957,1 millions une année auparavant, soit un accroissement de 12,4 %. Rapprochés au PIB, ces revenus représentent 3,7 %. Comparés aux prévisions arrêtées à 328.922,1 millions de CDF, il se dégage un taux de mobilisation de 100,5 %.

L'analyse de la structure de l'impôt sur les revenus renseigne une recomposition dans la contribution de ses différentes composantes. En effet, la part des prélèvements effectués sur les rémunérations des personnes physiques est passée de 44,6 % à

51,4 % du total, alors que celle des impôts sur les bénéfices des sociétés et entreprises a reculé de 55,3 % à 48,6 %.

La contre-performance des impôts sur les bénéfices résulte du mauvais comportement de paiement du deuxième acompte provisionnel, en raison principalement des faibles revenus déclarés par les entreprises minières au titre de l'exercice comptable 2008. Cette situation est attestée par l'évolution nominale de ces deux catégories des recettes. En effet, pendant que les prélèvements sur les revenus des personnes physiques se sont accrus de 29,5 %, passant de 131.234,0 millions de CDF à 169.903,9 millions d'une année à l'autre, ceux sur les bénéfices des sociétés et des entreprises ont connu une contraction de 1,3 %, passant de 162.550,4 millions de CDF à 160.510,1 millions en 2009.

I.1.1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes des impôts sur les biens et services, constituées des droits de consommation, des contributions sur les chiffres d'affaires à l'intérieur et des contributions sur les véhicules ainsi que la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières, se sont chiffrées à 406.884,9 millions de CDF contre 312.967,3 millions en 2008, soit un accroissement de 30,0 %. Rapprochées au PIB et aux prévisions budgétaires, ces recettes ont représenté respectivement une part de 4,5 % et un taux de mobilisation de 103,8 %.

L'ICA à l'intérieur est demeuré la source prédominante des impôts sur les biens et services, représentant 57,0 % du total. La part des droits de consommation, qui était de 17,6 % en 2008, est montée à 30,2 % alors que celle de l'ICA des sociétés pétrolières a baissé, passant de 26,5 % à 10,1 %.

I.1.1.1.4. Autres recettes fiscales

Cette catégorie regroupe les impôts sur la propriété immobilière, les impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs et les fonds spéciaux. Ces recettes se sont accrues de 11,4 % d'une année à l'autre, passant de 12.748,3 millions de CDF en 2008 à 14.201,9 millions en 2009. Comparées aux prévisions budgétaires de 73.222,4 millions de CDF et au PIB, ces réalisations ont représenté respectivement 19,4 % et 0,2 %.

L'essentiel de ces ressources provient des impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs à concurrence de 95,6 % et la différence, soit 4,4 %, se rapporte à la sous rubrique « Divers ». Celle-ci enregistre notamment les recettes sur les perceptions diverses de l'OFIDA, les ventes des imprimés ainsi que les amendes et pénalités sur les autres revenus mobilisés par la DGI.

I.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint 400.190,4 millions de CDF, soit un taux de progression de 86,9 % par rapport à 2008. Cette évolution en pourcentage du PIB et comparée aux prévisions, représente respectivement une part de 4,4 % et un taux de mobilisation de 107,4 %.

L'examen de la structure de ces recettes montre que les recettes administratives, judiciaires et domaniales ont représenté 40,2 % contre 38,2 % en 2008. Les versements des pétroliers producteurs au titre des royalties ont contribué pour 12,8 % contre 23,1 % une année auparavant. La part des revenus divers, dont le bonus sur le contrat chinois, s'est chiffrée à 41,0 %.

En isolant le bonus de 163.904,0 millions de CDF, les recettes non fiscales se sont situées à 236.286,4 millions, soit un taux de mobilisation de 63,4 %. Ce faible niveau des recettes s'explique par (i) la récupération par les sociétés pétrolières, au courant du premier trimestre 2009, du trop perçu par l'Etat en terme de royalties, marge distribuable et de participation, (ii) l'amenuisement de la marge distribuable, par la prise en compte de nouveaux investissements effectués en OFF-SHORE, pour la remise en activité des puits abandonnés par CHEVRONS-ODS, et (iii) le non recouvrement de la taxe annuelle sur les établissements classés dangereux, en raison du retard pris dans la signature de l'arrêté interministériel.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

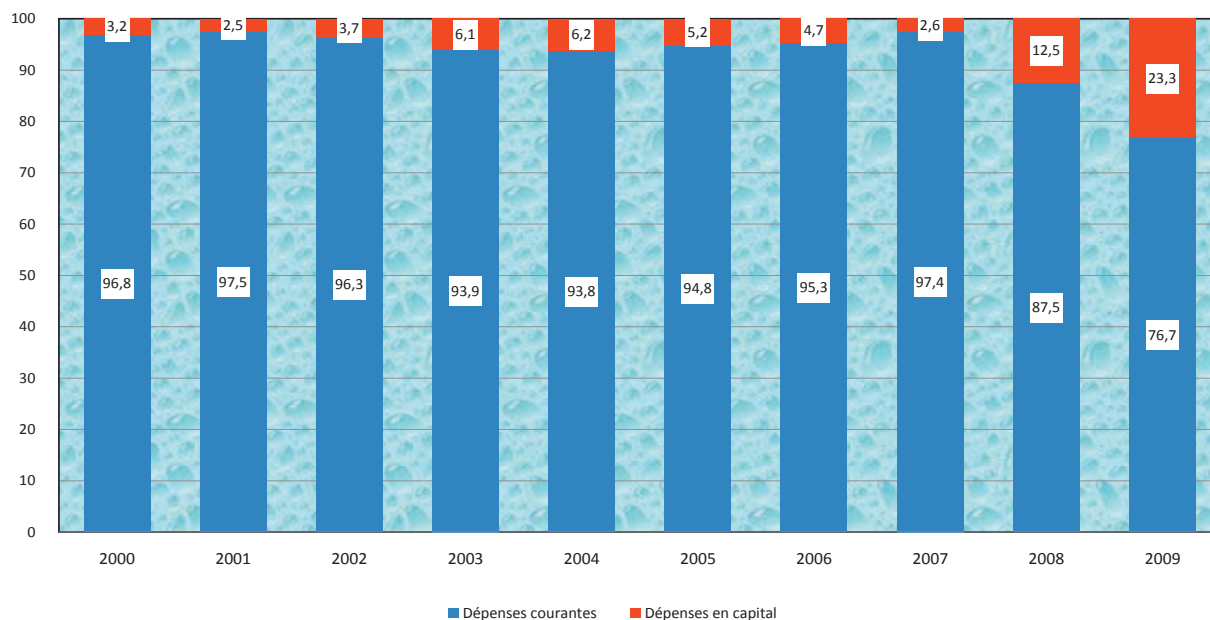
Les recettes exceptionnelles, constituées des dons et des prêts, se sont situées à 512.720,3 millions de CDF, soit 5,7 % du PIB contre 65.172,0 millions en 2008. Cette augmentation est expliquée par les appuis financiers provenant de différents partenaires pour lutter contre les chocs exogènes. Rapportées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 1.031.418,2 millions de CDF, ces recettes accusent un taux de réalisation de 49,7 %.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

La politique de la rationalisation des dépenses publiques s'est poursuivie en 2009. Cependant, bien que l'exécution des dépenses soit demeurée en deçà des prévisions budgétaires, la part des décaissements par rapport au PIB a augmenté de 3,5 points de pourcentage en 2009 contre 2,9 points en 2008. Cette situation est attribuable principalement à l'augmentation des dépenses de sécurité et de souveraineté.

Ainsi, les dépenses publiques exécutées en 2009 ont atteint 2.059.445,3 millions de CDF contre un niveau prévisionnel de 2.922.393,9 millions, représentant 22,8 % du PIB contre 19,7 % en 2008. Cette évolution procède du non décaissement d'une partie des montants attendus au titre des dons et des prêts destinés à financer les dépenses d'investissement. Les dépenses courantes ont représenté 76,7 % et celles d'investissement 23,3 % du total.

Graphique II.4 Structure des dépenses publiques ⁽¹⁾
(en pourcentage du total)



(1) Cfr. Tableau II.10

I.2.1. Dépenses Courantes

Les dépenses récurrentes de l'Etat exécutées en 2009 se sont chiffrées à 1.579.472,8 millions de CDF contre une prévision de 1.989.294,5 millions, soit une sous-consommation des crédits de 20,6 %. Cependant, cette situation occulte les dépassements enregistrés dans l'exécution des dépenses liées aux institutions politiques et les ministères ainsi qu'aux transferts et subventions. Quant à la part desdites dépenses dans le PIB, elle s'est située à 17,5 % alors qu'elle était de 17,3 % en 2008.

La structure de cette catégorie de dépenses révèle que les subventions aux organismes publics et les rémunérations ont été les postes les plus importants avec respectivement 38,1 % et 34,3 %, suivis des frais de fonctionnement pour 22,1 %.

I.2.1.1. Analyse des dépenses par nature

I.2.1.1.1. Dépenses de fonctionnement

Les déboursements du Trésor au titre des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat, d'une part, et des achats des biens et services de consommation courante, d'autre part, ont atteint 891.197,6 millions de CDF en 2009 contre 859.821,6 millions en 2008, soit une augmentation de 3,6 %. Par rapport au PIB, ces déboursements ont représenté 9,9 %.

Les rémunérations sont passées de 461.300,3 millions de CDF en 2008 à 541.423,7 millions une année plus tard, soit une progression de 17,4 %. Cette évolution est due essentiellement à l'uniformisation à la base opérée au mois d'août sur les rémunérations des huissiers œuvrant en province par rapport à ceux de Kinshasa.

Quant aux dépenses relatives à l'acquisition des biens et services de consommation courante, elles se sont contractées de 12,2 %, passant de 398.521,3 millions de CDF à 349.773,9 millions d'une année à l'autre. Cette évolution est essentiellement due à la diminution des débours en rapport avec les « fournitures et matériels » et les frais généraux qui sont passés respectivement de 173.446,1 millions de CDF et 81.242,8 millions en 2008 à 65.727,2 millions et 75.182,2 millions en 2009.

I.2.1.1.2. Intérêts sur la dette publique

Au cours de l'année sous revue, les paiements des intérêts sur la dette publique ont atteint 63.111,0 millions de CDF, soit 0,7 % du PIB. En ce qui concerne les débours au titre des intérêts sur la dette intérieure, ils se sont élevés à 37.730,0 millions de CDF et ont porté exclusivement sur les découverts journaliers du Compte Général du Trésor. Quant au montant des intérêts sur la dette extérieure, il s'est situé à 25.381,0 millions de CDF.

I.2.1.1.3. Subventions et transferts

Évalués à 226.119,0 millions de CDF en 2008, les subventions et transferts courants de l'Etat à l'économie ont totalisé 625.164,2 millions en 2009. Les transferts en faveur des organismes publics, composés essentiellement des subventions aux provinces et des rétrocessions aux régies financières, se sont élevés à 601.288,8 millions de CDF, soit 96,2 % du total. Ceux en faveur des ménages, au titre des soins médicaux et des frais de transport, ont atteint 15.954,9 millions, représentant 2,6 % de l'ensemble de la rubrique. Enfin, les cotisations auprès des organismes internationaux se sont situées à 7.920,5 millions de CDF, soit 1,3 % du total des dépenses au titre des subventions et transferts courants.

I.2.1.2. Analyse des dépenses par service

La structure des dépenses par service bénéficiaire révèle que 82,3 % des dépenses courantes se rapportent aux services communs. Ces derniers sont constitués essentiellement des dépenses de rémunération, de carburant, d'eau et d'électricité ainsi que des transferts aux provinces. La différence, soit 17,7 %, a été affectée aux ministères pour 11,8 % et aux institutions politiques pour 5,9 %.

Tableau II.3 Structure des dépenses courantes par ministère et institution ⁽¹⁾
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Services communs	50,7	51,5	79,4	58,4	62,8	74,7	78,3	65,0	68,9	82,3
Institutions politiques	7,3	22,6	10,0	16,3	9,9	7,7	6,6	7,2	7,1	5,9
Finances	2,2	2,6	1,3	5,7	5,7	4,5	4,5	9,2	6,9	3,4
Défense Nationale	12,9	8,1	3,4	10,9	8,9	6,9	4,6	8,2	8,3	3,0
Affaires Etrangères	0,2	1,0	1,1	0,1	1,7	1,3	1,1	0,6	0,7	1,1
Travaux Publics	0,3	0,7	0,3	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2
Santé publique	0,2	0,1	0,1	0,4	0,3	0,2	0,8	1,1	0,8	0,5
Education Nationale	0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	2,1	1,8	0,1
Autres Ministères	26,1	13,1	4,1	7,4	10,1	4,1	3,7	6,6	5,4	3,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Cfr. Tableau II.21

I.2.2. Dépenses en capital

Au terme de l'année 2009, les dépenses relatives aux investissements publics se sont élevées à 479.972,5 millions de CDF, soit 5,3 % du PIB, contre 160.755,0 millions en 2008. Au regard des prévisions budgétaires qui les situaient à 933.099,4 millions, ces décaissements représentent un taux d'exécution de 51,4 %.

Ces dépenses ont été affectées aux investissements directs dont 51,4 % aux infrastructures économiques, 39,6 % à l'achat des équipements des administrations et 9,0 % aux infrastructures sociales et collectives.

En ce qui concerne les investissements directs, aucun transfert d'équipement n'a été opéré. La répartition de ces dépenses par ministère se présente comme suit : Travaux publics (56,2 %), Santé publique (4,3 %), Agriculture (9,1 %) et Finances (6,1 %). Les autres ministères ont absorbé 24,4 %.

I.3. SOLDE DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

En 2009, après ajustement statistique, les opérations du cadre budgétaire se sont clôturées par un excédent de 44.162,8 millions de CDF contre un déficit de 35.229,5 millions en 2008, en raison des efforts d'ajustement budgétaire entrepris par le Gouvernement. Exprimée en pourcentage du PIB, la capacité de financement a représenté 0,5 % du PIB contre un besoin de financement de 0,5 % une année auparavant. En conséquence, il en a résulté une contraction du crédit net à l'Etat à due concurrence.

Tableau II.4 Solde des opérations du cadre budgétaire ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoins (-) ou capacité (+) de financement
2000	-11 985 635,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	-796 973,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	17 607 904,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	-11 219 101,0	2 394 546,0	-8 824 555,0
2004	-29 205 258,0	50 305 873,0	21 100 615,0
2005	-29 706 265,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	-34 708 753,0	9 405 298,0	-25 303 455,0
2007	-55 269 402,0	33 469 746,0	-21 799 656,0
2008	-16 033 000,5	-19 196 466,5	-35 229 467,0
2009	45 277 038,0	-1 114 250,0	44 162 788,0

(1) Cfr. Tableau II.10

La capacité de financement ainsi dégagée a été induite par les efforts de resserrement budgétaire, comme illustré dans le tableau ci-après :

Tableau II.5 Moyens de financement des opérations du cadre budgétaire ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

Année	Organismes monétaires	Variation de l'endet. Intér. non monét.	Moyens de financement totaux
2000	10 540 165,0	-	10 540 165,0
2001	-1 241 357,0	-	-1 241 357,0
2002	-22 879 104,0	-	-22 879 104,0
2003	8 824 555,0	-	8 824 555,0
2004	-21.100.615,0	-	-21.100.615,0
2005	42 899 350,0	-	42 899 350,0
2006	25 303 455,0	-	25 303 455,0
2007	21 799 656,0	-	21 799 656,0
2008	35 229 467,0	-	35 229 467,0
2009	-44 162 788,0	-	-44 162 788,0

(1) Cfr. Tableau II.10

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Les opérations à financement extérieur spécifique se rapportent aux activités de l'Etat réalisées en dehors du cadre budgétaire au moyen des donations et des prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.

Au 31 décembre 2009, en l'absence des prêts projets, le pays a bénéficié des dons d'un import de 1.277,0 millions de USD contre 1.509,6 millions en 2008, soit une contraction de 15,4 %. Exprimés en francs congolais, ces dons sont passés, d'une année à l'autre, de 846.898,4 millions de CDF à 1.029.839,3 millions.

II.1. RECETTES

Au terme de l'année 2009, les aides reçues des partenaires extérieurs se sont établies à 1.277,0 millions de USD dont 889,0 millions provenant des organismes multilatéraux et 388,0 millions des donateurs bilatéraux. Ces interventions ont représenté respectivement 69,6 % et 30,4 % du total de financement extérieur.

Parmi les donateurs bilatéraux, il convient de souligner que les contributions du Japon et du Royaume-Uni ont représenté respectivement 22,9 % et 19,5 %. Tandis que celles de l'Allemagne et du Pays-Bas ont été de 13,9 % et 10,9 %.

Quant aux donations des organismes internationaux, elles se sont déclinées comme suit : 38,1 % Banque Mondiale, 31,4 % Union européenne, 11,3 % BAD et 19,2 % Nations-Unies.

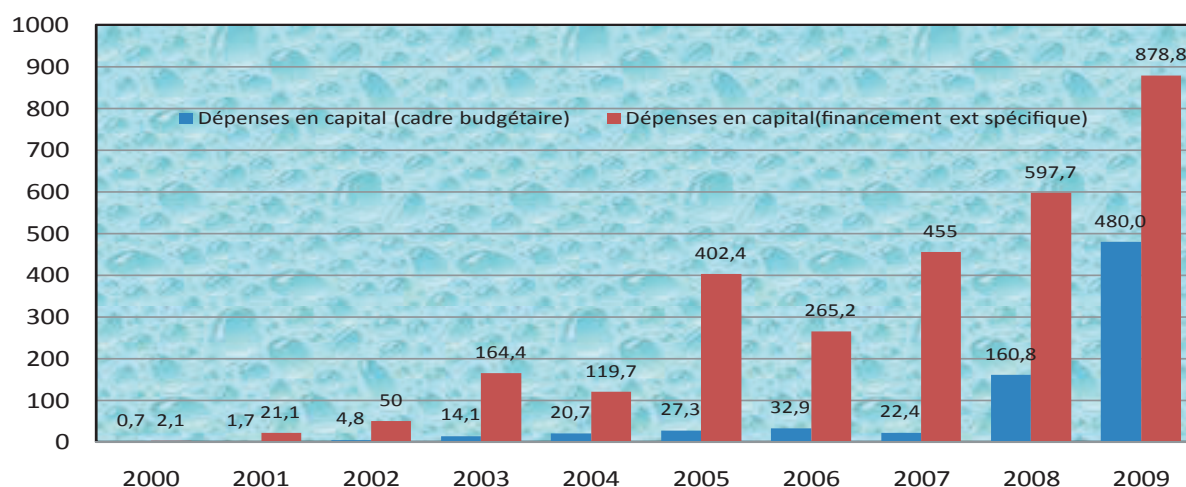
II.2. DEPENSES

Les dépenses à financement extérieur spécifique comprennent celles effectuées au titre d'assistance et secours d'urgence, d'aide alimentaire, des charges de la coopération technique ainsi que des projets d'investissement.

Évaluées à 1.277,0 millions de USD, ces dépenses se répartissent entre les charges courantes pour 11,8 % et les investissements pour 88,2 %. Elles ont servi à financer les charges relatives à l'assistance technique et au secours d'urgence ainsi qu'à l'aide alimentaire respectivement à hauteur de 101,7 millions de USD et 49,1 millions. S'agissant des dépenses d'investissement, elles ont été affectées à la coopération technique et aux projets d'investissement pour 1.126,2 millions de USD.

Tableau II.6 Opérations à financement extérieur spécifique ⁽¹⁾*(en milliers de CDF)*

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
2000	6 326 680,0	4 248 240,0	2 078 440,0
2001	81 907 182,0	60 801 076,0	21 106 106,0
2002	149 367 528,0	99 405 112,0	49 962 416,0
2003	223 924 500,0	59 535 000,0	164 389 500,0
2004	230 297 060,0	110 607 910,0	119 689 150,0
2005	643 961 776,0	241 533 044,0	402 428 732,0
2006	547 056 840,0	281 906 515,0	265 150 325,0
2007	729 965 504,0	274 925 428,0	455 040 076,0
2008	846 898 416,0	249 193 392,0	597 705 024,0
2009	1 029 839 332,0	121 612 977,0	908 226 355,0

*(1) Cfr. Tableau II.10***Graphique II.5 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur ⁽¹⁾***(en milliards de CDF)**(1) Cfr. Tableau II.10*

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2009

Les arriérés, au titre des dépenses publiques, indiquent le retard enregistré dans les paiements à effectuer en faveur des fournisseurs et autres créanciers de l'Etat. Il s'agit des paiements pour lesquels les créances ont été établies mais n'ont pas été éteintes pendant une période assez longue. De ce fait, elles sont assimilées à un défaut de paiement. C'est donc le délai à partir duquel l'arriéré de paiement est déterminé qui importe. Dans l'approche macroéconomique, c'est la fin de l'exercice budgétaire qui sert de délai.

La présente analyse tient compte de la valeur brute des arriérés de paiement telle que retracé par les Etats de Suivi Budgétaire (ESB). Ces arriérés se sont chiffrés à 33.609,2 millions de CDF. En effet, les Etats de Suivi Budgétaire renseignent que 71,7 % des crédits votés ont été engagés durant l'exercice budgétaire 2009. Les dépenses liquidées ont atteint un montant de 2.093.054,5 millions de CDF dont 2.059.445,3 millions ont fait l'objet d'un paiement, soit 98,4 % des décaissements.

III.1. ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES

De la phase de liquidation à celle de paiement, il s'est dégagé des arriérés de 33.609,2 millions de CDF, répartis par nature de dépense comme suit :

Tableau II.7 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	Arriérés de paiements	Parts relatives
Dettes publiques en capital	261,2	0,8
Frais financiers	4.320,4	12,9
Dépenses du personnel	4.060,0	12,1
Biens et matériels	3.272,4	9,7
Dépenses de prestations	7.878,0	23,4
Transfert et interventions	10.218,8	30,4
Equipements	2.256,1	6,7
Construction, réfection, réhabilitation et addition d'ouvrage	1.342,3	4,0
Total	33.609,2	100,0

Source : Etats de Suivi Budgétaire 2009.

Il ressort du tableau ci-dessus que plus de la moitié du montant des arriérés, soit 53,8 % du total, concerne les postes « Transferts et Interventions de l'Etat » et « dépenses de prestations ». Les frais financiers et les dépenses du personnel ont représenté 24,9 % de l'ensemble des arriérés.

Ainsi, il a été relevé que le Gouvernement Central accuse le plus des retards de paiements dans sa fonction d'allocation des ressources publiques, en particulier, vers les autres entités administratives de l'Etat et les organismes publics bénéficiaires des interventions publiques.

III.2. ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES

Les arriérés de paiements ont essentiellement concerné les dépenses de l'Administration Centrale à concurrence de 55,0 %. Leur déclinaison pour les autres fonctions des dépenses est reprise dans le tableau ci-dessous :

Tableau II.8 Arriérés de paiements par fonction des dépenses

(en millions de CDF)

RUBRIQUES	Arriérés de paiements	Parts relatives
Administration centrale	18.602,4	55,3
Défense	2.520,8	7,5
Ordre et sécurité	1.368,8	4,1
Affaires économiques	2.599,2	7,7
Protection de l'environnement	6,6	0,0
Logement et équipement	499,1	1,5
Santé	76,2	0,2
Religion, culture, sport	2.287,1	6,8
Enseignement	3.863,7	11,5
Protection sociale, affaires sociales	1.785,3	5,3
Total	33.609,2	100

Source : Etats de Suivi Budgétaire 2009.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.9 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	Valeurs absolues (en milliers de CDF)										Structure en %									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Produit intérieur brut	297 065 458,64	1 407 545 000,00	1 922 300 000,00	2 238 665 500,00	2 601 000 000,00	3 407 940 090,00	4 066 601 320,00	5 148 172 960,00	6 525 982 720,00	9 026 676 250,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	29 405 038,00	149 248 265,00	279 593 074,00	456 444 491,00	566 527 255,00	1 168 931 475,00	1 290 932 988,33	1 579 025 536,00	2 134 639 416,00	3 089 284 599,00	8,5	9,9	14,5	19,9	21,7	34,3	30,8	30,7	32,7	34,2
Consommation publique	22 077 861,00	113 700 463,00	208 078 027,00	275 297 379,00	419 839 543,00	724 612 876,00	944 858 481,33	1 084 598 807,00	1 346 986 559,00	1 677 210 395,00	7,4	8,1	10,8	12,0	16,1	21,3	23,2	21,1	20,6	18,6
Formation brute de capital	7 057 343,00	35 330 297,00	70 475 638,00	178 474 238,00	140 407 203,00	429 756 583,00	298 075 917,00	477 424 404,00	758 460 024,00	1 388 198 812,00	0,9	1,8	3,7	7,8	5,4	12,6	7,3	9,3	11,6	15,4
Transferts à d'autres secteurs	269 834,00	217 505,00	1 039 409,00	2 672 874,00	5 280 509,00	14 562 016,00	7 998 800,00	17 082 295,00	29 162 833,00	23 875 392,00	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2	0,3	0,4	0,3
3. Charge fiscale brute	10 269 266,00	61 419 933,00	128 161 426,00	146 387 135,00	217 063 640,00	335 702 509,00	462 101 285,00	604 746 000,00	992 415 976,00	1 191 811 552,00	3,5	4,4	6,7	6,4	8,3	9,9	11,4	11,7	15,2	13,2
Commerce extérieur	2 539 804,00	21 767 711,00	42 707 324,00	53 548 910,00	83 817 680,00	119 554 001,00	163 804 608,00	239 332 935,00	372 743 280,00	440 310 708,66	0,9	1,6	2,2	2,3	3,2	3,5	4,0	4,6	5,7	4,9
Exportations	114 976,00	653 351,00	3 848 086,00	5 119 583,00	6 325 244,00	9 038 986,00	9 630 487,00	8 679 097,00	12 866 260,00	11 832 403,68	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1
Importations	2 406 117,00	21 111 220,00	38 858 948,00	48 411 490,00	77 464 091,00	110 407 763,00	154 045 215,00	230 595 776,00	360 177 372,00	428 144 630,86	0,8	1,5	2,0	2,1	3,0	3,2	3,8	4,5	5,5	4,7
Divers	18 811,00	2 940,00	290,00	17 837,00	28 325,00	107 252,00	128 936,00	58 062,00	69 640,00	333 674,12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités minières	7 729 462,00	39 652 222,00	85 454 102,00	92 838 225,00	133 245 980,00	216 148 508,00	298 286 677,00	365 413 065,00	619 672 696,00	751 500 843,34	2,6	2,8	4,4	4,0	5,1	6,3	7,3	7,1	9,5	8,3
Revenus	1 767 422,00	16 461 771,00	28 304 046,00	34 401 462,00	53 075 846,00	54 765 145,00	128 774 164,00	161 371 241,00	293 567 082,00	330 414 031,04	0,4	0,7	1,5	1,5	2,0	1,6	3,2	3,1	4,5	3,7
Biens et Services	2 446 338,00	14 451 247,00	31 741 536,00	52 148 867,00	72 071 197,00	107 218 135,00	146 300 924,00	192 774 028,00	312 567 280,00	408 884 893,61	0,8	1,0	1,7	2,3	2,8	3,1	3,6	3,7	4,8	4,5
Autres recettes fiscales	3 515 702,00	8 739 204,00	25 408 520,00	6 287 896,00	8 098 937,00	54 167 228,00	23 221 989,00	11 267 796,00	12 748 325,00	14 201 918,70	1,3	1,0	1,3	0,3	0,3	1,6	0,6	0,2	0,2	0,2
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	9 999 432,00	61 202 428,00	127 122 017,00	143 714 261,00	211 783 131,00	321 140 493,00	454 102 885,00	587 653 705,00	963 263 143,00	1 167 936 160,00	3,4	4,3	6,6	6,3	8,1	9,4	11,2	11,4	14,8	12,9
5. Solde global ⁽²⁾	-10 540 165,00	1 241 593,00	22 789 104,00	-8 824 555,00	21 100 615,00	-42 889 350,00	-25 303 465,00	-21 799 566,00	-35 229 467,00	44 162 788,00	-3,5	0,1	1,2	-0,4	0,8	-1,3	-0,6	-0,4	-0,5	0,5
6. Formation brute de capital fixe	31 114 200,00	107 278 700,00	165 079 500,00	286 759 990,00	481 185 000,00	679 861 027,00	841 683 970,00	1 003 596 712,00	1 362 076 037,00	1 789 652 401,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	455 040 076,00	597 705 024,00	908 226 355,00	9,0	23,3	60,7	62,2	24,9	59,2	31,5	45,3	43,9	50,7
Acquisition directe des biens de capital	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	455 040 076,00	597 705 024,00	908 226 355,00	9,0	23,3	60,7	62,2	24,9	59,2	31,5	45,3	43,9	50,7
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Revenus des ménages	242 585 516,00	1 241 371 100,00	1 603 229 490,00	1 787 849 750,00	1 947 155 700,00	2 300 382 725,00	2 504 692 883,00	3 520 923 206,00	4 637 865 854,00	6 116 851 541,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	6 977 021,00	24 167 435,00	38 045 761,00	58 505 638,00	99 955 244,00	155 880 028,00	202 700 445,00	316 648 613,00	476 803 325,00	557 378 666,00	2,9	1,9	2,4	3,3	5,1	6,8	8,1	9,0	10,3	9,1

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.
(2) Cfr tableau II.10.

Tableau II.10 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1.Recettes non remboursables	17 419 403	148 551 292	297 200 978	445 225 390	536 321 997	1 139 225 210	1 216 224 246	1 523 756 104	2 118 576 416	3 134 561 637
a) Recettes courantes ⁽¹⁾	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000	2 104 722 305
Cadre budgétaire	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000	2 104 722 305
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 776	547 056 840	729 965 504	846 898 416	1 029 839 332
Courantes ⁽²⁾	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515	274 925 428	249 193 392	121 612 977
En capital ⁽³⁾	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325	455 040 076	597 705 024	908 226 355
2.Dépenses courantes	26 595 935	126 548 576	224 857 298	277 970 253	425 120 052	739 174 892	952 857 081	1 101 601 100	1 376 149 392	1 701 085 787
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	22 347 695	65 747 500	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672	1 126 956 000	1 579 472 810
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515	274 925 428	249 193 392	121 612 977
3.Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	-11 254 972	896 610	22 381 264	2 865 637	-8 487 205	-2 378 414	-1 783 160	-32 885 072	144 722 000	525 249 495
4.Dépenses en capital	2 809 103	22 799 689	54 735 776	178 474 238	140 407 203	429 756 583	298 075 918	477 424 406	758 460 024	1 388 198 812
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593	22 384 330	160 755 000	479 972 457
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325	455 040 076	597 705 024	908 226 355
5.Total dépenses= 2 + 4	29 405 038	149 348 265	279 593 074	456 444 491	565 527 255	1 168 931 475	1 250 932 999	1 579 025 506	2 134 609 416	3 089 284 599
Cadre budgétaire	23 078 358	67 441 083	130 225 546	232 519 991	335 230 195	524 969 699	703 876 159	849 060 002	1 287 711 000	2 059 445 267
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 776	547 056 840	729 965 504	846 898 416	1 029 839 332
6.Solde (1 - 5)	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753	-55 269 402	-16 033 000	45 277 038
Cadre budgétaire	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753	-55 269 402	-16 033 000	45 277 038
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique ⁽⁹⁾	1 445 470	2 038 330	5 181 200	2 394 546	50 305 873	-13 193 085	9 405 298	33 469 746	-19 196 467	-1 114 250
8.Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	-10 540 165	1 241 357	22 789 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455	-21 799 656	-35 229 467	44 162 788
9.Financement ⁽¹¹⁾	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467	-44 162 788
Intérieur monétaire net	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467	-44 162 788
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.12.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf tableaux III.19 et III.21.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.14 & III.15.

(4) Cfr tableau II.21

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.25

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+).

(11) Cfr tableau II.28

Tableau II.11 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A.RECETTES FISCALES	13 893 517	53 368 007	146 446 296	156 849 948	209 261 252	292 841 070	365 344 960	638 364 383	832 432 000	1 225 330 938
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	3 632 508	21 292 522	35 550 038	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469	221 127 588	340 636 841	431 280 904
-Droits de sortie	228 553	621 963	3 178 942	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944	8 742 878	8 777 768	10 841 879
-Droits d'entrée	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382	212 304 538	331 766 051	420 328 075
-Divers	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143	80 172	93 022	110 949
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 146 179	135 741 923	193 561 543	328 922 110
-Personnes physiques	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448	72 352 215	87 392 802	160 946 015
-Sociétés et entreprises	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261	63 384 413	106 140 869	167 976 095
-Amendes et accroissements	-	-	-	-	-	-	5 470	5 295	27 872	0
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329	159 036 811	203 338 089	391 905 482
4.Autres recettes fiscales	7 645 721	20 390 800	45 524 617	19 909 331	24 491 037	40 165 908	54 697 983	122 458 061	94 895 527	73 222 443
a. I.E.R charge des employeurs	52 933	177 708	1 214 699	1 449 943	800 749	1 827 847	23 527	4 648 721	9 002 781	11 895 851
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	7 265 869	5 919 082	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	3 310 280	5 919 082	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	3 955 589	-	-
c. Fonds spéciaux	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-	-	-	-
d. Divers	4 201 856	6 835 085	20 123 229	14 374 964	4 408	657 061	77 496	38 632 330	641 664	1 069 965
e. Gécamines	704 152	2 343 000	1 173 529	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	1 511 780	5 491 007	10 798 776	-	23 685 880	37 681 000	54 596 960	71 911 141	79 332 000	60 256 626
B.RECETTES NON FISCALES	4 469 277	2 650 993	17 032 544	39 085 435	26 127 748	44 846 356	130 369 040	245 118 223	379 545 359	372 558 398
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	1 594 113	1 697 000	15 733 110	32 457 907	25 338 320	37 371 356	122 253 063	172 616 548	153 431 728	178 868 146
2.Portefeuille	108 220	524 994	1 047 616	6 627 528	-	7475000	8115977	72501675	100968000	76690252
3.Divers ⁽⁵⁾	2766944	428999	251818	-	789428	-	-	-	125145631	117000000
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	112500	-	50441000	140768000	292944000	468482000	543847000	486827000	462443945	1031418229
1.Donsprojets	112500	-	50441000	39192860	121790000	174338500	246361000	152120914	198543945	735785179
2.Prêts projets	-	-	-	24922000	56188000	130891000	148167000	113508086	73600000	77871843
3.Ressources PPTE	-	-	-	9667000	28687000	88007000	121098000	210700000	190300000	217761207
4.Appui budgétaire	-	-	-	66986140	86279000	75245500	-	-	-	-
5.Autres (Remboursement BCC)	-	-	-	-	-	--	28221000	10498000	-	-
D.BUDGETS POUR ORDRE ⁽⁶⁾	-	-	-	2010933	-	-	-	-	106993859	293086250
TOTAL(A+B)	18475294	56019000	213919840	338714316	528333000	806169426	1039561000	1370309606	1781415163	2922393815

Source : Ministère du Budget.

(1)Non compris le fonds de contre partie.

(2)Cfr tableau II. 13.

(3)Cfr tableau II. 15.

(4)Cfr tableau II. 17.

(5)A partir de 2008, Pas de porte (contrat chinois).

(6)A partir de 2008 il s'agit des recettes des provinces.

Tableau II.12 Recettes des Administrations Publiques
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. RECETTES DU CADRE BUDGET ⁽¹⁾	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000	2 104 722 305
A. RECETTES FISCALES	10 269 266	61 419 933	128 161 426	146 387 135	217 063 640	335 702 509	462 101 285	604 746 000	992 415 976	1 191 811 552
1. Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608	239 332 935	372 743 280	440 310 709
- Droits de sortie	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487	8 679 097	12 496 260	11 832 404
- Droits d'entrée	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215	230 595 776	360 177 372	428 144 631
- Divers	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906	58 062	69 648	333 674
2. Impôts s/revenus ⁽³⁾	1 767 422	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164	161 371 241	293 957 082	330 414 031
- Revenus des pers. phys.	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348	71 933 545	131 233 967	169 903 937
- Revenus des soc. et ent	921 600	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300	89 407 594	162 550 354	160 510 094
- Amendes et accroiss.	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516	30 102	172 761	-
3. Impôts s/biens et services ⁽⁴⁾	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924	192 774 028	312 967 289	406 884 894
4. Autres recettes fiscales	3 515 702	8 739 204	25 408 520	6 287 896	8 098 937	54 167 228	23 221 589	11 267 796	12 748 325	14 201 919
a. I.E.R charge des employeurs	52 165	465 400	950 046	419 843	929 778	2 630 275	3 052 552	6 944 817	12 033 047	13 575 844
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	3 987 649	-	-
- Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	3 987 649	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	12 221	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-	-	-	-
- Fonds de relance économique	12 221	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Taxes pétrolières	-	2481398	5433015	3737550	-	-	-	-	-	-
d. Divers	3 435 071	5 470 537	19 025 459	2 130 503	7 169 159	51 536 953	20 169 037	335 330	715 278	626 075
e. Gécamines	16 245	321 869	-	-	-	-	-	-	-	-
B. RECETTES NON FISCALES	823 457	5 224 177	19 672 024	25 527 694	35 085 812	56 787 791	65 787 687	156 567 600	214 090 024	400 190 448
1. Recettes adm.,judic. et domaniales	593 333	4 735 946	11 337 019	15 989 401	18 562 291	29 090 733	42 220 050	71 582 000	81 885 762	160 877 450
2. Portefeuille	138 367	161 527	3 931 701	4 499 304	8 121 657	13 958 438	8 499 674	36 740 061	82 831 683	24 052 548
3. Royalties	91 173	132 811	4 403 304	5 038 989	8 401 864	13 738 620	15 067 963	48 245 539	49 372 579	51 356 450
4. O.GE.D.E.P.	584	193 893	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	163 904 000
C. RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	49 386 061	53 875 485	102 773 134	141 278 434	32 477 000	65 172 000	512 720 305
1. Dons projets	-	-	-	19 774 622	6 723 869	23 150	1 545 000	32 477 000	65 172 000	286 640 305
2. Prêts projets	-	-	-	23 106 439	5 772 114	76 670 524	54 984 336	-	-	79 382 000
3. Ressources PPTE	-	-	-	6 505 000	41 379 502	26 079 460	46 526 866	-	-	-
4. Dons budgétaires	-	-	-	-	-	-	38 222 232	-	-	146 698 000
II. RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A. Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000	2 104 722 305

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) En 2009 Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.13 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A.DROITS DE SORTIE	228 553	808 108	3 508 828	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944	8 742 878	8 777 768	10 841 879
1. Droits de sortie ordin.	208 947	621 963	3 178 942	3 392 338	3 975 972	6 565 372	7 529 408	8 566 519	8 601 409	10 516 143
-Produits minéraux	181 321	519 779	2 754 574	3 216 700	3 630 739	5 434 561	6 352 137	6 382 596	6 044 459	4 404 323
-Produits végétaux	12 052	39 068	134 564	34 452	20 898	30 475	65 572	93 135	219 051	5 025 443
-Autres produits	15 574	63 116	289 804	141 186	324 335	1 100 336	1 111 699	2 090 788	2 337 899	1 086 376
2. I.C.A à l'exportation	19 422	185 966	327 659	917 110	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	184	179	2 227	75 103	3 976	6 503	7 536	176 359	176 359	325 736
B.DROITS D'ENTREE	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382	212 304 538	331 766 051	420 328 075
1.Droits de douane	2 566 275	14 636 026	23 902 013	43 631 661	38 315 187	48 263 108	63 114 631	99 439 884	145 151 446	184 810 210
2.I.C.A à l'importation	783 570	5 566 389	7 907 511	9 714 257	38 652 668	50 919 241	66 577 510	101 747 398	175 979 942	224 545 271
3.Taxe statistique	36 030	379 453	492 652	857 609	1 391 650	1 955 757	2 534 138	5 442 655	5 442 655	6 947 320
4.Amendes	7 363	88 384	64 734	1 864 244	15 605	270 645	451 103	5 674 601	5 192 008	4 025 274
C.ENTREPOTS ⁽²⁾	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143	80 172	93 022	110 949
TOTAL(A+B+C)	3 632 508	21 478 667	35 879 924	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469	221 127 588	340 636 841	431 280 904

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.14 Recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A.DROITS DE SORTIE	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487	8 679 097	12 496 260	11 832 404
1.Droits de sortie ordin.	83 060	608 827	2 842 939	3 689 790	4 397 269	6 819 684	5 585 671	6 795 759	8 680 050	7 681 863
-Produits minéraux	72 005	590 184	2 808 255	3 561 435	4 074 968	5 645 071	4 980 702	4 717 275	7 296 316	5 370 939
-Produits végétaux	4 792	3 905	1 422	3 837	10 501	31 655	42 891	442 323	84 101	2 006 548
-Autres produits	6 263	14 738	33 262	124 518	311 800	1 142 958	562 078	1 636 161	1 299 633	304 376
2.I.C.A à l'exportation	4 002	13 213	238 478	458 338	344 278	2 273	-	-	-	-
3.Taxe statistique	27 814	30 311	766 669	971 455	1 583 697	2 217 029	4 044 816	1 869 672	3 808 353	3 903 455
4.Amendes	-	1 200	-	-	-	-	-	13 666	7 857	247 086
B.DROITS D'ENTREE	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215	230 595 776	360 177 372	428 144 631
1.Droits de douane	1 664 078	14 915 392	31 572 895	30 691 128	34 920 714	52 545 976	73 323 951	110 730 625	171 890 275	203 265 697
2.I.C.A à l'importation	680 695	5 713 832	6 858 604	16 769 740	40 562 717	55 437 814	76 727 125	116 796 871	183 767 605	219 514 622
3.Taxe statistique	56 663	470 939	299 214	948 865	1 967 705	2 129 311	3 957 752	3 021 630	4 329 312	5 364 312
4.Amendes	4 681	11 057	128 235	1 757	12 955	294 662	36 387	46 650	190 180	-
C.ENTREPOTS ⁽²⁾	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906	58 062	69 648	333 674
TOTAL	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608	239 332 935	372 743 280	440 310 709

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) Comprend les droits de magasin, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.15 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448	72 352 215	87 392 802	160 946 015
1. Rémunérations	592 715	2 281 300	9 902 535	15 973 587	18 589 458	22 654 584	33 236 315	60 145 415	74 792 836	144 072 047
2. Revenus locatifs	47 686	243 191	1 284 216	935 491	1 525 649	1 713 364	2 263 042	-	-	-
3. Revenus mobiliers	14 690	73 552	725 732	2 060 293	2 203 383	2 245 453	5 943 035	10 286 348	12 598 960	14 694 742
4. Professions libérales	14 690	52 230	62 640	16 466	21 116	31 809	56	1 920 452	1 006	2 179 225
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261	63 384 413	106 140 869	167 976 095
1. Sociétés	697 963	2 432 411	12 741 602	9 214 283	22 625 800	39 693 495	36 989 571	57 901 403	96 721 310	152 422 918
2. Entreprises	312 603	1 124 203	7 065 921	2 524 972	2 994 937	5 494 372	2 708 690	5 483 010	9 419 559	15 553 177
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	5 470	5 295	27 872	-
TOTAL	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 146 179	135 741 923	193 561 543	328 922 110

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.14.

Tableau II.16 Recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348	71 933 545	131 233 967	169 903 937
1. Rémunérations ⁽²⁾	765 319	4 891 384	11 227 716	14 585 809	18 297 074	22 957 193	39 494 093	58 107 235	109 516 369	154 279 100
2. Revenus locatifs	22 884	270 985	727 755	1 189 044	1 373 113	1 987 707	2 176 035	-	8 462 528	-
3. Revenus mobiliers	57 619	346 202	1 046 660	1 665 049	1 290 850	2 065 359	6 761 798	13 826 249	13 252 375	15 500 702
4. Professions libérales	-	102 818	12 505	17 958	27 395	1 285 794	1 262 422	61	2 695	124 136
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	452 950	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300	89 407 594	162 550 354	160 510 094
1. Sociétés	452 950	10 656 492	12 956 314	14 549 204	29 460 967	22 942 007	75 472 007	87 197 813	152 812 744	143 221 113
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	285 569	910 337	8 057 592	9 220 830	17 338 422	13 501 371	42 510 481	24 238 962	49 372 579	22 419 102
2. Entreprises	-	82 313	2 158 056	2 394 398	2 626 447	3 523 357	3 604 293	2 209 781	9 737 610	17 288 981
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516	30 102	172 761	-
TOTAL	1 298 772	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164	161 371 241	293 957 082	330 414 031

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II. 13.

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.17 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	447 448	1 678 372	8 738 026	20 334 676	27 235 591	40 289 636	59 210 289	105 595 930	136 579 316	226 372 644
B. DROITS DE CONSOMMATION	341 219	3 494 800	24 396 693	24 437 648	26 222 556	31 635 742	29 383 898	52 237 688	65 245 024	156 574 680
1. Bières	156 459	1 423 742	10 694 597	6 148 072	6 579 266	7 815 738	11 067 086	17 991 396	22 292 226	28 898 001
2. Huiles minérales	-	-	-	8 280 000	12 300 859	14 409 184	5 863 549	15 973 522	19 257 778	22 621 217
3. Tabacs et allumettes	149 420	1 513 821	11 203 019	6 871 752	6 315 361	8 252 390	10 697 224	14 096 162	17 858 733	25 476 481
4. Autres produits ⁽²⁾	35 273	556 994	2 496 704	2 555 885	1 013 162	1 139 887	1 728 857	3 096 183	4 755 862	78 108 207
5. Amendes	67	243	2 373	581 939	13 908	18 543	27 182	1 080 425	1 080 425	1 470 772
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽³⁾	146 274	304 626	454 276	976 699	976 689	901 440	605 142	1 203 193	1 513 749	8 958 159
TOTAL (A+B+C)	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329	159 036 811	203 338 089	391 905 482

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II. 13.

(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.18 Recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	561 793	4 198 840	10 734 219	22 603 439	32 816 800	52 315 462	67 532 382	110 251 376	172 947 352	231 871 874
B. DROITS DE CONSOMMATION	1 417 530	9 084 860	12 749 656	19 944 935	22 206 762	27 066 717	35 542 944	40 406 361	54 940 181	122 990 176
1. Bières	628 674	3 802 899	4 986 852	5 854 485	6 640 387	6 791 067	13 803 883	16 911 325	24 558 329	41 536 132
2. Huiles	-	-	-	6 778 130	8 292 151	12 696 850	8 343 368	8 330 077	2 689 533	18 963 154
3. Tabacs fabriqués	642 992	4 051 456	5 831 112	5 617 164	6 246 606	6 518 666	11 039 592	11 985 468	21 624 702	25 748 879
4. Autres produits ⁽²⁾	143 596	1 226 754	1 923 379	1 689 037	1 025 931	1 045 778	2 350 655	3 175 091	5 699 444	36 332 380
5. Amendes	2 268	3 751	8 313	6 119	1 687	14 356	5 446	4 400	368 173	409 631
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽³⁾	461 189	759 180	8 060 114	9 223 716	16 649 657	27 257 422	42 523 787	40 665 366	82 831 683	41 024 995
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁴⁾	5 826	408 367	197 547	376 777	397 978	578 534	701 811	1 450 925	2 248 073	10 997 848
TOTAL	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924	192 774 028	312 967 289	406 884 894

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.13.

(2) Cfr note 2, tableau II.17.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières.

(4) Cfr note 3, tableau II.17.

Tableau II.19 Evolution des effectifs payés par l'Etat⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾
Répartition par ministère
(situation à la fin de l'année)

Ministères	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Finances	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	3 229	3 229	3 229	3 229
Fonction Publique	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885
Administration du territoire	13 910	13 910	7 887	7 887	7 887	7 887	8 597	8 597	8 597	8 597
Justice	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	1 317	1 317	1 317	1 317
Portefeuille	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
Environnement	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560
Développement rural	962	962	962	962	962	962	2 683	2 683	2 683	2 683
Affaires Etrangères	764	764	624	624	624	624	624	624	624	624
Commerce	461	461	461	461	461	461	461	461	461	461
Défense	4 080	4 080	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285
Affaires sociales	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670
Education Nationale (2)	136 678	137 287	137 287	137 287	137 287	137 287	212 207	212 207	212 207	212 207
Santé Publique	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	49 997	49 997	49 997	49 997
Information	65	65	56	56	56	56	56	56	56	56
Culture et Arts	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725
Sports	1 344	1 344	606	606	606	606	606	606	606	606
Anciens combattants	305	305	305	305	305	305	305	305	305	305
Travail	561	561	561	561	561	561	561	561	561	561
Agriculture	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845
Economie Nationale	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895
Postes et Télécommunications	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196
Mines	360	360	360	360	360	360	360	360	360	360
Transports et Communications	740	740	740	740	740	740	740	740	740	740
Travaux Publics	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586
Energie	245	245	245	245	245	245	245	245	245	245
Affaires Foncières	941	941	833	833	833	833	833	833	833	833
Plan	614	614	559	559	559	559	1002	1002	1002	1002
Divers	167 544	165 395	175 313	317 395	379 111	379 425	379 425	379 582	379 582	379 582
TOTAL	389 368	387 828	391 878	533 960	595 676	595 990	697 020	697 177	697 177	697 177

Source : Direction de la Paie, Ministère des Finances.

(1) Non compris les militaires de la Défense Nationale, les effectifs des organes politiques et des services bénéficiant des subventions.

(2) Y compris les boursiers étudiant en R.D.C.

(3) De 2000 à 2002, non compris les Provinces occupées par la rébellion.

(4) Y compris les territoires réunifiés à partir de 2003.

Tableau II.20 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Institutions politiques	775 128	2 675 842	8 695 683	26 454 601	16 741 139	22 053 066	32 906 000	42 789 797	48 989 853	69 158 678
Présidence de la République.	660 153	2 115 313	3 831 685	18 366 573	9 762 715	9 762 441	14 751 209	11 185 876	13 320 000	16 542 741
Assemblée Nationale & Sénat	50 000	-	2 483 428	1 474 365	3 576 198	5 003 106	4 829 012	22 480 836	24 349 581	32 133 253
Primature	-	-	433 581	677 853	693 978	693 978	542 864	2 063 557	3 600 000	11 422 889
Organismes auxiliaires ⁽¹⁾	-	315 223	1 006 931	4 795 095	-	2 090 923	9 404 000	2 577 889	2 925 001	3 151 177
Autres ⁽²⁾	-	-	-	310 743	1 869 819	3 664 189	1 483 950	1 787 546	2 389 162	2 205 908
Magistrature, Cours & Tribunaux	64 975	184 306	768 096	829 972	838 429	838 429	1 894 965	2 694 093	2 406 109	3 702 710
Comité Directeur CPP	-	21 000	96 706	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	40 000	75 256	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	956 073	5 877 060	19 966 037	24 044 836	31 988 672	59 688 605	65 622 000	96 638 618	76 378 665	89 363 874
Administration du territoire.	82 150	84 242	2 210 987	287 402	2 821 534	3 284 394	5 275 258	10 726 060	12 179 821	13 219 974
Affaires Etrangères	5 940	367 345	5 529 436	2 792 529	2 058 911	2 104 293	2 480 944	5 152 017	3 359 642	4 216 818
Commerce	2 479	26 765	41 506	57 923	113 451	113 121	50 452	283 593	192 400	261 026
Défense Nationale	44 884	2 679 611	4 661 739	12 475 552	15 668 228	13 731 378	14 024 626	16 858 590	14 915 272	21 869 914
Anciens Combattants	-	24 603	42 335	83 376	51 090	50 941	33 913	162 961	125 987	217 473
Justice	6 957	145 998	215 813	614 934	596 507	593 970	451 729	1 228 903	839 911	869 936
Finances	85 500	106 645	341 582	205 569	1 556 640	1 971 875	7 010 328	9 117 803	6 808 275	6 524 746
Economie Nationale	4 112	71 645	242 776	234 864	222 910	222 261	118 096	328 482	251 973	435 021
Education Nationale ⁽³⁾	79 737	390 318	698 607	560 847	869 949	7 179 417	16 009 630	16 999 570	8 875 896	8 350 496
Information et presse	4 167	30 830	110 217	37 187	106 665	106 355	70 028	472 655	839 911	869 852
Agriculture, Pêche & Elevage	80 500	80 772	192 866	134 837	140 587	140 178	87 676	942 029	1 266 019	1 565 711
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	80 500	39 765	138 395	127 559	127 705	127 334	957 039	1 122 882	755 919	869 837
Mines & Hydrocarbone	4 710	83 013	145 900	67 614	143 737	143 318	116 106	567 187	671 928	1 000 387
Transports et Communications.	81 400	38 000	161 024	82 621	107 850	107 536	58 150	378 124	839 910	869 907
Fonction Publique	4 323	104 095	1 136 051	104 228	245 582	21 619 882	8 182 660	945 310	1 679 821	1 739 821
Affaires sociales	11 023	31 000	1 043 482	577 475	377 049	375 951	233 730	662 173	1 416 019	1 304 830
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	80 500	38 000	58 927	44 306	88 794	126 221	70 027	1 421 619	839 911	695 865
Santé Publique	5 123	191 530	304 752	585 918	229 030	275 460	250 291	7 102 810	2 525 885	2 609 437
Culture et Arts	3 500	32 300	81 489	40 455	96 145	95 865	49 710	1 370 700	839 910	698 492
Energie	4 900	32 300	104 758	71 763	97 459	144 283	71 955	283 593	251 973	393 190
Pétrole	82 150	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sports & Jeunesse	5 567	128 765	202 089	1 446 415	1 053 749	1 715 514	1 889 187	2 079 682	2 099 776	2 826 988
Affaires Foncières.	4 391	30 000	110 301	139 776	158 648	158 186	89 162	283 593	419 955	447 976
Travail et Prévoyance Sociales.	1 512	197 882	341 867	86 487	182 672	182 140	85 167	567 186	671 928	956 893
Portefeuille	1 500	20 765	126 749	64 774	126 955	126 586	95 995	378 124	419 955	434 957
Environnement	3 902	25 000	39 776	74 934	108 036	107 721	111 289	283 593	419 955	448 048
Développement rural	2 696	29 765	48 448	119 430	105 303	104 996	98 832	661 717	383 542	434 969
Plan	4 862	94 706	241 104	205 814	309 216	374 315	847 344	1 228 903	1 343 857	1 913 682
Recherche scientifique	2 781	60 000	93 045	84 871	105 776	105 468	506 081	378 124	329 681	782 863
Condition Féminine & Famille	-	18 000	23 647	127 888	171 084	170 586	75 557	283 593	563 638	1 000 000
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	75 200	38 830	110 217	267 713	161 422	160 952	71 561	309 406	178 068	500 000
Budget	4 125	116 706	315 690	728 940	2 500 051	2 971 365	3 128 805	7 099 941	4 315 269	4 349 052
Urbanisme et Habitat	2 779	23 000	32 396	14 383	102 500	102 201	53 431	425 081	545 942	521 976
Reconstruction	83 200	-	156 396	19 496	15 000	14 956	3 361	146 278	82 991	130 496
Coopération internationale	3 679	323 645	361 775	58 481	98 989	47 325	551 007	47 266	83 991	826 383
Relations avec le parlement	-	32 300	50 089	15 844	15 000	14 957	3 338	141 796	500 000	608 895
Réformes Institutionnelles	-	10 000	20 159	14 365	15 000	14 956	3 361	141 796	83 991	130 493
Relations avec partis politiques.	-	10 000	27 914	14 973	15 000	14 956	3 353	189 062	83 991	130 529
Petites et Moyennes Entreprises.	2 062	25 765	47 709	-	-	-	-	379 051	310 963	434 976
Tourisme et hôtellerie	3 262	19 000	31 275	116 205	95 092	104 237	51 513	283 593	262 001	260 977
Industrie	-	74 154	122 749	65 091	102 320	102 022	53 775	283 593	251 973	435 008
Ministères non identifiés	-	-	-	1 191 997	827 033	581 133	2 297 533	4 920 179	3 550 815	3 205 977
III. Autres services	16 203 631	43 505 000	113 780 736	198 845 284	295 417 000	391 253 743	702 392 000	1 028 591 191	1 373 068 673	1 830 771 902
Dette Publique	3 080 428	3 373 000	48 191 643	101 870 989	94 887 876	171 446 250	225 048 000	376 381 000	399 371 356	389 460 570
Villes et Provinces	320 346	2 144 000	4 465 971	6 151 492	12 432 000	12 432 000	22 556 000	45 727 000	106 953 858	455 880 948
Dépenses centralisées ⁽⁴⁾	11 812 931	31 829 000	59 423 122	66 888 136	112 791 915	158 201 416	205 762 000	350 131 409	511 418 283	619 600 168
Budgets annexes	989 926	3 261 000	1 500 000	21 975 092	30 974 209	29 633 077	36 030 000	91 110 600	92 998 173	127 823 710
Dépenses pour ordre	-	2 898 000	200 000	1 959 575	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	178 846 000	71 441 329	68 943 945	216 236 197
Autres services	-	-	-	-	44 331 000	19 541 000	34 150 000	93 799 853	193 383 058	21 770 309
TOTAL	17 934 832	52 057 902	142 442 456	249 344 721	344 146 811	472 995 414	800 920 000	1 168 019 606	1 498 437 191	1 989 294 454

Source : Ministère du Budget.

(1) Principalement les Services de Sécurité.

(2) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Réconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(3) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

Tableau II.21 Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat
Répartition par ministère
 (en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Institutions politiques	1 639 762	14 880 227	12 547 504	35 509 298	31 087 016	38 307 935	44 190 402	59 238 127	79 625 000	93 959 320
Présidence de la Républ. ⁽¹⁾	1 375 430	13 809 613	12 159 552	27 812 418	20 531 844	25 300 998	26 270 680	29 279 772	32 836 557	36 716 585
Assemblée Nationale & Sénat	214 634	286 539	387 952	3 086 463	3 137 239	3 865 960	9 466 753	12 522 672	13 577 922	33 314 032
Primature ⁽²⁾	-	-	-	3 769 104	3 917 042	4 826 896	2 827 708	7 894 404	15 696 184	21 790 588
Organismes auxiliaires	49 698	213 539	-	841 313	3 500 891	4 314 081	5 625 261	9 541 279	17 514 337	2 138 115
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministère délégué à la Présidence	-	570 536	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	9 385 781	17 004 453	13 291 005	55 257 231	70 969 907	87 454 860	101 543 859	229 942 545	270 597 313	186 026 777
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	4 257	146 605	81 054	214 877	196 159	241 723	115 937	82 484	181 284	125 366
Administration du territoire.	16 676	93 632	1 579 251	6 629 194	2 379 162	2 931 796	3 024 369	28 044 425	30 521 955	16 624 287
Affaires Etrangères	41 735	637 869	1 411 589	135 606	5 438 704	6 702 011	7 366 159	4 941 887	7 970 972	17 914 644
Défense Nationale	2 878 658	5 341 361	4 313 146	23 851 162	28 028 449	34 538 922	30 597 584	67 881 820	93 700 617	47 679 215
Anciens Combattants	305	-	2 232	183 965	8 363	10 306	875	96 743	14 839	-
Justice	29 171	99 045	270 410	791 924	541 081	666 764	1 554 277	2 484 723	3 356 245	3 831 946
Finances	500 082	1 681 448	1 586 608	12 396 019	18 067 589	22 264 345	30 362 571	75 945 830	77 663 525	53 945 676
Economie Nationale	102 700	-	22 431	348 382	97 468	120 108	386 370	527 796	233 041	55 846
Petites et moyennes entreprises	475	44 916	920	239 456	-	-	-	-	-	246 070
Education Nationale	21 856	191 654	342 053	831 381	1 303 397	1 606 151	1 816 742	17 254 437	19 856 309	1 042 228
Information et Presse	6 121	250 722	267 148	514 164	200 592	247 186	72 200	1 154 433	2 500 255	424 859
Agriculture	24 539	138 087	119 864	225 399	383 603	472 706	1 651 697	445 004	1 100 609	913 263
Travaux Publics ⁽³⁾	75 911	470 000	336 581	848 926	758 152	934 256	346 511	190 118	956 802	3 486 204
Mines, Industrie et Artisanat	1 053	28 356	40 394	66 477	188 699	232 530	65 741	3 542 785	1 160 804	63 280
Transports et Communications.	7 734	4 516	41 773	656 181	378 764	466 744	716 569	27 147	40 061	96 518
Fonction Publique	5 312	45 028	66 265	356 906	456 097	562 040	331 659	1 160 019	1 279 304	645 033
Postes, Téléphones Télégrammes.	11 187	14 336	42 810	397 559	162 004	199 634	149 848	1 870 487	2 189 125	9 325
Santé Publique	38 563	83 218	182 445	914 309	956 792	1 179 036	5 476 587	9 029 765	9 448 900	8 500 503
Développement rural	842	-	4 848	172 947	76 584	94 373	106 065	120 573	132 928	11 601
Culture et Arts	31 695	24 366	151 569	263 039	257 632	317 475	342 688	72 889	87 969	408 571
Travail et Prévoyance Sociale	11 384	26 984	106 374	307 430	137 861	169 883	161 458	324 624	444 511	599 999
Energie	3 630	39 542	20 497	73 277	115 197	141 955	486 520	584 974	541 367	14 904
Tourisme et hôtellerie	687	-	350	9 116	111 434	137 318	286 331	616 081	888 136	-
Sports, Loisirs et Jeunesse	38 814	668 160	758 754	1 124 030	1 154 061	1 422 127	1 805 623	1 873 709	1 180 094	12 228 897
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	126 862	21 452	294 684	292 194	63 187	77 864	10 843	97 085	99 978	1 517 007
Plan	3 181	128 880	495 587	486 968	702 635	865 844	1 599 093	339 881	609 823	2 566 402
Reconstruction	-	-	15 372	80 569	8 438	10 398	85 089	-	43 620	2 274 862
Portefeuille	2 417	14 844	200	546 051	771 537	950 750	559 808	79 871	708 686	8 638
Commerce	3 229	-	13 227	173 984	56 386	69 483	372 120	17 797	22 710	1 201
Environnement	6 036	-	53 131	434 434	141 765	174 694	397 403	352 995	384 168	258 778
Affaires sociales	26 360	27 503	92 994	503 035	211 245	260 313	1 094 178	103 043	110 319	1 088 940
Recherche scientifique	301	-	1 268	301 735	160 176	197 382	2 514 702	108 571	125 116	26 523
Condition Féminine	681	-	-	5 151	76 768	94 600	132 471	74 543	-	-
Budget	12 814	-	128 443	153 334	1 801 025	2 219 369	4 502 107	7 123 667	11 643 784	6 051 072
Coopération internationale**	1 006	7 877	38 308	135 606	4 127 133	5 085 787	184 942	111 312	120 203	726 307
Relations avec le Parlement	250	-	350	5 676	-	-	47 244	-	43 747	106 805
Réformes institutionnelles	-	-	2 409	35 668	350	431	-	-	672	-
Rélation avec les Partis Politiques	450	1 934	517	500	-	-	-	49 829	275	4 632
Ministères non identifiés	5 348 807	6 772 118	405 149	550 600	1 451 418	1 788 556	2 818 668	3 211 198	1 234 560	2 527 375
III. Autres services	11 322 152	33 862 821	99 613 677	127 668 724	212 455 219	371 879 053	525 216 305	537 495 000	776 733 687	1 299 486 713
Villes et Provinces	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572	48 528 512	66 890 153	137 714 109
Dette Publique	70 221	544 777	25 264 324	20 808 000	67 108 441	109 881 538	95 273 217	34 396 000	59 138 859	224 840 633
Dépenses centralisées ⁽⁴⁾	8 625 878	25 722 072	36 989 170	67 687 281	96 165 677	178 905 852	247 741 995	314 968 000	494 017 187	603 595 999
Dépenses à ventiler	1 504 067	447 099	25 126 127	24 536 192	8 806 309	25 714 216	41 037 548	19 936 488	19 196 467	53 668 749
Budgets annexes	328 239	2 852 105	6 518 496	7 718 010	13 144 984	26 430 117	45 453 966	62 057 000	62 797 021	99 140 551
Budget pour ordre	-	-	70 929	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	40 399 000	45 034 000	74 694 000	180 526 672
Autres services (PSTE)	-	-	-	-	19 698 339	12 706 191	19 389 007	12 575 000	-	-
TOTAL	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672	1 126 956 000	1 579 472 810

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) En 2005 et 2006 Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(2) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

** Coopération Internationale et Coopération régionale.

Tableau II.22 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Biens et services	22 077 861	65 529 996	119 788 288	208 886 812	270 189 073	304 834 364	403 385 662	544 041 003	859 821 633	891 197 595
1. Rémunérations	6 963 636	24 030 171	37 752 699	56 123 282	96 165 677	142 242 050	195 339 530	300 986 000	461 300 316	541 423 738
2. Autres biens et services	15 114 225	41 499 825	82 035 589	152 763 530	174 023 396	162 592 314	208 046 132	243 055 003	398 521 317	349 773 857
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	43 073	354 950	2 898 383	58 585 763	61 145 988	16 576 279	57 884 738	57 992 516	173 446 116	65 727 237
Frais généraux et divers	5 163 560	5 730 903	13 976 733	10 132 698	14 452 217	37 773 094	60 904 491	72 751 718	81 242 881	75 182 163
Dépenses extérieures ⁽²⁾	-	-	75 769	-	2 805 744	-	-	4 416 538	5 845 715	-
Provinces et villes	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572	48 528 512	66 890 153	137 714 109
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	112 359	2 152 006	4 341 663	1 765 135	8 805 117	1 105 352	2 567 850	5 880 939	4 156 953	10 350 297
A ventiler	9 001 486	28 965 198	55 098 410	75 360 693	79 282 861	88 896 450	50 767 481	53 484 780	66 939 499	60 800 051
II. Versements d'intérêts	-	-	4 624 489	6 875 567	39 042 560	99 878 099	113 097 292	34 396 000	41 015 365	63 111 000
1. Sur dette intérieure	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503	28 720 000	29 062 364	37 730 000
Découvert journalier	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503	28 720 000	29 062 364	37 730 000
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789	5 676 000	11 953 001	25 381 000
Dette financière	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789	5 676 000	11 953 001	25 381 000
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	269 834	217 505	1 039 409	2 672 874	5 280 509	92 929 385	154 467 612	248 238 669	226 119 002	625 164 215
1. Organismes publics ⁽³⁾	-	-	-	-	-	78 367 369	146 469 012	231 146 374	196 956 169	601 288 823
2. Entreprises	252 051	-	151 206	-	-	-	-	-	8 262 404	-
3. Ménages	13 985	137 264	293 062	2 380 376	3 789 567	13 647 978	7 360 915	15 662 613	15 303 009	15 954 928
Bourses d'études	1 277	23 379	28 309	-	-	210 168	-	2 509 041	2 146 080	1 183 078
Pensions civiles et militaires	-	-	-	784 438	747 617	887 130	2 884 789	3 694 137	4 942 783	4 827 619
Soins médicaux	12 566	105 592	264 753	1 595 938	2 375 207	2 636 939	2 241 849	5 889 510	3 956 265	3 729 344
Divers ⁽⁴⁾	142	8 293	-	-	666 743	9 913 741	2 234 277	3 569 925	4 257 881	6 214 887
4. A l'étranger ⁽⁵⁾	3 798	80 241	595 141	292 498	1 490 942	914 038	637 685	1 429 682	5 597 420	7 920 464
Total	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672	1 126 956 000	1 579 472 810

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques

(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, rétrocessions et autres interventions de l'Etat.

(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.23 Budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère
 (en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Présidence	1 097 819	171 500	263 122	874 409	882 509	417 597	54 566	3 542 920	3 240 033	857 330
Affaires étrangères	21 552	-	31 268	6 714	11 500	-	54 566	-	200 742	-
Commerce	-	-	-	-	9 441	-	34 780	30 146	500 000	-
Finances	224 477	150 915	150 044	147 869	271 863	-	550 253	916 683	40 279 311	2 658 207
Education Nationale	236 355	200 000	568 148	2 356 998	415 589	2 267 333	3 556 079	13 121 348	16 753 603	66 983 936
Information	94 017	-	406 705	170 435	228 252	-	431 274	200 000	1 433 147	77 309
Agriculture, Pêche et Elevage	365 748	135 734	759 961	523 692	128 784	1 238 087	463 736	5 249 261	3 655 992	12 601 606
Développement rural	-	82 320	-	150 070	164 255	1 176 706	340 073	2 046 698	2 163 952	64 728 640
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	521 361	233 799	992 261	3 345 333	901 577	860 654	763 754	12 139 965	105 816 971	545 874 457
Mines et Affaires Foncières	441 176	12 316	213 667	9 455	88 067	-	324 615	577 768	1 546 053	-
Transports et Communications	253 026	415 035	439 828	201 464	372 318	-	193 223	1 667 476	8 578 316	15 200 103
Postes, Téléphones Télégrammes.	105 963	22 103	258 769	34 091	174 654	-	113 615	2 990 010	3 094 485	5 000 000
Santé Publique	230 439	100 000	568 176	1 544 384	299 286	2 350 800	5 062 137	6 132 040	12 236 127	104 917 449
Energie	220 758	137 200	449 604	1 159 207	663 990	-	386 446	2 726 222	37 301 965	64 356 866
Jeunesse et Sports	9 920	-	33 501	122 423	189 770	130 600	48 692	193 884	800 000	-
Défense Nationale ⁽¹⁾	856 100	63 746	405 951	57 942	405 196	8 272 000	1 026 758	300 000	2 150 000	-
Culture et Arts	12 963	-	63 911	13 723	69 239	-	46 605	30 146	500 000	-
Portefeuille	300	89 180	-	7 515	39 771	-	-	30 146	425 000	3 780 834
Environnement	-	23 923	368 513	145 223	258 658	238 998	687 874	271 314	3 475 811	39 218 957
Plan	139 108	111 448	1 166 656	232 090	472 400	-	1 533 875	1 157 499	12 898 538	1 917 971
Justice	55 512	-	134 005	12 461	69 386	-	61 059	30 146	750 000	-
Administration du Territoire	172 160	-	67 002	7 301	36 678	2 955 000	35 244	228 281	5 696 293	2 712 932
Primature	-	-	-	-	-	-	-	300 000	750 000	-
Affaires sociales	48 478	-	98 302	26 414	96 320	851 876	-	512 219	4 057 448	-
Recherche scientifique	-	-	-	11 515	95 810	130 600	-	691 214	-	-
Travail	-	24 166	90 203	197 448	11 578	266 424	26 597	292 500	689 000	-
Fonction Publique	50 628	-	51 369	11 029	33 321	-	54 566	30 146	615 000	-
Economie Nationale	102 822	-	-	4 971	103 236	-	27 283	30 146	450 000	-
Conseil Législatif	50 000	50 870	68 122	18 921	-	-	140 744	5 687 721	680 000	-
Condition Féminine	-	-	-	3 150	18 525	130 600	-	30 146	300 000	-
Anciens Combattants	-	-	-	751	15 000	-	6 183	-	150 000	-
Budget	-	10 845	-	33 023	180 140	-	333 045	857 080	1 957 818	100 864
Conseil Judiciaire	50 913	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Urbanisme et Habitat	-	-	-	12 813	89 389	928 245	772 893	1 031 488	2 900 000	-
Petites et Moyennes Entreprises	-	-	329 720	41 387	167 042	-	-	30 146	270 000	-
Reconstruction et Service National	662 498	36 484	-	43 969	45 333	-	-	-	-	-
Pétrole	114 966	41 416	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères	166 287	-	43 192	35 121	186 162	2 381 492	469 465	1 949 885	6 662 368	2 111 900
Total ⁽²⁾	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	17 600 000	65 024 644	282 977 973	933 099 361

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

(2) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.24 Budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition des crédits de paiement par secteur
 (en milliers de CDF)

SECTEURS	Valeurs absolues										Structure en %									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Projets économiques et sociaux	4 155 223	858 191	3 982 083	6 316 674	3 571 583	13 749 730	9 380 800	32 902 470	163 186 854	472 148 277	65,9	40,6	49,6	54,6	49,6	55,9	53,3	50,6	57,7	50,6
	2 568 371	611 005	2 648 085	2 109 308	2 375 103	6 419 820	4 488 000	17 621 679	96 687 031	257 238 267	40,7	28,9	33,0	18,2	33,0	26,1	25,5	27,1	34,2	27,6
	1 586 852	247 186	1 333 998	4 207 366	1 196 481	7 329 910	4 892 800	15 280 791	66 499 823	214 910 010	25,2	11,7	16,6	36,4	16,6	29,8	27,8	23,5	23,5	23,0
	1 267 375	491 405	1 740 774	4 821 577	1 561 323	5 435 940	4 153 600	26 204 932	94 040 123	376 039 043	20,1	23,3	21,7	41,7	21,7	22,1	23,6	40,3	33,2	40,3
	-	63 747	405 951	57 942	364 103	1 303 641	1 161 600	3 316 257	14 431 877	47 588 067	-	3,0	5,1	0,5	5,1	5,3	6,6	5,1	5,1	5,1
C. Dépenses militaires	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	2 904 000	2 600 986	11 319 119	37 323 974	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5	4,0	4,0	4,0
D. Investissements indirects																				
Participations dans les entreprises en République Dém. du Congo	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	2 904 000	2 600 986	11 319 119	37 323 974	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5	4,0	4,0	4,0
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	17 600 000	65 024 644	282 977 973	933 099 361	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Budget.

Tableau II.25 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère
(en milliers de CDF)

Ministères	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Présidence.	260 000	352 534	268 883	1 408 000	804 380	2 514 030	329 699	2 296 540	3 221 938	3 513 743
2. Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	4 437 058	13 233 171
3. Finances	22 000	94 500	-	17 600	475 470	37 540	667 818	633	29 421 574	29 092 909
4. Education Nationale	-	-	12 101	6 000	-	2 015 010	1 928 610	2 996 925	3 481 041	26 760 504
5. Information	-	-	-	45 000	222 090	216 300	-	356 953	4 399 653	-
6. Agriculture	82 646	53 340	116 012	209 000	96 730	679 310	1 888 812	1 974 612	12 427 077	43 595 902
7. Travaux Publics	299 701	931 139	3 995 833	1 691 130	6 320 730	13 722 970	15 537 954	1 324 973	20 060 815	269 510 412
8. Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Transports et Communications.	964	-	39 379	-	19 000	207 870	155 867	2 830	230 991	20 244 719
10. Postes, Télégraphes Télé.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 810 822
11. Santé Publique	1 533	5 000	51 213	683 600	5 480	640 680	3 084 376	3 831 727	5 739 943	20 495 984
12. Energie	-	-	-	41 000	-	-	914 546	-	4 131 662	12 871 817
13. Défense Nationale	-	-	234 528	275 000	1 145 290	3 346 340	3 049 900	4 843 532	2 955 139	7 280 778
14. Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	938 414
15. Plan	57 000	100 360	13 000	-	127 000	-	19 059	1 034 068	1 063 274	10 104 839
16. Développement rural	-	-	7 000	-	-	653 980	1 688 587	980 095	1 129 588	15 622 944
17. Justice	-	-	-	52 000	-	-	-	-	-	-
18. Affaires sociales	5 863	-	25 180	56 500	-	71 610	776 166	-	-	-
19. Affaires étrangères	-	156 710	6 881	73 100	39 150	21 700	109 901	75 000	899 675	53 944
20. Recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-	123 210	500 000	-
21. Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Condition féminine	-	-	-	-	-	-	228 369	-	-	-
23. Budget	-	-	-	17 000	-	-	12 465	42 171	365 927	31 069
24. Fonction Publique	956	-	3 350	-	-	-	178 046	37 455	81 230	52 257
25. Cultures & Arts	-	-	-	-	-	-	67 648	-	-	-
26. Sports & Loisirs	-	-	-	-	-	-	26 446	-	-	-
27. Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28. Urbanisme & Habitat	-	-	-	-	-	226 040	1 731 574	370 669	574 148	-
29. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30. Intérieur	-	-	-	-	-	-	268 030	-	-	2 483 367
31. Autres ministères	-	-	-	9 509 808	11 462 733	2 974 471	261 720	2 092 937	65 634 268	2 274 862
TOTAL	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593	22 384 330	160 755 000	479 972 457

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.26 Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire
Répartition par secteur
 (en milliers de CDF)

Secteurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Acquisition des biens de capital	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592	22 384 328	160 755 000	479 972 457
A. Infrastructure économique	279 327	455 281	374 554	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162	14 186 372	246 406 189
1. Voies de communications	196 681	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162	14 186 372	246 406 189
Routes, ponts et chaussées	195 717	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162	14 186 372	246 406 189
Voies fluviales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	964	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Agriculture	82 646	159 965	277 918	-	-	-	-	-	-	-
3. Mines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Infrastructure sociale et collective	357 146	1 043 349	2 999 065	10 650 508	13 235 043	7 985 321	11 862 926	5 555 761	14 727 235	43 394 727
1. Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Santé publique	1 533	-	57 213	-	-	-	-	-	-	-
3. Urbanisme	13 750	171 057	76 807	230 278	1 319 500	1 663 920	4 080 605	123 209	5 811 875	20 124 348
4. Information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Divers	341 863	872 292	2 865 045	10 420 230	11 915 543	6 321 401	7 782 321	5 432 552	8 915 359	23 270 379
C. Equipement des administrations	94 190	194 953	1 399 741	2 865 320	4 835 850	17 239 240	19 883 100	14 492 405	131 841 394	190 171 541
1. Constructions civiles	94 190	158 593	1 147 282	973 810	2 636 130	5 050 360	4 345 146	5 273 418	41 519 843	66 204 131
2. Matériel durable ⁽¹⁾	-	36 360	252 459	1 891 510	2 199 720	12 188 880	15 537 954	9 218 987	90 321 551	123 967 410
D. Constructions militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592	22 384 328	160 755 000	479 972 457

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.

Tableau II.27 Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Auprès des institutions monétaires	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778	67 335 434	102 564 901	58 402 113
Banque Centrale du Congo	14 019 715	13 326 500	-7 246 644	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	78 032 124	89 851 364	124 574 958	107 828 227
Banques de dépôts	-289 985	-838 363	-3 144 323	-7 317 117	-10 823 845	-18 710 703	-32 496 346	-22 515 930	-22 010 057	-49 426 114
B. Auprès des institutions financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778	67 335 434	102 564 901	58 402 113

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau IV.26.

Tableau II.28 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat
(en milliers de CDF)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Besoins nets de financement	-10 540 165	1 241 593	22 879 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455	-21 799 656	-35 229 467	44 162 788
Moyens de financement :	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467	-44 162 788
A. Financement intérieur monétaire ⁽¹⁾	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467	-44 162 788
Banque Centrale du Congo	10 876 122	-693 215	-20 573 144	12 997 349	-17 593 887	50 786 208	39 089 098	11 819 240	34 723 594	-16 746 731
Banques de dépôts	-335 957	-548 378	-2 305 960	-4 172 794	-3 506 728	-7 886 858	-13 785 643	9 980 416	505 873	-27 416 057
B. Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics de la Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

Les relations économiques extérieures, en 2009, se sont ressenties des effets de la crise financière internationale débutée au deuxième semestre de l'année 2008. La contraction de la demande mondiale en produits de base, qui s'en est suivie, a entraîné de fortes perturbations dans le secteur extérieur de l'économie congolaise.

En effet, suite à la détérioration de l'environnement international, les échanges commerciaux du Pays se sont amenuisés, tel qu'illustré par l'évolution des termes de l'échange. Ainsi, le déficit de la balance des paiements s'est accentué en 2009, se situant à 8,2 % du PIB contre 5,3 % une année auparavant, à la suite de l'amplification du déficit du compte des transactions courantes.

Le déficit des échanges commerciaux s'est répercuté sur le marché des changes, entraînant une dépréciation de 29,2 % de la monnaie nationale. Pour contenir le dérapage du franc congolais, l'Institut d'Emission a procédé, dans le cadre de sa politique de change, aux ventes des devises sur le marché des changes et ce, à travers le mécanisme d'adjudications à la hollandaise.

S'agissant de la dette extérieure à fin décembre 2009, son stock a progressé de 7,8 %, passant de 11,6 milliards de USD en 2008 à 12,5 milliards une année plus tard, en raison essentiellement du non paiement des arriérés de la dette envers le Club de Paris.

En ce qui concerne les donations extérieures, les effets de la crise financière internationale ont induit la réduction sensible de l'enveloppe de l'assistance des partenaires bilatéraux en faveur de l'économie congolaise principalement dans ses volets « aide alimentaire » et « assistance et secours d'urgence ».

Quant à l'évolution de l'économie régionale, elle a durement souffert des effets de la crise financière internationale. Par conséquent, la croissance économique bien que demeurée positive a connu un ralentissement dans la plupart des Etats membres.

CHAPITRE I

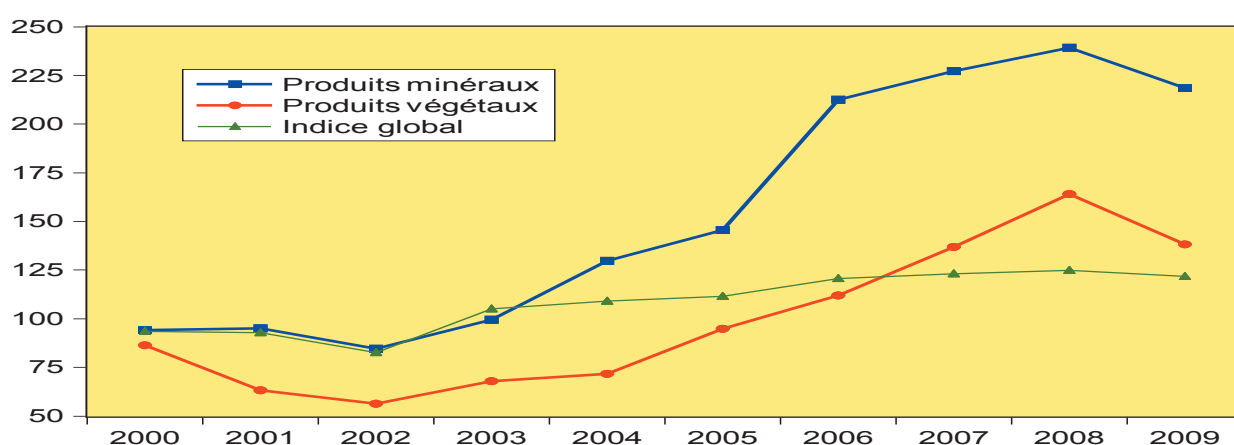
COMMERCE EXTERIEUR

Après avoir atteint 114,7 % du PIB en 2008, le volume global des échanges commerciaux a chuté et n'a représenté que 83,4 % en 2009, en raison principalement des effets de la crise financière internationale. En effet, d'une année à l'autre, ces échanges sont passés de 13,6 milliards de USD à 9,3 milliards.

I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

L'indice global de principaux produits exportés a régressé de 2,5 % en 2009, après une progression continue de 2003 à 2008. Il s'est établi à 121,8 points contre 124,9 points une année auparavant. La baisse de la demande induite par la crise financière et économique internationale a eu pour effet la chute des cours des produits de base.

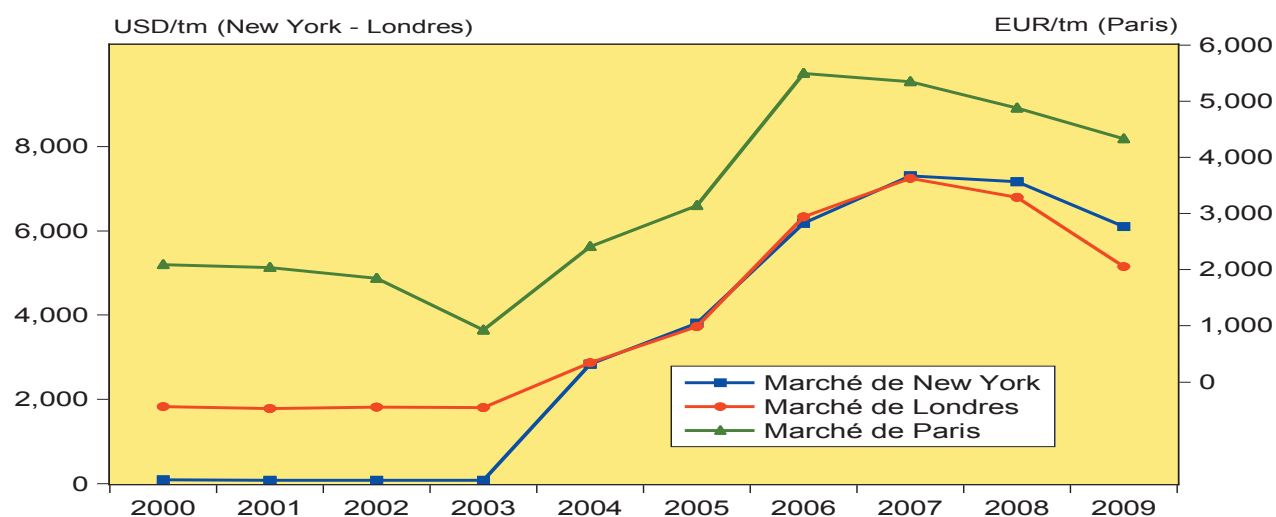
Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits exportés ⁽¹⁾
(Base 2000 = 100)



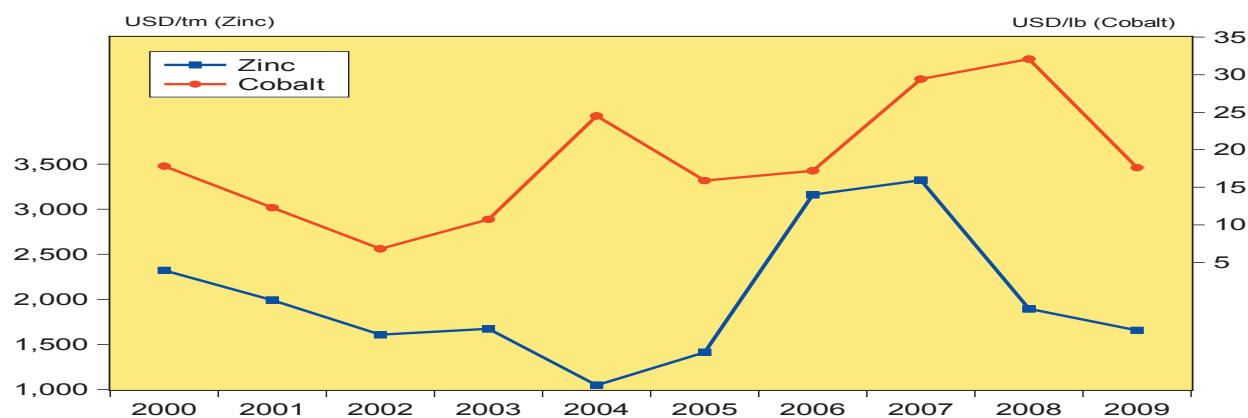
(1) Cfr. Tableau III.18

I.1.1. Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours des produits miniers et hydrocarbures exportés est passé de 239,3 points en 2008 à 218,5 points en 2009, soit une régression de 8,7 %. Cette situation est consécutive principalement à la baisse des cours de cuivre, du cobalt, de diamant et du pétrole brut. Excepté le cuivre dont le cours a baissé de 14,9 % sur le marché de New York, les trois autres produits ont enregistré d'importantes chutes, soit respectivement 45,2 %, 48,4 % et 38,6 %.

Graphique III.2 Cours de cuivre électrolytique sur les marchés mondiaux ⁽¹⁾

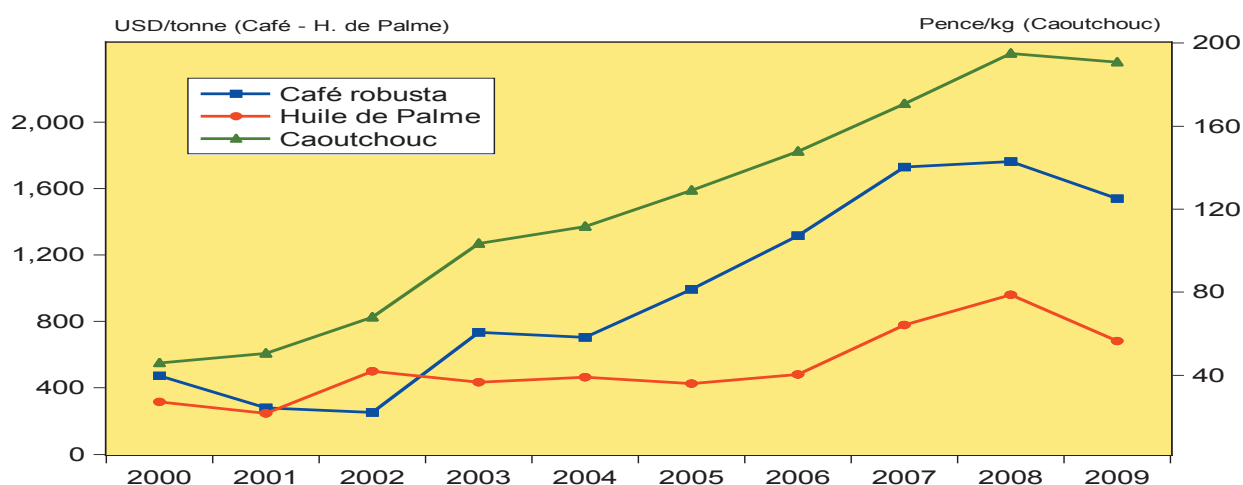
(1) Cfr. Tableau III.16.

Graphique III.3 Cours de zinc et de cobalt sur le marché de Londres ⁽¹⁾

(1) Cfr. Tableau III.16.

I.1.2. Produits végétaux

L'indice des produits végétaux a baissé de 15,8 %, passant de 164,1 points en 2008 à 138,1 points une année après, sous l'effet de la baisse des cours de différents produits d'exportation à l'exception du café arabica et du cacao.

Graphique III. 4 Cours de principaux produits végétaux exportés ⁽¹⁾

(1) Cfr. Tableau III.17.

En effet, la réduction des moyens de paiements sur fond de crise a induit le recul des cours dont le plus important a été celui de l'huile palmiste avec une baisse de 38,8 %.

I.2. ECHANGES COMMERCIAUX

Les exportations de la République Démocratique du Congo ont baissé de 36,4 %, se situant à 4.371,0 millions de USD en 2009 contre 6.869,8 millions en 2008. Les importations, quant à elles, ont diminué de 26,4 %, s'établissant à 4.949,0 millions de USD au cours de l'année sous examen contre 6.725,8 millions une année auparavant.

I.2.1. Destination des exportations

En dépit de la chute du niveau des exportations observée en 2009, la part de celles à destination de l'Union européenne et des Etats-Unis d'Amérique ont augmenté, passant respectivement de 13,6 % et 3,5 % à 28,1 % et 6,7 % des exportations totales du pays.

Cependant, la part des exportations vers le bloc des pays regroupés sous la rubrique « Diverses destinations », avec au premier rang la chine, a baissé à 63,9 % en 2009 contre 82,4 % en 2008.

I.2.2. Origine des importations

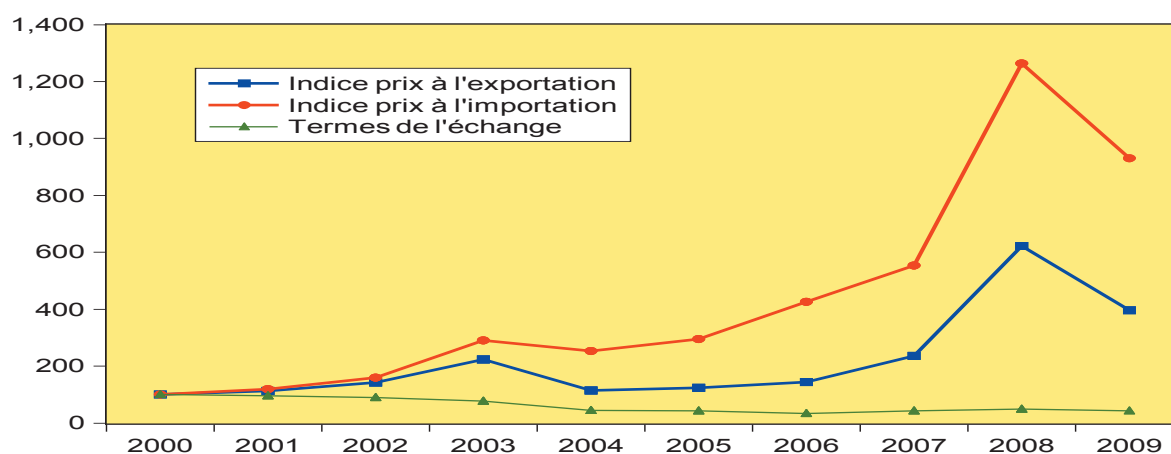
Les tendances observées au niveau des exportations ont été également constatées pour les importations. La République Démocratique du Congo a plus échangé avec l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique. En effet, les importations en provenance

de ces zones ont représenté respectivement 29,1 % et 4,2 % des importations totales en 2009 contre 16,2 % et 2,3 % en 2008. Les biens en provenance d'autres pays partenaires ont régressé, passant de 81,5 % en 2008 à 66,7 % en 2009.

I.2.3. Termes de l'échange

Les termes de l'échange se sont établis à 42,6 points en 2009 contre 49,3 points en 2008. La détérioration ainsi observée procède d'un recul plus prononcé des prix à l'exportation (-36,4 %) par rapport à celui des prix à l'importation (-26,4 %).

Graphique III. 5 Evolution des termes de l'échange ⁽¹⁾
(Base 2000 = 100)



(1) Cfr. Tableau III.22.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

II.1. EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CHANGE

La Banque Centrale du Congo est intervenue sur le marché des changes, essentiellement par la vente de devises par voie d'adjudications, en vue de lisser les fluctuations du taux de change. A cet effet, les interventions de l'Institut d'Emission ont porté sur un volume global de 139,7 millions de USD contre une prévision de 81,4 millions.

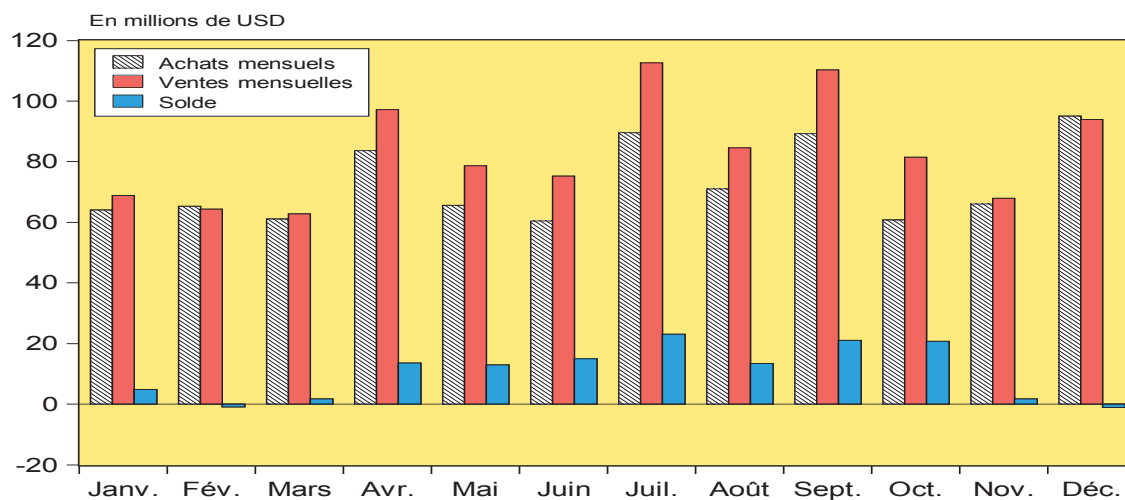
Les achats ont atteint 15,0 millions de USD contre une prévision de 6,0 millions, à la suite d'une opération de swap de devise de 9,0 millions et d'une acquisition de 6,0 millions par adjudication.

Les ventes des devises ont totalisé 124,7 millions de USD contre une prévision de 75,4 millions, soit une ponction supplémentaire de la monnaie nationale pour l'équivalent de 49,3 millions de USD. Ces cessions des devises ont eu des effets bénéfiques sur le taux de change, lequel avait tendance à se déprécier fortement à la suite des excédents des liquidités induits par les dérapages des finances publiques.

II.2. EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES

A fin décembre 2009, le volume global de transactions s'est établi à 1.869,6 millions de USD contre 1.910,5 millions à la période correspondante de l'année précédente, soit un recul de 2,1 %. Cette situation s'explique essentiellement par la baisse des opérations d'import-export comparativement à l'année 2008. En effet, les réalisations totales des exportations et importations en 2009 indiquent une baisse de 28,8 % par rapport à celles de 2008.

**Graphique III.6 Evolution des transactions
sur le marché des changes en 2009 ⁽¹⁾**
(en millions de USD)



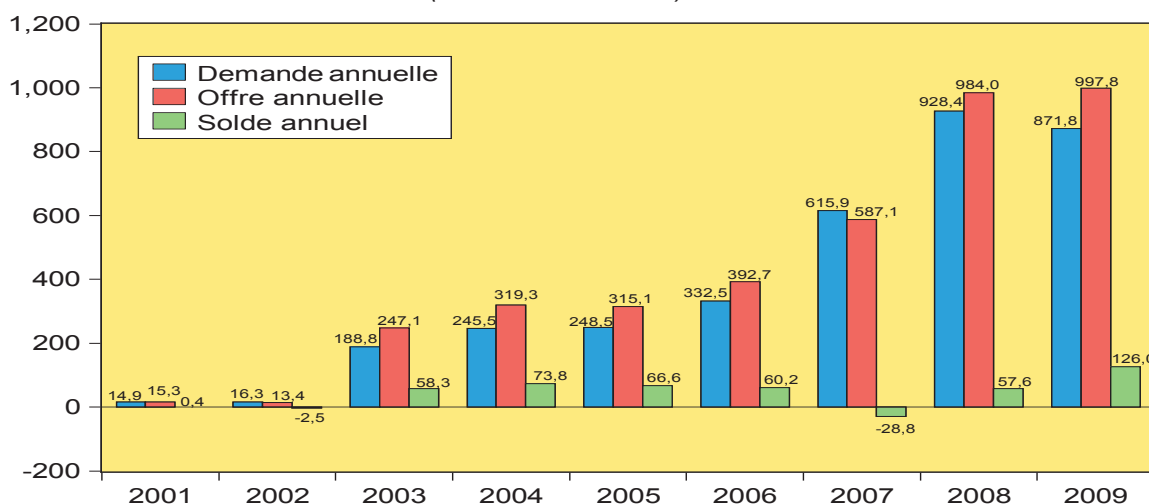
(1) Cfr. Tableau III.1.

Tableau III.1 Transactions en devises
(en millions de USD)

	2008	2009												
	Cumul	janv	févr	mars	avr	mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov	Dec.	Cumul
Achats	926,4	64,0	65,3	61,0	83,7	65,6	60,4	89,6	71,1	89,2	60,8	66,1	95,0	871,8
Ventes	984,0	68,8	64,4	62,8	97,2	78,6	75,3	112,6	84,5	110,3	81,5	67,9	93,9	997,75
dont BCC		10,0	0	0	21,6	17,7	9,5	17,0	10,0	27,0	0	0	12,3	124,7
Solde	57,6	4,8	-0,9	1,8	13,5	13,0	14,9	23,0	13,4	21,1	20,7	1,8	-1,1	144,0
Total	1.910,4	132,8	129,7	123,8	180,9	144,2	135,7	202,2	155,6	199,5	142,3	134,0	188,9	1.869,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique III.7 Transactions en devises sur le marché des changes de 2001 à 2009 ⁽¹⁾
(en millions de USD)



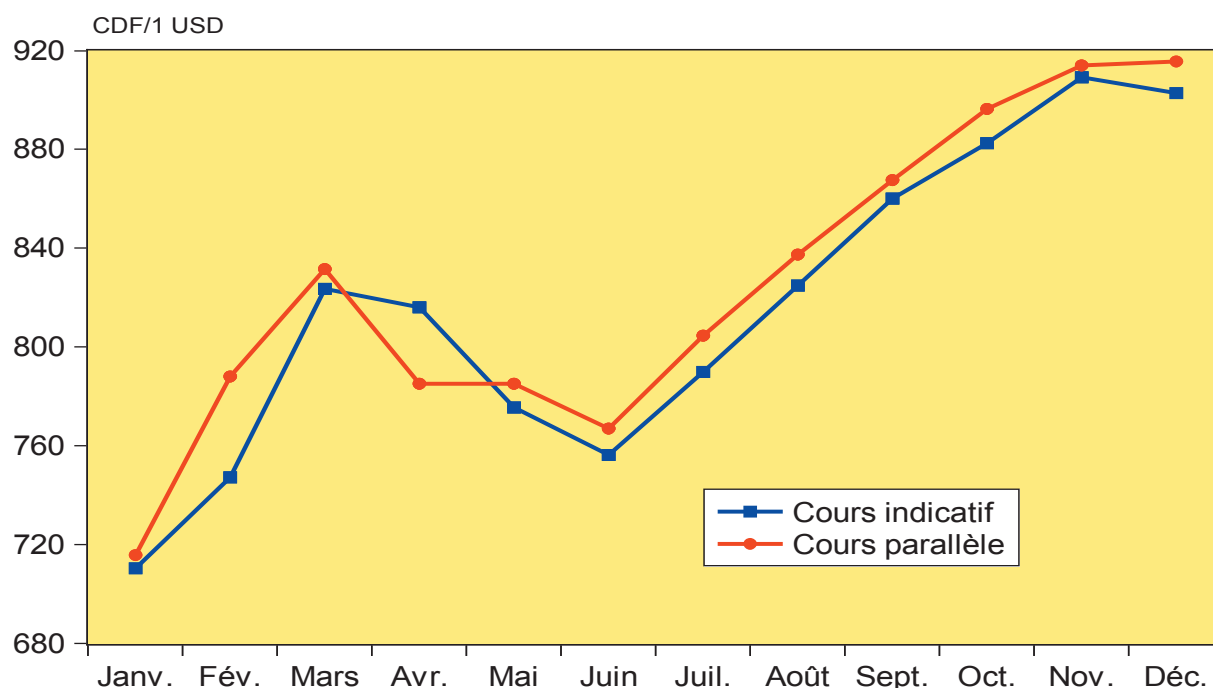
(1) Cfr. Tableau III.1.

Au cours de l'année sous examen, le marché des changes a été animé par trois catégories d'intervenants, à savoir les banques agréées, la Banque Centrale et les bureaux de change. Leurs parts dans les transactions ont représenté respectivement 91,9 %, 7,5 % et 0,6 % contre 98,9 % pour les banques et 1,1 % pour les bureaux des changes en 2008.

II.3 EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

Le taux de change a enregistré une dépréciation de 29,2 % à l'indicatif et de 28,1 % au parallèle en 2009 contre respectivement 21,3 % et 23,2 % une année plus tôt, en dépit d'un excédent de l'offre des devises observé sur le marché des changes. Cette situation a été induite essentiellement par les anticipations des agents économiques.

Graphique III.8 Evolution du taux de change en 2009 ⁽¹⁾



(1) Cfr tableau III.2.

Tableau III.2 Evolution du taux de change en 2009
(en CDF/USD)

Dates	Taux de change		Var. par rapport à fin déc. (%)		Ecart (1) – (2) en %
	Indicatif (1)	Parallèle (2)			
			indicatif	Parallèle	
30-janv-09	710,37	715,69	-10,0	-8,1	0,7
27-févr-09	747,07	788,00	-14,4	-16,6	5,5
31-mars-09	823,51	831,50	-22,4	-20,9	1,0
30-avr-09	815,99	785,00	-21,7	-16,2	-3,8
29-mai-09	775,49	785,00	-17,6	-16,2	1,2
26-juin-09	756,17	767,50	-15,5	-14,3	1,5
31-juil-09	789,73	804,50	-19,0	-18,3	1,9
31-août-09	824,89	837,50	-22,5	-21,5	1,5
30-sept.-09	860,13	867,50	-25,7	-24,2	0,9
30-oct-09	882,62	896,50	-27,6	-26,7	1,6
30-nov-09	909,27	914,00	-29,7	-28,1	0,5
30-déc-09	902,66	914,50	-29,2	-28,1	1,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Quatre phases ont été observées dans l'évolution du taux de change en 2009, à savoir (i) une dépréciation au premier trimestre, (ii) une appréciation au deuxième trimestre, (iii) une nouvelle dépréciation entre juillet et novembre et (iv) une nouvelle appréciation en décembre.

S'agissant du premier trimestre, la dépréciation de 22,4 % a été due aux chocs endogènes et exogènes. Les chocs endogènes tiennent notamment aux effets décalés du déficit public, tandis que les chocs exogènes ont concerné la crise financière internationale. Les principaux facteurs de ces derniers chocs ont été la détérioration des balances commerciale, des services et des revenus de même que le recul des investissements directs étrangers (IDE).

En ce qui concerne le deuxième trimestre, l'appréciation de 8,9 % a été justifiée par, d'une part, les ventes, par la BCC, de devises sur le marché des changes pour un montant de 48,0 millions de USD et, d'autre part, l'amélioration de l'environnement international.

Pour ce qui est de la nouvelle dépréciation de 16,8 % enregistrée entre juillet et novembre, elle a été consécutive à la réapparition des déficits budgétaires, depuis le mois de juin, en dépit de cessions des devises par voie d'adjudication pour un import de 66,3 millions de USD.

Enfin, la nouvelle appréciation de 0,7 % observée en décembre a résulté de la réalisation d'un excédent budgétaire qui a entraîné le ralentissement du rythme d'expansion de la liquidité. A cela, s'est ajoutée la ponction de 11,0 milliards de CDF réalisée par la vente des devises en date du 17 décembre 2009.

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le déficit global de la balance des paiements s'est accentué en 2009, se situant à 912,0 millions de USD contre 632,2 millions en 2008. Rapproché au PIB, ce déficit a représenté respectivement 8,2 % contre 5,3 %. Cette évolution résulte essentiellement de la détérioration du compte courant, induite par les effets de la crise financière internationale.

Tableau III.3 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

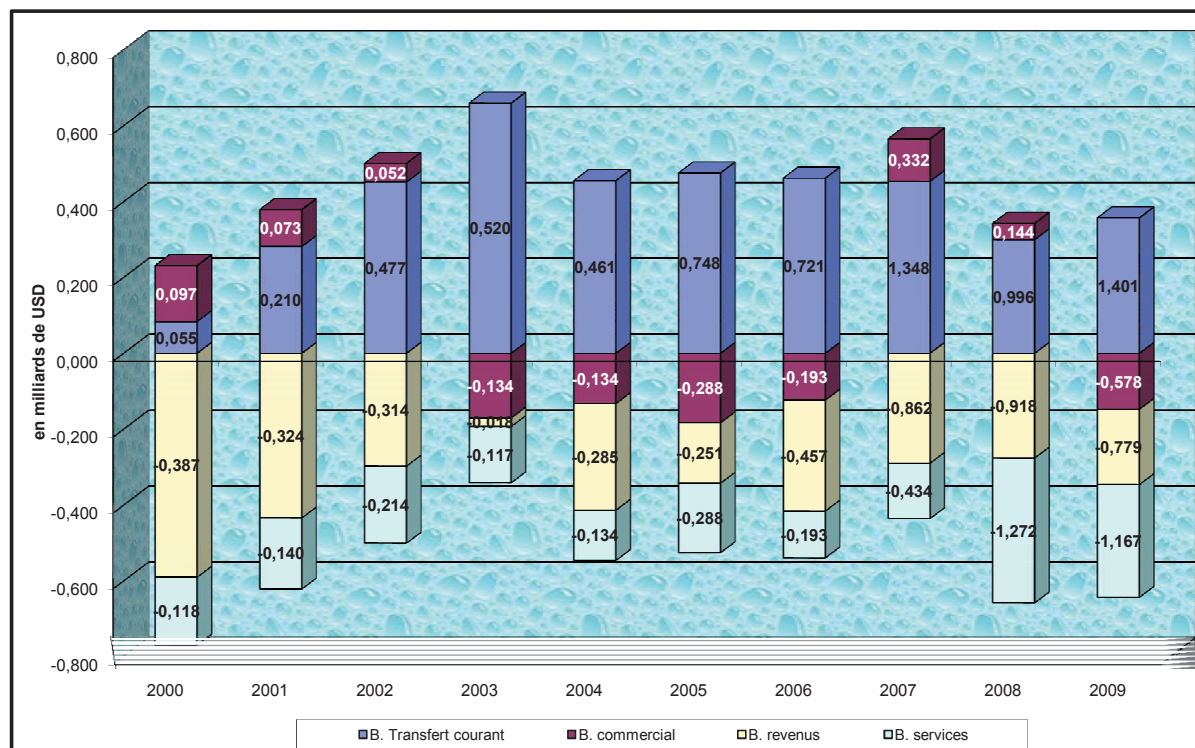
	2008	2009
Compte des transactions courantes	-1.049,7	-1.122,9
- Balance commerciale	144,0	-578,0
- Services nets	-1.271,5	-1.167,1
- Revenus nets	-918,1	-778,9
- Transferts courants nets	995,9	1 401,1
Compte de capital et d'opérations financières	401,6	458,0
- Capitaux publics nets	117,1	227,0
- Capitaux privés nets	-6,4	-85,6
- ACANFNP	-0,6	2,6
- Opérations financières nettes	291,5	314,0
Erreurs et omissions	16,0	-247,0
Déficit global	-632,2	-912,0
Besoins de financement	632,2	912,0

Source: Banque Centrale du Congo.

III.1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte courant a affiché un déficit de 10,0 % du PIB en 2009 contre celui de 8,9 % une année auparavant. Cette évolution procède essentiellement de la détérioration de toutes les composantes de cette rubrique, à l'exception du compte des transferts courants nets.

**Graphique III.9 Evolution des soldes des composantes
du compte des transactions courantes ⁽¹⁾**
(en milliards de USD)



(1) Cfr. Tableau III.3.

III.1.1. Compte commercial

La balance commerciale s'est soldée par un déficit de 578,0 millions de USD en 2009 contre un excédent de 144,0 millions en 2008. Ce solde a représenté -5,2 % du PIB. Cette contre-performance se justifie par un recul plus important des exportations par rapport aux importations.

III.1.1.1. Exportations

Les exportations des biens de la République Démocratique du Congo ont enregistré une baisse de 36,4 % de leur valeur en 2009 contre une hausse de 11,7 % en 2008. En effet, elles se sont situées à 4.371,0 millions de USD contre 6.869,8 millions une année plus tôt.

S'agissant des «produits miniers et hydrocarbures», leurs exportations se sont situées à 4.240,1 millions de USD contre 6.589,7 millions une année auparavant, soit un recul de 36,0 %. Les exportations de principaux produits miniers, notamment le cuivre et le cobalt ont baissé de 32,9 % et 32,7 %, contre des accroissements respectifs de 20,5 % et 10,0 %. Pour la deuxième année consécutive, les exportations de diamant ont reculé de 65,3 % après une baisse de 18,5 % en 2008.

Ces évolutions s'expliquent par la baisse des cours observée sur le marché international suite aux effets de la crise financière internationale, laquelle s'est commuée en une crise économique mondiale. En effet, en 2009, les prix de cuivre, cobalt et diamant ont chuté respectivement de 14,9 %, 45,2 % et 48,4 % contre une baisse de 1,9 % pour le cuivre et des augmentations de 9,2 % et 17,3 % pour le cobalt et le diamant en 2008.

Il convient de relever que la baisse des cours de cuivre et de diamant s'est accompagnée d'un recul des quantités exportées de ces produits. En effet, les exportations de cuivre ont été de 298,1 mille tonnes en 2009 contre 335,1 mille une année plus tôt. Celles de diamant sont passées de 26,5 millions de carats en 2008 à 20,1 millions une année après. Par contre, il a été enregistré une augmentation de 20,2 % des quantités exportées du cobalt, s'établissant à 51,1 mille tonnes en 2009 contre 42,5 mille tonnes en 2008.

En dépit d'une augmentation de 13,3 % du volume, les recettes d'exportation du pétrole brut ont fléchi de 37,0 % en 2009 après un accroissement de 26,1 % en 2008. La baisse observée procède essentiellement du recul du cours moyen de ce produit sur le marché international, lequel est passé de 100,5 USD le baril à 61,7 USD d'une année à l'autre.

Concernant les produits agricoles, leurs exportations ont chuté de 56,7 % en 2009 contre un accroissement de 8,6 % en 2008, sous l'effet du recul de principaux produits agricoles d'exportation, à savoir le café et le bois.

En effet, la valeur des exportations du café a enregistré une baisse de 58,1 %, passant d'une année à l'autre de 89,0 millions de USD à 37,3 millions. Cette évolution s'explique par le recul du cours et de la quantité exportée du café robusta. De 10.358,0 tonnes de ce produit exporté en 2008, celui-ci n'a été que de 4.506 tonnes en 2009. Quant au cours, il est passé de 1.765,0 cts/lb en 2008 à 1.541,4 cts/lb en 2009, soit une baisse de 12,7 %.

Les recettes d'exportation de bois ont régressé de 55,9 %, passant de 76,0 millions de USD à 32,2 millions d'une année à l'autre. La baisse des quantités exportées a été à la base de cette évolution. En effet, de 140.710,0 m³ de bois grumes et 46.650,0 m³ de bois sciés exportés en 2008, les volumes exportés de ces produits n'ont été que de 107.415,0 m³ et 40.538,0 m³ en 2009 respectivement.

Tableau III.4 Structure des exportations
(en millions de USD)

	2008		2009	
	Valeur	%	Valeur	%
I. PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	6.623,9	96,4	4.240,1	97,0
- Produits GECAMINES	211,9	3,1	112,6	2,6
- Autres sociétés	4.958,3	72,2	3.95,7	77,7
- Or	6,9	0,1	11,5	0,3
- Diamant	674,5	9,8	233,7	5,3
- Pétrole brut	772,2	11,2	486,5	11,1
II. PRODUITS AGRICOLES	178,4	2,6	77,3	1,8
- Café	89,0	1,3	37,3	0,9
- Caoutchouc	16,3	0,2	0,0	0,0
- Bois	73,0	1,1	40,0	0,9
- Autres ⁽¹⁾	0,2	0,0	0,0	0,0
III. PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	67,5	1,0	53,7	1,2
- Ciment	12,3	0,2	15,7	0,4
- Produits chimiques	0,8	0,0	0,8	0,0
- Electricité	31,0	0,5	25,3	0,6
- Autres ⁽²⁾	23,3	0,3	11,8	0,3
TOTAL	6.869,8	100,0	4.371,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cacao, thé.

(2) Bouteilles vides, mitrilles ferreuses, sucre de canne.

Quant aux produits industriels et énergétiques, leurs exportations ont été en baisse de 20,5 % en 2009 après un accroissement de 14,6 % en 2008. Cette baisse est imputable à la contraction de divers autres produits exportés, notamment les bouteilles vides, les mitrilles ferreuses et le sucre de canne.

III.1.1.2. Importations

Les importations des biens se sont situées à 4.949,0 millions de USD en 2009 contre 6.725,8 millions en 2008, soit un recul de 26,4 % contre une augmentation de 19,8 % une année auparavant. A l'instar des exportations, toutes les rubriques des produits importés ont enregistré des diminutions à la suite de l'amenuisement des moyens des paiements, à savoir : biens de consommation (-9,8 %), énergie (-37,9 %), matières premières (-33,6 %) et biens d'équipement (-28,7 %).

Tableau III.5 Structure des importations
(en millions de USD)

	2008		2009	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	1.450,6	21,6	1.303,9	26,3
1. Non durables	1.067,6	15,9	959,6	19,4
2. Durables	383,0	5,7	344,2	7,0
B. ENERGIE	1.094,2	16,3	678,9	13,7
1. Matières brutes	2,2	0,0	1,4	0,0
2. Matières élaborées	1.092,0	16,2	677,6	13,7
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	306,8	4,6	203,4	4,1
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	150,6	2,2	99,9	2,0
2. Destinées à l'industrie	156,2	2,3	103,5	2,1
D. BIENS D'EQUIPEMENT	3.874,3	57,6	2.762,8	55,8
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	347,1	5,2	247,5	5,0
2. Matériels de transport	2.170,0	32,3	1.547,4	31,3
3. Machines pour industries spécialisées	1.357,1	20,2	967,8	19,6
TOTAL	6.725,8	100,0	4.949,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo.

III.1.2. Compte des services

De 10,7 % du PIB en 2008, le déficit du compte des services s'est établi à 10,4 % en 2009. La baisse enregistrée tient notamment de la décroissance des importations des biens, influant directement sur le niveau des dépenses au titre de transport et assurance qui ont baissé respectivement de 19,4 % et 20,9 %. De même, les dépenses au titre des services reçus des administrations publiques ont baissé de 48,8 % en 2009.

Tableau III.6 Répartition des opérations sur les services
(en millions de USD)

	2008			2009		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transport	37,0	995,2	-958,3	52,4	800,0	-747,6
Voyages	0,7	126,7	-126,0	24,0	121,2	-97,3
Services de communication	101,4	1,4	100,0	92,5	33,5	59,0
Services bâtiments et travaux publics	0,0	28,1	-28,1	27,2	51,2	-24,0
Services d'assurance	0,0	249,6	-249,6	20,0	197,1	-177,1
Services financiers	67,9	46,7	21,2	69,7	72,0	-2,2
Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevances et droits de licence	125,0	2,6	122,4	108,5	34,3	74,3
Autres services aux entreprises	117,0	402,7	-285,7	103,1	348,5	-245,4
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,8	2,9	-1,0	24,8	34,5	-9,6
Services fournis ou reçus par les adm.pub.	377,4	243,7	133,7	127,7	124,8	2,9
Total	828,1	2.099,6	-1.271,5	650,0	1.817,0	-1.167,1

Source: Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Compte des revenus

Le compte des revenus a affiché un solde déficitaire représentant 7,0 % du PIB en 2009 contre 7,7 % en 2008. Bien qu'atténué comparativement à l'année précédente, le déficit des transactions sur les revenus reste dominé par l'incidence d'un montant important versé au titre des revenus des investissements, principalement le paiement des intérêts sur la dette extérieure.

Tableau III.7 Evolution des opérations sur les revenus
(en millions de USD)

	2008	2009
1. RECETTES	17,7	26,0
- Rémunérations des salariés	14,7	19,5
- Revenus des investissements	3,1	6,5
2. DEPENSES	935,8	805,0
- Rémunérations des salariés	37,4	30,9
- Revenus des investissements	898,4	774,1
3. SOLDE	-918,1	-778,9
- Rémunérations des salariés	-22,7	-11,4
- Revenus des investissements	-895,3	-767,5

Source: Banque Centrale du Congo.

III.1.4. Compte des transferts courants

Le compte des transferts sans contrepartie a enregistré un excédent plus important que celui réalisé en 2008, soit 12,5 % du PIB contre 8,4 % précédemment. Cette situation résulte essentiellement du recul plus que proportionnel des fonds transférés à l'étranger par rapport à ceux venant de l'extérieur notamment par les privés.

Tableau III.8 Evolution des transferts courants
(en millions de USD)

	2008	2009
1. RECETTES	1.738,4	1.704,3
- Transferts publics	1.243,0	1.385,9
- Transferts privés	495,4	318,4
2. DEPENSES	742,4	303,2
- Transferts publics	202,8	76,0
- Transferts privés	539,6	227,2
3. SOLDE	995,9	1.401,1
- Transferts publics	1.040,1	1.309,9
- Transferts privés	-44,2	91,1

Source: Banque Centrale du Congo.

III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un excédent représentant 4,1 % du PIB en 2009 contre 3,5 % en 2008, en raison principalement de l'accroissement des transferts des capitaux.

En effet, d'une année à l'autre, le solde des transferts des capitaux publics est passé de 117,1 millions de USD à 227,0 millions, soit une hausse de 93,9 %.

Quant aux opérations financières, les investissements directs étrangers ont sensiblement baissé, passant en net de 1.672,8 millions de USD en 2008 à 629,0 millions en 2009.

Tableau III.9 Evolution du compte de capital et d'opérations financières
(en millions de USD)

	2008			2009		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	170,5	60,5	110,0	403,8	259,8	144,0
1.1. Transferts des capitaux	170,5	59,9	110,6	401,0	259,6	141,4
* Capitaux publics	117,1	0,0	117,1	227,0	0,0	227,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts	117,1	0,0	117,1	227,0	0,0	227,0
* Capitaux privés	53,5	59,9	-6,4	174,0	259,6	-85,6
- Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts	53,5	59,9	-6,4	174,0	259,6	-85,6
1.2. Acquisition et cession ANFNP(1)	0,0	0,6	-0,6	2,9	0,3	2,6
2. OPERATIONS FINANCIERES	3.274,6	2.969,8	304,8	2.554,5	2.240,5	314,0
- Investissements directs	1.726,8	54,1	1.672,8	663,8	34,8	629,0
- Investissements de portefeuille	0,1	1.565,8	-1.565,7	0,0	1.189,4	-1.189,4
- Autres investissements	1.547,6	1.349,9	197,7	1.890,7	1.016,3	874,4
TOTAL (1+2)	3.445,1	3.030,3	414,8	2.958,4	2.500,4	458,0

Source: Banque Centrale du Congo.

III.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

Le solde global de la balance des paiements a été déficitaire de 912,0 millions de USD en 2009 contre 632,0 millions en 2008. Ce déficit a été financé à raison de 469,0 millions de USD à travers l'accumulation des arriérés d'un import de 907,0 millions (dont 438,0 millions ont servi à conforter les avoirs extérieurs nets) et de 443,0 millions au titre des allègements de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

IV.1. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS EN 2009

IV.1.1. Fonds Monétaire International (FMI)

En 2009, en l'absence d'un programme formel conclu avec le FMI, le pays a poursuivi l'exécution des Programmes Suivis par les Services du Fonds (PSSF). Ces programmes, débutés en 2006, ont pris fin le 12 décembre 2009, date à laquelle la RDC a été de nouveau admise en Programme formel dénommé : Programme Economique du Gouvernement II (PEG II).

En outre, en vue de faire face aux chocs liés à la crise financière internationale, le pays a bénéficié du FMI d'un financement de 200,0 millions de USD au titre de la Facilité de Protection contre les Chocs Exogènes (FPCE), correspondant à 25,0 % de sa quote-part.

Par la suite en août 2009, le Conseil d'Administration du FMI a décidé de l'augmentation des allocations de DTS équivalant à 250,0 milliards de USD pour consolider les réserves de changes de 186 Etats membres du FMI. Dans ce cadre, la RDC a bénéficié de 662,3 millions de USD.

Encadré 1

REPRISE DU PROGRAMME FORMEL DE LA RDC AVEC LA COMMUNAUTE FINANCIERE INTERNATIONALE

1. RAPPEL HISTORIQUE

Mis sur le ban de la communauté financière internationale depuis la décennie 1990, la coopération active de la RDC avec les institutions de Bretton woods a repris avec l'exécution du Programme Intérimaire Renforcé (PIR). Ce dernier, qui n'a bénéficié que d'un appui technique des services du FMI, s'est étalé de fin mai 2001 au 31 mars 2002 et a permis de mettre fin à une longue période d'hyperinflation.

La réalisation satisfaisante du PIR a ouvert la voie à la conclusion d'un programme économique et financier appelé « Programme Economique du Gouvernement », PEG en sigle, couvrant la période d'avril 2002 à fin mars 2006, soit six semestres. Ce Programme bénéficiait des ressources au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) d'un import de 580,0 millions de DTS dont 420,0 millions étaient affectés à l'apurement des arriérés vis-à-vis du FMI et le reste, destiné au soutien à la Balance des paiements à raison de 26,7 millions de DTS à chaque conclusion satisfaisante d'une revue.

Encadré 1 (suite)

Sur les six revues semestrielles du programme, cinq ont été conclues de manière globalement satisfaisante. Quant à la sixième, elle n'a pas été évaluée, la RDC s'étant retrouvée hors délai de l'expiration de l'accord sur la FRPC, arrêté à fin mars 2006.

Pour maintenir le cap, il a été mis sur pied, en 2006, un programme de référence suivi par les Services du FMI appelé « Programme Relais de Consolidation », PRC en sigle. A l'instar du PIR, le PRC ne portait que sur le volet « ajustement », les appuis budgétaires et/ou à la balance des paiements ayant été suspendus.

Après maintes reconductions du PRC faute de résultat, la dernière évaluation a été jugée satisfaisante, et a permis enfin au pays d'accéder au deuxième programme économique du Gouvernement appuyé par un volet financier.

2. PRESENTATION DU DEUXIEME PROGRAMME ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

La République Démocratique du Congo exécute depuis le 1^{er} juillet 2009 son deuxième programme d'ajustement économique dénommé « Programme Economique du Gouvernement », PEG II en sigle, couvrant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2012. Cependant sur le plan formel, l'adoption de ce programme par le Conseil d'Administration du FMI est intervenue le 12 décembre 2009.

Ce programme bénéficie d'un appui financier du FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'un montant de 346,5 millions de DTS, soit environ 551,5 millions de dollars US. En outre, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé une aide intérimaire supplémentaire de 45,7 millions de DTS, environ 72,7 millions de dollars US, au titre de l'initiative renforcée en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) dans le but de réduire les paiements de la RDC au titre du service de la dette envers le FMI.

Ce programme vise à aider le Gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, et à accélérer son programme de réformes économiques. Les objectifs macroéconomiques à moyen terme visent (i) un taux de croissance moyen du PIB réel de 6,5 % soutenu par une reprise de l'activité minière, (ii) un niveau d'inflation stabilisé en dessous de 10,0 % et (iii) une augmentation graduelle des réserves de changes jusqu'à atteindre 10 semaines de couverture d'importations des biens et services. Par ailleurs, la dette publique sera ramenée à un niveau viable et le déficit de la balance courante (hors dons) devra croître à moyen terme pour atteindre en moyenne 34,0 % du PIB, en raison essentiellement de l'augmentation des importations des biens d'investissement.

La réalisation des objectifs sus évoqués requiert de la part du Gouvernement et de la Banque Centrale du Congo, la mise en œuvre des politiques d'ajustement macroéconomique et des réformes structurelles de grande envergure.

En effet, des politiques budgétaire stricte et monétaire prudente dans le cadre d'un régime de change flottant sont nécessaires pour contenir la demande intérieure à un niveau compatible avec l'offre globale. Les réformes structurelles envisagées ont pour but de créer les conditions d'une croissance durable par une allocation efficace et judicieuse des ressources. Au cours de la période du programme, les réformes à entreprendre portent sur :

- *une meilleure mobilisation des recettes intérieures par l'élargissement de la base d'imposition et l'amélioration de sa gestion ;*
- *le renforcement de la gestion des finances publiques par l'amélioration de la préparation, de l'exécution et de la responsabilité budgétaires ;*
- *la réforme de la Banque Centrale du Congo, en vue de rétablir son indépendance et de renforcer son pouvoir de surveillance avec l'aide de l'assistance technique du FMI ;*
- *le développement du secteur privé, notamment par la réforme des entreprises publiques, la rationalisation de la réglementation, la protection de l'investissement étranger et l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources naturelles.*

Encadré 1 (suite)**3. SUIVI ET EVALUATION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT**

Conformément au mémorandum technique d'exécution du programme, ce dernier sera mis en œuvre sur la base des repères et des critères de réalisation quantitatifs, ainsi que des repères structurels qui font l'objet d'évaluations semestrielles appelées « revues ». La première revue sera achevée à fin décembre 2009. Elle devra évaluer les résultats des politiques macroéconomiques menées à fin décembre 2009 ainsi que les progrès réalisés par rapport aux réformes structurelles de l'administration des impôts et des douanes, la gestion des finances publiques et la réforme du secteur financier. Il en sera de même des autres revues prévues pour fin juin et décembre 2010 et 2011 ainsi que juin 2012.

IV.1.2. Club de Paris

La suspension du service de la dette, depuis 2006 à la suite des difficultés de trésorerie qu'a connues le pays, s'est poursuivie en 2009. En effet, aucun montant n'a été déboursé au titre de paiements du service prévu ni des arriérés dus à ce Club. En conséquence, le service dû s'est vu doublé en l'espace d'une année, passant de 807,2 millions de USD en 2008 à 1.736,2 millions en 2009.

IV.1.3. Club de Londres

En vue de relancer les négociations pour le rachat de la dette due au Club de Londres, la Banque Mondiale a posé comme préalable le dénouement du problème de l'annulation des créances faisant partie du portefeuille de la Belgolaise. Dans ce cadre, une rencontre entre la délégation du Gouvernement congolais et les avocats de la Belgolaise a eu lieu le 18 mai 2009 en Belgique. Les avocats de la Belgolaise n'ayant pas le pouvoir de décision, aucune résolution n'a été dégagée à l'issue de cette rencontre.

IV.1.4. Club de Kinshasa

Les décaissements effectués au titre du service de la dette au profit du Club de Kinshasa se sont situés à 15,3 millions de USD contre 55,3 millions en 2008 à la suite des difficultés de trésorerie. Par rapport au service prévisionnel de 63,1 millions, il se dégage un taux d'exécution de 24,2 %.

IV.2 STOCK DE LA DETTE

Le stock de la dette s'est établi à 12.467,7 millions de USD en 2009 contre 10.878,8 millions en 2008, soit une progression de 14,6 %, en raison essentiellement du non paiement des services de la dette envers le Club de Paris.

Ce stock a représenté 193,3 % des exportations des biens et services, 111,5 % du PIB, et 563,4 % des recettes courantes. En 2008, ces mêmes indicateurs se sont chiffrés respectivement à 143,4 %, 92,4 % et 503,5 %.

Tableau III.10 Stock de la dette au 31 décembre 2009

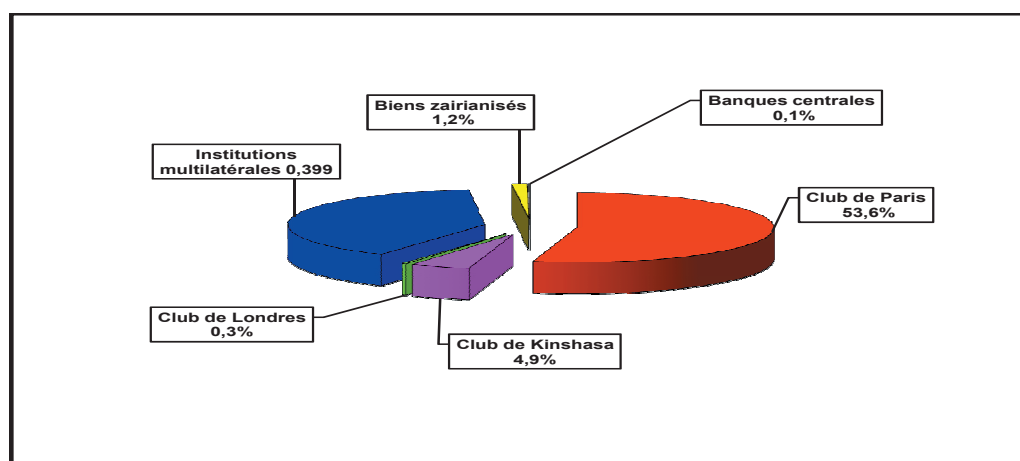
(en millions de USD)

	Encours	Intérêt	Stock
I. Dette à moyen et long termes	11 551,7	897,5	12 449,2
a) Dette négociée ⁽¹⁾	11 411,33	892,65	12 303,98
- Club de Paris	5 944,94	734,32	6 679,26
- Club de Kinshasa	463,88	145,32	609,20
- Club de Londres	28,57	12,80	41,37
- Institutions multilatérales	4 973,94	0,21	4 974,15
dont Fmi	1 602,36	-	1 602,36
Banque Mondiale	-	-	-
Union Européenne (IDA)	9,39	-	9,39
Groupe BAD	2 945,01	-	2 945,01
SFI	4,65	-	4,65
b) Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	140,33	4,86	145,19
-	-	-	-
II. Dette à court terme	18,51	-	18,51
- Dette issue des mécanismes des compensations entre banques centrales	18,3	-	18,3
dont BEAC	12,3	-	12,3
- Autres engagements	0,2	-	0,2
TOTAL GENERAL (I + II)	11 570,2	897,5	12 467,7

Sources : OGEDEP et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit de la dette contractée à l'initiative de l'Etat congolais.

Graphique III.10 Répartition du stock de la dette par catégorie de créanciers au 31 décembre 2009 ⁽¹⁾



(1) Cfr Tableau III.10.

IV.3. SERVICE DE LA DETTE

Sur un service prévisionnel de 438,7 millions de USD en 2009, le service effectué n'a été que de 208,0 millions dont 64,6 % vis-à-vis du FMI. Cette faiblesse se justifie par le non paiement vis-à-vis du Club de Paris. Rapporté aux recettes courantes de l'Etat, le service effectué a représenté 9,4 %.

Le service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2009 se présente de la manière suivante :

Tableau III.11 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2009
(en millions de USD)

CREANCIERS	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	249,9	192,7	-57,2	77,1
dont : - FMI	156,9	134,3	-22,6	85,6
- BEAC	-	6,9	-	-
Club de Londres	0,1	-	-0,1	0,0
Club de Kinshasa	63,1	15,3	-47,8	24,2
Club de Paris	125,6	-	-125,6	-
Total	438,7	208,0	-230,7	47,4

Sources : OGEDEP et Banque Centrale du Congo.

IV.4. ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

Le non paiement du service de la dette envers principalement le Club de Paris a davantage accéléré l'accumulation des arriérés. Pour l'ensemble de créanciers, les arriérés sur le service de la dette se sont établis à 2.330,1 millions de USD en 2009 contre 1.373,2 millions en 2008. Le niveau de ces arriérés se décline comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau III.12 Arriérés sur le Service de la dette au 31 décembre 2009
(en millions de USD)

	Principal	Intérêt	Service dû	Service eff.	Arriérés
I. Dette à moyen et long termes	1 414,1	897,5	2 512,8	201,2	2 311,6
a) Dette négociée ⁽¹⁾	1 273,8	892,7	2 367,6	201,2	2 166,4
- Club de Paris	1 001,9	734,3	1 736,2	-	1 736,2
- Club de Kinshasa	242,7	145,3	403,3	15,3	388,0
- Club de Londres	28,6	12,8	41,4	-	41,4
- Institutions multilatérales (SFI)	0,6	0,2	186,7	185,9	0,8
b) Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	140,3	4,9	145,2	-	145,2
II. Dette à court terme	18,5	-	25,4	6,90	18,5
- Dette issue des mécanismes des compensations entre banques centrales	18,3		18,3	-	18,3
- Autres engagements	0,2		0,2	-	0,2
TOTAL GENERAL (I + II)	1 432,6	897,5	2 538,2	208,1	2 330,1

Sources : OGEDEP et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit de la dette contractée à l'initiative de l'Etat congolais.

Encadré 2

LES DECLENCHEURS DU POINT D'ACHEVEMENT DE L'INITIATIVE PAYS PAUVRES TRES ENDETTES (I-PPTE)

1. RAPPEL HISTORIQUE DE L'INITIATIVE PPTE

L'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE) a été lancée en septembre 1996 par la Banque Mondiale et le FMI au cours de leur réunion annuelle. C'est un dispositif global de réduction de la dette dans lequel tous les créanciers peuvent accorder un allègement de dette aux pays les plus pauvres et les plus endettés. Cette initiative a été modifiée en 1999 pour tenir compte de la dimension « réduction de la pauvreté ».

L'objectif de cette initiative est de permettre aux pays pauvres très endettés de mettre un terme aux opérations de rééchelonnement qui avaient tendance à alourdir indéfiniment la charge de la dette.

L'initiative PPTE a été complétée depuis 2005 par l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), qui vise l'annulation intégrale des créances admissibles vis-à-vis du FMI, de la Banque Mondiale et du Fonds Africain de Développement. Cette nouvelle initiative a pour but d'aider les pays pauvres très endettés à accélérer le processus de réduction de la pauvreté et à accroître leurs capacités de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

A fin décembre 2009, le groupe des PPTE compte 41 pays. Parmi ceux-ci, 27 ont déjà atteint le point d'achèvement. Les 8 pays demeurant encore dans la période intérimaire, qui ont atteint le point de décision, sont la Guinée Bissau, le Tchad, le Togo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Liberia, la République du Congo et la République Démocratique du Congo.

Encadré 2 (suite)

2. LES DÉCLENCHEURS DU POINT D'ACHÈVEMENT DE L'INITIATIVE PPTE ET L'ANNULATION DE LA DETTE

Pour atteindre le point d'achèvement et bénéficier de l'annulation d'une grande partie de sa dette extérieure, la RDC doit remplir sept conditions appelées «les déclencheurs du point d'achèvement». Il s'agit de :

- a. **la production du DSCR complet** à travers un processus participatif avec une année de mise en œuvre jugée satisfaisante sur base de la production d'un rapport annuel de mise en œuvre confirmée par une note conjointe d'évaluation par le Staff du FMI et de la Banque Mondiale. Le document de DSCR a déjà été discuté avec le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale et du FMI en mai 2007. Initialement prévue pour la période 2006-2008, la période de validité de ce DSCR a été étendue de 2008 à 2010. Le rapport de mise en œuvre de ce document en adéquation avec les nouvelles procédures était attendu pour fin 2009 ;
- b. **la stabilité macroéconomique** au cours de la période du programme, les six premiers mois du programme étant décisifs. Cette stabilité macroéconomique est attestée notamment par la stabilité du niveau général des prix et du taux de change ;
- c. **l'utilisation des revenus PPTE**, c'est-à-dire ceux dégagés à la suite de l'accession du pays au point de décision et de la réduction intérimaire de la dette, en faveur des dépenses pro-pauvres. Le rapport d'audit du compte PPTE pour la période 2006-2008 était attendu avant fin 2009 ;
- d. **une meilleure gestion des dépenses publiques** via (i) la modernisation de l'exécution budgétaire (respect de la chaîne de la dépense, la production régulière des états de suivi budgétaires, réduction des délais de production des Tableaux des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) harmonisé) ; (ii) l'adoption d'un nouveau plan comptable et d'une comptabilité à partie double en comptabilité publique et (iii) la production des rapports trimestriels en utilisant la nouvelle classification économique, administrative et fonctionnelle. Dans l'ensemble toutes ces mesures ont été réalisées mais certaines sont à parfaire ;
- e. **la paix, la bonne gouvernance et l'amélioration de l'accès aux services sociaux** : d'importants progrès ont été enregistrés dans le processus de paix. Concernant la passation des marchés publics, le projet de loi y relatif a été adopté par le Gouvernement et soumis au Parlement pour approbation. La mise en œuvre de nouvelles institutions prévues dans ce projet de loi aura lieu en 2010. Enfin les enquêtes d'utilisation des services publics par les usagers et la revue de leur qualité ont été lancées en avril 2009 et les résultats étaient attendus avant fin décembre 2009 ;
- f. **l'adoption des stratégies sectorielles et des plans de leur mise en œuvre** pour les secteurs de la santé, de l'éducation et du développement rural jugés satisfaisants par l'IDA. A ce sujet, des stratégies ont été adoptées et connaissent déjà, pour certaines, un début d'exécution ;
- g. **l'amélioration de la gestion de la dette** via la centralisation de l'information sur la dette publique et celle garantie par l'Etat et l'informatisation du processus y relatif. A ce sujet, le rôle centralisateur a été reconnu à l'OGEDP qui s'est du reste informatisé.

Beaucoup de ses déclencheurs ayant été amorcés sinon rencontrés, la conclusion satisfaisante de la première revue du programme deviendrait l'une des conditions essentielles à remplir pour que le pays atteigne le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée et bénéficie de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), ce qui devrait conduire à un allègement de la grande majorité de la dette extérieure du pays.

Cette première revue semestrielle du programme porte sur la période de juillet à décembre 2009 et son évaluation devrait intervenir en février-mars 2010, en référence aux sept critères de réalisation quantitatifs du programme tel que contenu dans le Mémoire Technique d'exécution du programme.

Encadré 2 (suite)

Ainsi, tout compte fait, sous réserve de la réussite des critères à fin décembre 2009, du démarrage de mise en œuvre du DSCRP et de l'évolution satisfaisante d'autres déclencheurs, il est possible que le point d'achèvement et l'annulation de la dette interviennent au plus tard fin décembre 2010.

Le défi majeur du Gouvernement est notamment de conduire la Nation au point d'achèvement de l'Initiative PPTE afin de permettre à la population de jouir pleinement du fruit des sacrifices consentis jusque-là. Face à cette exigence, il est impérieux que le Gouvernement renforce la cohésion de son action autour des objectifs de ce programme triennal. C'est dans ce cadre que la Banque Centrale du Congo est déterminée à poursuivre la mise en œuvre du processus de renforcement de ses capacités institutionnelles dans le but de réaliser l'objectif premier de son objet social, à savoir la stabilité du niveau général des prix.

Quant à la population congolaise, son adhésion à l'action gouvernementale reste sollicitée eu égard aux objectifs poursuivis qui privilégient l'amélioration de ses conditions de vie. En effet, les économies à dégager à la suite de l'annulation de la dette devront être réallouées dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de la réhabilitation des routes tant interurbaines que de desserte agricole, afin de réduire le coût de transport et faciliter la libre circulation des biens et des personnes, facteur incontournable de l'accélération du développement économique.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

En 2009, il s'est tenu à Kinshasa un forum national de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (dons et prêts), organisé conjointement par le Gouvernement de la RDC et les partenaires extérieurs. Ce forum a été un cadre de réflexion et de formulation d'une nouvelle approche de l'assistance internationale dont bénéficie la RDC en tant que pays post-conflit.

Cette rencontre a permis de relever le défaut de coordination en matière de gestion de l'aide extérieure et donné lieu à un document appelé «Agenda de Kinshasa ». Dans ce document, le Gouvernement et les partenaires se sont engagés à améliorer leurs mécanismes de concertation afin que toutes les ressources extérieures soient, d'une part, complémentaires et, d'autre part, prévisibles à l'intérieur d'un cadre budgétaire intégré et aligné sur les priorités nationales décrites dans le Document des Stratégies pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSCR).

Certains partenaires multilatéraux (le groupe de la Banque Mondiale, la Commission Européenne, le Fonds Monétaire International et le Système de Nations-Unies) et bilatéraux (la Belgique, le Canada, l'Allemagne, le Japon, la Chine, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis) ont déjà développé une approche commune d'assistance économique à la RDC pendant la période post-électorale appelée « Stratégie d'Assistance Pays (SAP) » allant jusqu'en 2009.

S'agissant des versements effectifs au titre de donations extérieures, il a été observé une baisse de 15,4 %. Ces donations ont représenté 11,4 % du PIB contre 12,7 % en 2008, à la suite des effets de la crise financière internationale.

V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

En 2009, l'aide extérieure en provenance des institutions multilatérales a atteint 889,0 millions de USD, soit 7,9 % du PIB, contre 843,7 millions en 2008. Cette aide a représenté 69,6 % de l'enveloppe totale des donations extérieures et a été orientée principalement vers « la coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.1.1. Nations-Unies

L'aide en provenance des Nations-Unies s'est chiffrée à 170,7 millions de USD, en baisse de 14,0 % par rapport à l'année 2008.

Les interventions des Nations Unies ont concerné les volets « Coopération technique, projets d'investissement et autres », «Assistance et secours d'urgence » et « Aide alimentaire » pour respectivement 31,0 %, 44,6 % et 24,3 %.

V.1.2. Commission européenne

L'enveloppe débloquée par la Commission européenne s'est située à 279,1 millions de USD en 2009 contre 234,5 millions en 2008, soit une progression de 19,0 %. Elle a représenté 21,9 % de l'ensemble des donations et n'a été orientée que vers « la Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.1.3. Banque Mondiale

Comme pour l'année 2008, la Banque mondiale a fourni la plus grande fraction de l'aide extérieure. En effet, son assistance a porté sur une enveloppe de 338,3 millions de USD en 2009 contre 383,6 millions une année auparavant. Cette assistance a représenté 26,5 % des donations totales et a été entièrement affectée au profit de « la Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.1.4. Banque Africaine de Développement

Programmée dans le cadre du Fonds Africain de Développement XI (FAD XI), l'intervention de la Banque Africaine de Développement (BAD) s'est chiffrée à 100,9 millions de USD en 2009 contre 26,9 millions en 2008, soit une progression de 275,1 %.

La totalité de cette intervention a porté sur le volet « Coopération technique, projets d'investissement et autres ». Celle-ci est restée conforme aux programmes établis par la BAD dans le cadre de la SAP pour la période 2008-2012, laquelle s'insère dans le cadre global de deux priorités à s'avoir : (i) l'appui à la bonne gouvernance visant essentiellement l'amélioration du cadre de gestion des finances publiques (réforme des systèmes de passation de marchés, du contrôle des finances publiques, etc.) et (ii) la promotion d'une croissance pro-pauvre par la reconstruction des infrastructures qui permettra d'améliorer la compétitivité de l'économie congolaise ainsi que les conditions de vie et d'hygiène des populations.

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

Sous l'effet de la crise financière internationale, les partenaires bilatéraux ont sensiblement réduit leurs interventions. En effet, de 665,9 millions de USD en 2008, les décaissements des partenaires bilatéraux n'ont été que de 388,0 millions en 2009, soit une contraction de 41,7 %. Il convient de relever que même les apports des partenaires traditionnels, à savoir ceux de la Belgique et des Etats-Unis d'Amérique, ont été affectés.

En ordre utile, les trois grands donateurs bilatéraux en 2009 seraient le Japon pour 23,4 %, le Royaume-Uni pour 19,6 % et l'Allemagne pour 13,7 %.

V.2.1. Belgique

L'aide en provenance de la Belgique a baissé de 85,2 %, se situant à 23,9 millions de USD en 2009 contre 162,0 millions en 2008. Cette assistance a profité essentiellement à la « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.2.2. Etats –Unis

L'intervention américaine, en baisse de 75,2 % par rapport à l'année 2008, a porté sur une enveloppe de 30,0 millions de USD affectée globalement à la « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.2.3. Autres pays

Les apports des autres partenaires bilatéraux, en recul de 12,7 %, se sont repartis comme suit : 90,1 % pour « la Coopération technique, projets d'investissement et autres » ; 7,6 % au profit de « l'Assistance et secours d'urgence » et 2,3 % en faveur de « l'Aide alimentaire ».

Tableau III.13 Provenance des donations extérieures d'origine publique ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (p)
A. Donations Multilatérales	157,9	275,8	439,6	535,7	1 399,4	864,6	1 022,4	843,7	889,0
- Nations Unies	102,0	118,1	186,7	232,8	495,9	591,6	435,4	198,6	170,7
- Commission Européenne	53,4	87,1	201,2	233,0	688,8	156,0	388,1	234,5	279,1
- Banque mondiale	1,9	24,5	49,5	42,3	185,1	109,0	198,5	383,6	338,3
- BAD	0,6	46,0	1,9	27,2	29,0	8,0	-	26,9	100,9
- ACBF ⁽²⁾	-	0,1	0,5	0,4	0,5	-	0,4	0,1	-
B. Donations Bilatérales	195,1	353,6	354,0	449,2	639,3	296,7	390,3	665,9	388,0
- Belgique	23,8	35,5	39,7	39,8	71,1	59,9	67,3	162,0	23,9
- France	4,2	4,1	3,1	17,4	21,7	-	8,3	25,9	11,2
- Allemagne	6,3	8,4	10,7	6,3	12,2	-	11,5	26,6	53,8
- Italie	6,7	9,6	0,9	2,3	3,4	4,5	7,8	21,1	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	0,3	-
- Canada	14,3	60,3	49,5	33,3	36,9	34,0	41,9	24,7	40,5
- Japon	7,9	16,5	4,1	0,4	30,6	25,7	29,3	65,6	88,9
- Pays-Bas	6,9	38,6	41,2	97,7	96,8	-	65,8	55,9	42,4
- Espagne	2,3	2,5	2,5	2,0	5,2	8,3	16,8	22,9	14,0
- Suède	11,6	19,7	12,7	14,0	11,5	-	1,8	49,8	7,5
- Suisse	4,3	5,2	4,4	3,0	5,1	-	-	2,1	-
- Royaume-Uni	4,0	43,5	47,7	7,1	159,3	99,3	116,5	48,5	75,7
- USA	92,9	93,4	116,9	209,3	167,4	65,0	23,1	121,0	30,0
- Chine	-	3,8	3,1	6,6	5,0	-	-	16,6	-
- Inde	-	-	-	-	-	-	0,2	13,7	-
- Afrique du Sud	10,0	12,5	17,5	10,0	13,0	-	-	4,2	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	5,0	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	353,1	629,4	793,6	984,9	2.038,8	1.161,3	1.412,7	1.509,6	1.277,0

Sources : - Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) (2000-2006).

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi.

Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

Tableau III.14 Types de donations d'origines multilatérales⁽¹⁾
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres			Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2007	2008	2009 (p)	2005	2006	2007	2008	2009(p)	2005	2006	2007	2008	2009(p)
Total	647,8	641,5	771,2	64,7	231,0	188,2	60,4	41,5	369,4	173,6	186,4	141,8	76,2
Nations Unies	156,9	142,9	52,9	64,7	231,0	165,5	19,2	41,5	219,3	142,9	113,4	36,6	76,2
Commission Européenne	356,6	124,1	279,1	-	-	20,1	6,2	0,0	119,4	21,2	11,4	104,2	0,0
Banque Mondiale	134,3	355,0	338,3	-	-	2,6	27,6	0,0	18,4	9,5	61,6	1,0	0,0
BAD	-	19,5	100,9	-	-	-	7,4	0,0	12,3	-	-	-	0,0

Source : (1) A partir de 2007, Statistiques provisoires tirées de la PGAI du Secrétariat d'Appui et du Suivi des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

Tableau III.15 Types de donations d'origines bilatérales⁽¹⁾
(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres			Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2007	2008	2009(p)	2005	2006	2007	2008	2009(p)	2005	2006	2007	2008	2009(p)
Total	232,9	423,7	355,0	81,6	11,4	18,9	30,9	7,6	255,8	150,5	138,6	211,3	25,5
Belgique	53,6	144,0	23,9	1,3	-	2,2	11,5	0,0	31,8	3,6	11,5	6,5	0,0
USA	11,0	91,8	30,0	69,8	2,3	11,4	6,8	0,0	64,8	40,1	0,7	22,4	0,0
Autres pays	168,3	187,9	301,0	10,5	9,1	5,3	12,6	7,6	159,2	106,8	126,3	182,4	25,5

Source : (1) A partir de 2007, Statistiques provisoires tirées de la PGAI du Secrétariat d'Appui et du Suivi des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE VI

COOPERATION REGIONALE

VI.1. COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)

VI.1.1. Développements économiques

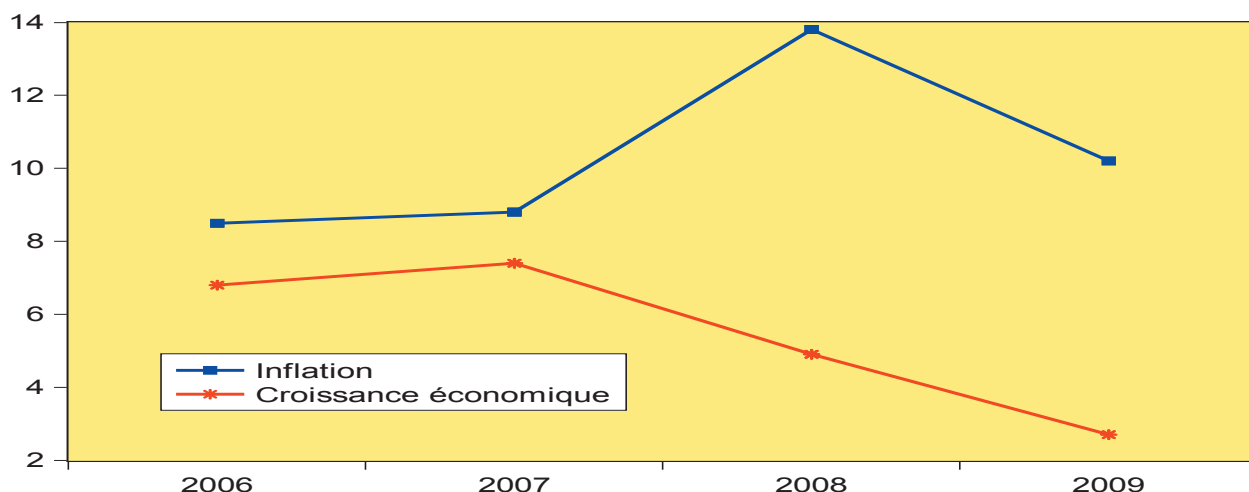
La crise économique et financière, qui a secoué l'économie mondiale à partir de mi-2008 jusqu'à fin 2009, a perturbé la stabilité macroéconomique enregistrée au cours de quinze dernières années au sein de la région SADC. Toutefois, par rapport à 2008, une relative amélioration de certains indicateurs macroéconomiques a été observée notamment le ralentissement de l'inflation et le rebondissement de certains marchés boursiers. Cependant, certains Etats membres ont rencontré des difficultés sur les marchés des changes, particulièrement ceux dont le volume des réserves a chuté de manière drastique.

VI.1.1.1. Inflation

La SADC a enregistré un taux d'inflation moyen de 10,2 % en 2009 contre 13,8 % en 2008 (à l'exception du Zimbabwe). L'atténuation des pressions inflationnistes a concerné la plupart des Etats membres dont certains ont réalisé des taux à un chiffre, notamment le Botswana, le Lesotho, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

VI.1.1.2. Croissance réelle du PIB

Le PIB réel de la SADC s'est accru de 2,7 % en 2009 contre 4,9 % en 2008. Cette situation est la résultante du ralentissement de l'activité économique principalement dans les Etats membres de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU), à savoir l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland et la Namibie, dont la croissance du PIB réel a connu un ralentissement, passant de 3,2 % en 2008 à 0,7 % en 2009.

Graphique III.11 Croissance réelle du PIB et Inflation, 2006-2009

Source : Etats membres et base de données de WEO du FMI.

Les secteurs les plus touchés ont été les industries d'extraction, l'industrie manufacturière (en particulier le textile, l'automobile, etc.) et le tourisme.

VI.1.1.3. Secteur budgétaire

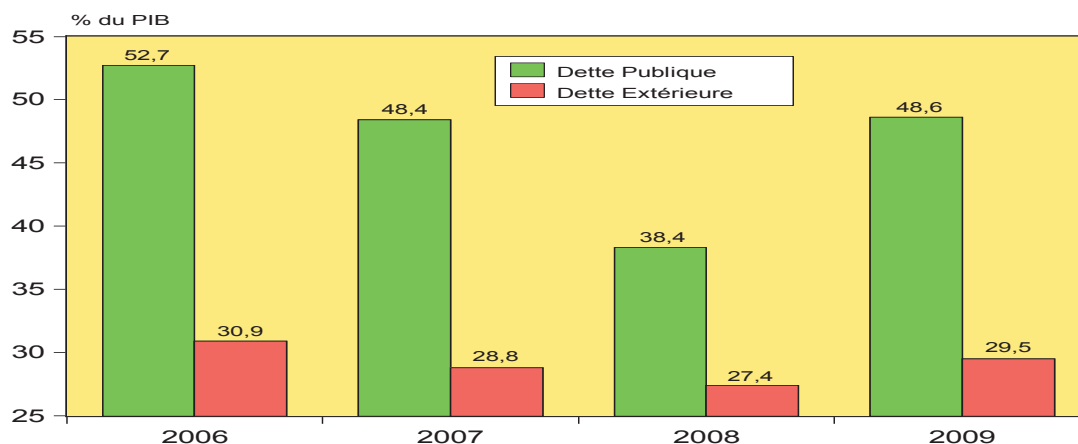
Le déficit budgétaire pour la région s'est détérioré à 5,5 % en 2009 contre un excédent de 1,1 % enregistré en 2008. Cette détérioration était plus prononcée dans les Etats membres de la SACU dont les revenus ont été sévèrement affectés.

Les déficits des Etats membres ont été essentiellement financés par des prêts obtenus sur les marchés financiers tant intérieurs qu'extérieurs. Ainsi, la dette extérieure a connu une hausse, passant, d'une année à l'autre, de 27,4 % à 29,5 % du PIB. Par conséquent, la dette publique a augmenté à 48,6 % du PIB en 2009 contre 38,4 % en 2008.

Avec la crise financière internationale, les recettes des Etats membres ont accusé en majorité une baisse. Le rythme des dépenses est resté le même et, dans certains cas, a augmenté afin de financer des programmes cruciaux visant à atténuer l'impact de la crise économique mondiale.

Les Etats les plus affectés en termes des pertes de revenus publics sont les membres de la SACU et ceux qui dépendent du secteur minier. Toutefois, en tant que région, les recettes publiques, hors subventions, ont chuté de 0,1 point de pourcentage, passant de 26,6 % du PIB en 2008 à 26,5 % en 2009.

Le poids des subventions officielles a augmenté de 0,2 point de pourcentage, passant de 7,6 % du PIB en 2008 à 7,8 % en 2009. Seuls la RDC, la Namibie et le Swaziland ont connu des augmentations substantielles de subventions officielles en 2009.

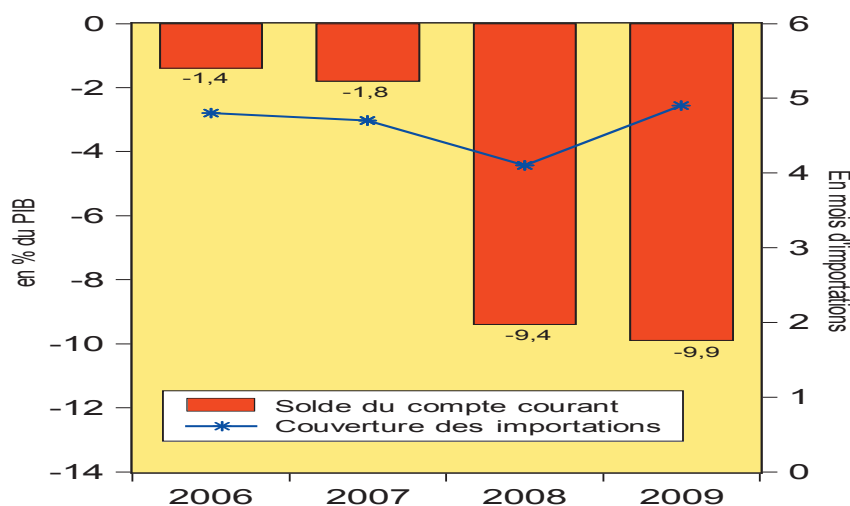
Graphique III.12 SADC – Dette publique et dette extérieure

Source : Etats membres et base de données de WEO du FMI.

VI.1.1.4. Secteur extérieur

Le déficit du compte courant extérieur de la région s'est accentué, atteignant 9,9 % du PIB en 2009 contre 9,4 % en 2008. Les termes de l'échange se sont détériorés de 7,4 % en 2009 par rapport à 2008. La détérioration a été plus forte pour l'Angola, la RDC et la Zambie tandis que le Lesotho, le Madagascar, le Malawi, les Seychelles, le Botswana et la Tanzanie ont enregistré des améliorations de leurs termes de l'échange.

Face à la chute des exportations et à la détérioration des termes de l'échange, les Etats membres ont puisé dans leurs réserves en devises pour financer partiellement leurs importations et défendre les taux de change. Toutefois, la couverture moyenne des importations pour la région est demeurée au-dessus du minimum recommandé de trois mois, se situant à 4,9 mois. Néanmoins, la position des réserves en devises pour la RDC, le Malawi, les Seychelles et le Zimbabwe a subi de fortes pressions.

Graphique III.13 SADC - Solde du compte courant (CAB) et couverture des importations

Source : Etats membres et base de données de WEO du FMI.

VI.1.1.5. Marchés et flux des capitaux

Au début du deuxième trimestre de 2009, certains marchés boursiers de la région ont rebondi, après la chute de 16,0 % en 2008. Il convient de noter que cette reprise a été inférieure à la situation prévalant à la même période de l'année passée.

VI.1.1.6. Impact sur le programme de convergence macroéconomique

A l'exception du ratio de la dette publique, tous les indicateurs de convergence macroéconomique de premier rang, notamment l'inflation et le solde budgétaire, ont dévié de leurs cibles fixées pour 2012. Seuls Maurice, le Mozambique, le Lesotho et le Zimbabwe sont parvenus à réaliser un taux d'inflation inférieur à 5,0 %, cible fixée pour 2012. En ce qui concerne le déficit budgétaire, la RDC, la Zambie et le Zimbabwe ont réussi à réaliser un déficit inférieur à 3,0 % du PIB, cible retenue pour 2012. Pour ce qui est de la dette publique, seuls la RDC, les Seychelles et le Zimbabwe se sont caractérisés par un ratio d'endettement supérieur à la cible de 60,0 %.

VI.1.1.7. Mesures d'atténuation de l'impact de la crise financière internationale sur les économies

La plupart des Etats membres de la SADC ont mis en œuvre des mesures visant à atténuer l'impact de la crise sur leurs économies, notamment :

- i. mise en œuvre d'une politique macroéconomique prudente. Cela a pris la forme de mesures de relance visant à protéger les travailleurs licenciés et à aider des entreprises sélectionnées affectées par la crise ;
- ii. rationalisation des budgets des gouvernements en réduisant les dépenses non essentielles tels que les voyages ;
- iii. allègement fiscal en faveur des entreprises importantes sélectionnées ; et
- iv. mise en œuvre des réformes visant à l'amélioration de l'environnement économique.

VI.1.1.8. Enseignements tirés de la crise économique mondiale et orientation politique

A la lumière de l'incidence de la crise sur la région, les enseignements ont été tirés, lesquels devraient orienter la politique communautaire en vue d'accélérer l'intégration régionale, de soutenir la croissance économique et de réduire la pauvreté.

Il s'agit de :

- i. Constituer et/ou accumuler des excédents des réserves en devises à utiliser en périodes de choc ou de crise ;
- ii. Disposer de plans d'urgence, comme recours lors de circonstances et de crises imprévues ;

- iii. Mettre en œuvre les réformes macroéconomiques crédibles et renforcer la gestion macroéconomique ;
- iv. Diversifier les économies de la région et développer la valeur ajoutée locale afin de les rendre plus résistantes ;
- v. Améliorer le climat d'investissement et appuyer les entreprises en vue de créer de nouvelles opportunités d'emploi ;
- vi. Améliorer l'environnement socio-politique afin d'exploiter les capacités financières et humaines de la diaspora.

VI.1.2. Etat de l'intégration économique régionale

VI.1.2.1. Zone de Libre-Echange de la SADC

Dans le souci de consolider la Zone de Libre-Echange (ZLE), les activités ont été centrées sur les points clés en litige couvrant la transparence dans la mise en œuvre des réductions tarifaires, l'examen des règles d'origine et le suivi des instruments convenus de facilitation du commerce. Parmi ces activités, il y a lieu de citer ce qui suit :

- i. Les activités de sensibilisation à la ZLE se sont poursuivies en 2009. Le mécanisme de suivi et de notification des obstacles non tarifaires (ONT) est maintenant accessible en ligne. Le renforcement des capacités sur l'utilisation dudit mécanisme, en cours de réalisation, s'étendra à tous les Etats membres.
- ii. Le Protocole sur le commerce des services a été adopté. Un projet de lignes directrices sur les négociations en matière de libéralisation du commerce des services a été préparé et le processus de préparation d'un programme de libéralisation dans les secteurs prioritaires convenus a commencé.
- iii. La Déclaration sur la coopération régionale en matière de lois et de politiques de concurrence et de protection des consommateurs a été signée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en septembre 2009.

VI.1.2.2. Dialogue tripartite COMESA-EAC-SADC

Le Secrétariat de la SADC a poursuivi son engagement actif dans les activités de la Tripartite COMESA-EAC-SADC. Dans la période visée, le Groupe de travail a entrepris une série d'activités visant à mettre en œuvre les mesures liées aux programmes intéressant le commerce, les douanes et le développement des infrastructures.

VI.1.2.2.1. Commerce et douanes

Les domaines du commerce et des douanes ont été dominés par l'étude et les consultations relatives à la Zone de Libre-Echange (ZLE) COMESA-EAC-SADC.

A cet effet, l'année sous analyse a été marquée par la finalisation de l'étude intégrant, entre autres, l'élaboration d'une feuille de route provisoire, en vue de la création de

la ZLE et du projet d'accord prévoyant son cadre juridique et institutionnel. A ce sujet, les rapports ont été communiqués aux Etats membres de trois Communautés Economiques Régionales (CER) en décembre 2009 aux fins de consultations, lesquels seront soumis pour examen au Conseil tripartite des Ministres et au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour adoption.

Le Groupe de travail suggère une feuille de route envisageant le lancement de la ZLE tripartite le 1^{er} janvier 2012. Ce calendrier est élaboré conformément au processus de libéralisation tarifaire intra-SADC.

VI.1.2.2.2. Coordination du développement des infrastructures

Ce programme s'est concentré principalement sur la mise en œuvre du Corridor Nord-Sud qui se rattache aux projets d'infrastructures. Ce Corridor constitue un programme pilote complet de l'Aide pour le commerce de la Tripartite (COMESA-EAC-SADC). Il vise la réduction des coûts pour ceux qui s'engagent dans le commerce transfrontalier de sorte à améliorer la compétitivité des pays qui seront desservis.

VI.2. MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRAL (COMESA)

Le COMESA a procédé au lancement de son Union douanière lors de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est tenue, le 07 juin 2009, à Victoria Falls, au Zimbabwe.

VI.2.1. Progrès réalisés vers l'Union douanière

L'Union douanière mise en œuvre est assortie d'une période transitoire de 3 ans. Cette dernière devrait permettre, d'une part, de finaliser certaines questions restées pendantes et, d'autre part, d'achever les préparatifs pour l'installation de l'Union douanière pour les pays membres surtout ceux qui n'ont pas encore adhéré à la ZLE, notamment la RDC.

A cet effet, des principes et des règles clés du fonctionnement ont été élaborés et repris dans les principaux instruments qui sont : (i) la réglementation du Conseil prévoyant l'établissement de l'Union, de la Zone de Libre-Echange interne et des relations avec les pays tiers, comprenant l'application du Tarif Extérieur Commun (TEC), les recours commerciaux, la promotion des exportations et les règlements des différends ; (ii) le Code des douanes du Marché commun qui prévoit l'imposition et la collecte des droits et taxes, le contrôle, la gestion, l'administration des douanes, la conclusion des accords douaniers et commerciaux ; ainsi que (iii) la Nomenclature Tarifaire Commune du COMESA (NTC) qui constitue la base pour la classification et la description des produits par les pays membres.

VI.2.2. Position de la RDC dans le COMESA

La RDC a un rôle très important dans le processus d'intégration de la région COMESA du fait de sa position charnière reliant les pays du nord-est et du sud-est de la région COMESA et de son importante réserve énergétique pouvant desservir l'Afrique australe, orientale et du nord. Sur les onze provinces que compte la RDC, six sont directement impliquées dans les flux commerciaux avec d'autres pays du COMESA.

Suite à l'accumulation des arriérés de cotisation, la RDC n'a pas pu tirer au maximum profit des avantages liés à sa qualité de pays membre, tel que l'occupation d'au moins deux postes permanents dans le secrétariat du COMESA. C'est en 2009 que la République Démocratique du Congo a renoué avec le paiement de sa cotisation annuelle et l'apurement progressif de ses arriérés.

En outre, la RDC a réalisé des progrès considérables en mettant en place certains instruments préalables à l'Union douanière dont : (i) la transmission de la liste des produits sensibles ; (ii) l'application de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur l'évaluation en douane, qui est adopté par le COMESA ; (iii) l'application de la nomenclature du système harmonisé de l'OMC version 2007 sur laquelle se base la nomenclature tarifaire commune du COMESA ; (iv) l'utilisation de la Déclaration Douanière du COMESA (DDCOM) ; et (v) l'application du Système Douanier Automatisé (SYDONIA++) au guichet unique de Matadi, à l'aéroport de Kinshasa et de Lubumbashi, à Kasumbalesa ainsi qu'à Boma et son installation encours dans plusieurs autres postes douaniers.

VI.3. COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)

En 2009, la CEPGL a organisé plusieurs rencontres dont la réunion des experts des pays membres sur la validation des conventions de base qui s'est déroulée du 21 au 23 décembre à Bujumbura au Burundi, à laquelle a pris part activement la RDC.

Au cours de ces assises, il a été question d'analyser les textes de base de l'Organisation afin de les adapter à l'évolution des événements dans les trois pays membres et de relancer ses activités. Il s'agit des textes relatifs à (i) la convention portant création de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, (CEPGL), signée à Gisenyi le 20 septembre 1976, et (ii) la convention sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux, et le droit d'établissement dans les pays de la CEPGL, signée à Gisenyi le 1^{er} décembre 1985.

Etant donné que les points traités n'ont pas été épuisés dans le délai imparti, les experts ont suggéré au Secrétariat Exécutif Permanent (SEP) d'organiser, au courant de l'année 2010, une autre réunion pour poursuivre cette analyse. Les recommandations suivantes ont été formulées :

- Approfondir la question de règlement des différends et en faire une proposition appropriée en s'inspirant d'autres regroupements régionaux ;

- Mener une sensibilisation pour une meilleure implication des acteurs de la société civile et du secteur privé dans les programmes et activités de la communauté ;
- Soumettre les propositions de corrections des textes à la réunion intergouvernementale des experts pour la préparation de la réunion du Conseil des Ministres de la CEPGL ;
- Fixer équitablement les contributions des Etats membres et soumettre, avant la date du 30 septembre 2009, les prévisions budgétaires afin de faciliter leurs intégrations dans les budgets respectifs.

VI.4. COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

Les activités de la CEEAC ont été marquées principalement par la tenue de la XVI^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement le 24 octobre 2009 à Kinshasa.

Plusieurs points ont été inscrits à l'ordre du jour de cette session, dont certains ont concerné (i) le Rapport des Ministres et des Gouverneurs des Banques Centrales sur la crise financière et économique mondiale et ses répercussions en Afrique centrale ainsi que, (ii) le Rapport sur les changements climatiques.

VI.4.1. Rapport des Ministres sur la crise financière et économique mondiale et ses répercussions en Afrique Centrale

La réunion du Conseil des Ministres de juin 2009, avait décidé dans son Rapport d'approfondir l'examen du dossier sur les répercussions de la crise, en prévoyant deux activités à savoir : (i) une réunion au mois de septembre à Douala avec les Institutions spécialisées et (ii) la mise à contribution d'un consultant international pour la récolte des informations auprès des Etats membres ainsi que la rédaction d'un rapport commun.

Toutes les réflexions ont abouti à plusieurs recommandations et à l'élaboration d'une matrice de mesures de sortie de crise. Cette matrice a été soumise pour validation à la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

VI.4.2. Rapport sur les changements climatiques

La Communauté internationale a été mobilisée pour un nouvel Accord Climat qui remplacera le protocole de Kyoto après 2012. La CEEAC et la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) ont décidé d'arrêter une position politique commune de la sous-région sur les négociations internationales y relatives. Cette position consiste à soutenir notamment la Déclaration de Nairobi et repose sur cinq piliers

du plan d'action de Bali, à savoir : l'adaptation, les transferts de technologies, les financements, le renforcement des capacités et l'atténuation du réchauffement climatique.

Les deux institutions ci-dessus ont également fait le point sur le mode de financement sécurisé de la COMIFAC. A cet effet, les Ministres ont recommandé à la Conférence des Chefs d'Etat d'adopter le principe d'une augmentation du taux de prélèvement de la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI) de 0,4 % à 0,5 % dont 0,1 % sera rétrocédé automatiquement à la COMIFAC pour assurer son fonctionnement.

VI.5. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)

Le Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) a été adopté au cours de la vingt-sixième session ordinaire de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) qui s'est tenue le 4 septembre 2002 à Alger en Algérie. Conformément à la vision des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains de renforcer l'intégration économique en Afrique, ce programme prévoit la création, à l'horizon 2021, d'une monnaie et d'une banque centrale communes à l'échelle du continent africain, à l'issue d'un processus de convergence réussi. A cet égard, le PCMA conditionne la réalisation de l'union monétaire africaine au respect des quatre critères de convergence de premier rang par au moins 51,0 % des pays membres de l'Association. Ces critères sont :

- Ratio déficit budgétaire global/PIB, hors dons, inférieur à 3,0 % ;
- Taux d'inflation inférieur à 5,0 % ;
- Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale ;
- Réserves extérieures supérieures ou égales à six mois d'importations de biens et services.

Critères de réalisation du PCMA

CRITERES	2008	2009
• Ratio déficit budgétaire/PIB en %	≤ 5 %	≤ 3 %
• Taux d'inflation	< 10 %	≤ 5 %
• Financement du déficit budgétaire par la banque centrale en % des recettes fiscales de l'année précédente	≤ 10 %	0
• Réserves en mois d'importations de biens et services	≥ 3	≥ 6

Pour une meilleure appréciation du processus de convergence, les critères fondamentaux de 1^{er} rang ont été complétés par sept critères de 2^{ème} rang ci-après :

- Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs ;
- Ratio Recettes fiscales/PIB supérieur ou égal à 20,0 % ;
- Ratio Dette publique/PIB inférieur ou égal à 70,0 % ;

- Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales inférieure à 35,0 % ;
- Maintien de la stabilité du taux de change réel ;
- Financement des investissements publics sur recettes fiscales inférieurs ou égales à 20,0 % ;
- Maintien des taux d'intérêt réels positifs.

VI.5.1. Mise en œuvre du PCMA en 2009

Dans un environnement caractérisé par la morosité de l'activité économique mondiale induite par l'aggravation de la crise financière internationale et l'accentuation de son impact sur le secteur réel, les performances des pays membres de l'ABCA dans la mise en œuvre du PCMA se sont détériorées de façon significative en 2009, première année de la mise en œuvre de la phase III du PCMA. Ces performances contrastent fortement avec celles des années précédentes, caractérisées par une amélioration régulière des indicateurs de convergence. En effet, seuls 4 des 46 pays membres qui ont soumis leurs rapports (soit 8,7 %) ont respecté les quatre critères de premier rang contre 13 pays (29,8 %) et 20 pays (42,6 %) respectivement en 2008 et 2007.

Cette rupture de tendance met, également, en évidence les faiblesses des économies africaines, notamment leur grande vulnérabilité aux chocs exogènes et la précarité de l'environnement des affaires.

En outre, cette évolution traduit les performances particulièrement faibles par rapport aux critères sur le déficit budgétaire, l'inflation et, dans une certaine mesure, les réserves extérieures. Par rapport au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale, les performances des pays membres sont restées relativement satisfaisantes.

➤ Respect des critères de 1^{er} rang en 2009

	Déficit Budgétaire/PIB		Inflation		Fin. déficit budgétaire/BC		Réserves internationales	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
• Nombre de pays ayant fourni des données sur les critères	47	46	47	46	47	46	47	46
• Nombre de pays ayant respecté les critères								
- en valeur	32	8	21	19	45	40	37	23
- en pourcentage	68,1	17,4	44,7	41,3	95,7	87,0	78,7	50,0

Source : Secrétariat Permanent, ABCA.

Outre l'impact de la récession économique mondiale et les faiblesses propres aux économies africaines, la détérioration des performances en 2009 est aussi liée au durcissement des normes avec le passage à la phase III de la mise en œuvre du PCMA comme l'indique le tableau ci-après :

➤ Performances au regard des normes des phases II et III en 2009

Sous-régions	Déficit Budgétaire/PIB		Inflation		Fin. déficit budgétaire/BC		Réserves internationales	
	II (5 %)	III (3 %)	II (5 %)	III (3 %)	II (5 %)	III (3 %)	II (3 mois)	III (6 mois)
Nombre de pays ayant fourni des données sur les critères	46	46	46	46	46	46	46	46
Nombre de pays ayant respecté les critères								
- en valeur	20	8	34	19	41	40	37	23
- en pourcentage	43,5	17,4	73,9	41,3	89,1	87,0	80,4	50,0

Source : Secrétariat Permanent, ABCA.

Par contre, au titre des critères de second rang, les données disponibles indiquent des résultats globalement satisfaisants concernant la stabilité des taux de change, la non accumulation des nouveaux arriérés de la dette et, dans une certaine mesure, le financement des investissements par les recettes fiscales. Les performances ont été divergentes selon les régions pour les critères ayant trait au taux d'inflation ($< 3,0\%$), au ratio recettes fiscales/PIB ($\geq 20,0\%$) ; au ratio masse salariale/recettes fiscales totales ($< 35,0\%$) et au maintien des taux d'intérêts réels positifs.

Pour les critères qualitatifs, les progrès relevés ont trait à la réforme des systèmes de paiements et du renforcement de la supervision bancaire.

➤ **REALISATION DES CRITERES DU PCMA PAR LA RDC**

Critères de 1^{er} rang	2007	2008	2009
1. Déficit public global/PIB, hors dons, inférieur à 3,0 % (Objectif intermédiaire : déficit à un chiffre)	Respecté	Respecté	Respecté
2. Taux d'inflation inférieur à 3,0 % (Objectif intermédiaire : inflation à un chiffre)	Respecté	Non respecté	Non respecté
3. Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (Objectif intermédiaire : réduction graduelle)	Respecté	Respecté	Non respecté
4. Réserves extérieures brutes supérieures ou égales à six mois d'importation de biens et services (Objectif intermédiaire : 3 mois d'importations à l'horizon 2008)	Non respecté	Non respecté	Non respecté
Nombre de critères observés sur quatre	3	2	1
Critères de 2^{ème} rang	2007	2008	2009
1. Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs	Respecté	Respecté	Respecté
2. Ratio Recettes fiscales/PIB supérieur ou égal à 20,0 %	Non respecté	Non respecté	Non respecté
3. Ratio Dette publique/PIB inférieur ou égal à 70,0 %	Non respecté	Non respecté	Non respecté
4. Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales inférieure à 35,0 %	Non respecté	Non respecté	Non respecté
5. Maintien de la stabilité du taux de change réel	Respecté	Respecté	Respecté
6. Financement des investissements publics sur recettes fiscales à 20,0 % au minimum	Non respecté	Non respecté	Respecté
7. Maintien des taux d'intérêt réels positifs	Respecté	Respecté	Respecté
Nombre de critères observés sur sept	3	3	4
Situation globale sur onze critères	6	5	5

Source : Banque Centrale du Congo.

L'année 2009, première année de la phase III de la mise en œuvre du PCMA, s'est caractérisée par une dégradation des performances des Etats membres à la suite des chocs liés au contexte international marqué par la crise économique. Cette dégradation est également liée au durcissement des normes.

La contre-performance enregistrée dans la réalisation des critères du PCMA peut constituer une raison des préoccupations quant à la capacité des Etats africains à respecter les conditions de création de la monnaie unique mentionnées ci-dessus.

VI.5.2. Perspectives pour 2010

L'environnement économique mondial devrait être caractérisé en 2010 par la poursuite du redressement de l'activité économique amorcé en 2009, à la faveur notamment de l'amélioration de la situation des marchés financiers et de l'inversion de la tendance à la baisse des stocks.

De ce fait, l'activité économique du continent africain devrait connaître une accélération en 2010 et 2011, avec des taux de croissance de 4,7 % et 5,9 % respectivement.

Cependant, à la lumière des perspectives de redressement économique sus relevées, les Etats sont encouragés à poursuivre et à consolider les réformes et les efforts visant à atténuer l'incidence des chocs exogènes sur leurs économies.

Il est donc important qu'ils mettent l'accent sur le renforcement de l'intégration économique sous-régionale à travers l'établissement ou le renforcement du cadre institutionnel prévu dans le PCMA et l'harmonisation des législations régissant le commerce et les tarifs douaniers ainsi que l'interconnexion des systèmes de paiement.

VI.5.3. Activités de l'ABCA en 2009

VI.5.3.1. Assemblée annuelle de l'ABCA

Le Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales membres de l'ABCA avait tenu sa 33^{ème} réunion ordinaire, le 21 août 2009 à Kinshasa sous la présidence du Gouverneur de la Banque Centrale du Rwanda et Président en exercice. A l'issue de cette réunion, des décisions concernant les activités de l'ABCA et de la Commission conjointe CUA-ABCA ont été prises. Elles portent notamment sur (i) la désignation de la Banque Centrale Européenne (BCE) pour mener l'étude sur la stratégie de la mise en place de la Banque Centrale Africaine (BCA) ; (ii) la confirmation du rapport d'étape de mise en œuvre du PCMA en 2008 ; (iii) la définition des thèmes du Symposium et du Séminaire continental de l'année 2010 et (iv) l'élection du Bureau de l'ABCA pour l'exercice 2009 et 2010, lequel se compose de la manière suivante :

- Présidence : Gouverneur de la Banque Centrale du Congo ;
- Vice-Présidence : Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- Présidence du Comité sous-régional pour l'Afrique de l'Est : Gouverneur de la Central Bank of Kenya ;
- Présidence du Comité sous-régional pour l'Afrique du Nord : Gouverneur de la Central Bank of Egypt ;
- Présidence du Comité sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest : Gouverneur de la Central Bank of Nigeria ;
- Présidence du Comité sous-régional pour l'Afrique Australe : Gouverneur de la Central Bank of Malawi ;
- Présidence du Comité sous-régional pour l'Afrique Centrale : Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale.

VI.5.3.2. Comité conjoint CUA-ABCA

L'article 44 du Traité de la Communauté Economique Africaine (CEA) et l'article 19 de l'Acte constitutif de l'Union Africaine (UA) ont respectivement demandé l'accélération du processus d'intégration de l'Afrique et la création de l'Union monétaire africaine qui devrait être concrétisée par la création de la Banque Centrale Africaine (BCA).

A cet effet, le Conseil des Gouverneurs de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) et la Commission de l'Union Africaine (CUA) ont, lors de la 31^{ème} réunion ordinaire de l'ABCA qui s'est tenue le 15 août 2007 à Tripoli, en Libye, convenu de mettre en place un Comité conjoint ABCA-CUA. Ce comité a été chargé de la définition d'une stratégie commune visant la création de la Banque Centrale Africaine. La première réunion de ce Comité s'est tenue le 22 novembre 2007 au siège de la CUA à Addis-Abeba, en Ethiopie. Elle a recommandé la conduite d'une étude qui permettrait de donner les premiers éléments de la stratégie commune et du plan d'action de sa mise en œuvre.

Le Comité conjoint a décidé de confier la réalisation de l'étude susdite à un consultant. Ainsi, lors de sa 33^{ème} réunion ordinaire tenue le 21 août 2009 à Kinshasa, le Conseil des Gouverneurs a entériné le choix de la Banque Centrale Européenne (BCE) fait par les experts des banques centrales membres du Bureau de l'ABCA et ceux de la CUA, les 20 et 21 juillet 2009 à Addis-Abeba.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.16 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	Moyennes annuelles					
			2004	2005	2006	2007	2008 (r)	2009
Cuivre	New York	USD/tm	2 834,4	3 808,0	6 187,6	7 311,3	7 172,2	6 102,0
	Londres : 3 mois	USD/tm	2 867,3	3 724,5	6 338,5	7 249,7	6 801,3	5 155,2
	Paris ⁽¹⁾	EUR/tm	2 411,9	3 139,8	5 496,3	5 346,5	4 877,1	4 331,8
Etain	Londres : 3 mois	USD/tm	8 486,0	7 155,5	8 358,9	14 085,2	18 085,2	14 855,2
Zinc	Londres : 3 mois	USD/tm	1 047,5	1 410,8	3 163,2	3 321,5	1 892,4	1 655,1
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	22,3	23,1	24,9	22,6	26,5	13,7
Cobalt	Bruxelles ⁽²⁾	USD/lb	24,5	15,9	17,2	29,4	32,1	17,6
Or	New York	USD/o.t.	405,6	445,2	597,3	693,6	871,0	968,8
Pétrole	Arabie Saoudite ⁽³⁾	USD/baril	35,8	50,7	61,6	71,7	100,5	61,7
Argent	New York	Cts/o.t.	654,1	716,5	1 029,4	1 058,2	1 086,9	1 466,0

Sources : Bourse Les Echos et CEEC.

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles et non de la GCM-C.

(2) A partir de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Londres.

(3) A partir de 2008, la cotation est celle sur le Marché de New York.

Tableau III.17 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	Moyennes annuelles										
			2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (e)	2008 (r)	2009	
Café	Londres	Cts/lb	104,5	61,9	55,9	735,8	705,0	995,1	1 315,8	1 731,0	1 765,0	1 541,4	
			62,4	26,8	20,3	54,5	75,5	107,7	109,6	117,6	108,0	125,5	
			41,9	44,5	85,4	1 415,5	1 526,8	1 474,7	1 496,2	1 887,2	2 548,3	2 801,2	
Huile ⁽¹⁾	Anvers C.I.F	BEF/Kg	13,7	11,2	22,8	434,5	463,4	424,8	481,3	778,3	962,1	682,5	
			24,6	13,3	27,0	457,7	625,2	623,0	571,3	877,3	1 135,0	694,2	
			...	...	...	59,3	55,8	50,3	52,6	57,9	64,4	57,0	
Caoutchouc	Londres C.I.F.	Pence/Kg	45,9	50,4	68,0	103,4	111,6	129,0	147,7	170,8	194,9	190,9	
Bois Sapelli	Congo F.O.B.	FRF/m ³	992,6	1 348,8	1 170,7	1 259,8	1 215,2	1 237,5	1 226,4	...	...	...	
			...	...	...	...	...	...	...	...	272,6	292,2	286,4
			...	...	...	...	...	...	...	...	797,1	958,3	748,8

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) A partir de 2003, USD par tonne.

(2) AFRISTAT à partir de 2007.

Tableau III.18 Evolution des indices des cours des matières premières
(Indice 1990 = 100)

Périodes	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global ⁽¹⁾
2000	94,1	86,4	93,6
2001	95,0	63,2	92,8
2002	84,6	56,3	82,7
2003	99,4	67,9	105,0
2004	129,7	71,6	109,1
2005	145,5	94,8	111,5
2006	212,6	112,0	120,7
2007	227,2	136,9	123,0
2008 (p)	239,3	164,1	124,9
2009 (p)	218,5	138,1	121,8

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.19 Répartition des exportations par principaux pays de destination
(Valeur C.I.F.)

PAYS	En millions de XDR ⁽¹⁾									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (r)	2008 (r)	2009 (e)
1. Union Européenne	648,7	732,9	923,4	1 448,2	559,6	822,3	839,1	906,3	936,2	1 230,0
U.E.B.L.	567,7	682,6	860,0	1 348,8	356,4	522,9	466,4	456,6	408,8	362,1
France	14,3	17,2	21,7	34,0	8,8	109,3	30,2	132,2	51,4	125,4
Italie	21,2	-	-	-	9,4	17,9	23,2	22,8	17,6	19,6
République Fédérale d'Allemagne	4,8	15,7	19,8	31,0	5,1	17,7	15,4	13,8	12,7	15,1
Pays-Bas	27,4	3,4	4,3	6,7	1,3	7,7	23,3	29,5	36,4	60,0
Royaume-Uni	3,0	-	-	-	5,3	10,1	1,3	1,6	4,5	7,8
Irlande, Danemark et Grèce	0,4	-	-	-	0,2	0,3	114,2	1,1	2,1	3,7
Portugal	8,0	14,0	17,6	27,7	13,9	23,8	25,3	23,7	37,0	48,4
Espagne	1,9	-	-	-	1,8	3,9	3,9	4,9	-	3,5
Autres pays de l'U.E.	-	-	-	-	157,2	108,7	135,8	220,2	365,6	584,3
2. Amérique du Nord	180,8	204,2	257,3	403,5	81,6	244,8	78,7	189,9	243,7	293,2
3. Japon	42,1	47,5	59,8	93,9	5,7	3,0	2,3	2,8	22,2	42,5
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	42,3	47,8	60,2	94,5	98,2	3,1	18,5	1,9	8,8	10,8
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	913,9	1 032,4	1 300,7	2 040,1	745,1	1 073,1	938,5	1 100,9	1 210,8	1 576,6
5. Destinations diverses	189,2	213,8	269,4	422,5	509,6	295,4	648,2	1 499,1	5 659,0	2 794,4
Total	1 103,1	1 246,2	1 570,1	2 462,6	1 254,7	1 368,5	1 586,7	2 600,0	6 869,8	4 371,0

Sources : - FMI et OCDE.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2005, chiffres exprimés en millions de USD.

**Tableau III.20 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(Valeur F.O.B.)**

PAYS	En millions de XDR ⁽¹⁾									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (r)	2008 (r)	2009 (e)
1. Union Européenne	207,6	204,4	273,8	498,6	364,5	958,4	792,3	951,9	1 091,5	1 438,0
U.E.B.L. ⁽²⁾	93,6	93,5	125,2	228,1	130,3	554,2	247,5	314,0	427,4	524,5
France	24,2	25,6	34,3	62,5	90,4	142,6	192,4	207,1	198,8	232,0
Italie	15,3	6,4	8,6	15,6	18,1	36,3	54,2	80,7	100,2	131,4
République Fédérale d'Allemagne	29,3	45,7	61,2	111,5	48,8	72,6	79,6	102,2	129,4	152,8
Pays-Bas	23,2	25,3	33,9	61,7	26,1	65,0	75,3	92,9	141,5	176,2
Royaume-Uni	11,5	7,2	9,6	17,6	9,0	22,9	34,1	25,5	27,4	35,4
Irlande, Danemark et Grèce	6,6	-	-	-	16,8	24,2	36,5	36,6	6,4	9,0
Portugal	0,5	0,7	0,9	1,7	3,1	5,2	10,4	10,5	10,2	15,9
Espagne	3,4	-	-	-	7,9	11,3	21,2	22,4	-	21,4
Autres pays de l'U.E.	-	-	-	-	14,0	24,1	41,1	59,9	50,2	139,4
2. Amérique du Nord	37,9	50,1	67,1	122,2	55,1	84,6	97,3	142,3	152,3	207,8
3. Japon	12,2	16,1	21,6	39,4	7,5	18,6	26,0	22,3	40,6	53,6
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	10,5	13,8	18,5	33,8	407,4	38,3	52,5	47,8	14,7	103,3
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	268,3	284,5	381,1	694,0	834,4	1 099,8	968,0	1 164,3	1 299,1	1 802,7
5. Provenances diverses	263,8	348,7	467,1	850,7	512,9	469,9	1 294,3	1 998,2	5 426,7	3 146,3
Total	532,1	633,2	848,2	1 544,7	1 347,3	1 569,7	2 262,3	3 162,5	6 725,8	4 949,0

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2005, chiffres exprimés en millions de USD.

(2) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

Tableau III.21 Balance commerciale ⁽¹⁾

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de XDR ⁽²⁾		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
2000	31 482,5	15 186,1	16 296,4	1 103,1	532,1	571,0
2001	322 952,7	164 093,8	158 858,9	1 246,2	633,2	613,0
2002	705 493,0	381 121,7	324 371,3	1 570,1	848,2	721,9
2003	1 357 921,0	851 809,4	506 111,6	2 462,5	1 544,7	917,8
2004	499 742,0	536 629,6	-36 887,6	1 254,7	1 347,3	-92,6
2005	648 367,9	743 692,5	-95 324,6	1 368,5	1 569,7	-201,2
2006	742 654,9	1 058 869,5	-316 214,6	1 586,7	2 262,3	-675,6
2007 (r)	1 343 368,5	1 524 206,6	-180 838,1	2 600,0	2 950,0	-350,0
2008 (r)	1 840 336,8	2 206 075,4	-365 738,5	6 869,8	6 725,8	144,0
2009 (e)	3 133 519,0	4 175 044,4	-1 041 525,4	4 371,0	4 949,0	-578,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr Tableaux III.16 et III.17.

(2) A partir de 2005, en millions de USD.

Tableau III.22 Evolution des termes de l'échange
(Base 2000 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	113,0	119,0	95,0	1 020,9	1 075,4	94,9
2002	142,3	159,4	89,3	2 240,1	2 508,8	89,3
2003	223,2	290,3	76,9	4 412,7	5 738,4	76,9
2004	113,7	253,2	44,9	2 339,6	5 208,2	44,9
2005	124,1	295,0	42,1	2 058,7	4 895,5	42,1
2006	143,8	425,2	33,8	2 358,1	6 970,2	33,8
2007 ®	235,7	554,4	42,5	4 265,5	10 033,3	42,5
2008 ®	622,8	1 264,0	49,3	12 239,9	24 842,8	49,3
2009 (p)	396,2	930,1	42,6	11 192,8	26 272,2	42,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.23 Exportations de principaux produits végétaux et animaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007®	2008	2009
Bois (en m³)	24 926	32 441	44 871	89 726	139 482	155 670	182 282	251 898	187 360	147 953
Grumes	16 478	14 437	16 854	60 626	99 861	117 844	150 505	213 308	140 710	107 415
Sciés	8 215	18 004	28 010	20 369	34 616	30 062	25 253	35 959	46 650	40 538
Placages et divers	233	-	7	8731	5 005	7 764	6 524	2 631	-	-
Autres Produits (tm)	51 535	51 505	46 712	50 491	53 779	61 219	25 526	38 689	40 292	24 954
Thé	-	-	-	-	-	-	-	291	291	-
Café-robusta	14 421	5 587	6 078	3 536	4 406	4 309	3 666	8 070	10 358	4 506
Café-arabica	2 459	2 396	2 706	2 408	2 373	3 883	4 489	4 563	4 278	4 564
Caoutchouc	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269	6 678	5 193	-
Huile de palme	4 490	4 472	4 663	13 119	12 797	17 531	13 024	6 016	7 176	3 937
Huile de palmiste	159	719	313	696	603	111	128	253	986	-
Cacao	2 827	2 397	2 617	1 216	1 316	1 289	950	885	76	14
Pellets	21 099	30 361	25 730	23 415	26 888	26 309	-	-	-	-
Divers	4 040	3 468	3 254	2 861	2 558	2 209	-	11 933	11933	11 933

Sources : Ogefrem et OCC.

Tableau III.24 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Encours global	12 742,9	13 573,3	10 311,9	10 722,8	11 186,3	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8	12 467,7
* F.M.I.	500,8	509,3	528,5	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	1 602,4
* Club de Paris	8 771,2	9 499,0	5 998,5	6 007,5	6 418,8	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3	6 679,3
* Club de Kinshasa	419,3	461,4	449,1	524,0	438,6	471,6	612,7	586,3	540,3	609,2
* Club de Londres	37,2	37,2	57,9	58,8	58,1	28,6	28,6	41,4	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	2 271,4	2 293,1	2 917,7	3 048,1	3 125,2	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7	3 371,8
dont BAD	697,2	853,9	-	-	1 041,9	969,9	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0
* Autres	743,0	773,3	360,2	383,7	330,2	303,6	317,3	175,8	169,7	163,7
Service de la dette										
- Service dû	9 610,5	1 970,7	1 075,9	1 141,1	954,6	720,0	931,3	675,3	1 751,9	2 538,1
* F.M.I.	500,8	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	146,4	156,9
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	223,2	188,0	-	142,3	206,3	807,2	1 736,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	427,4	284,2	349,9	402,5	201,3	400,8	403,3
* Club de Londres	37,2	73,5	65,9	59,3	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	172,4	158,0	59,0	94,3	37,9	24,7	28,1	186,4	28,9
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	329,8	156,5	169,7	171,4
- Service effectué	0,0	645,4	32,2	124,4	89,5	143,5	142,6	163,0	378,7	208,0
* F.M.I.	-	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	135,4	134,3
* Club de Paris	-	-	-	91,8	44,3	67,5	66,0	-	-	-
* Club de Kinshasa	-	-	-	3,5	23,4	41,1	45,3	54,9	55,3	15,3
* Club de Londres	-	-	8,0	0,5	0,1	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	-	2,5	24,2	28,7	21,8	35,0	15,3	26,5	188,0	51,5
dont BAD	-	-	-	-	-	-	4,5	7,9	-	-
* Autres	-	-	-	-	-	-	12,5	11,4	-	6,9
- Arriérés	9 610,5	1 325,3	1 043,7	1 016,7	865,2	576,5	788,8	512,2	1 373,2	2 330,1
* F.M.I.	500,8	-	-	-	-	-	-	-	10,9	22,6
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	131,4	143,7	-67,5	76,3	206,3	807,2	1 736,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	423,9	260,8	308,8	357,2	146,4	345,5	388,0
* Club de Londres	37,2	73,5	57,9	58,8	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	169,9	133,8	30,3	72,6	2,9	9,4	1,6	-1,6	-22,6
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	317,3	145,2	169,7	164,5

Sources : OGEDEP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres et Banque Centrale du Congo.

Tableau III.25 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Stock	12 742,9	13 573,3	10 311,9	10 722,8	11 186,3	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8	12 467,7
* F.M.I.	500,8	509,3	528,5	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	1 602,4
* Club de Paris	8 771,2	9 499,0	5 998,5	6 007,5	6 418,8	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3	6 679,3
* Club de Kinshasa	419,3	461,4	449,1	524,0	438,6	471,6	612,7	586,3	540,3	609,2
* Club de Londres	37,2	37,2	57,9	58,8	58,1	28,6	28,6	41,4	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	2 271,4	2 293,1	2 917,7	3 048,1	3 125,2	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7	3 371,8
dont BAD	697,2	853,9	-	-	1 041,9	969,9	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0
* Autres	743,0	773,3	360,2	383,7	330,2	303,6	317,3	175,8	169,7	163,7
Encours	8 174,0	12 676,6	9 981,6	10 403,5	10 943,3	9 884,6	9 761,9	10 606,2	10 383,9	10 764,7
* F.M.I.	387,0	671,2	528,5	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	796,9
* Club de Paris	5 043,6	7 542,1	5 938,7	5 945,7	6 354,9	5 106,0	5 272,7	5 650,1	5 640,0	5 944,9
* Club de Kinshasa	308,4	391,0	307,8	352,5	340,7	363,2	255,5	439,9	396,9	463,9
* Club de Londres	37,2	36,3	28,6	28,6	28,8	28,6	28,6	28,6	28,6	28,6
* Institutions multilatérales	1 824,6	3 628,2	2 856,9	3 047,4	3 078,2	3 295,6	3 373,9	3 444,6	3 500,2	3 371,6
dont BAD	355,7	1 450,8	-	-	1 041,9	-	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0
* Autres	573,1	407,8	321,1	328,6	325,3	298,8	-	175,8	164,9	158,8
Service de la dette		-								
- Service dû	9 610,5	1 970,7	1 075,9	1 141,1	954,6	720,0	931,3	675,3	1 751,9	2 538,1
* F.M.I.	500,8	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	146,4	156,9
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	223,2	188,0	-	142,3	206,3	807,2	1 736,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	427,4	284,2	349,9	402,5	201,3	400,8	403,3
* Club de Londres	37,2	73,5	65,9	59,3	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	172,4	158,0	59,0	94,3	37,9	24,7	28,1	186,4	28,9
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	329,8	156,5	169,7	171,4
- Service effectué	0,0	645,4	32,2	124,4	89,5	143,5	142,6	163,0	378,7	208,0
* F.M.I.	-	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	135,4	134,3
* Club de Paris	-	-	-	91,8	44,3	67,5	66,0	-	-	-
* Club de Kinshasa	-	-	-	3,5	23,4	41,1	45,3	54,9	55,3	15,3
* Club de Londres	-	-	8,0	0,5	0,1	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	-	2,5	24,2	28,7	21,8	35,0	15,3	26,5	188,0	51,5
dont BAD	-	-	-	-	-	-	4,5	7,9	-	-
* Autres	-	-	-	-	-	-	12,5	11,4	-	6,86
- Arriérés	9 610,5	1 325,3	1 043,7	1 016,7	865,2	576,5	788,8	512,2	1 373,2	2 330,1
* F.M.I.	500,8	-	-	-	-	-	-	-	10,9	22,6
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	131,4	143,7	-67,5	76,3	206,3	807,2	1 736,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	423,9	260,8	308,8	357,2	146,4	345,5	388,0
* Club de Londres	37,2	73,5	57,9	58,8	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	169,9	133,8	30,3	72,6	2,9	9,4	1,6	-1,6	-22,6
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	317,3	145,2	169,7	164,5

Sources : OGEDEP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres et Banque Centrale du Congo.

Tableau III.26 Balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	Crédit										Débit									
	2000	2001 ⁽²⁾	2002 ⁽³⁾	2003 [*]	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2000	2001 ⁽²⁾	2002 ⁽³⁾	2003 [*]	2004	2005	2006	2007	2008	2009
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																				
A. Biens et services	873,5	959,7	1 263,0	1 522,2	2 319,3	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	900,4	1 043,9	1 425,3	1 922,5	2 828,1	3 859,6	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1
Balance commerciale	806,6	880,4	1 132,1	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	682,8	789,5	1 080,5	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0
1. Marchandises	806,6	880,4	1 132,1	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	682,8	789,5	1 080,5	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	66,9	79,3	130,9	144,6	402,2	343,1	432,9	392,5	828,1	650,0	217,6	254,4	344,8	427,9	776,7	1 169,2	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0
3. Transports	1,3	1,4	5,0	2,5	8,0	11,5	2,7	21,8	37,0	52,4	82,5	58,7	100,0	146,2	299,8	824,6	357,0	734,5	995,2	800,0
4. Voyages	0,6	0,7	1,3	5,6	3,0	3,2	3,1	0,7	0,7	24,0	29,6	62,7	40,4	51,9	49,4	53,5	92,7	108,7	126,7	121,2
5. Services de communications	6,9	8,4	13,5	6,8	34,0	28,5	57,5	62,3	101,4	92,5	0,8	0,9	0,3	0,5	1,4	1,2	1,0	1,0	1,4	33,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27,2	28,2	27,3	11,2	14,4	28,8	23,4	21,2	20,8	28,1	51,2
7. Service d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,0	18,0	10,7	43,2	58,2	89,4	23,4	93,4	213,7	249,6	197,1
8. Services financiers	2,6	3,0	4,8	2,4	22,7	19,1	38,5	41,7	67,9	69,7	5,3	12,0	7,5	31,8	34,1	89,6	27,2	28,4	46,7	72,0
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	4,7	6,2	10,1	5,1	41,9	35,2	49,6	53,8	125,0	108,5	2,7	2,5	1,0	1,3	2,6	2,1	1,9	1,9	2,6	34,3
11. Autres services aux entreprises	27,7	32,2	52,0	7,2	39,2	32,9	66,4	71,9	117,0	103,1	48,8	78,4	54,3	45,6	174,8	2,1	166,8	331,7	402,7	348,5
12. Scs personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-	-	-	-	0,6	0,5	1,0	1,1	1,8	24,8	1,4	0,9	0,3	0,5	2,9	2,4	2,2	2,1	2,9	34,5
13. Scs fournis ou reçus par les admin. publiques	23,0	27,4	44,3	114,9	252,8	212,3	214,1	139,1	377,4	127,7	0,4	0,2	86,7	77,6	93,3	146,9	142,4	174,8	243,7	124,8
B. Revenus	15,8	19,6	5,9	66,5	20,5	9,5	17,6	26,0	17,7	26,0	409,3	423,4	319,5	245,5	305,4	64,5	474,5	687,5	935,8	805,0
14. Rémunérations des salariés	1,0	3,7	1,9	5,6	19,9	8,9	12,8	8,8	14,7	19,5	2,4	4,5	5,0	5,0	27,9	32,3	31,5	26,4	37,4	30,9
15. Revenus des investissements	14,8	15,8	4,0	60,9	0,6	0,6	4,9	17,2	3,1	6,5	406,9	418,9	314,5	240,5	277,5	32,3	443,0	661,1	898,4	774,1
C. Transferts courants	210,3	381,0	629,5	767,8	695,1	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	127,4	119,1	152,7	248,2	233,9	195,8	481,7	622,6	742,5	303,2
16. Transferts publics	144,9	289,3	498,3	588,4	475,7	752,6	819,1	909,1	1 243,0	1 385,9	0,3	0,2	19,5	62,1	36,4	30,5	129,6	168,5	202,8	76,0
17. Transferts privés	65,4	91,8	131,2	179,4	219,4	191,0	384,0	575,3	495,4	318,4	127,2	118,8	133,3	186,0	197,5	165,3	352,1	454,0	539,6	227,2
TOTAL (A + B + C)	1 099,6	1 360,3	1 898,4	2 356,6	3 035,0	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 453,9	6 751,3	1 437,2	1 586,4	1 897,5	2 416,2	3 367,5	4 119,9	4 753,7	8 184,9	10 503,7	7 874,2
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																				
D. Capital	59,4	-	-	-	30,4	59,1	151,5	54,8	170,5	403,8	181,4	-	-	-	64,5	150,4	69,9	56,3	60,5	259,8
D.1. Transferts des capitaux	59,4	-	-	-	30,3	59,1	151,5	52,6	170,5	401,0	181,4	-	-	-	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6
Capitaux publics	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux privés	59,4	-	-	-	-	1,5	0,1	1,6	53,5	174,0	181,4	-	-	-	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6
20. Transferts des migrants	-	-	-	-	-	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	59,4	-	-	-	-	0,13	1,6	53,5	174,0	181,4	-	-	-	-	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	-	-	-	-	0,1	-	-	2,2	-	2,88	-	-	-	-	2,7	-	0,1	0,0	0,6	0,3
E. Opérations financières	79,6	148,0	591,2	580,3	1 255,3	657,1	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	459,8	461,7	555,4	689,4	1 148,8	321,6	1 270,7	2 958,7	2 983,0	2 240,5
24. Investissements directs	72,0	80,3	141,1	391,3	409,0	-	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	-	-	16,5	23,4	7,6	13,4	18,4	14,3	54,1	34,8
25. Investissements de portefeuille	-	53,0	-	-	0,0	-	0,1	0,0	0,1	0,0	44,7	54,7	119,3	146,5	505,6	13,4	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4
26. Autres investissements	7,6	14,7	450,1	189,1	846,2	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	415,1	407,0	419,5	519,6	635,6	294,7	839,0	1 110,8	1 353,9	1 016,3
TOTAL (D + E)	139,0	148,0	591,2	580,3	1 285,6	716,2	1 353,8	2 958,4	3 445,1	2 958,4	641,2	461,7	555,4	689,4	1 213,4	471,9	1 340,6	3 015,0	3 043,5	458,0
F. Erreurs et omissions	120,4	-	-	-	16,0	-	-	-	16,0	-	-	180,79	79,51	145,50	247,0	-	42,70	80,76	-	247,0
Total (A à F)	1 358,9	1 508,3	2 489,6	2 936,9	4 336,6	4 415,2	5 712,1	11 009,2	12 915,0	9 709,6	2 078,4	2 228,9	2 532,4	3 251,1	4 580,9	4 591,8	6 136,9	11 280,6	13 547,2	10 621,6

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la Balance des Paiements du FMI.

(2) 1 USD = 1,273 DTS

(3) 1 USD = 1,330 DTS

* En millions de XDR avant 2003.

Tableau III.27 Solde de la balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-21,0	-67,5	-122,1	-400,2	-508,8	-1 113,7	-665,7	-1 101,5	-1 127,6	-1 745,1
Balance commerciale	96,5	72,9	38,8	-116,9	-134,2	-287,7	-192,8	332,3	144,0	-578,0
1. Marchandises	96,5	72,9	38,8	-116,9	-134,2	-287,7	-192,8	332,3	144,0	-578,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-117,5	-140,4	-160,9	-283,4	-374,5	-826,0	-472,9	-1 433,8	-1 271,5	-1 167,1
3. Transports	-63,3	-46,0	-71,4	-143,7	-291,9	-813,1	-354,3	-790,9	-958,3	-747,6
4. Voyages	-22,6	-49,7	-29,4	-46,3	-46,4	-50,3	-89,7	-108,0	-126,0	-97,3
5. Services de communications	4,8	6,0	9,9	6,4	32,5	27,4	56,5	61,3	100,0	59,0
6. Services de bâtiment et travaux publics	-22,0	-21,9	-8,4	-14,4	-28,8	-23,4	-21,2	-20,8	-28,1	-24,0
7. Service d'assurance	-14,0	-8,6	-32,5	-58,2	-89,4	-23,4	-93,4	-241,6	-249,6	-177,1
8. Services financiers	-2,1	-7,2	-2,0	-29,3	-11,4	-70,5	11,3	13,4	21,2	-2,2
9. Services d'informatique et d'information	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
10. Redevances et droits de licence	1,6	3,0	6,8	3,8	39,2	33,0	47,7	51,9	122,4	74,3
11. Autres services aux entreprises	-16,4	-37,1	-1,7	-38,4	-135,6	30,8	-100,4	-259,8	-285,7	-245,4
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-1,1	-0,7	-0,2	-0,5	-2,3	-1,9	-1,1	-1,0	-1,0	-9,6
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	17,6	21,8	-31,9	37,3	159,5	65,4	71,6	-138,2	133,7	2,9
B. Revenus	-306,7	-323,9	-235,8	-179,0	-284,9	-55,0	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9
14. Rémunérations des salariés	-1,1	-0,6	-2,3	0,6	-8,0	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4
15. Revenus des investissements	-305,6	-323,3	-233,5	-179,6	-277,0	-31,6	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5
C. Transferts courants	64,6	210,1	358,6	519,7	461,2	747,9	721,4	1 374,9	995,9	1 401,1
16. Transferts publics	112,7	231,8	360,2	526,3	439,3	722,1	689,5	1 253,3	1 040,1	1 309,9
17. Transferts privés	-48,1	-21,7	-1,6	-6,6	21,9	25,7	31,9	121,6	-44,3	91,1
TOTAL (A + B + C)	-263,1	-181,3	0,7	-59,6	-332,5	-420,8	-401,3	-388,0	-1 049,8	-1 123,0
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-95,1	-	-	-	-34,2	-91,3	81,7	-1,5	110,0	144,0
D.1. Transferts des capitaux	-95,1	-	-	-	-31,6	-91,3	81,8	-3,7	110,6	141,4
Capitaux publics	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0
18. Remises de dettes	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19. Autres transferts	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0
Capitaux privés	-95,1	-	-	-	-61,9	-148,8	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6
20. Transferts des migrants	0,0	-	-	-	-	1,5	-	-	-	-
21. Remises de dettes	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-95,1	-	-	-	-61,9	-150,4	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	-	-	-	-2,6	0,0	-0,1	2,2	-0,6	2,6
E. Opérations financières	-296,3	-251,6	27,0	-109,1	106,4	335,5	-68,5	98,9	291,5	314,0
24. Investissements directs	56,1	64,4	93,7	367,8	401,5	-13,4	237,8	1 793,7	1 672,8	629,0
25. Investissements de portefeuille	-34,8	-1,4	-89,7	-146,5	-505,6	-13,4	-413,2	-1 679,6	-1 574,9	-1 189,4
26. Autres investissements	-317,6	-314,6	23,0	-330,5	210,6	362,4	107,0	-15,2	193,7	874,4
TOTAL (D + E)	-391,4	-251,6	27,0	-109,1	72,3	244,3	13,2	97,4	401,6	458,0
F. Erreurs et omissions	93,8	145,0	-59,8	-145,5	16,0	-	-42,7	19,7	16,0	-247,0
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-560,7	-287,9	-32,2	-314,2	-244,3	-176,6	-430,8	-271,0	-632,2	-912,0
Moyens de financement	560,7	578,1	32,2	262,4	244,2	195,1	430,8	271,5	632,2	912,0
G. Financement traditionnel	556,6	578,1	32,2	-15,4	-60,8	0,6	-29,8	-292,5	-17,9	469,0
1. Arriérés (réduction -)	539,9	548,2	-	-	-	-	-	-	-	907,0
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-	-	-	-	-60,8	0,6	-29,8	-292,5	-17,9	-438,0
- Crédit net du FMI (réduction -)	13,0	12,2	-	74,6	117,0	-20,3	44,1	-35,6	-59,3	154,0
- Prêts FRPC	-	-	-	74,6	117,0	-20,3	-	-	-149,1	-
- Achats	-	-	-	-	-	-	-	-	-8,3	-
- Rachats	13,0	12,2	-	-	-	-	-	-	-140,7	-
- Variations d'arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	-	44,1	-	89,8	-
- Autres réserves nettes (accroissement -)	3,7	17,7	32,2	-90,0	-177,8	20,8	-73,9	-163,2	105,9	-
H. Financement exceptionnel	4,1	0,0	0,0	329,6	305,0	194,5	460,6	564,0	41,4	443,0
1. Consolidation des arriérés	-	-	-	121,6	-	-	121,6	-	87,6	0,0
2. Allègement de la dette	4,1	-	-	259,8	305,0	194,5	339,0	-	510,9	443,0
- Rééchelonnement dette extérieure	4,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	-	-	-	259,8	305,0	194,5	339,0	564,0	-	443,0
* Naples flux	-	-	-	118,2	-	-	-	-	-	-
* Cologne flux (Initiative PPTE)	-	-	-	141,6	305,0	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-	-	-	-51,8	-	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-	-	-	-51,8	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En millions de XDR avant 2003.

Tableau III.28 Prévisions de la balance des paiements 2010
(en millions de USD)

Compte des transactions courantes	-2 529
Balance commerciale	-764
Exportations, f.o.b.	6 483
Importations, f.o.b.	-7 247
dont: importations liées à l'aide	-1 687
Balance des services	-1 638
Recettes	615
Dépenses	-2 253
dont: importations liées à l'aide	-612
Balance des revenus	-1 015
Recettes	27
Dépenses	-1 042
dont: paiement des intérêts	-70
Balance des transferts courants sans contrepartie	887
dont: aide officielle	805
Compte de capital et financier	2 963
Compte de capital	1 078
Publics	711
dont: investissement direct étranger	805
Autres secteurs privés non bancaires (net)	357
Solde avant erreurs et omissions	434
Erreurs et omissions	0
Solde global	434
Financement	-5 174
Variation nette des arriérés (hors FMI)	-4 465
Réserves nettes du système bancaire (augmentation -)	-709
Banque centrale	-661
dont: crédit net du FMI	-385
Banques commerciales	-48
Besoin de financement avant aide exceptionnelle	-4 740
Aide exceptionnelle	4 542
Consolidation des arriérés	4 465
Allègement du service de la dette	78
Ecart de financement	-197,6

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau III.29 Répartition des recettes d'exportation
de marchandises par groupe d'entreprises
(en milliers de USD) ⁽¹⁾**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Entreprises minières	295 000	289 200	472 392	763 185	1 198 836	1 268 826	1 871 688	5 108 501	5 687 188	4 209 754
Gécamines ⁽²⁾	106 300	65 900	43 463	42 321	112 646	121 604	367 248	266 878	211 917	112 612
MIBA ⁽³⁾	58 000	51 200	54 759	102 268	97 594	77 921	29208	7 418	10 042	0
Sengamines ⁽³⁾	-	-	2 337	16 151	11 817	7 742	-	-	-	-
Comptoirs diamant ⁽³⁾	125 200	141 000	241 151	523 856	616 657	805 993	642 141	617 515	499 603	208 838
KDC ⁽³⁾	-	-	-	-	1 418	-	-	450	-	-
Kilo-Moto ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptoirs d'Or ⁽⁴⁾	-	8 600	7 218	-	-	-	1525	2 118	3 626	6 058
Sodimico ⁽⁵⁾	3 700	1 600	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 800	20 900	123 464	78 589	358 702	255 566	831 566	4 214 122	4 961 999	3 882 247
B. Entreprises agricoles	21 700	34 900	10 359	25 941	42 685	52 778	86 042	129 813	129 765	47 132
C. Entreprises industrielles et non définies	158 000	166 100	161 148	262 924	377 837	473 505	503 213	659 972	825 178	56 131
Sous-total	474 700	490 200	643 900	1 052 050	1 619 358	1 795 109	2 460 943	5 898 286	6 642 131	4 313 018
D. Ajustements	153 900	214 600	207 524	325 639	297 833	276 550	243 125	249 615	227 642	58 015
-Produits miniers	150 400	203 000	199 417	314 314	281 566	265 978	213 279	204 060	168 133	30 336
Diamant	150 200	169 200	192 921	314 314	281 566	265 978	211 907	202 154	164 869	24 884
Autres	200	33 800	6 496	-	-	-	1 373	1 906	3 264	5 452
-Produits agricoles	3 500	9 600	6 435	8 312	11 754	5 383	25 304	42 202	56 453	22 384
Café	3 500	9 500	6 422	7 415	10 793	4 856	22 603	38 682	53 377	22 379
Autres	-	100	13	897	961	528	2 702	3 520	3 077	5
-Produits industriels	-	2 000	1 672	3 013	4 513	5 189	4 542	3 353	3 056	5 295
Total des recettes d'exportation des marchandises	628 600	704 800	851 423	1 377 689	1 917 191	2 071 659	2 704 069	6 147 902	6 869 781	4 371 033

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Situation en milliers de XDR avant 2003.

(2) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium.

(3) Diamant industriel et artisanal.

(4) Or.

(5) Cuivre.

**Tableau III.30 Répartition des paiements d'importation
de marchandises par mode de financement ⁽¹⁾**
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Ressources propres ⁽²⁾	350,1	390,0	458,3	746,3	974,6	1 400,4	1 889,1	2 309,0	4 063,1	3 620,1
B. Ressources extérieures	182,0	243,2	354,4	747,9	1 076,8	1 073,2	1 002,4	2 948,1	2 662,7	1 328,9
1. Dons et contributions assimilables	116,0	152,6	262,6	249,4	302,3	494,6	480,6	953,2	829,2	398,7
Etat	91,3	134,3	262,6	249,4	302,3	494,6	480,6	953,2	829,2	398,7
Particuliers et organismes bénévoles	24,7	18,3	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Prêts à des conditions spéciales	-	-	-	97,1	145,8	207,7	185,0	-	-	-
Etat	-	-	-	97,1	145,8	207,7	185,0	-	-	-
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Capitaux	66,0	90,6	91,8	401,4	628,7	371,0	336,8	1 994,9	1 833,5	930,3
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	19,8	26,2	29,5	287,2	539,3	288,0	264,0	1 920,0	1 765,2	900,0
Apports non contrôlés	46,2	64,4	62,3	114,2	89,3	83,0	72,8	74,9	68,3	30,3
Total	532,1	633,2	812,7	1 494,3	2 051,4	2 473,6	2 891,6	5 257,1	6 725,8	4 949,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) Cf tableau III.32.

(*) Situation en millions de XDR avant 2003.

**Tableau III.31 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit
(en milliers de USD) ⁽¹⁾**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produits miniers et hydrocarbures	773 016	812 453	1 097 760	1 328 371	1 840 187	2 318 661	2 570 335	5 924 772	6 623 860	4 240 090
Cuivre	41 448	47 505	44 343	18 992	57 122	117 669	440 816	2 039 892	2 458 129	1 648 654
Cobalt	94 702	92 392	175 268	101 766	406 989	584 969	528 853	2 310 255	2 540 866	1 710 294
Zinc	257	873	2 326	151	5 320	21 408	229 144	110 830	24 881	31 284
Diamant	427 828	452 610	653 029	956 589	1 009 053	1 157 633	883 631	827 537	674 514	233 721
Or	-	20 324	18 234	-	-	-	2 898	4 024	6 890	6 058
Cassitérite	-	-	-	-	-	-	-	17 822	136 241	113 472
Cuivre Sodimico	4 748	1 621	-	-	-	-	-	-	-	-
Pétrole brut	201 723	197 128	204 561	250 873	359 786	432 923	452 240	612 211	772 250	486 522
Autres	2 310	-	-	-	1 918	4 059	32 753	2 201	10 088	10 085
Produits agricoles	32 337	55 485	23 282	35 144	54 439	58 161	97 978	164 278	178 449	77 286
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	7 443	19 700	14 230	13 249	17 988	8 093	37 803	64 470	88 961	37 298
Thé	-	-	-	-	-	-	87	1	1	-
Cacao	-	-	758	3 264	2 861	922	171	2 091	214	30
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	385	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	-	1 122	220	2 690	4 279	3 773	7 615	17 027	16 276	-
Bois	22 841	33 291	7 275	15 942	29 312	45 373	52 301	80 689	72 964	39 958
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 668	1 372	800	-	-	-	-	-	34	-
Produits industriels	1 283	12 469	11 116	15 064	22 565	25 945	30 429	58 884	67 472	53 656
Ciment	-	12 469	7 122	12 249	15 183	16 431	19 658	13 762	12 278	15 704
Produits chimiques	-	-	-	1 342	379	1 089	845	845	845	845
Sucre de canne	-	-	-	-	6 298	7 370	7 770	7 770	7 770	7 770
Divers	1 283	-	3 994	1 474	704	1 055	2 156	36 506	46 579	9 670
Total	806 636	880 407	1 132 159	1 378 580	1 917 191	2 402 767	2 698 743	6 147 934	6 869 781	4 371 033

Source: Banque Centrale du Congo et CEEC.

(1) En milliers de XDR avant 2003.

Tableau III.32 Répartition des paiements d'importation des marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres ⁽¹⁾
(en milliers de USD) ⁽²⁾

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Biens de consommation	133 600	132 624	302 790	352 507	510 194	1 001 008	1 396 755	1 450 599	1 303 865
Alimentation, boissons, tabacs	79 600	79 044	180 463	210 094	304 076	596 601	832 466	864 557	777 103
Textiles, habillement	3 300	3 316	7 570	8 813	12 755	25 025	34 919	36 265	32 597
Autres biens non durables	15 400	15 252	34 821	40 538	58 672	115 116	160 627	166 819	149 944
Biens de consommation durables	35 300	35 013	79 937	93 062	134 691	264 266	368 743	382 958	344 220
B. Energie	63 100	126 718	183 209	226 053	430 976	535 162	683 702	1 094 162	678 921
Matières brutes	100	253	366	452	862	1 070	1 367	2 188	1 358
Matières élaborées	63 000	126 465	182 843	225 601	430 114	534 092	682 335	1 091 974	677 563
C. Matières premières et semi-produits	67 200	48 946	71 783	84 324	113 064	148 967	182 170	306 818	203 436
Destinés à l'alimentation	31 500	22 907	33 595	39 464	52 914	69 717	85 255	143 591	95 208
Destinés à l'agriculture	1 500	1 126	1 651	1 939	2 600	3 426	4 190	7 057	4 679
Textiles, cuirs, caoutchouc	7 700	5 629	8 255	9 697	13 002	17 131	20 950	35 284	23 395
Produits chimiques, colorants	15 400	11 209	16 438	19 310	25 892	34 114	41 717	70 261	46 587
Matériaux de construction	3 400	2 447	3 589	4 216	5 653	7 448	9 108	15 341	10 172
Minerais et produits métalliques	5 000	3 671	5 384	6 324	8 480	11 173	13 663	23 011	15 258
Autres	2 700	1 958	2 871	3 373	4 523	5 959	7 287	12 273	8 137
D. Biens d'équipement	56 400	66 609	76 639	98 755	150 097	1 206 516	3 353 453	3 874 250	2 762 775
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	5 100	5 995	6 897	8 888	13 509	108 586	301 811	348 683	248 650
Véhicules routiers non domestiques	29 500	34 903	40 159	51 748	78 651	632 215	1 757 210	2 030 107	1 447 694
Autres matériels de transport	2 100	2 465	2 836	3 654	5 554	44 641	124 078	143 347	102 223
Machines pour industries spécialisées	1 900	2 265	2 606	3 358	5 103	41 022	114 017	131 725	93 934
Autres	17 800	20 982	24 141	31 108	47 281	380 053	1 056 338	1 220 389	870 274
Total	390 100	458 286	746 336	974 625	1 400 438	2 891 654	5 616 081	6 725 830	4 948 997

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) En milliers de XDR avant 2003.

Tableau III.33 Cours interbancaires des devises ⁽¹⁾
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR
2000										
Décembre	50,00	72,33	6,77	29,30	1,10	45,02	6,77	64,53	44,43	5,09
2001										
Décembre	320,08	458,85	43,57	194,04	6,74	242,75	41,45	385,49	271,90	27,74
2002										
Décembre	377,40	584,43	...	253,13	...	322,84	56,80	530,72	394,11	40,06
2003										
Décembre	369,37	646,17	...	291,79	...	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77
2004										
Décembre	440,56	849,03	...	384,69	...	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95
2005										
Décembre	437,07	762,22	...	334,64	...	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69
2006										
Décembre	521,85	1 023,92	...	431,42	...	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04
2007										
Décembre	500,56	1 010,98	...	438,53	...	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99
2008										
Janvier	523,28	1 030,58	...	473,85	...	483,55	117,20	827,52	768,82	74,93
Février	546,15	1 073,42	...	500,80	...	509,47	122,82	865,72	805,64	71,65
Mars	554,37	1 109,95	...	545,75	...	547,66	130,86	902,58	858,41	69,60
Avril	558,38	1 105,79	...	552,21	...	545,92	134,27	914,79	880,74	71,54
Mai	558,00	1 096,06	...	534,60	...	535,04	132,38	906,26	868,37	73,36
Juin	559,33	1 098,27	...	538,35	...	524,30	132,52	905,74	869,55	70,48
Juillet	558,47	1 110,44	...	544,24	...	523,28	133,88	910,62	880,75	73,11
Août	559,12	1 057,41	...	516,73	...	511,20	127,68	887,39	837,52	72,97
Septembre	560,60	1 009,25	...	505,95	...	525,38	122,95	881,66	806,47	69,95
Octobre	567,47	963,17	...	497,27	...	565,56	115,44	894,45	757,23	59,20
Novembre	582,25	896,90	...	490,51	...	614,89	113,24	862,52	742,77	57,84
Décembre	606,04	905,30	...	529,92	...	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88
2009										
Janvier	680,77	981,74	...	604,61	...	753,87	137,85	1 200,49	904,27	68,84
Février	728,98	1 050,59	...	625,99	...	790,33	142,18	1 085,09	932,84	72,83
Mars	790,88	1 125,17	...	685,34	...	808,37	157,54	1 170,58	1 033,37	79,70
Avril	835,40	1 226,08	...	726,91	...	845,17	167,83	1 244,70	1 100,88	92,36
Mai	787,90	1 212,67	...	710,64	...	815,67	163,64	1 196,96	1 074,04	93,94
Juin	766,27	1 250,37	...	708,64	...	792,35	163,56	1 183,15	1 072,87	95,45
Juillet	770,86	1 261,51	...	714,62	...	816,06	164,24	1 197,09	1 085,92	96,85
Août	802,59	1 326,97	...	750,30	...	845,20	174,35	1 251,55	1 143,66	101,07
Septembre	841,06	1 376,77	...	807,27	...	918,72	186,54	1 326,72	1 223,63	112,03
Octobre	869,38	1 404,46	...	850,41	...	963,45	196,34	1 381,87	1 287,88	116,34
Novembre	898,82	1 489,76	...	883,82	...	1 005,22	203,96	1 437,26	1 337,88	119,16
Décembre	905,53	1 469,33	...	879,35	...	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

Tableau III.34 Ecart entre les taux de change interbancaire et parallèles
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2005						
Décembre	431,28	-	434,31	-	0,7	-
2006						
Janvier	433,02	-	437,52	-	1,0	-
Février	435,05	-	438,23	-	0,7	-
Mars	438,03	-	444,52	-	1,5	-
Avril	440,24	-	442,83	-	0,6	-
Mai	449,04	-	450,07	-	0,2	-
Juin	449,66	-	452,87	-	0,7	-
Juillet	463,79	-	462,37	-	-0,3	-
Août	470,36	-	476,81	-	1,4	-
Septembre	503,67	-	509,73	-	1,2	-
Octobre	533,41	-	536,48	-	0,6	-
Novembre	529,28	-	533,49	-	0,8	-
Décembre	503,43	-	515,93	-	2,5	-
2007						
Janvier	540,20	694,41	543,75	-	0,7	-
Février	562,62	744,52	562,08	-	-0,1	-
Mars	553,23	737,78	557,08	-	0,7	-
Avril	545,95	741,16	546,87	-	0,2	-
Mai	495,47	665,77	501,59	-	1,2	-
Juin	496,18	670,50	494,33	-	-0,4	-
Juillet	494,98	678,26	491,94	-	-0,6	-
Août	495,06	673,84	496,60	-	0,3	-
Septembre	499,24	709,08	497,86	-	-0,3	-
Octobre	497,28	716,78	499,78	-	0,5	-
Novembre	502,85	742,34	501,00	-	-0,4	-
Décembre	502,99	729,81	504,72	-	0,3	-
2008						
Janvier	535,02	793,57	548,87	-	2,6	-
Février	551,36	836,96	555,09	-	0,7	-
Mars	554,00	875,65	559,20	-	0,9	-
Avril	557,98	867,86	560,23	-	0,4	-
Mai	558,86	866,75	559,64	-	0,1	-
Juin	554,57	873,13	561,91	-	1,3	-
Juillet	559,29	873,83	561,16	-	0,3	-
Août	558,91	821,74	562,43	-	0,6	-
Septembre	564,22	805,84	568,67	-	0,8	-
Octobre	572,39	728,43	579,40	-	1,2	-
Novembre	588,05	749,66	598,53	-	1,8	-
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-
2009						
Janvier	710,37	934,53	715,69	-	0,7	-
Février	747,07	961,84	774,22	-	3,6	-
Mars	823,51	1 109,71	828,26	-	0,6	-
Avril	825,99	1 089,50	798,47	-	-3,3	-
Mai	775,49	1 088,26	782,55	-	0,9	-
Juin	756,17	1 063,46	767,50	-	1,5	-
Juillet	789,73	1 116,27	798,25	-	1,1	-
Août	824,89	1 175,33	829,50	-	0,6	-
Septembre	860,13	1 251,83	866,70	-	0,8	-
Octobre	882,62	1 305,56	896,00	-	1,5	-
Novembre	909,27	1 355,16	912,50	-	0,4	-
Décembre	902,66	1 292,00	904,60	-	0,2	-

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

Au cours de l'année 2009, la situation monétaire a été globalement marquée par des tensions sur la liquidité et sur les prix. Ces tensions se sont traduites par le dépassement des objectifs de la politique monétaire par rapport à la programmation. Ainsi, la Banque Centrale du Congo a été amenée à durcir, à plusieurs reprises, son dispositif de politique monétaire.

En ce qui concerne les objectifs de la politique monétaire, le taux d'inflation s'est établi à 53,4 % contre une cible de 48,7 %. La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues respectivement de 24,9 % et 48,2 % contre une variation programmée de 19,6 % et 33,8 %.

S'agissant de la mise en œuvre de la politique monétaire, trois phases ont été observées :

1. Au premier mois de l'année, la BCC a procédé à des resserrements monétaires, via deux ajustements à la hausse du taux directeur, en réaction aux pressions sur la liquidité et sur les prix découlant essentiellement des effets décalés de la détérioration de la situation financière du secteur public au dernier trimestre 2008 ;
2. De février à juillet, le dispositif de politique monétaire mis en place à la période précédente a été maintenu en raison du ralentissement de l'inflation et de la dépréciation monétaire. Cette évolution favorable tient notamment à l'ajustement budgétaire et au relais de la politique de change ;
3. Au mois d'octobre, la BCC a de nouveau recouru à une politique restrictive pour faire face aux tensions réapparues au troisième trimestre de l'année. Dans ce cadre, un nouveau relèvement du taux directeur a été opéré couplé avec celui du coefficient de la réserve obligatoire. Par ailleurs, une augmentation de la fourchette d'appels d'offres du billet de trésorerie a été effectuée.

Il convient de relever qu'au premier semestre 2009, le taux directeur, en termes réels, est demeuré négatif à la suite de la montée de l'inflation. A partir de mi juin, la marge du taux directeur est redevenue positive à la faveur du ralentissement notable de l'inflation.

CHAPITRE I

SITUATION MONETAIRE

I.1. EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

I.1.1. Base monétaire

En 2009, la croissance de l'offre de monnaie centrale a connu un ralentissement. En effet, la base monétaire s'est accrue de 24,9 % contre 33,0 % une année plus tôt. L'augmentation de la base monétaire est essentiellement localisée au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts des banques, lesquels se sont accrus respectivement de 23,2 % et 24,0 %.

Tableau IV.1 Evolution de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2007	2008	2009	Variation 2008 (en %)	Variation 2009 (en %)
Base monétaire	288,5	383,7	479,2	33,0	24,9
Base monétaire (sens strict)	283,6	378,1	471,7	33,3	24,8
Circulation fiduciaire	243,8	320,3	394,7	31,4	23,2
Dépôts des banques	38,7	56,2	69,7	45,2	24,0
Autres dépôts	1,0	1,6	7,4	60,0	362,5
Dépôts en devises	1,9	2,7	3,4	42,1	25,9
Provisions pour importations	3,0	2,9	4,2	-3,3	44,8

Source : Banque Centrale du Congo.

L'examen de la structure de la base monétaire en 2009 révèle la baisse légère du poids relatif des billets en circulation (82,4 % contre 83,5 % en 2008) et des dépôts des banques (14,5 % contre 14,6 % une année auparavant) en faveur des autres composantes. Une légère augmentation des provisions pour importations a été observée (de 0,8 % en 2008 à 0,9 % en 2009).

L'expansion de la base monétaire en 2009 tient à l'accroissement des avoirs intérieurs nets de 177,3 milliards de CDF, induit essentiellement par la croissance des créances sur les banques de 51,2 milliards et des autres postes nets de 197,7 milliards. Il convient de relever que la hausse des autres postes nets est liée, d'une part, à l'augmentation du poste réévaluation en raison de la dépréciation monétaire observée

au cours de l'année sous revue et, d'autre part, au reclassement des allocations des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) dans les avoirs extérieurs nets. En ce qui concerne les créances, l'expansion constatée est expliquée par l'appui accordé au système bancaire pour prévenir le risque systémique.

Tableau IV.2 Contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2007	2008	2009	Variation 2008 (en %)	Variation 2009 (en %)
Avoirs extérieurs nets	-333,3	-475,9	-557,6	42,8	17,2
Avoirs intérieurs nets	621,7	859,6	1 036,90	38,3	20,6
Créances nettes sur l'Etat	198,7	272,4	200,3	37,1	-26,5
Créances sur les banques	4,4	19,7	70,9	347,7	259,9
Autres créances	3,5	3,0	3,6	-14,3	20,0
Autres postes nets	415,1	564,4	762,1	36,0	35,0

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils ont enregistré une contraction de 81,8 milliards de CDF en raison des cessions importantes des devises par la BCC, dans le cadre de sa politique de change, pour contrer la dépréciation accélérée de la monnaie nationale.

I.1.2. Masse monétaire

Au cours de l'année 2009, un ralentissement de l'expansion de la masse monétaire a été observé, l'ensemble des moyens de paiements s'étant accru de 48,2 % contre 58,1 % en 2008.

Tableau IV.3 Evolution de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

	2007	2008	2009	Variation 2008 (en %)	Variation 2009 (en %)
Masse monétaire	658,8	1 041,4	1 543,6	58,1	48,2
Masse monétaire (sens strict)	300,3	998,5	1 501,9	232,5	50,4
Circulation fiduciaire	233,3	304,6	381,5	30,6	25,2
Dépôts à vue	67	87,9	98,4	31,2	11,9
Quasi-monnaie	341	606	1022	77,7	68,6
Dépôts à terme en MN	2,5	1,3	3,5	-48,0	169,2
Dépôts en devises	338,5	604,7	1 018,50	78,6	68,4
Provisions pour importations	17,6	42,9	41,7	143,8	-2,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Ce ralentissement a été plus remarquable pour la quasi-monnaie (hausse de 68,6 % contre 77,7 % en 2008) que pour le stock monétaire (25,2 % d'augmentation en 2009 contre 30,6 % en 2008). Le comportement de la quasi-monnaie est imputable à la baisse du rythme d'expansion des dépôts en devises, tenant aux effets de la crise financière et économique internationale.

L'évolution de la masse monétaire est expliquée par l'expansion des avoirs extérieurs nets de 255,8 milliards de CDF et par celle des avoirs intérieurs nets de 246,3 milliards. L'accroissement de ces derniers est essentiellement lié à l'augmentation du crédit au secteur privé de 44,4 %.

La position nette du Gouvernement s'est significativement améliorée au cours de l'année 2009. En effet, le crédit net à l'Etat a enregistré un recul de 76,1 milliards de CDF à la faveur de l'ajustement budgétaire opéré au dernier trimestre de l'année.

Tableau IV.4 Contrepartie de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

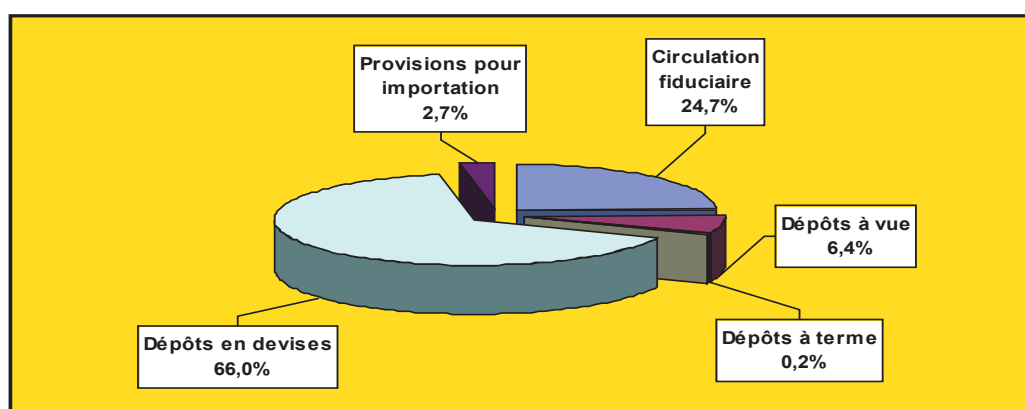
	2007	2008	2009	Variation 2008 (en %)	Variation 2009 (en %)
Avoirs extérieurs nets	-172,6	-296,8	-41,0	-72,0	86,2
Avoirs intérieurs nets	831,4	1 338,2	1 584,5	61,0	18,4
Créances nettes sur l'Etat	176,2	248,9	172,8	41,3	-30,6
Crédit au secteur privé	197,1	475,4	686,9	141,2	44,5
Autres postes nets	458,1	613,9	725,0	34,0	18,1

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.3. Préférences monétaires des agents économiques

Les préférences des agents économiques en matière de détention des actifs monétaires se sont confortées en 2009 en faveur des dépôts bancaires essentiellement en devises.

Graphique IV.1 Structure de la masse monétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

En effet, la préférence pour les billets a diminué, attestée par la baisse du poids relatif de la circulation fiduciaire dans l'ensemble des moyens de paiement (24,7 % contre 29,2 % en 2008). La part des dépôts en devises a continué son ascension, soit 66,2 % en 2009 contre 58,2 % une année auparavant.

Le graphique ci-dessus met en lumière la baisse de la préférence pour la monnaie nationale via la chute progressive des parts respectives des billets en circulation et des dépôts à vue et à terme en monnaie nationale dans la masse monétaire. Cette évolution est notamment expliquée par la perte de pouvoir d'achat interne (avec l'inflation de 53,4 % enregistrée en 2009) et la baisse significative de la valeur externe de la monnaie nationale.

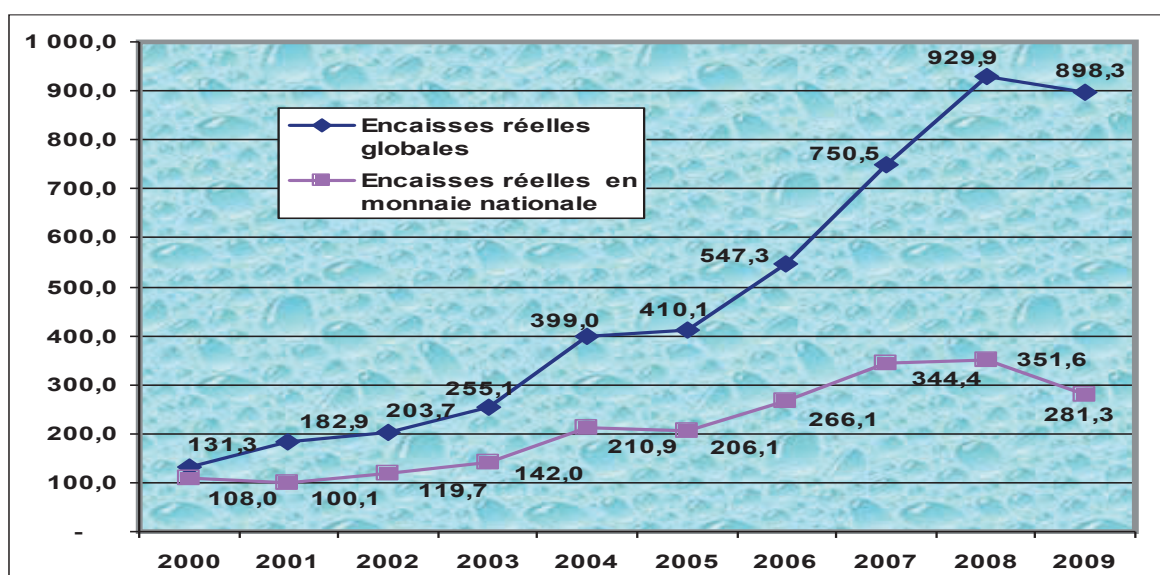
I.1.4. Evolution de la demande de monnaie

Une baisse de la demande de monnaie nationale a été observée en 2009. Cette évolution est attestée par la baisse concomitante des encaisses réelles et de la vitesse-revenu de la monnaie nationale.

I.1.4.1. Comportement des encaisses réelles

En 2009, le pouvoir d'achat de la monnaie nationale a subi une érosion importante tenant à l'accélération du rythme de formation des prix intérieurs. Le pouvoir d'achat des moyens de paiement en monnaie nationale a baissé de 20,0 % au cours de la période sous revue.

Graphique IV.2 Encaisses réelles des agents économiques
(en CDF)

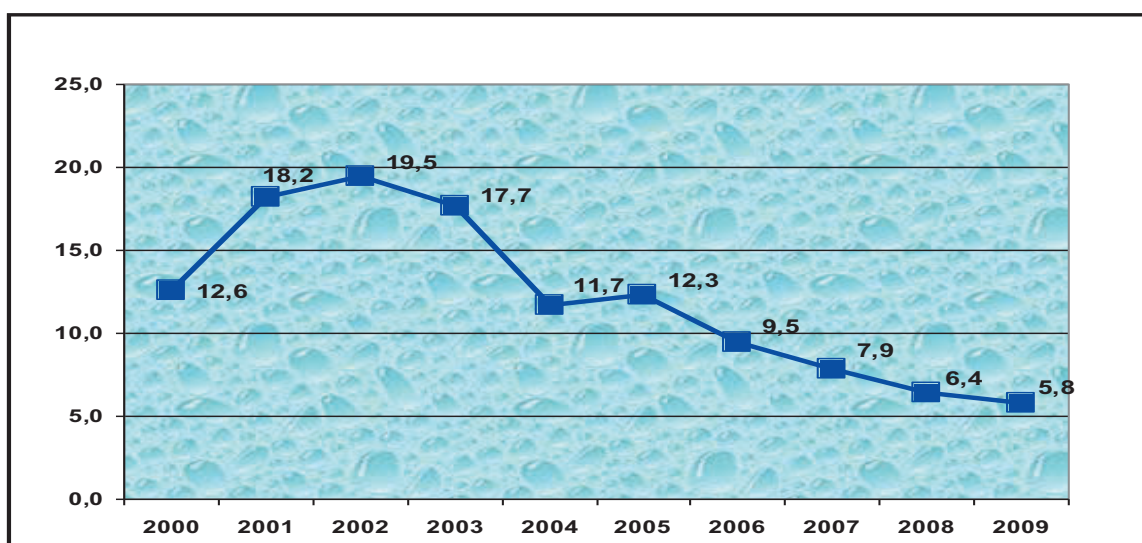


Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.4.2. Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie

La tendance baissière de la vitesse-revenu globale de la monnaie s'est poursuivie en 2009 en raison de l'accroissement plus important de la masse monétaire (48,2 %) par rapport au PIB nominal (35,3 %). La vitesse s'est établie à 5,8 contre 6,4 une année plus tôt.

Graphique IV.3 Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie



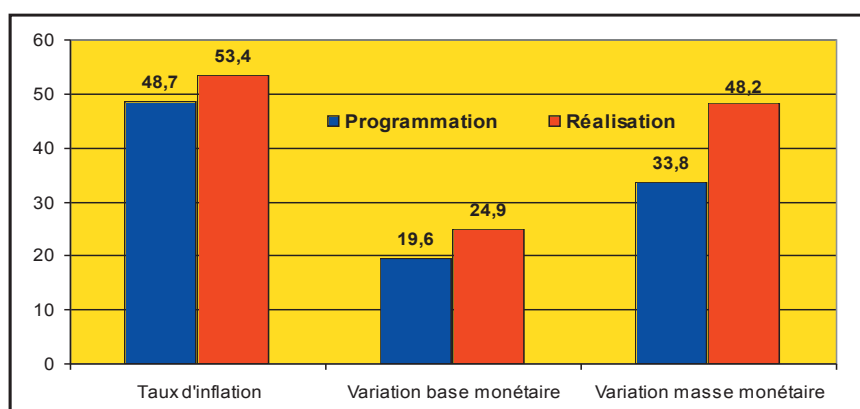
Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année 2009, la politique monétaire a été globalement restrictive en raison de la nécessité de contrer les tensions inflationnistes ayant affecté le cadre macroéconomique. Le graphique ci-dessous présente la situation des objectifs de la politique monétaire.

Graphique IV.4 Objectifs de la politique monétaire en 2009
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.1. CADRE OPERATIONNEL DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2009, la Banque Centrale du Congo a maintenu le même cadre opérationnel que celui de 2008. Pour rappel, ce cadre repose sur trois instruments de régulation de la liquidité, à savoir :

- i. les taux d'intérêt appliqués sur le refinancement accordé aux banques. Le taux d'intérêt sur les prêts à sept jours accordés par la BCC constitue le taux directeur. Quant au taux d'intérêt sur les facilités permanentes, dont l'échéance est de 24 heures, il correspond au taux directeur augmenté de 2,5 points ;
- ii. le coefficient de la réserve obligatoire ; et
- iii. les appels d'offres des billets de trésorerie (BTR).

II.2. COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS

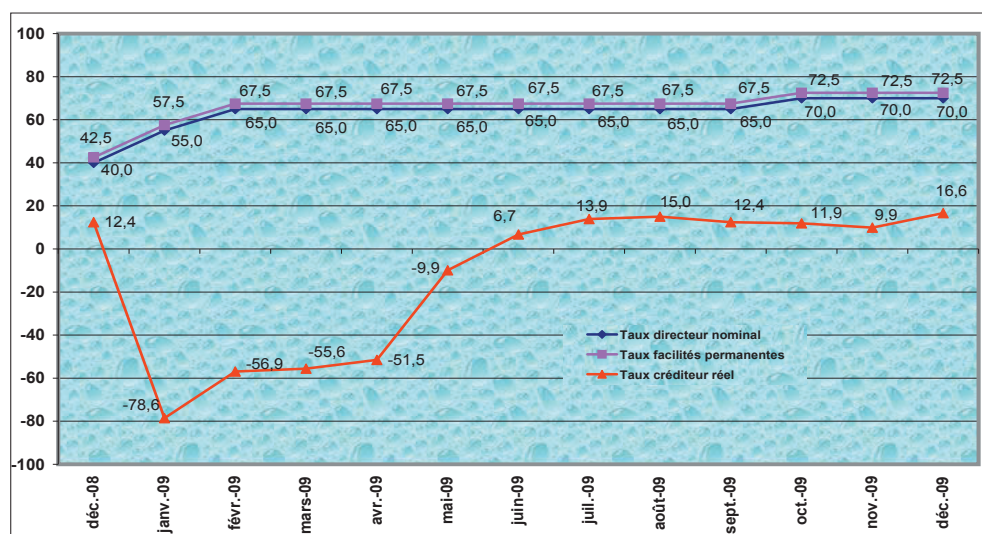
La politique monétaire menée en 2009 a été restrictive en raison de fréquentes pressions inflationnistes sur la liquidité et des épisodes inflationnistes qui ont marqué l'économie au premier et au troisième trimestre. La mise en œuvre de la politique monétaire en 2009 peut être subdivisée en trois grandes phases :

- (i) de janvier à février : en vue de faire face aux pressions sur la liquidité et sur le niveau général des prix, lesquelles sont apparues au dernier trimestre 2008, la BCC a opéré un relèvement de son taux directeur, lequel est passé de 40,0 % à fin 2008 à 55,0 % et à 65,0 % en janvier 2009 ;
- (ii) de février à juillet : maintien du dispositif de politique monétaire en raison de l'accalmie observée au niveau de principaux marchés. La régulation de la liquidité a été effectuée principalement par les opérations d'adjudication des billets de trésorerie (BTR) ;
- (iii) de juillet à décembre : en réaction à l'expansion de la liquidité bancaire et aux tensions inflationnistes induites par la détérioration de la situation financière du secteur public, la BCC a procédé à un nouveau resserrement de la politique monétaire, via ses trois instruments. Le taux directeur et le coefficient de la réserve obligatoire ont été relevés respectivement à 70,0 % et à 7,0 % le 26 octobre 2009. D'autre part, les fourchettes d'appel d'offres des BTR ont été accrues pour augmenter les ponctions de la liquidité.

Pour renforcer l'action de la politique monétaire, la BCC a recouru à la politique de change, via les cessions des devises.

Il sied de souligner que les modifications du taux directeur ont entraîné des ajustements automatiques du taux d'intérêt des facilités permanentes. Aussi, ce taux est passé de 42,5 % à fin 2008 à 72,5 % à fin 2009.

Graphique IV.5 Taux de base de la BCC



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant du taux directeur réel, il a été marqué par deux évolutions :

- (i) de janvier à juin, cet indicateur a été négatif à la suite de la montée de l'inflation. Le taux directeur réel a atteint son niveau le plus bas au mois de janvier, soit -78,6 points de pourcentage ;
- (ii) à partir de juin 2009, le ralentissement de l'inflation s'est traduit par la hausse du taux directeur réel. La marge est redevenue positive, atteignant 16,6 points à fin décembre.

II.3. Evolution des facteurs autonomes et régulation de la liquidité bancaire

L'évolution des facteurs de liquidité en 2009 révèle des injections de 66,3 milliards de CDF à raison de 55,2 milliards pour les facteurs autonomes et de 11,1 milliards pour les facteurs institutionnels.

- **Facteurs autonomes**

Les injections de la liquidité découlant de l'évolution des facteurs autonomes sont expliquées par l'accroissement important des autres postes nets hors BTR, lesquels ont augmenté de 207,4 milliards de CDF.

Tableau IV.5 Facteurs autonomes de la liquidité bancaire
(en milliards de CDF)

Facteurs autonomes	Stock déc-08	Stock déc-09	Flux 2009
Avoirs Extérieurs Nets	-475,9	-557,6	-81,8
Avoirs Intérieurs Nets	8 92,2	1 029,2	1 37,0
Crédits Nets à l'Etat	272,4	200,3	-72,2
Créances BCM (RME)	5,4	6,6	1,2
Autres créances	3,0	3,6	0,5
Autres Postes Nets hors BTR	611,4	818,8	207,4
Circulation fiduciaire	269,3	320,3	51,0
Facteurs autonomes avec circulation fiduciaire	685,7	791,9	106,2
Total Facteurs autonomes sans circ. fiduc. (*)	416,4	471,6	55,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) + Injection ; - Ponction.

• Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire

Au cours de l'année 2009, les injections de 11,1 milliards de CDF, induites par les facteurs institutionnels (ou facteurs de politique monétaire), résultent essentiellement de l'accroissement de l'encours de refinancement des banques. Ces injections ont occulté les ponctions opérées par les BTR de 9,7 milliards de CDF et par la réserve obligatoire de 29,2 milliards de CDF.

Tableau IV.6 Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire
(en milliards de CDF)

Facteurs institutionnels	Stock déc-08	Stock déc-09	Flux 2009
1. Ponctions	75,9	114,9	38,9
Encours BTR	47,0	56,7	9,7
Réserves obligatoires	28,9	58,2	29,2
2. Injections	14,3	64,3	50,0
* Refinancement	14,3	64,3	50,0
Total (1-2) (*)	61,6	50,6	-11,1

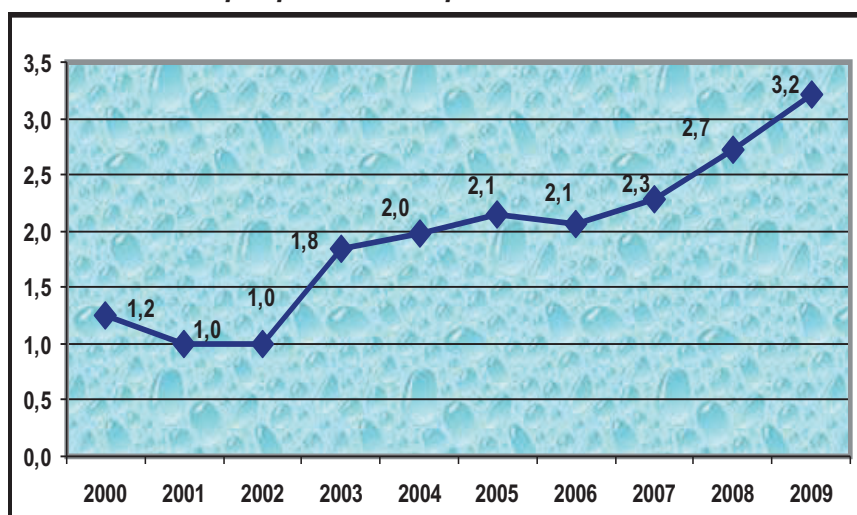
Source : Banque Centrale du Congo.

(*) + Ponction ; - injection.

II.4. Multiplicateur monétaire

La tendance haussière du multiplicateur monétaire observée en 2008 s'est poursuivie en 2009. En effet, ce dernier a augmenté de 0,5 point en 2009 contre une hausse de 0,4 point une année plus tôt. Cette tendance est en rupture par rapport à la stabilité de cet indicateur, observée de 2003 à 2007. Cette évolution est attribuable à la croissance plus rapide de la masse monétaire par rapport à la base monétaire, liée notamment à l'expansion des dépôts bancaires.

Graphique IV.6 Multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

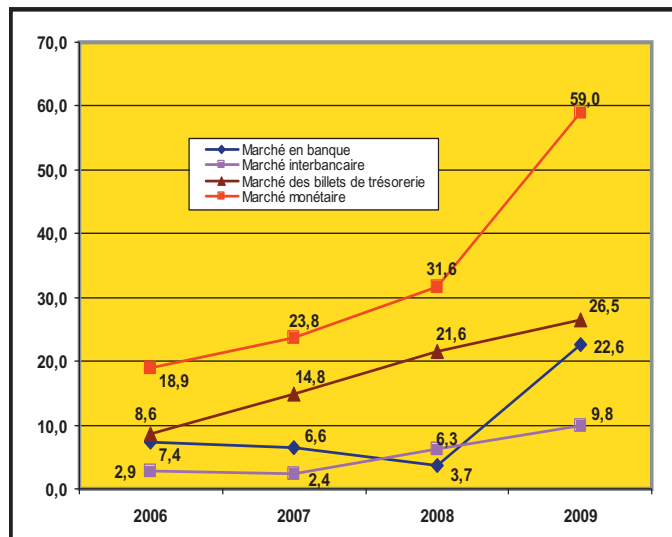
MARCHE MONETAIRE

III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

En dépit de son étroitesse, du point de vue de la taille et du nombre d'actifs financiers négociés, le marché monétaire a poursuivi son expansion en 2009. En effet, le volume des transactions a enregistré une hausse de 152,8 %, tous segments compris, contre 126,3 % une année plus tôt. Au cours de l'année sous revue, les transactions totales sur le marché monétaire se sont chiffrées à 5.324,6 milliards de CDF contre 2.106,6 milliards une année auparavant.

La plus forte croissance concerne le marché en banque, lequel porte sur le refinancement. Les autres segments du marché monétaire – interbancaire et BTR – ont également enregistré une croissance notable du volume d'opérations.

Graphique IV.7 Volumes des transactions sur le marché monétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

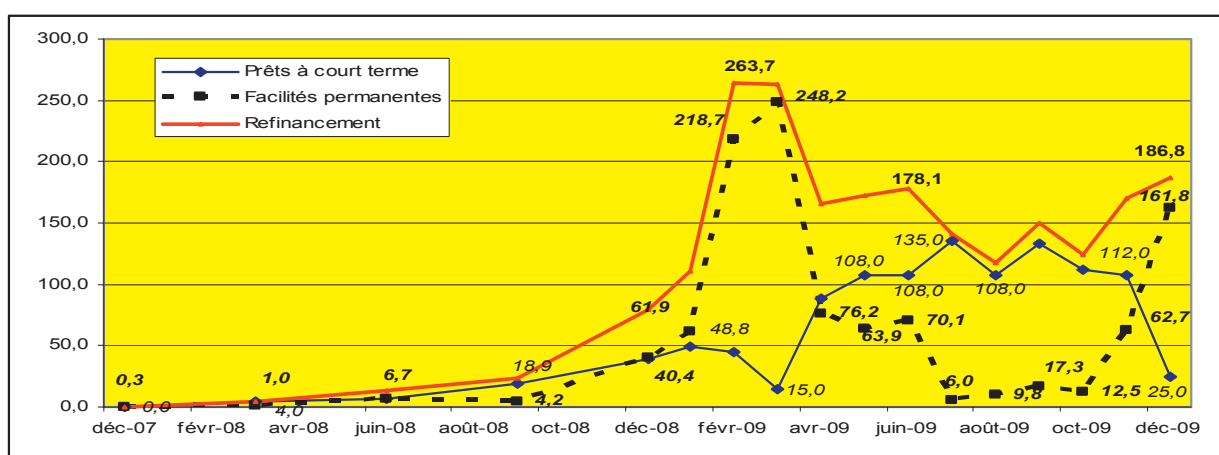
III.1.1. Marché en banque

Une explosion des transactions sur le marché en banque a été observée en 2009. En effet, ces opérations ont enregistré une hausse de 734,6 % contre une baisse de 28,7 % en 2008. Cette évolution tient à l'appui apporté par la BCC au système bancaire, dans un contexte de poursuite des effets de la crise financière et économique internationale, en vue de prévenir le risque systémique.

En ce qui concerne les prêts à court terme, le volume global des transactions effectuées s'est chiffré à 1.034,7 milliards de CDF contre 92,2 milliards et 131,0 milliards respectivement en 2007 et 2008. L'encours à ce guichet s'est établi à 39,5 milliards à fin décembre 2009.

S'agissant des facilités permanentes, l'ensemble des transactions sur ce guichet s'est établi à 1.009,2 milliards de CDF après un fléchissement en 2008. Pour rappel, les prêts accordés au titre des facilités permanentes s'étaient chiffrés à 251,4 milliards en 2007 et 114,0 milliards en 2008.

Graphique IV.8 Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque
(en milliards de CDF)



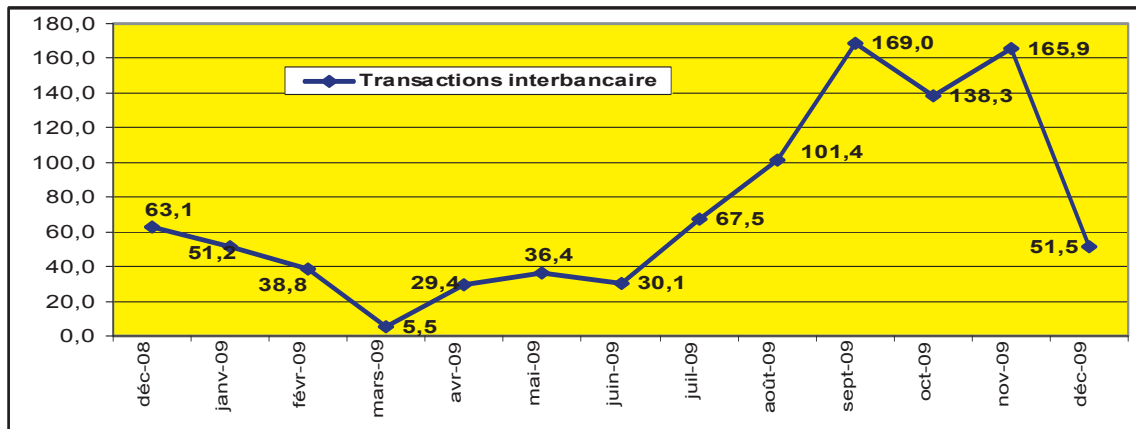
Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de relever qu'une opération exceptionnelle a été réalisée en 2009 dans le cadre de refinancement, en vue de soutenir une des banques ayant un poids systémique et pouvant entraîner la crise du système bancaire. Il s'agit d'un prêt spécial à moyen terme dont l'encours à fin décembre 2009 s'est situé à 22 milliards de CDF. Cette action a été menée dans le cadre des mesures de lutte contre l'impact de la crise financière.

III.1.2 Marché interbancaire

Au cours de l'année 2009, la dynamique de croissance des transactions interbancaires a connu un ralentissement. En effet, ces transactions se sont accrues de 111,9 % contre 230,8 % en 2008. Globalement, ces transactions se sont chiffrées à 884,9 milliards de CDF contre 417,7 milliards une année auparavant.

Graphique IV.9 Volume mensuel des transactions interbancaires
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3 Marché des BTR

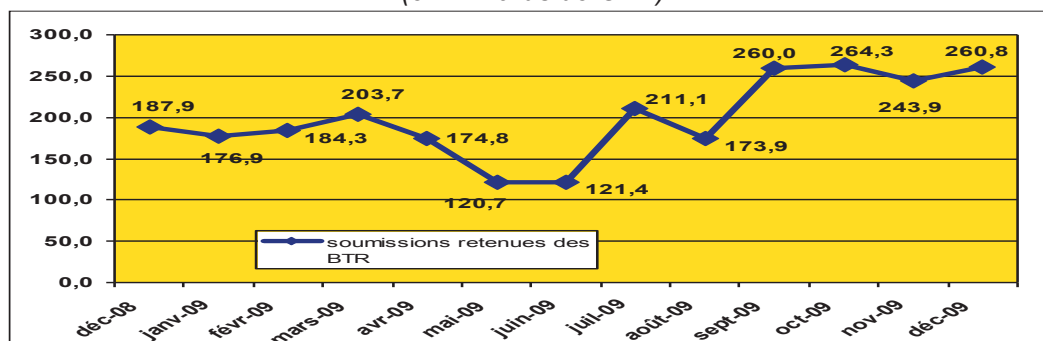
La Banque Centrale du Congo recourt aux ventes des billets de trésorerie par voie d'appel d'offres pour la régulation de la liquidité bancaire à très court terme. Au cours de l'année 2009, cet instrument a permis de stériliser la liquidité pour une valeur de 9,7 milliards de CDF.

Tableau IV.7 Evolution de l'encours des BTR
(en milliards de CDF)

	Déc. 2008	2009											
		Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Encours BTR	47,0	48,2	47,0	54,2	34,4	33,3	35,9	39,9	42,3	56,9	73,0	56,0	56,7
Variation de l'encours depuis le début de l'année (-) injection; (+) ponction	-	1,2	0,0	7,2	-12,6	-13,6	-11,1	-7,0	-4,6	9,9	25,9	9,0	9,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique IV.10 Ventes mensuelles des billets de trésorerie
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Le volume annuel des soumissions retenues des BTR s'est situé à 2.395,7 milliards de CDF en 2009 alors qu'il s'était chiffré à 1.444,0 milliards en 2008. Cette explosion de la demande des BTR est notamment expliquée, d'une part, par l'effet revenu à la suite de l'expansion fréquente de la liquidité bancaire et, d'autre part, par l'attractivité et le faible risque de cet actif.

Eu égard à ce qui précède, l'encours des BTR a connu une expansion, comparativement aux années antérieures, avec un pic de 73,0 milliards de CDF au mois d'octobre.

S'agissant du volume mensuel des BTR vendus, il est passé de 187,9 milliards de CDF en 2008 à 260,8 milliards en 2009.

III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt

L'examen des taux d'intérêt nominaux en 2009 révèle deux grandes tendances :

- i. la première concerne les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs appliqués sur les transactions se dénouant en monnaie nationale.

Ces taux ont connu des fluctuations relativement corrélées aux ajustements du taux directeur et aux évolutions sur les principaux marchés.

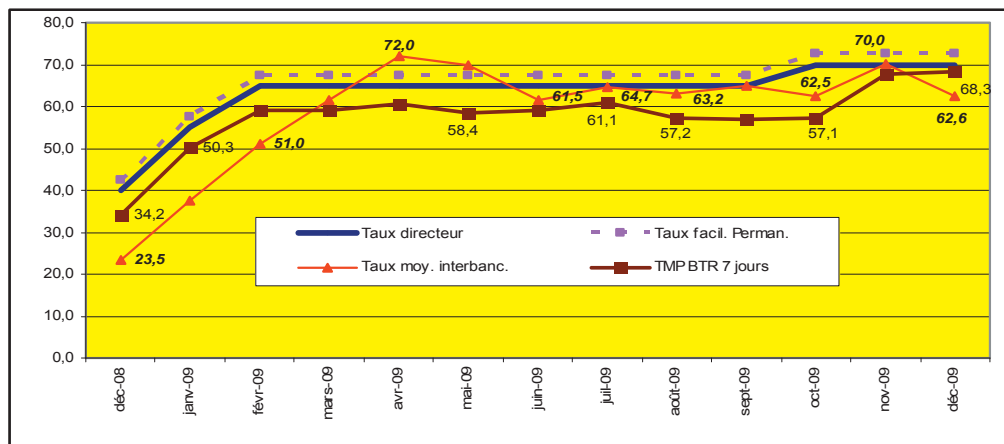
Ce comportement est observable en ce qui concerne le taux moyen interbancaire, le taux moyen pondéré du BTR ainsi que les taux bancaires appliqués sur les crédits et dépôts à terme en monnaie nationale ;

- ii. la deuxième concerne les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs pratiqués sur les transactions en monnaies étrangères.

Compte tenu de l'incorporation du risque de change dans la détermination de ces taux, ces derniers sont demeurés quasiment stables tout au long de l'année 2009.

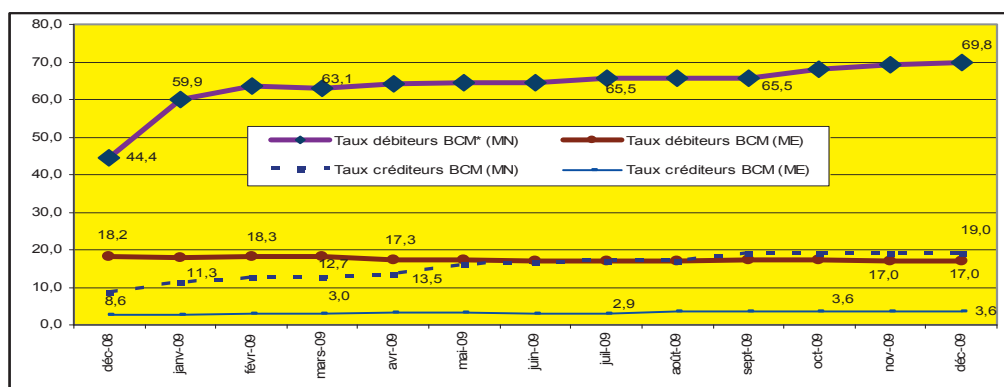
La seconde tendance est remarquable en examinant le comportement des taux d'intérêt appliqués sur les crédits et dépôts des banques en monnaies étrangères.

Graphique IV.11 Evolution du taux moyen interbancaire et du taux moyen pondéré (TMP) des BTR



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique IV.12 Evolution des taux pratiqués par les banques



Source : Banque Centrale du Congo.

MN : monnaie nationale ; ME : monnaies étrangères

Le taux moyen interbancaire a évolué globalement à l'intérieur d'un couloir dont le plancher est le taux moyen pondéré des BTR et le plafond est le taux des facilités permanentes, exceptés le premier trimestre et le mois de décembre où le taux interbancaire a évolué en dehors du corridor précité. A fin décembre 2009, le taux moyen interbancaire s'est situé à 62,6 %.

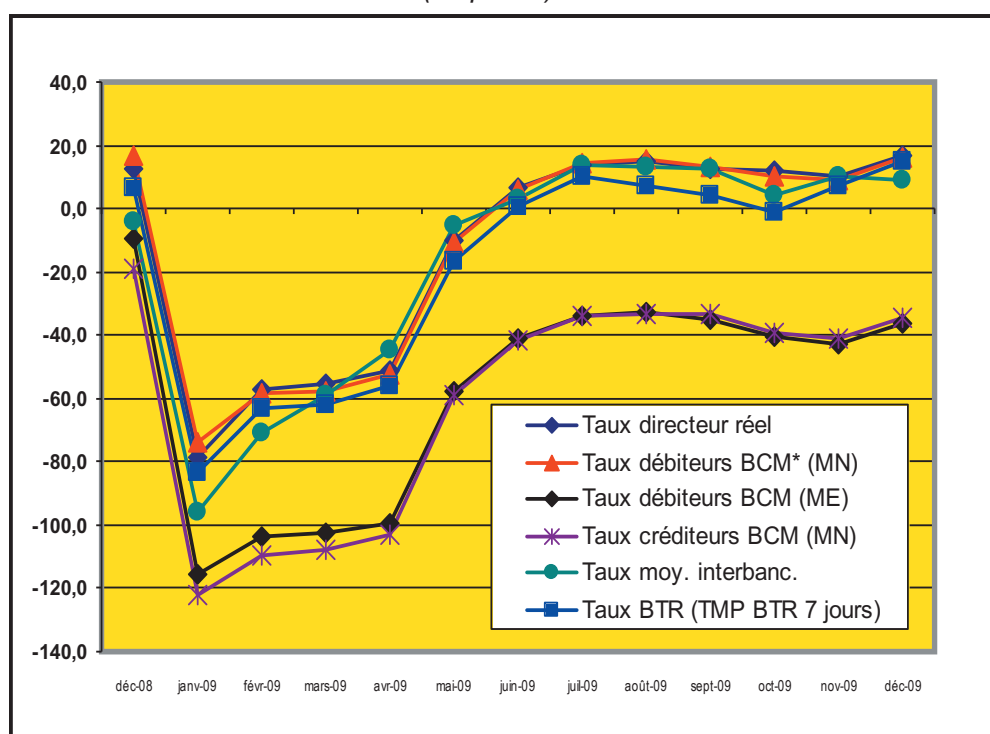
De janvier à décembre 2009, les taux débiteurs en monnaie nationale des banques sont passés de 59,0 % à 69,0 %, soit une variation de 10,0 points de pourcentage. Les taux créditeurs, quant à eux, sont passés de 11,0 % à 19,0 %, soit une augmentation de 8,0 points. Ces variations sont expliquées par le souci de maintenir une marge de positivité tant pour les épargnants que pour les banques.

S'agissant des taux en monnaies étrangères, une baisse de 1,0 point a été remarquée entre janvier et décembre pour les taux débiteurs, alors qu'une hausse de 0,8 point a été notée pour les taux créditeurs.

III.2.2. Taux réels

Au premier semestre 2009, les taux d'intérêt réels sont globalement demeurés négatifs en raison de l'inflation galopante qui a marqué l'environnement macroéconomique à cette période. Le taux directeur réel a atteint un niveau de -78,6 points au mois de janvier.

Graphique IV.13 Evolution des taux d'intérêt réels
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

MN : monnaie nationale ; ME : monnaies étrangères.

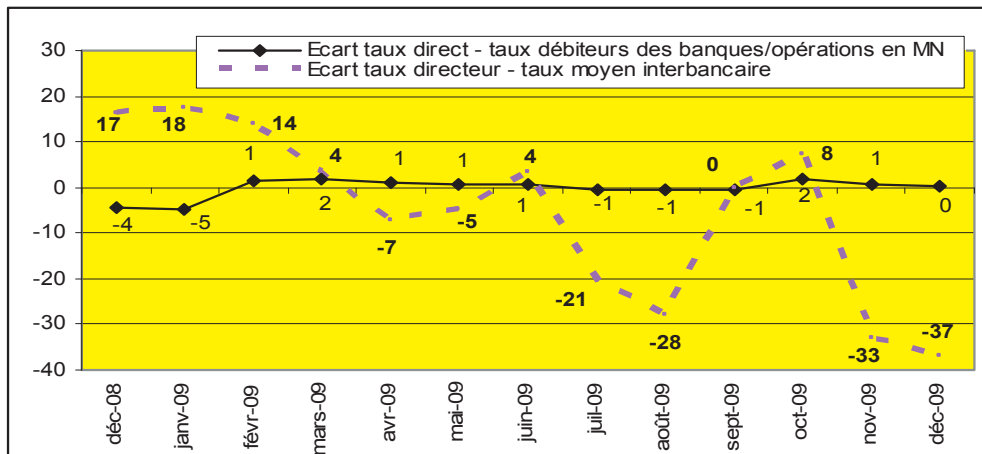
Au cours de la même période, les taux créditeurs réels des banques sur les transactions en monnaie nationale ont sensiblement chuté jusqu'à -123,0 points à fin janvier.

A la faveur du ralentissement de l'inflation à partir du second semestre, les taux d'intérêt réels sont redevenus positifs dès la seconde moitié du mois de juin. A fin décembre 2009, la marge de positivité du taux directeur s'est établie à 16,6 points.

III.2.3. Ecart des taux d'intérêt

Les écarts entre les taux des BCM sur les crédits en monnaie nationale et celui de la BCC ont été faibles en 2009 avec une tendance convergente vers les deux derniers mois de l'année. Cependant, l'écart entre le taux directeur et le taux moyen interbancaire a été très élevé et marqué par une forte instabilité. Ces évolutions renseignent que le taux directeur ne constitue pas encore le principal indicateur de référence dans la détermination des taux d'intérêt des banques.

Graphique IV.14 Ecart des taux d'intérêt
(en points de pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE IV

DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE

IV.1. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

Une décélération du rythme de progression de l'encours du crédit bancaire a marqué l'année 2009. En effet, les crédits bancaires ont enregistré une hausse de 3,7 % contre 102,9 % une année plus tôt. Cette évolution est attribuable à la récession dans laquelle l'économie congolaise est entrée à la suite de la crise financière internationale.

Tableau IV.8 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers
(en milliards de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009
I. Crédits à décaissement	72,7	126,4	200,8	490,4	480,8
A. Crédits à court terme	60,6	115,2	169,3	412,3	367,5
1. Agriculture	5,2	9,7	7,9	15,2	69,2
2. Industrie Manufacturière	9,9	13,4	16,4	29,9	36,3
3. Distribution	10,9	16,4	23,3	79,8	53,4
4. Transport	6,4	23,6	33,8	34,4	37,4
5. Autres*	28,2	52,0	88,0	253,0	171,1
B. Crédits à moyen terme	12,0	11,2	31,5	78,2	113,4
1. Investissements productifs	1,2	4,8	6,5	9,8	17,9
2. Prêts spéciaux	9,0	0,0	2,3	8,6	0,0
3. Autres	1,8	6,4	22,7	59,7	95,5
II. Crédits d'engagement	50,2	57,1	77,6	78,2	108,1
1. Crédocs à l'import	10,8	15,8	38,6	9,8	49,9
2. Crédocs à l'export	1,2	0,0	0,0	8,6	0,1
3. Autres crédits non ventilés	38,3	41,3	39,0	59,7	58,1
III. Total crédits des BCM	122,9	183,5	278,4	568,6	588,9
IV. Banque Centrale du Congo	0,0	0,0	3,3	3,0	3,6
V. TOTAL GENERAL	122,9	183,5	281,7	571,6	592,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Le poste « Autres » rassemble les crédits alloués aux autres secteurs non ventilés.

IV.1.1. Crédit à décaissement

Alors qu'en 2008 il y avait eu une augmentation importante du crédit par rapport à 2007, soit 144,2 %, en 2009 par contre, l'on a observé une baisse de près de 2,0 % par rapport à l'année précédente.

Même le poids de cette catégorie des crédits dans le portefeuille crédit global a baissé, perdant ainsi 4,4 points par rapport à 2008, soit 85,8 % contre 81,4 %.

- **Répartition par terme**

Par rapport au terme, les crédits à court terme ont représenté 62,0 % du crédit total contre 19,1 % pour les crédits à moyen terme. Bien que ces derniers aient enregistré une augmentation d'environ 5,5 points comparativement à 2008, les crédits à court terme ont perdu près de 10,1 points par rapport à l'année précédente.

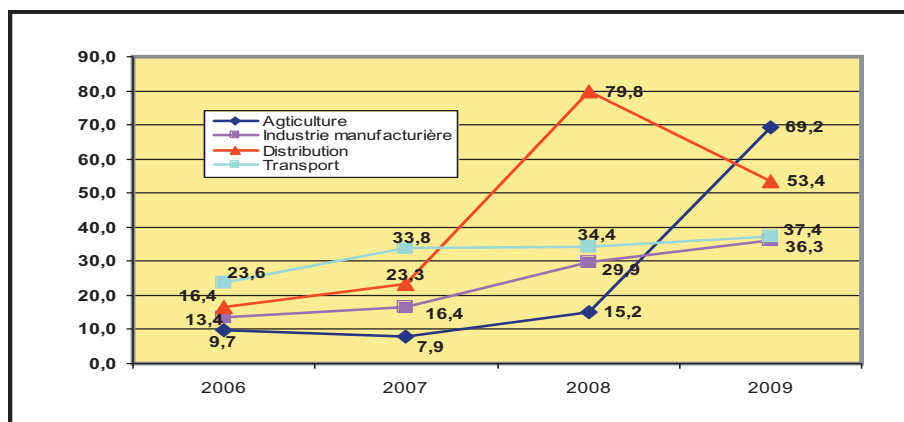
Cette évolution du crédit est justifiée par le fait que les banques tendent à minimiser les risques en misant sur les crédits de courte période. Cependant, la baisse de ces deux catégories de crédit de 490,5 milliards en 2008 à 480,9 milliards en 2009 est attribuable aux effets de la crise financière qui ont réduit la capacité de financement des banques.

- **Répartition par secteur d'activité**

Au cours de l'année sous analyse, les crédits à décaissement ont plus été orientés vers les secteurs agricole et de distribution pour respectivement 11,7 % et 9,0 % alors qu'en 2008, ce sont les secteurs de distribution et de transport qui étaient les plus sollicités avec 14,0 % et 6,0 % chacun.

Ces secteurs, agricole et distribution, ont absorbé 33,4 % des crédits à court terme alors qu'ils ne représentaient que 23,0 % en 2008.

Graphique IV.15 Allocation des crédits aux branches d'activités économiques
(en milliards de CDF)

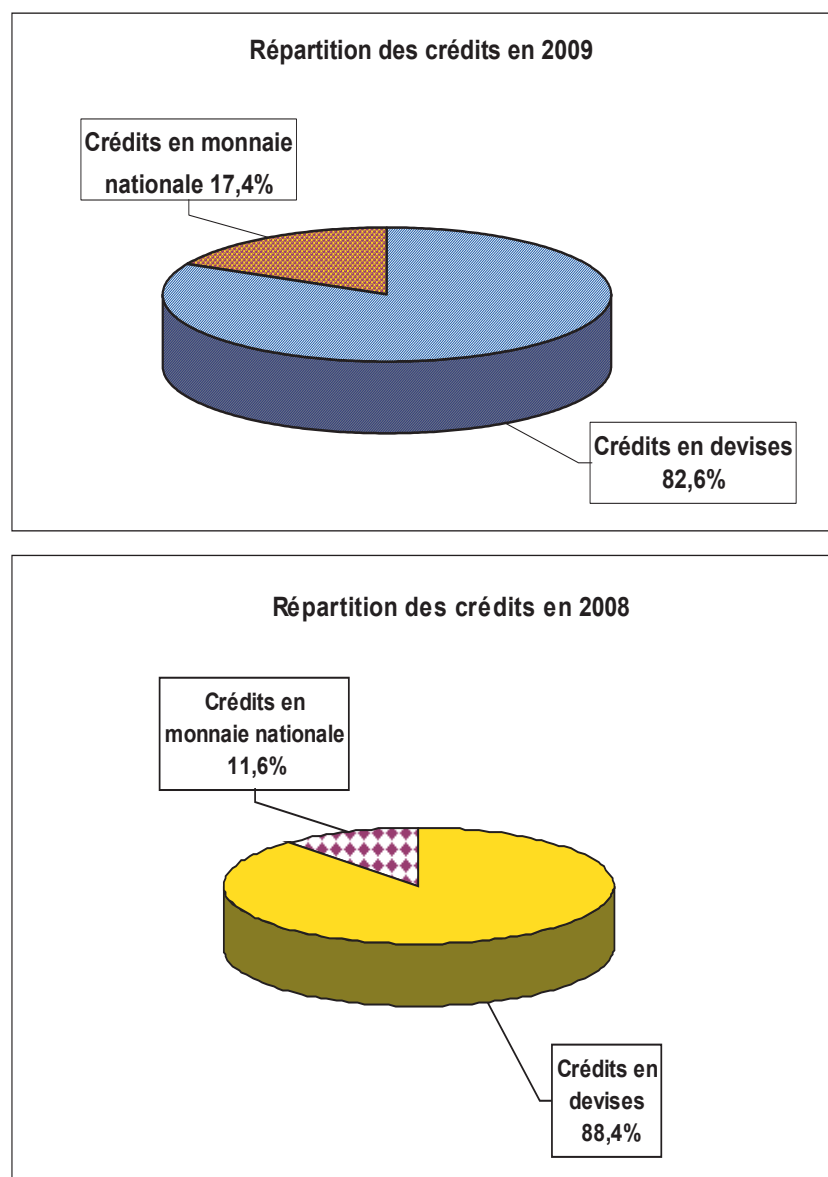


Source : Banque Centrale du Congo.

- Répartition des crédits suivant la monnaie de règlement

La structure des crédits à l'économie suivant la monnaie de règlement reste dominée par les crédits en devises. En 2009, ces crédits ont absorbé 82,0 % des crédits bancaires contre 88,4 % une année auparavant.

Graphique IV.16 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

En général, l'éviction des crédits en monnaie nationale s'explique essentiellement par la volonté des banques de se protéger contre le risque de change qui affecte la sphère financière congolaise. L'apparition récurrente de ce risque tient aux fréquents épisodes de dépréciation monétaire.

CHAPITRE V

INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

V.1. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT

Au terme de l'année 2009, la Société Financière de Développement, SOFIDE en sigle, a presté ses activités dans un environnement marqué par la crise financière mondiale ainsi que ses répercussions sur l'activité économique au plan national.

En dépit de ce contexte économique et financier peu luisant, la SOFIDE a clôturé l'exercice avec un résultat bénéficiaire modeste à cause du niveau réduit d'activité faute de ressources substantielles.

Pour contenir les charges d'exploitation au niveau des produits effectivement disponibles, hormis la conduite prudente et rigoureuse pour préserver les équilibres financiers fondamentaux hérités de la réalisation du plan de son redressement, la SOFIDE a fait, à l'instar de 2008, de la recherche des partenaires et des ressources le point crucial de ses actions de redressement.

Ainsi, les actions menées se sont traduites par (i) l'inscription d'un montant de 492,4 millions de CDF au budget de l'Etat-exercice 2010 à titre de fonds d'interventions économiques ; (ii) la multiplication des contacts, rencontres tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ; (iii) la recherche de nouveaux actionnaires et (iv) la négociation des lignes de crédit auprès de certains organismes.

Au 31 décembre 2009, le portefeuille-prêts a regroupé 37 projets contre 36 une année auparavant. Les engagements cumulés ont atteint 1.275,7 millions de CDF contre 942,6 millions en 2008, soit une hausse de 35,3 %. Les autorisations des crédits en faveur des clients se sont situées à 1.122,9 millions de CDF contre 821,5 millions une année plus tôt, soit un accroissement de 36,7 %, imputable au changement de la parité monétaire.

Au cours de l'année sous analyse, le total du bilan de la SOFIDE s'est chiffré à 1.955,7 millions de CDF contre 1.531,0 millions une année avant, soit une hausse de 27,7 %. A l'actif, l'accroissement observé résulte principalement de l'évolution des crédits à court, moyen et long termes, des immobilisations et des impayés.

S'agissant des crédits à court, moyen et long termes, ils ont augmenté de 53,5 % du total bilantaire, se situant à 1.045,9 millions de CDF contre 805,2 millions en 2008. Cette hausse de 30,0 % résulte de l'accroissement de l'encours-prêts à la suite de la réévaluation des prêts en devises.

Concernant les immobilisations, elles ont augmenté de 44,2 %, s'établissant à 298,4 millions de CDF contre 206,9 millions à la suite des réévaluations. Cet accroissement

a concerné les postes immeubles, matériels de transport ainsi que mobiliers et matériels d'équipements.

Pour ce qui concerne les impayés, ils ont totalisé 99,2 millions de CDF contre 20,8 millions. Il s'est agi essentiellement des appels échus mais qui n'ont pas pu être remboursés. Au regard du ralentissement de l'activité économique consécutive à la crise financière internationale, bon nombre de clients ont connu des difficultés à écouler leur stock.

Au passif, l'amélioration constatée est provenue principalement de l'évolution des fonds propres et des dettes à court terme.

Les fonds propres ont atteint 1.217,0 millions de CDF contre 938,6 millions à fin 2008, soit un accroissement de 29,7 %. Cette évolution découle de la réévaluation des immobilisations et de l'accroissement des fonds divers alimentés par les provisions constituées pour pertes et charges, pour fin de carrières ainsi que pour assurance incendie.

Concernant l'exigible à court terme, il a été en augmentation de 73,3 % par rapport à 2008, passant de 195,6 millions de CDF à 339,0 millions, dû essentiellement à l'accroissement des cautions reçues de nouveaux locataires et des soldes des factures de la SNEL à payer.

A la fin de l'année 2009, le compte de résultat de la SOFIDE a dégagé un bénéfice net de 36,8 millions de CDF contre 34,3 millions l'année écoulée, soit une augmentation de 7,3 %. Ce résultat est attribuable aux revenus locatifs et aux produits sur prêts ainsi qu'à la reprise de certaines provisions antérieurement constituées. Toutefois ce dernier, bien qu'étant positif à l'instar des exercices précédents, reste tributaire des produits non bancaires.

Tableau IV.9 Bilans résumés de la Société Financière de Développement
(en CDF)

	2008	2009
Immobilisations Nettes	206 892 599,00	298 381 071,00
Prêts à C.M.L.T	805 177 082,00	1 045 989 293,00
Impayés	20 834 047,00	99 173 438,00
Débiteurs divers	193 647 261,00	202 230 449,00
Disponibilités	9 373 175,00	19 446 726,00
Actifs Divers	295 103 063,00	290 507 606,00
ACTIF=PASSIF	1 531 027 227,00	1 955 728 584,00
Fonds propres	938 623 349,00	1 217 027 608,00
Résultat	34 344 732,00	36 752 516,00
Dettes à M.L.T	362 479 975,00	362 984 899,00
Dettes à C.T	195 579 171,00	338 963 561,00

Source : Société Financière de Développement

CHAPITRE VI

MICROFINANCE

VI.1. CADRE LÉGAL, RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL

La République Démocratique du Congo présente la particularité de disposer de deux textes légaux et une instruction de la Banque Centrale pour régir la famille de structures de financement de proximité. Il s'agit de :

- (i) la loi 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux COOPEC ;
- (ii) la loi 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ; et
- (iii) l'instruction n° 1 aux IMF du 13 septembre 2003 telle que modifiée et complétée le 18 décembre 2005.

Sur le plan institutionnel, le Ministère des Finances assure la tutelle juridique et la responsabilité globale du secteur financier en RDC. La Banque Centrale du Congo, quant à elle, est l'autorité de réglementation, d'agrément et de supervision de tous les établissements financiers.

Le Ministère de Petites et Moyennes Entreprises (MPME), actuellement fusionné avec le Ministère du Commerce, depuis novembre 2009, est en charge de la promotion du secteur de la microfinance.

VI.2. AGREMENTS OCTROYES

Jusqu'en 2009, la Banque Centrale du Congo a agréé 96 Coopératives d'Épargne et de Crédit (COOPEC), 17 Institutions de Microfinance (IMF) et 2 structures faîtières (Coopératives Centrales).

VI.3. PRINCIPAUX INDICATEURS

Au cours de l'année sous analyse, le volume d'épargne s'est élevé à 58,7 millions de USD contre 47,5 millions en 2008, soit un accroissement de 23,6 %. L'encours de crédit s'est chiffré à 45,5 millions de USD contre 41,2 millions une année auparavant, soit une hausse de 10,4 %. Le nombre d'épargnants a augmenté de 17,2 %, passant de 293,7 mille à 344,2 mille.

VI.4. OBSERVATION

La Microfinance est en pleine expansion et compte plus de 250 structures hormis celles opérant encore dans l'informel, à savoir les tontines, les groupes d'entraide et les fournisseurs informels d'intrants à crédit.

Néanmoins, malgré ces chiffres, le taux de pénétration reste extrêmement faible, soit 4,0 % d'après les statistiques du Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance congolaise.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.10 Situation monétaire intégrée
(en CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-21 729 098 644	-72 050 597	-222 333 186	-258 994 575	-281 771 653	-273 877 146	-320 022 951	-172 600 999	-296 792 258	-40 957 086
a) Avoirs	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 880 168	225 141 411	308 030 781	349 210 353	1 549 392 100
b) Engagements	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362	480 631 780	646 002 611	1 590 349 186
2. Avoirs intérieurs nets	45 287 162 637	149 194 329	321 166 067	389 113 289	503 998 194	550 988 623	842 044 133	831 434 853	1 338 168 796	1 584 493 221
2.1. Crédits intérieurs	16 677 832 892	25 849 618	3 560 887	18 056 609	18 640 503	148 036 576	251 415 237	373 350 913	724 293 962	859 446 076
a) Créances nettes sur l'Etat	13 729 729 816	12 496 437	-10 390 967	-1 566 389	-23 013 366	84 567 323	130 634 779	176 212 434	248 899 512	172 837 111
b) Crédits à l'économie	2 948 103 076	13 353 181	13 951 854	19 622 998	41 653 869	63 469 253	120 780 458	197 138 479	475 394 450	686 608 965
2.2. Autres postes nets	28 609 329 745	123 344 711	317 605 180	371 056 680	485 357 691	402 952 047	590 628 896	458 083 941	613 874 834	725 047 145
3 . Masse monétaire	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 833 855	1 041 376 537	1 543 536 135
- Monnaie	19 373 019 177	42 170 891	57 892 782	72 110 061	117 077 906	138 893 004	211 982 878	300 272 941	392 483 603	479 874 794
- Quasi - monnaie	4 185 044 816	34 972 841	40 940 099	58 008 653	105 148 635	138 218 473	224 939 304	358 560 914	648 892 935	1 063 661 341

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.10 bis Situation monétaire intégrée
(en millions de XDR)

	2000	2001®	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-336,5	-181,6	-459,3	-469,7	-409,9	-444,4	-420,1	-219,0	-298,6	-29,0
a) Avoirs	119,1	124,6	195,9	187,9	309,8	269,1	295,6	390,8	351,3	1 098,9
b) Engagements	455,6	306,2	655,2	657,5	719,7	713,5	715,7	609,8	649,9	1 128,0
2. Avoirs intérieurs nets	701,3	376,0	701,0	705,6	733,2	998,4	993,7	1 054,9	1 346,2	1 123,8
2.1 Crédits Intérieurs	258,3	65,2	-42,2	32,7	27,1	240,2	218,3	473,7	728,7	609,6
a) Créances nettes sur l'Etat	212,6	31,5	-8,0	-2,8	-33,5	137,2	59,8	223,6	250,4	122,6
b) Crédits à l'économie	45,7	33,7	-34,2	35,6	60,6	103,0	158,6	250,1	478,3	487,0
2.2. Autres postes nets	443,0	310,8	743,2	672,9	706,1	758,2	775,4	581,2	617,6	514,2
3. Masse monétaire	364,8	194,4	241,7	236,0	323,3	449,6	573,6	835,9	1 047,6	1 094,8
- Monnaie	300,0	106,3	129,3	130,8	170,3	225,4	278,3	381,0	394,8	340,4
-Quasi - monnaie	64,8	88,1	112,4	105,2	153,0	224,3	295,3	455,0	652,8	754,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.11 Situation monétaire intégrée en 2009
(en milliers de CDF)

	Décembre 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept. 2009	Décembre 2009
1. Avoirs extérieurs nets	-296 792 258	-279 205 611	-172 421 108	-219 848 688	-40 957 086
a) Avoirs extérieurs	349 210 353	536 644 626	556 645 138	1 297 917 164	1 549 392 100
b) Engagements extérieurs	646 002 611	815 850 237	729 066 246	1 517 765 852	1 590 349 186
2. Avoirs intérieurs nets	1 338 168 796	1 433 680 223	1 294 442 945	1 544 004 299	1 584 493 221
2.1 Crédits intérieurs	724 293 962	821 241 396	701 588 526	812 744 394	859 446 076
a) Créances nettes sur l'Etat	248 899 512	218 760 794	157 108 154	199 106 491	172 837 111
b) Crédits à Economie	475 394 450	602 480 603	544 480 372	613 637 902	686 608 965
2.2 Autres postes nets	613 874 834	612 438 827	592 854 420	731 259 905	725 047 145
3. Masse monétaire	1 041 376 537	1 154 474 612	1 122 021 838	1 324 155 611	1 543 536 135
Monnaie	392 483 603	369 449 307	393 426 896	411 515 764	479 874 794
Quasi - Monnaie	648 892 935	785 025 305	728 594 942	912 639 847	1 063 661 341

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.11 bis Situation monétaire intégrée en 2009
(en millions de XDR)

	Déc. 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept. 2009	Déc. 2009
1. Avoirs extérieurs nets	-298,6	-227,4	-140,4	-179,1	-33,4
a) Avoirs extérieurs	351,3	437,1	453,4	1 057,1	1 261,9
b) Engagements extérieurs	649,9	664,5	593,8	1 236,1	1 295,3
2. Avoirs extérieurs nets	1 346,2	1 167,7	1 054,3	1 257,5	1 290,5
2.1 Crédits intérieurs	728,7	668,9	571,4	661,9	700,0
a) Créances nettes sur l'Etat	250,4	178,2	128,0	162,2	140,8
b) Crédits à Economie	478,3	490,7	443,5	499,8	559,2
2.2 Autres postes nets	617,6	498,8	482,8	595,6	590,5
3. Masse monétaire	1 047,6	940,3	913,8	1 078,5	1 257,1
Monnaie	394,8	300,9	320,4	335,2	390,8
Quasi - Monnaie	652,8	639,4	593,4	743,3	866,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.12 Liquidités monétaires et quasi monétaires
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Circulation fiduciaire hors banques	15 962 788 910	31 417 133,0	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	189 463 306	233 252 894	304 567 760	381 486 060
Emissions monétaires ⁽²⁾	17 619 660 832	35 092 894	53 014 533	68 170 484	112 155 778	136 515 883	192 563 313	243 784 783	320 274 197	394 659 390
Encaisses B.C.C.	1 108 540 025	2 871 087	1 455 982	-2 273 685	-6 267 269	-12 722 160	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	548 331 897	804 674	1 801 077	-2 748 354	-4 421 249	-3 858 746	-3 100 007	-10 531 889	-15 706 437	-13 173 331
2. Monnaie scripturale	7 595 275 083	45 726 599	49 075 407	66 970 269	120 759 281	157 176 501	254 688 424	425 164 381	736 808 778	1 162 050 076
Dépôts à vue	3 410 230 267	10 753 758	8 135 308	8 961 616	15 610 646	18 958 028	29 749 120	66 603 467	87 915 843	98 388 734
- Banque Centrale du Congo	1 249 367 568	2 773 686	179 364	355 442	246 447	167 511	323 606	615 727	1 591 667	7 351 579
- Banques Créatrices de Monnaie	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	29 425 514	65 987 740	86 324 176	91 037 155
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	2 630 705 445	27 058 671	36 195 806	52 392 711	98 192 247	128 399 046	213 515 712	340 964 375	605 961 221	1 021 994 231
Dépôts à terme en MN	358 236	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412	2 500 099	1 305 623	3 497 352
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	358 236	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412	2 500 099	1 305 623	3 497 352
Dépôts en devises des résidents	2 630 347 209	27 033 713	36 034 232	52 071 471	97 829 862	128 017 565	213 074 300	338 464 277	604 655 597	1 018 496 879
- Banque Centrale du Congo	470 860 506	7 637 203	5 332 770	3 963 886	6 071 094	5 619 630	4 423 572	1 945 902	2 704 878	3 367 532
- Banques Créatrices de Monnaie	2 159 486 703	19 396 510	30 701 462	48 107 585	91 758 768	122 397 935	208 650 728	336 518 375	601 950 720	1 015 129 347
Provision pour paiements des importations	1 554 339 371	7 914 170	4 744 293	5 615 942	6 956 388	9 819 427	11 423 592	17 596 539	42 931 714	41 667 110
- Banque Centrale du Congo	1 224 048 820	6 935 743	3 650 299	3 458 763	4 687 520	3 361 056	2 817 921	2 959 785	2 908 038	4 151 245
- Banques Créatrices de Monnaie	330 290 551	978 427	1 093 994	2 157 179	2 268 868	6 458 371	8 605 671	14 636 753	40 023 676	37 515 865
Total (1 + 2)	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	444 151 729	658 417 275	1 041 376 537	1 543 536 135

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

(2) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007.

Tableau IV.13 Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2009
(en milliers de CDF)

	Décembre 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept. 2009	Décembre 2009
1. Circulation fiduciaire hors banques	304 567 760	292 186 123	324 090 498	331 474 282	381 486 060
Emissions monétaires	320 274 197	318 667 261	338 531 063	352 906 917	394 659 390
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-15 706 437	-26 481 138	-14 440 566	-21 432 636	-13 173 331
2. Monnaie scripturale	739 000 507	862 288 489	797 931 340	992 681 330	1 162 050 076
Dépôts à vue	87 915 843	77 263 184	69 336 398	80 041 483	98 388 734
- Banque Centrale du Congo	1 591 667	1 021 573	1 078 135	3 263 033	7 351 579
- Banques Créatrices de Monnaies	86 324 176	76 241 612	68 258 263	76 778 450	91 037 155
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	608 152 950	737 836 566	695 858 741	875 342 182	1 021 994 231
Dépôts à terme en M.N.	3 497 352	1 726 648	2 276 363	3 357 588	3 497 352
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	1 305 623	1 726 648	2 276 363	3 357 588	3 497 352
Dépôts en devises des résidents	604 655 597	736 109 918	693 582 378	871 984 595	1 018 496 879
- Banque Centrale du Congo	2 704 878	3 376 211	3 069 440	3 517 830	3 367 532
- Banques Créatrices de Monnaies	601 950 720	732 733 706	690 512 938	868 466 765	1 015 129 347
Provision pour paiements des importations	42 931 714	47 188 739	32 736 201	37 297 664	41 667 110
- Banque Centrale du Congo	2 908 038	3 565 543	3 416 946	4 022 200	4 151 245
- Banques Créatrices de Monnaies	40 023 676	43 623 196	29 319 255	33 275 464	37 515 865
Total (1 + 2)	1 043 568 266	1 154 474 612	1 122 021 838	1 324 155 611	1 543 536 135

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.14 Origine des variations de la masse monétaire
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Variations de la masse monétaire	19 642 790 361	53 585 668	21 689 149	8 054 755	25 661 832	16 788 680	159 810 705	221 911 672	1 041 376 537	1 543 536 135
Monnaie fiduciaire	13 018 289 845	15 454 344	18 340 341	9 795 388	11 044 241	12 059 786	73 089 874	88 290 062	392 483 603	479 874 794
Monnaie scripturale	6 624 500 516	38 131 324	3 348 808	-1 740 633	14 617 591	4 728 894	86 720 831	133 621 610	648 892 935	1 063 661 341
Origine des variations	19 642 790 361	53 585 668	21 689 149	8 054 755	25 661 832	16 788 680	159 810 705	221 911 672	1 041 376 537	1 543 536 135
1. Avoirs extérieurs nets	-19 670 590 788	-50 321 498	-150 282 589	5 690 436	-770 145	-7 444 455	-46 145 805	147 421 952	-296 792 258	-40 957 086
2. Avoirs intérieurs nets	39 313 381 149	103 907 166	171 971 738	2 364 319	26 431 977	24 233 135	205 956 510	74 489 720	1 338 168 796	1 584 493 221
Créances nettes sur l'Etat	10 540 164 182	-1 233 293	-22 887 404	-8 362 872	11 035 448	30 626 551	25 303 456	130 676 655	248 899 512	172 837 111
Crédits à l'économie	2 614 225 985	10 405 078	598 673	326 081	2 544 015	9 858 030	57 311 205	76 358 020	475 394 450	686 608 965
Autres postes nets	26 158 990 982	94 735 381	194 260 469	10 401 110	12 852 514	-16 251 446	123 341 849	-132 544 956	613 874 834	725 047 145

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

Tableau IV.14 bis Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Variations de la masse monétaire	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	66,3	28,8	84,6	121,6	43,0	71,8	45,7	39,8	37,7	31,1
Monnaie scripturale	33,7	71,2	15,4	-21,6	57,0	28,2	54,3	60,2	62,3	68,9
Origine des variations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1. Avoirs extérieurs nets	-100,1	-93,9	-692,9	70,6	-3,0	-44,3	-28,9	66,4	-28,5	-2,7
2. Avoirs intérieurs nets	200,1	193,9	792,9	29,4	103,0	144,3	128,9	33,6	128,5	102,7
Créances nettes sur l'Etat	53,7	-2,3	-105,5	-103,8	43,0	182,4	15,8	58,9	23,9	11,2
Crédits à l'économie	13,3	19,4	2,8	4,0	9,9	58,7	35,9	34,4	45,7	44,5
Autres postes nets	133,2	176,8	895,7	129,1	50,1	-96,8	77,2	-59,7	58,9	47,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.15 Origine des variations de la masse monétaire en 2009
(en milliers de CDF)

	Décembre 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept. 2009	Décembre 2009
Variations de la masse monétaire	1 041 376 537	+1 154 474 612	+1 122 021 838	+1 324 155 611	+1 543 536 135
Monnaie fiduciaire	392 483 603	+369 449 307	+393 426 896	+411 515 764	+479 874 794
Monnaie scripturale	648 892 935	+785 025 305	+728 594 942	+912 639 847	+1 063 661 341
Origine des variations	1 041 376 537	+1 154 474 612	+1 122 021 838	+1 324 155 611	+1 543 536 135
1. Avoirs extérieurs nets	-296 792 258	-279 205 611	-172 421 108	-219 848 688	-40 957 086
2. Avoirs intérieurs nets	1 338 168 796	+1 433 680 223	+1 294 442 945	+1 544 004 299	+1 584 493 221
Créances nettes sur l'Etat	248 899 512	+218 760 794	+157 108 154	+199 106 491	+172 837 111
Crédits à l'économie	475 394 450	+602 480 603	+544 480 372	+613 637 902	+686 608 965
Autres postes nets	613 874 834	+612 438 827	+592 854 420	+731 259 905	+725 047 145

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.15 bis Origine des variations de la masse monétaire en 2009
(en pourcentage)

	Décembre 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept. 2009	Décembre 2009
Variations de la masse monétaire	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
Monnaie fiduciaire	+37,7	+32,0	+35,1	+31,1	+31,1
Monnaie scripturale	+62,3	+68,0	+64,9	+68,9	+68,9
Origine des variations	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
1. Avoirs extérieurs nets	+66,4	-24,2	-15,4	-16,6	-2,7
2. Avoirs intérieurs nets	+33,6	+124,2	+115,4	+116,6	+102,7
Créances nettes sur l'Etat	+58,9	+18,9	+14,0	+15,0	+11,2
Crédits à l'économie	+34,4	+52,2	+48,5	+46,3	+44,5
Autres postes nets	-59,7	+53,0	+52,8	+55,2	+47,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.16 Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo
(Contrevaleur en CDF)

	1994	1995	1996				1997				1998
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	juin
BILLETS	2 856 150	18 511 890	28 588 890	46 183 880	68 462 760	101 014 330	181 310 750	202 160 750	202 160 750	204 460 740	280 577 780
1.000.000 NZ	-	-	-	-	-	-	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 800 000
500.000 NZ	-	-	-	-	-	-	16 499 910	20 099 920	20 099 920	20 099 920	20 100 000
100.000 NZ	-	-	-	-	-	-	37 319 990	44 399 990	44 399 990	46 699 980	122 200 000
50.000 NZ	-	-	-	-	-	-	70 949 990	81 079 990	81 079 990	81 079 990	81 120 000
20.000NZ	-	-	-	-	23 949 990	48 919 990	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000
10.000 NZ	-	-	-	-	3 964 000	11 736 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000
5.000 NZ	-	-	4 930 000	18 229 400	11 448 000	13 448 000	20 007 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400
1.000 NZ	-	11 383 400	16 530 400	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790
500 NZ	2 283 190	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980
200 NZ	299 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200
100 NZ	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900
50 NZ	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120
20 NZ	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740
10 NZ	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160
5 NZ	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350
1 NZ	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
50 NK	100	100	100	100	100	120	120	120	120	120	120
20 NK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Billets émis à format réduit ⁽¹⁾	2 380	2 140	2 140	2 140	-68 980	(223.430)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(10)
PIECES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1 NK	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a
TOTAL	2 856 160	18 511 900	28 588 900	46 183 890	68 462 770	101 014 340	181 310 760	202 160 760	202 160 760	204 460 750	280 577 780

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.16 Suite Ventilation des émissions monétaires
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
BILLETS	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000	556 796 000
500 FC	-	-	-	2 319 999	15 119 977	34 868 289	82 739 393	156 266 158	258 866 158	394 946 158
200 FC	-	-	-	49 952 590	19 811 952	23 194 475	32 084 911	40 082 790	45 882 790	48 642 790
100 FC	9 120 590 000	24 028 590	38 716 590	8 860 795	55 395 118	57 575 297	57 163 103	61 415 417	64 917 417	79 277 917
50 FC	1 793 795 000	4 467 795	7 864 795	5 509 580	13 069 154	14 928 042	15 576 347	16 772 521	22 072 521	25 540 021
20 FC	4 939 580 000	4 940 380	4 940 380	1 204 179	6 606 152	4 059 300	3 680 672	4 034 110	5 758 510	5 758 510
10 FC	859 179 000	859 179	859 979	530 645	1 627 394	1 397 868	1 199 061	1 469 681	2 143 081	2 143 081
5 FC	530 644 500	530 645	530 644	100 540	406 496	375 667	370 807	370 652	370 652	370 652
1 FC	100 540 000	100 540	100 540	122 250	41 950	41 160	41 122	41 122	41 122	41 122
50 CC	122 250 000	122 250	122 250	37 999	50 244	49 373	49 356	49 352	49 352	49 352
20 CC	37 998 600	37 999	37 999	19 020	15 738	14 976	14 970	14 967	14 967	14 967
10 CC	19 019 994	19 020	19 020	7 600	8 431	8 270	8 267	8 266	8 266	8 266
5 CC	7 600 000	7 600	7 600	200	3 040	3 016	3 016	3 015	3 015	3 015
1 CC	199 999	200	200	200	152	150	150	150	150	150
TOTAL	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000	556 796 000

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

**Tableau IV.17 Dépôts bancaires a vue ⁽¹⁾ Ventilation par secteur d'activité,
catégorie de déposants et province
(en milliers de CDF) ⁽²⁾**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(a)
A. Secteur d'activité	5 130 248 645	29 141 439	42 255 939	59 024 669	93 453 808	152 049 537	249 487 931	386 160 695	648 578 589	1 133 775 790
Agriculture	84 128 030	266 377	326 065	475 354	920 044	4 192 817	1 395 302	2 159 667	3 515 106	81 785 738
Sylviculture et exploitation forestière	2 035 400	68 739	16 605	44 583	87 273	337 504	173 275	268 197	167 019	212 955
Élevage et pêche	6 658 950	35 791	9 116	87 697	1 041 768	413 347	423 327	655 231	958 122	1 642 414
Industries extractives	52 093 345	496 116	170 059	158 133	917 651	1 884 878	6 737 360	10 428 174	23 544 434	41 140 135
Industries manufacturières	502 942 114	4 082 111	4 143 995	5 112 889	6 967 590	6 243 149	10 147 991	15 707 194	23 781 307	31 267 501
Eau, gaz, électricité	63 815 041	569 918	452 822	349 676	1 248 291	5 351 295	2 745 663	4 249 773	8 101 734	17 989 109
Industries du bâtiment et travaux publics	30 676 163	46 431	14 884	29 059	699 670	1 226 174	2 835 740	4 389 196	7 762 106	14 935 592
Commerce	1 138 128 661	6 197 212	9 181 557	9 957 077	19 280 567	18 561 573	29 884 974	46 256 355	55 540 635	84 322 562
Transports	203 274 615	1 226 887	874 672	1 406 611	1 505 489	4 557 275	4 546 757	7 037 530	12 498 255	25 584 671
Entreprises immobilières et d'assurances(3)	16 954 839	108 185	411 324	219 314	506 569	725 527	14 733 813	22 805 189	2 911 737	3 253 110
Autres services	2 369 901 731	10 284 300	16 544 472	24 956 988	32 592 888	45 222 188	78 878 237	122 088 771	221 073 840	341 780 685
Divers (4)	659 639 756	5 759 372	10 110 368	16 227 288	27 686 008	63 333 810	96 985 492	150 115 418	288 724 294	489 861 318
B. Catégorie de déposants	5 130 248 645	29 141 439	42 255 939	56 063 109	116 330 113	152 049 537	249 487 931	386 160 695	648 578 589	1 060 165 790
Particuliers	715 050 677	4 061 441	7 212 797	10 797 342	31 279 226	36 524 442	74 511 687	115 330 167	255 744 217	408 624 411
Entreprises privées	2 962 861 691	19 090 401	28 558 279	31 672 875	54 590 840	78 733 407	134 426 613	208 067 276	325 573 730	531 062 902
Entreprises publiques	544 331 763	3 107 894	3 222 325	4 120 851	10 894 444	14 025 816	15 409 309	23 850 731	28 304 216	64 499 789
Organismes financiers non monétaires	282 884 210	1 799 627	2 316 281	9 038 749	11 180 268	11 156 439	8 735 608	13 521 089	19 685 629	31 055 634
Pouvoirs publics subordonnés	25 600 149	49 974	309 397	433 292	3 848 562	4 725 595	3 391 242	5 249 009	10 583 517	21 351 598
Organismes publics à caractère administratif	599 520 155	1 032 102	636 860	-	4 536 773	6 883 838	13 013 472	20 142 423	8 687 280	3 571 456
C. Région	5 130 248 645	29 141 379	42 255 939	59 142 835	103 388 108	152 049 537	249 487 931	386 160 695	648 578 589	1 060 165 790
Kinshasa	4 355 692 139	23 989 321	35 677 879	50 299 591	85 309 684	120 044 074	183 378 714	279 507 952	465 798 736	756 884 406
Bas-Congo	92 802 922	1 260 453	1 723 134	2 707 939	3 216 307	4 946 048	6 553 195	10 143 121	16 645 089	24 454 663
Bandundu	859 000	10 208	8 481	8 946	63 919	98 782	-	-	111 341	111 341
Equateur	174 000	839	595	9 898	58 552	98 439	-	-	91 274	91 274
Orientale	17 037 100	109 009	134 239	62 762	397 678	533 486	1 008 695	1 561 271	3 635 438	7 370 833
Kivu	132 731 042	503 554	1 215 886	2 146 756	5 410 972	8 479 411	18 289 606	28 308 893	42 622 211	71 821 412
Katanga	496 799 854	3 028 835	2 960 311	2 847 366	6 963 895	16 067 273	40 257 721	62 311 429	111 952 324	190 552 989
Kasai Oriental	24 741 627	222 326	423 127	830 358	1 481 063	1 242 061	2 200 666	3 406 220	4 575 902	5 054 667
Kasai Occidental	9 410 961	16 834	112 287	229 219	486 038	539 962	595 556	921 809	3 146 274	3 824 205

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En CDF avant 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades.

**Tableau IV.18 Dépôts bancaires a terme ⁽¹⁾ Ventilation par secteur d'activité,
catégorie de déposants, région et échéance**
(en milliers de CDF) ⁽²⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(p)
A. Secteur d'activité	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 497 811	16 500 754	8 880 235	21 308 480	45 484 909	98 499 009	97 816 005
Agriculture	-	-	-	-	-	-	33 382	71 257	45 069	550
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elevage et pêche	-	-	-	-	124 821	-	2 535	5 411	-	356 932
Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	2 324 097	7 325 628
Industries manufacturières	-	624 870	410 930	90 832	309 610	256 315	-	-	610 000	1 356 239
Eau, gaz, électricité	-	-	-	100 000	9 693 512	3 400 520	861 394	1 838 725	1 295 196	2 087 339
Industries du bâtiment et travaux publics	-	3 006	0	7 267	-	34 283	187 045	399 265	152 044	125 317
Commerce	33 587 494	264 525	693 467	482 771	1 280 992	527 701	3 055 206	6 521 618	7 457 399	17 185 372
Transports	-	156 800	181 171	-	53 897	81 207	767 186	1 637 629	212 550	2 441 083
Entreprises immobilières et d'assurances ⁽³⁾	1 529 814	27 888	15 246	7 267	53 452	8 650	50 694	108 211	77 281	58 197
Autres services	259 916 048	977 251	713 939	1 126 495	3 838 963	2 576 221	3 251 225	6 940 038	27 903 615	12 771 436
Divers ⁽⁴⁾	17 209 636	276 373	204 656	683 179	1 145 507	1 995 338	13 099 813	27 962 755	58 421 758	54 107 912
B. Catégorie de déposants	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 496 016	16 038 463	880 235	21 308 480	45 484 909	98 499 009	97 816 005
Particuliers	49 457 597	438 424	590 321	657 251	1 318 510	2 098 180	9 279 497	19 807 939	40 175 490	52 621 433
Entreprises privées	195 530 523	1 375 279	924 754	1 457 559	11 612 707	3 329 636	10 691 190	22 821 327	50 644 466	42 143 528
Entreprises publiques	66 009 069	489 122	674 603	373 939	-	3 400 520	991 544	2 116 543	1 295 196	2 186 071
Organismes financiers non monétaires	1 245 803	27 888	15 246	7 267	2 750 452	51 899	346 249	739 100	6 383 857	534 655
Pouvoirs publics subordonnés	-	-	-	-	356 794	-	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	-	-	14 485	-	-	-	-	-	-	330 318
C. Province	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 494 651	20 276 711	8 880 235	21 308 480	45 484 909	98 499 009	97 816 005
Kinshasa	309 818 708	2 205 508	2 142 144	2 289 524	19 947 849	8 603 172	18 631 639	39 770 945	82 618 593	65 140 987
Bas-Congo	-	-	4 219	33 913	18 083	13 428	75 753	161 702	463 491	568 932
Bandundu	-	-	-	4 195	312	-	-	-	-	-
Equateur	-	-	-	4 964	450	-	-	-	-	-
Orientale	-	-	-	1	-	-	30 416	64 926	61 891	114 371
Sud, Nord Kivu et Maniema	725 000	22 000	38 300	58 319	220 672	4 315	345 963	738 490	535 706	2 799 242
Katanga	1 699 284	103 205	34 746	82 261	79 536	259 320	2 224 709	4 748 846	14 607 469	28 435 908
Kasai Oriental	-	-	-	12 800	4 918	-	-	-	183 451	668 087
Kasai Occidental	-	-	-	8 674	4 891	-	-	-	28 408	88 478
D. Echéance	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 496 016	16 038 462	8 880 235	21 308 480	45 484 909	98 499 009	97 816 005
15 jours	-	-	2 016	41 409	-	-	6 602 986	14 094 680	8 235 629	40 330
1 mois	276 000	1 637	525 311	491 130	666 561	371 459	2 131 324	4 549 507	5 142 153	12 747 964
3 mois	88 628 995	669 200	861 947	252 494	1 235 857	2 897 834	3 522 609	7 519 333	68 057 300	36 914 683
6 mois	21 092 332	95 015	516 949	529 378	7 706 810	3 488 830	6 245 592	13 331 790	5 498 388	20 747 469
1 an et plus	202 245 665	1 564 861	313 186	1 181 605	6 429 234	2 122 112	2 805 969	5 989 599	11 565 539	27 365 559

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En CDF avant 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades.

Tableau IV.19 Crédits aux entreprises et aux particuliers
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ⁽²⁾
A. Banques	3 544 155 321	18 062 520	38 230 001	40 715 420	73 794 351	113 862 803	315 107 944	278 437 872	598 483 738	546 699 608
- crédits à décaissement ⁽²⁾	2 942 336 336	13 357 900	33 542 111	27 759 493	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 966	490 410 664	480 847 063
- crédits de signature	601 818 985	4 704 620	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	188 708 335	77 604 906	108 073 074	65 852 545
B. Institutions spécialisées	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030	275 853 638	96 478 464
Total	3 751 066 269	19 709 034	46 766 594	62 504 554	135 934 943	831 658 841	592 279 675	469 287 902	874 337 376	643 178 072

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

(2) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Crédits aux entreprises et aux particuliers ⁽¹⁾
(utilisations des crédits)
(en milliers de CDF) ⁽²⁾

	2000	2001 ⁽²⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(p)
A. Crédits à court terme	2 052 682 804	10 025 410	12 638 431	24 607 173	41 442 671	60 607 951	115 152 330	169 307 350	412 259 217	367 470 824
1. Agriculture	574 661 643	2 928 996	1 324 842	1 318 969	3 312 033	5 188 906	9 747 132	7 921 429	15 194 721	69 245 619
2. Industries manufacturières	421 639 810	1 770 748	2 185 566	7 732 593	11 894 445	9 870 150	13 378 890	16 374 537	29 869 431	36 337 356
3. Distribution	439 149 405	1 792 499	3 331 756	5 413 014	6 777 373	10 904 197	16 436 935	23 267 254	79 805 509	53 441 037
4. Transport	143 295 106	423 455	669 241	1 669 857	6 941 938	6 413 585	23 555 296	33 751 888	34 353 174	37 365 334
5. Autres	473 936 840	3 109 712	5 127 026	8 472 740	12 516 882	28 231 113	52 034 077	87 992 242	253 036 382	171 081 478
6. Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	1 691 833	13 782	42 935	1 463 003	1 755 333	3 017 384	11 247 279	31 525 615	78 151 447	113 376 239
1. Investissements productifs	-	-	-	968 827	1 146 125	1 198 349	4 844 037	6 455 813	9 847 350	17 889 503
2. Prêts spéciaux	-	3 722	9 508	12 290	-	9 038	9 045	2 327 457	8 638 148	-
3. Autres	1 691 833	10 060	33 427	481 886	609 208	1 809 997	6 394 197	22 742 345	59 665 949	95 486 736
I. Crédits à décaissement total (A + B)	2 054 374 637	10 039 192	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 965	490 410 664	480 847 063
II. Crédits d'engagement	601 818 985	4 704 670	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	57 069 540	77 604 906	108 073 074	65 852 545
1. Crédocs à l'exportation	13 530 893	41 894	18 660	22 121	25 854	1 199 262	-	-	80 520	-
2. Credocs à l'importation	292 262 928	2 706 592	1 713 002	3 435 438	7 025 883	10 766 818	15 752 749	38 588 359	49 938 011	23 097 503
- payables à l'embarquement	27 365 785	81 286	394 393	1 396 686	2 596 152	2 179 511	4 741 837	5 262 007	6 505 798	23 868
- payables à délai d'embarquement	264 897 143	2 625 306	1 318 609	2 038 752	4 276 728	8 587 307	9 429 165	26 206 890	33 247 885	3 825 807
3. Autres	296 025 164	1 956 184	2 956 228	9 498 368	23 544 610	38 271 388	41 316 791	39 016 547	58 054 543	42 755 042
TOTAL GENERAL (I + II)	2 656 193 622	14 743 862	17 369 256	39 026 103	73 794 351	113 862 803	183 469 149	278 437 871	598 483 738	546 699 608

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Uniquement les crédits des BCM.

(2) En CDF avant 2001.

Tableau IV.21 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

Secteurs d'activité économique	2000	2001 ⁽²⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(p)
Agriculture, forêts, élevage et pêche	535 859 242	3 126 433	1 398 246	2 129 715	3 480 470	5 727 871	7 458 281	8 458 984	18 490 613	12 419 959
Production minière	15 194 522	56 983	88 763	3 877 973	5 298 064	4 340 690	10 058 278	15 185 400	24 595 352	17 504 182
Production industrielle	400 299 581	1 656 823	1 976 044	4 246 897	5 123 190	4 373 574	7 794 241	9 638 500	26 344 442	13 930 572
Bâtiments et travaux publics	43 592 358	138 476	139 911	820 983	2 339 179	2 361 072	2 136 130	7 636 968	12 099 906	30 684 470
Energie	34 819 176	42 367	183 858	184 873	1 405 336	123 516	4 902 816	3 954 488	2 406 611	7 625 280
Transports	143 295 106	436 926	833 120	1 972 609	2 496 975	11 632 519	12 859 097	18 687 339	37 236 609	22 115 807
Distribution	432 096 613	2 326 168	4 277 523	4 571 423	6 966 120	12 547 055	18 407 978	23 534 148	84 008 032	91 130 919
Commerce, Import, biens de consommation	-	-	-	-	-	-	173 303	202 402	4 351 908	20 165 824
Commerce, Import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	-	-	-	-	-	-	69 372	66 945	187 310	43 678 548
Commerce, export. matières premières	-	-	-	-	-	-	2 405	14 373	668 732	19 396 443
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	2 211 015	32 864	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	447 007 024	2 403 504	3 783 901	8 265 703	16 088 670	22 519 038	62 537 708	113 453 417	280 021 149	202 195 060
Total	2 054 374 637	10 220 544	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 964	490 410 664	480 847 063

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

(2) En CDF avant 2001.

Tableau IV.22 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

Branches d'activité	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(a)
Production agricole	257 572 512	2 228 873	1 172 772	2 721 875	2 866 961	3 424 073	21 955 682	52 737 866	43 891 876	7 709 028
Traitement et conditionnement de la production agricole	31 156 432	233 100	218 304	384 732	422 689	1 256 949	5 752 389	14 159 955	7 660 448	1 411 467
Sylviculture et exploitation forestière	36 440 904	160 062	62 147	160 405	428 697	1 060 018	8 551 008	30 422 327	18 622 715	3 334 707
Elevage	5 864 845	12 738	49 378	56 000	18 488	17 933	428 536	8 334 770	11 778 756	78 607
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	9 954 127	99 232	11 928	99 911	4 852 045	3 603 532	58 837 187	79 153 583	3 449 891	20 004 816
Minerais non métalliques	-	801	934	-	-	-	237 016	1 451 994	633 595	1 106 292
Alimentation	5 272 762	2 556	-	236 453	592 074	522 972	5 333 181	19 170 716	24 108 125	1 196 595
Boissons	84 417 330	424 173	591 118	805 932	925 981	1 201 093	11 651 231	20 702 445	13 957 917	7 871 881
Tabac	-	-	-	-	127 105	1 070 679	-	9 852 044	-	9 000 000
Textiles et confections	19 097 432	307 692	4 860	407 816	1 486 834	2 046 802	4 014 420	34 040 439	7 522 477	3 558 010
Industries chimiques	173 643 488	426 749	922	83 263	191 766	245 683	203 135	14 192 786	19 247 725	835 077
Matériaux de construction	18 071 221	95 465	32 786	238 866	502 681	1 962 834	16 381 061	8 185 060	2 572 434	3 045 967
Métallurgie et fabrications métalliques	7 905 214	148 471	5 087	249 633	480 374	435 472	10 424 796	17 332 793	4 433 539	1 256 224
Autres industries manufacturières	23 797 559	323 737	138 104	1 049 162	1 341 878	2 357 198	13 295 798	21 889 573	24 760 666	6 402 881
Eau, gaz, électricité	35 065 979	19 602	338 783	437 416	1 760 979	464 662	16 526 131	26 040 981	71 025 607	7 155 755
Industries du bâtiment et travaux publics	9 735 902	197 632	8 549	50 725	475 001	1 261 005	13 675 857	19 074 236	114 897 073	21 543 657
Commerce de gros et demi-gros	62 476 110	1 539 365	532 664	261 360	1 648 913	2 306 057	100 368 962	67 506 701	61 444 242	47 880 503
Commerce de détail	397 003 757	1 044 635	401 635	1 947 356	18 812 598	3 178 565	15 482 658	70 631 374	30 199 042	29 613 225
Compagnies pétrolières	34 702 080	366 966	291 544	604 582	839 634	1 993 743	29 496 094	17 321 801	12 108 286	10 272 687
Transports	45 016 001	176 158	401 249	615 396	1 829 473	3 965 802	4 038 314	52 359 556	31 720 674	18 703 478
Entreprises immobilières et d'assurances	3 800 000	24 640	-	67 296	139 291	259 120	1 376 154	98 180	-	10 509 963
Autres services	33 506 217	324 666	96 319	766 524	2 728 143	9 807 708	115 171 220	-	93 038 028	77 949 859
Divers	353 265 431	2 011 672	1 917 289	6 656 355	9 008 450	15 095 179	124 994 499	-	29 193 835	190 406 384
Total	1 647 765 303	10 168 985	6 276 372	17 901 058	51 480 055	57 537 079	578 195 329	584 659 180	626 266 951	480 847 063

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

**Tableau IV.23 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées
de crédit par branche d'activité
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾**

Branches d'activité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(a)
Production agricole	9 002 090	103 751	1 490 680	3.247.876	3 435 254	41 461 885	23 186 186	19 592 961	21 945 938	3 218 862
Traitement et conditionnement de la production agricole	37 908 716	36 858	218 304	395.732	466 689	19 157 309	697 088	-	-	943 901
Sylviculture et exploitation forestière	2 499 246	44 283	62 147	160.405	428 697	5 719 881	6 677 190	10 058 034	18 206 427	3 173 116
Elevage	459 403	28 296	52 550	62 344	18 488	256 057	168 294	8 849 516	3 623 916	973 241
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	116 184	-	39 441
Industries métalliques	-	-	53 610	1.599.911	4 987 366	66 238 289	-	-	-	-
Alimentation	828 706	20 513	-	236.453	616 813	13 520 831	10 270 856	16 803	22 481 620	12 638 592
Boissons	-	-	1 208 488	1.245.168	2 977 725	30 487 513	6 428	2 800 117	8 201 400	2 092 006
Tabac	1 236 995	-	-	-	127 105	1 053 200	-	-	-	-
Textiles et confections	1 420 779	572	69 860	547.816	1 566 834	24 072 679	19 944 571	11 187 801	8 099 664	1 055 410
Industries chimiques	8 211 743	41 466	5 520	92.043	191 766	9 125 317	5 035 255	13 730 101	19 247 725	3 165 980
Matériaux de construction	781 537	2 508	117 786	414.493	1 976 876	25 245 626	2 002 232	1 990 224	1 990 224	331 704
Métallurgie et fabrications métalliques	278 099	100 751	17 840	265.036	716 521	8 852 080	300 288	300 288	799 142	50 048
Autres industries manufacturières	16 921 889	60 234	268 370	1.138.851	1 589 432	23 399 854	20 681 591	13 480 423	17 962 580	6 646 256
Eau, gaz, électricité	-	-	341 783	440.416	2 031 112	10 007 107	850 142	8 566 078	14 685 341	2 194 610
Industries du bâtiment et travaux publics	2 220 158	10 501	51 549	164.965	3 986 235	49 604 239	-	850 620	3 402 480	2 388 070
Commerce de gros et demi-gros	3 811 832	140 319	1 072 900	261.360	1 744 310	23 537 654	26 440 151	22 537 195	42 308 801	14 547 558
Commerce de détail	23 230 424	158 114	401 635	1.947.356	18 914 781	39 153 741	29 687 506	8 185 204	22 199 982	9 759 261
Compagnies pétrolières	-	-	685 423	1.510.584	2 181 973	30 559 601	1 233 786	770 892	770 892	33 342
Transports	4 244 834	81 039	401 249	615.396	1 937 559	52 578 332	-	1 660 367	3 099 931	1 947 790
Autres services	7 355 663	13 598	96 319	766.524	3 003 061	74 036 339	51 111 340	50 704 483	50 194 858	11 121 040
Divers	86 498 834	803 711	1 920 580	6.676.385	9 241 995	169 728 504	78 878 827	15 452 739	16 632 717	20 158 236
Total	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21.789.134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030	275 853 638	96 478 464

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

Tableau IV.24 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

Formes des crédits	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(p)
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	215 606 298	934 967	192 150	730 578	2 774 647	4 864 136	51 999 147	33 391 203	5 859 753	22 689 407
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-	-	-	-	-	-	862 507	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	-	-	-	-	166 192	2 652 830	33 190 440	22 070 942	1 893 761	14 780 247
Cautions	178 897 477	1 655 006	1 972 805	2 321 160	8 706 922	7 719 044	104 121 480	91 385 490	243 115 694	27 881 163
Avals	-	-	-	-	-	-	-	-	670 800	501 728
Total	394 503 775	2 589 973	2 164 955	3 051 738	11 647 761	15 236 010	189 311 067	146 847 635	252 402 515	65 852 545

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

Tableau IV.25 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées par branche d'activité
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

Branches d'activité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^(p)
Production agricole	9 002 090	103 751	1 490 680	3 247 876	3 435 254	41 461 885	23 186 186	19 592 961	21 945 938	321 8862
Traitement et conditionnement de la production agricole	37 908 716	36 858	218 304	395 732	466 689	19 157 309	697 088	-	-	943 901
Sylviculture et exploitation forestière	2 499 246	44 283	62 147	160 405	428 697	5 719 881	6 677 190	10 058 034	18 206 427	3 173 116
Elevage	459 403	28 296	52 550	62 344	18 488	256 057	168 294	8 849 516	3 623 916	973 241
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	116 184	-	39 441
Industries métalliques	-	-	53 610	1 599 911	4 987 366	66 238 289	-	-	-	-
Alimentation	828 706	20 513	-	236 453	616 813	13 520 831	10 270 856	16 803	22 481 620	12 638 592
Boissons	-	-	1 208 488	1 245 188	2 977 725	30 487 513	6 428	2 800 117	8 201 400	2 092 006
Tabac	1 236 995	-	-	-	127 105	1 053 200	-	-	-	-
Textiles et confections	1 420 779	572	69 860	547 816	1 566 834	24 072 679	19 944 571	11 187 801	8 099 664	1 055 410
Industries chimiques	8 211 743	41 466	5 520	92 043	191 766	9 125 317	5 035 255	13 730 101	19 247 725	3 165 980
Matériaux de construction	781 537	2 508	117 786	414 493	1 976 876	25 245 626	2 002 232	1 990 224	1 990 224	331 704
Métallurgie et fabrications métalliques	278 099	100 751	17 840	265 036	716 521	8 852 080	300 288	300 288	799 142	50 048
Autres industries manufacturières	16 921 889	60 234	268 370	1 138 851	1 589 432	23 399 854	20 681 591	13 480 423	17 962 580	6 646 256
Eau, gaz, électricité	-	-	341 783	440 416	2 031 112	10 007 107	850 142	8 566 078	14 685 341	2 194 610
Industries du bâtiment et travaux publics	2 220 158	10 501	51 549	164 965	3 986 235	49 604 239	-	850 620	3 402 480	2 388 070
Commerce de gros et demi-gros	3 811 832	140 319	1 072 900	261 360	1 744 310	23 537 654	26 440 151	22 537 195	42 308 801	14 547 558
Commerce de détail	23 230 424	158 114	401 635	1 947 356	18 914 781	39 153 741	29 687 506	8 185 204	22 199 982	9 759 261
Compagnies pétrolières	-	-	685 423	1 510 584	2 181 973	30 559 601	1 233 786	770 892	770 892	33 342
Transports	4 244 834	81 039	401 249	615 396	1 937 559	52 578 332	-	1 660 367	3 099 931	1 947 790
Autres services	7 355 663	13 598	96 319	766 524	3 003 061	74 036 339	51 111 340	50 704 483	50 194 858	11 121 040
Divers	86 498 834	803 711	1 920 580	6 676 385	9 241 995	169 728 504	78 878 827	15 452 739	16 632 717	20 158 236
Total	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030	275 853 638	96 478 464

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

(1) En CDF avant 2001.

Tableau IV.26 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Avoirs extérieurs nets	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013	-475 854 717	-557 610 230
Avoirs	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257	49 732 725	902 153 529
Engagements	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 388 233	424 129 269	525 587 442	1 459 763 759
2. Avoirs intérieurs nets	42 439 202 616	163 194 917	341 677 610	365 814 081	460 051 381	486 868 080	644 918 829	621 727 615	859 565 312	1 036 851 137
2.1 Crédits intérieurs	14 907 676 642	45 029 071	33 949 416	7 440 022	-10 666 466	38 948 095	178 822 718	206 617 519	295 188 601	274 760 780
a) Créances nettes sur l'Etat	14 019 714 943	13 334 800	13 088 671	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	163 131 124	198 728 364	272 445 958	200 253 169
b) Crédits à l'économie	887 961 699	31 694 271	20 860 745	1 689 317	1 176 716	5 069	15 691 594	7 889 155	22 742 643	74 507 611
2.2 Autres postes nets	27 531 525 974	118 165 846	307 728 194	358 374 059	470 717 847	447 919 985	466 096 111	415 110 096	564 376 712	762 090 357
3. Base monétaire (sens large)	18 907 065 804	77 143 732	98 832 881	70 926 536	112 472 321	129 083 173	211 313 493	288 462 602	383 710 595	479 240 908
Base monétaire (sens strict)	17 212 156 478	42 170 891	57 892 782	63 503 887	101 713 707	120 102 487	204 072 000	283 556 915	378 097 680	471 722 130
Dépôts en devises	1 694 909 326	34 972 841	40 940 099	7 422 649	10 758 614	8 980 686	7 241 493	4 905 688	5 612 915	7 518 777

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001..

Tableau IV.27 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2009
(en milliers de CDF)

	Décembre 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept. 2009	Décembre 2009
1. Avoirs extérieurs nets	-475 854 717	-488 473 739	-413 593 001	-619 951 653	-557 610 230
Avoirs	49 732 725	211 685 142	202 487 475	777 539 266	902 153 529
Engagements	525 587 442	700 158 881	616 080 476	1 397 490 920	1 459 763 759
2. Avoirs intérieurs nets	859 565 312	856 378 377	807 243 319	1 027 469 201	1 036 851 137
2.1 Crédits intérieurs	295 188 601	329 700 983	257 394 232	298 201 285	274 760 780
a) Créances nettes sur l'Etat	272 445 958	251 334 236	190 684 626	233 060 843	200 253 169
b) Crédits à l'économie	22 742 643	78 366 747	66 709 606	65 140 442	74 507 611
2.2 Autres postes nets	564 376 712	526 677 394	549 849 086	729 267 916	762 090 357
3. Base monétaire (sens large)	383 710 595	367 904 638	393 650 318	407 517 548	479 240 908
Base monétaire (sens strict)	378 097 680	360 962 884	387 163 931	399 977 519	471 722 130
Dépôts en devises	5 612 915	6 941 754	6 486 386	7 540 029	7 518 777

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.28 Situation monétaire des banques créatrices de monnaie
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Avoirs extérieurs nets	1 803 038 168	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 582 385	160 664 014	179 062 459	516 653 144
Avoirs	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064	108 042 610	109 291 062	147 358 514	217 166 524	299 477 628	647 238 571
Engagements	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129	56 502 510	120 415 169	130 585 427
2. Avoirs intérieurs nets	2 847 960 021	14 379 379	19 401 431	23 299 208	43 946 813	64 120 543	121 946 935	201 752 003	492 964 576	615 191 526
2.1 Crédits intérieurs	1 770 156 250	9 200 514	9 524 445	10 616 587	29 306 969	44 753 481	87 363 633	171 136 840	448 819 353	655 632 843
a) Créances nettes sur l'Etat	-289 985 127	-838 363	-3 144 323	-7 317 094	-11 170 184	-18 710 703	-32 496 346	-22 515 930	-23 546 446	-27 416 058
b) Crédits à l'économie	2 060 141 377	10 038 877	12 668 768	17 933 681	40 477 153	63 464 184	119 859 978	193 652 769	472 365 799	683 048 901
2.2 Autres postes nets	1 077 803 771	5 178 865	9 876 986	12 682 621	14 639 844	19 367 062	34 583 303	30 615 164	44 145 223	-40 441 317
3. Total des dépôts	4 650 998 189	28 379 967	39 912 974	59 192 178	109 754 220	148 028 304	225 608 689	370 371 252	657 665 942	1 064 295 228
Dépôt en Monnaie Nationale	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	7 910 878	16 716 026	14 385 923	8 152 664
Dépôt en Monnaies Etrangères	2 490 135 490	20 399 895	31 957 030	50 586 004	94 390 021	129 237 787	217 697 811	353 655 227	643 280 019	1 056 142 564

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

Tableau IV.29 Situation monétaire des banques créatrices de monnaie en 2009
(en milliers de CDF)

	Décembre 2008	Mars 2009	Juin 2009	Sept.2009	Décembre 2009
1. Avoirs extérieurs nets	179 062 459	209 268 128	241 171 893	400 102 966	516 653 144
Avoirs	299 477 628	324 959 484	354 157 663	520 377 898	647 238 571
Engagements	120 415 169	115 691 356	112 985 770	120 274 932	130 585 427
2. Avoirs intérieurs nets	492 964 576	628 925 071	487 199 627	516 535 098	615 191 526
2.1 Crédits intérieurs	448 819 353	565 055 710	444 194 293	514 543 108	655 632 843
a) Créances nettes sur l'Etat	-23 546 446	-32 573 443	-33 576 473	-33 954 352	-27 416 058
b) Crédits à l'économie	472 365 799	597 629 153	477 770 766	548 497 460	683 048 901
2.2 Autres postes nets	44 145 223	63 869 361	43 005 334	1 991 989	-40 441 317
3. Total des dépôts	657 665 942	786 569 973	728 371 520	916 638 063	1 064 295 228
Dépôt en Monnaie Nationale	14 385 923	8 486 423	6 262 965	11 538 246	8 152 664
Dépôt en Monnaies Etrangères	643 280 019	778 083 551	722 108 555	905 099 817	1 056 142 564

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.30 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. AVOIRS EN DEVISES	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 872 615	351 209 783
Avoirs libres	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 872 615	351 209 783
2. AVOIRS EN DTS	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	598 917	132 226	1 639 268	3 860 110	550 943 642
3. DEVISES ET DTS (1+2)	3 912 402 635	20 112 842	28 587 369	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257	49 732 725	902 153 425
4. OR	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	6 877 450 863	43 564 430	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 660	17 534 211	20 133 795
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597	32 198 514	882 019 631
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	406 084 291	-333 265 013	-390 061 733	-557 610 334
Réserves nettes	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597	32 198 514	882 019 631
F.M.I. position nette	-19 611 654 400	-56 573 879	-213 392 130	-261 034 214	-362 087 132	-341 123 922	419 844 814	-403 101 610	-422 260 247	-719 351 681
14000 FMI Allocations- DTS	-962 869 811	-6 075 596	-	-	-	-	-	-	-	-720 278 283

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

Tableau IV.31 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2009
(en milliers de CDF)

	2008	2009			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	45 872 615	201 448 462	198 961 727	204 406 226	351 209 783
Avoirs libres	45 872 615	201 448 462	198 961 727	204 406 226	351 209 783
2. AVOIRS EN DTS	3 860 110	10 236 681	3 525 748	573 133 040	550 943 642
3. DEVISES ET DTS (1+2)	49 732 725	211 685 142	202 487 475	777 539 266	902 153 425
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T.	17 534 211	18 249 989	17 097 507	17 742 489	20 133 795
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	32 198 514	193 435 153	185 389 968	759 796 777	882 019 631
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-390 061 733	-488 473 739	-413 593 001	-619 951 653	-557 610 334
Réserves nettes	32 198 514	193 435 153	185 389 968	759 796 777	882 019 631
F.M.I. position nette	-422 260 247	-681 908 892	-598 982 970	-686 151 690	-719 351 681
14000 FMI Allocations- DTS	-	-	-	-693 596 740	-720 278 283

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 31 bis Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2009
(en millions de USD)

	2008	2009			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	71,8	245,6	263,1	237,5	389,1
Avoirs libres	71,8	245,6	263,1	237,5	389,1
2. AVOIRS EN DTS	6,0	12,5	4,7	665,9	610,4
3. DEVISES ET DTS (1+2)	77,8	258,1	267,8	903,4	999,4
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T.	27,4	22,3	22,6	20,6	22,3
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	50,4	235,8	245,2	882,8	977,1
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-610,1	-595,6	-547,0	-712,4	-617,7
Réserves nettes	50,4	235,8	245,2	882,8	977,1
F.M.I. position nette	-660,5	-831,4	-792,1	-797,3	-796,9
Provisions arriérés	-	-	0,0	-798,0	-798,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.32 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Avoirs extérieurs bruts	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 874 882	225 140 524	308 030 781	349 210 353	1 549 391 996
a) Banque Centrale du Congo	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 583 821	77 782 010	90 864 257	49 732 725	902 153 425
1. Avoirs en or	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	593 631	131 339	1 639 268	3 860 110	550 943 642
3. Avoirs en devises	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 872 615	351 209 783
b) Banques de dépôts	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064	108 042 610	109 291 062	147 358 514	217 166 524	299 477 628	647 238 571
B. Engagements extérieurs	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362	480 631 780	560 209 626	1 590 349 186
a) Banque Centrale du Congo	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 388 233	424 129 269	439 794 458	1 459 763 759
1. Crédit F.M.I.	19 611 654 400	56 573 879	213 392 130	261 034 214	362 087 132	341 123 922	419 844 814	403 101 610	422 260 247	719 351 681
2. Autres engagements	7 840 320 674	49 640 026	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 660	17 534 211	20 133 795
3. FMI allocations DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	720 278 283
b) Banques de dépôts	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129	56 502 510	120 415 169	130 585 427
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-21 729 098 644	-72 050 597	-222 333 186	-258 994 575	-281 771 653	-273 877 146	-320 022 951	-172 600 999	-296 792 258	-40 957 086
a) Banque Centrale du Congo	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013	-475 854 717	-557 610 230
b) Banques de dépôts	1 803 038 168	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 582 385	160 664 014	179 062 459	516 653 144

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

**Tableau IV.33 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets
des organismes monétaires en 2009**
(en milliers de CDF)

	2008	2009			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
A. Avoirs extérieurs bruts	349 210 353	327 376 498	315 473 245	897 814 199	1 549 391 996
a) Banque Centrale du Congo	49 732 725	211 685 142	202 487 475	777 539 266	902 153 425
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	3 860 110	10 236 681	3 525 748	573 133 040	550 943 642
3. Avoirs en devises	45 872 615	201 448 462	198 961 727	204 406 226	351 209 783
b) Banques de dépôts	299 477 628	115 691 356	112 985 770	120 274 932	647 238 571
B. Engagements extérieurs	544 544 438	815 850 237	537 115 039	544 404 202	1 590 349 186
a) Banque Centrale du Congo	424 129 269	700 158 881	424 129 269	424 129 269	1 459 763 759
1. Crédit F.M.I.	403 101 610	681 908 892	403 101 610	403 101 610	719 351 681
2. Autres engagements	21 027 660	18 249 989	21 027 660	21 027 660	20 133 795
3. FMI allocations DTS	-	-	-	693 596 740	720 278 283
b) Banques de dépôts	120 415 169	115 691 356	112 985 770	120 274 932	130 585 427
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-296 792 258	-279 205 611	-172 421 108	-219 848 688	-40 957 086
a) Banque Centrale du Congo	-475 854 717	-488 473 739	-413 593 001	-619 951 653	-557 610 230
b) Banques de dépôts	179 062 459	209 268 128	241 171 893	400 102 966	516 653 144

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.34 Situation résumée de la Société Financière de Développement
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Trésorerie	14 262 914	22 542 204	4 233 089	1 256 223	7 835 329	68 389 846	175 413 596	19 939 023	9 373 175	19 446 726
2. Crédits à moyen terme et long terme	83 693 166	244 393 770	504 439 547	696 727 032	425 210 881	550 688 067	479 097 165	423 509 328	805 177 082	1 045 989 293
3. Crédits à C.T	18 848 646	358 063 300	272 347 909	128 249 647	101 899 635	98 222 534	114 739 102	272 919 396	214 481 308	202 329 622
4. Immobilisés nets	83 838 044	160 751 521	159 067 426	180 455 703	166 383 473	159 810 265	141 802 044	191 349 821	206 892 599	298 381 071
Avoirs = Engagements	200 642 770	785 750 795	940 087 971	1 006 688 605	701 329 318	877 110 712	911 051 907	907 717 568	1 235 924 164	1 566 146 712
1. Fonds propres	86 386 519	175 834 526	196 281 979	271 908 578	281 066 165	394 431 212	500 601 079	555 143 130	938 623 349	1 217 027 608
Capital	2 024 794	2 024 794	2 024 794	-	-	-	-	-	-	-
Réserves et provisions	84 361 725	173 809 732	194 257 185	-	-	-	-	-	-	-
2. Quasi-capital	-	-	21 754 758	916 670 054	624 343 074	680 828 630	570 756 087	583 433 269	558 059 146	701 948 460
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à long terme de l'Etat	-	-	-	61 786 031	1 955 423	1 954 445	1 896 087	-	-	-
Fonds consolidés ⁽²⁾	-	-	21 754 758	854 884 023	622 387 651	678 874 185	568 860 000	583 433 269	558 059 146	701 948 460
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	53 203 004	220 788 075	169 873 997	-	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	-3 660 207	11 980 907	-22 697 949	36 099 235	24 867 261	17 389 088	25 511 727	24 680 020	34 344 732	36 752 516
5. Autres éléments nets	64 713 454	377 147 287	574 875 186	-217 989 262	-228 947 182	-215 538 218	-185 816 986	-255 538 851	-295 103 063	-389 581 872

Source : Société Financière de Développement.

(1) En CDF avant 2001.

(2) Y compris les fonds divers et dettes à C.T.

Tableau IV.35 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003®	2004
1. Trésorerie	56 440	159 160	1 290 460	957 046	1 707 586	1 927 220	26 111 238	125 986	90 674	34 227	95 515
2. Créances diverses	170 440	1 027 920	2 936 440	14 982 704	27 680 935	57 392 690	524 348 620	2 154 903	5 268 711	5 769 739	6 406 322
3. Réassurance	443 370	868 890	3 783 410	7 587 917	7 006 704	14 594 088	19 576 056	12 781	16 212	1 038 099	1 038 099
4. Immobilisés nets ⁽²⁾	375 510	1 882 000	20 099 890	18 886 888	33 462 486	113 813 118	235 397 898	240 373	758 328	786 168	1 991 150
ACTIF = PASSIF	1 045 760	3 937 970	28 110 200	42 414 555	69 857 711	187 727 116	805 433 812	2 534 043	6 133 925	7 628 233	9 531 087
1. Fonds propres	301 300	1 727 450	20 477 320	20 642 230	37 109 720	125 438 539	340 904 053	325 092	476 451	918 149	1 660 080
a) Capital libéré ⁽³⁾	10	10	10	1	1	1	1	295 339	295 339	295 339	295 339
b) Bénéfices et réserves	301 290	1 727 440	20 477 310	20 642 229	37 109 719	125 438 538	340 904 052	29 754	181 315	622 810	1 364 741
2. Dettes diverses à LT	-	-	-	-	-	-	-	-	97 040	99 381	103 809
3. Provisions techniques	645 430	1 446 240	2 579 790	7 987 177	16 583 460	34 283 295	245 461 134	347 559	1 420 344	2 402 939	2 433 191
4. Provisions mathématiques	6 010	108 760	466 260	473 095	473 095	2 890 720	6 506 267	6 506	24 935	28 935	27 950
5. Engagements à court terme	110 220	604 750	4 328 580	12 234 623	9 685 797	13 888 074	128 494 287	1 810 818	2 499 563	4 178 828	5 306 057
6. Autres éléments nets	-17 200	50 770	258 250	1 077 429	6 005 639	11 226 488	84 068 071	44 067	1 615 589	1	-

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) En CDF avant 2001

(2) Y compris le portefeuille titres.

(3) A titre symbolique.

Tableau IV.36 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. RECETTES	671 350	2 295 240	8 061 780	39 801 846	25 870 625	79 133 285	348 825 756	3 112 142	5 478 492	6 953 290	8 243 478
1. Primes et frais	265 970	1 431 330	5 542 210	28 247 665	19 030 196	63 200 650	243 845 235	2 414 956	4 172 377	6 855 477	8 118 146
Automobiles et cycles	119 180	681 490	3 614 190	8 614 331	13 376 867	38 787 052	162 513 375	1 440 473	1 994 053	4 421 569	4 510 568
Incendie	5 040	45 490	233 690	5 277 692	1 764 020	5 435 972	35 023 528	244 165	817 147	550 451	485 256
Transport	24 210	287 870	1 491 130	11 964 379	2 527 480	3 378 416	11 911 268	322 476	554 081	330 787	926 109
Risques divers ⁽¹⁾	108 560	400 040	173 260	2 274 547	1 184 153	14 992 894	32 385 469	392 138	767 410	1 498 051	2 037 969
Vie	8 980	16 440	29 940	116 716	177 676	606 316	2 011 595	15 706	39 686	54 619	158 244
2. Autres recettes	405 380	863 910	2 519 560	11 554 180	6 840 429	15 932 635	104 980 521	697 185	1 306 116	97 813	125 332
II. DEPENSES	903 070	3 021 840	10 892 720	20 592 293	33 973 326	82 429 368	288 086 524	3 351 103	4 476 156	3 120 303	3 210 772
1. Réglements des sinistres	13 650	154 270	898 320	3 972 054	1 929 038	4 572 971	28 501 839	878 897	759 398	481 404	728 660
Automobiles et cycles	11 110	113 720	702 700	3 116 999	1 744 898	3 851 029	24 320 976	492 463	572 314	394 666	640 203
Incendie	1 400	650	71 960	44 121	18 700	115 337	658 186	321 572	2 400	17 817	3 003
Transport	760	28 340	76 750	732 256	68 164	176 890	752 658	10 336	104 754	11 157	19 296
Risques divers ⁽²⁾	370	5 850	41 910	51 372	56 252	266 305	1 283 732	27 996	31 997	20 822	15 526
Vie	10	5 710	5 000	27 306	41 024	163 410	1 486 287	26 530	4 733	36 942	50 632
2. Commissions	13 050	105 370	803 220	3 639 080	2 187 279	3 557 402	26 143 703	217 840	248 486	448 372	684 646
3. Dépenses d'exploitation	88 750	881 020	5 681 010	3 590 347	16 602 872	42 722 888	324 975 833	2 278 771	1 611 185	2 902 856	1 527 654
4. Provisions diverses	650 750	1 271 560	2 051 630	5 414 224	9 661 002	16 339 926	-138 762 292	-94 431	1 087 473	-3 135 189	29 267
5. Charges diverses	136 870	609 620	1 458 540	3 976 588	3 593 135	15 236 181	47 227 441	70 026	769 613	2 422 860	240 545
III. SOLDE (I - II)	-231 720	-726 600	-2 830 940	19 209 553	-8 102 701	-3 296 083	60 739 232	-238 962	1 002 337	3 832 987	5 032 707

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) En CDF avant 2001

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.37 Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie
(en CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003®	2004	2005	2006	2007	2008
1. Trésorerie	21 268 385	137 720 585	358 462 239	994 328 636	900 457 582	857 249 105	1 695 368 894	1 527 549 418	3 310 102 434	2 372 656 522
2. Réalisables	34 169 422	393 272 629	3 074 477 421	5 446 698 081	7 616 795 332	10 077 260 523	11 203 135 902	12 554 417 616	15 545 089 504	27 475 085 898
3. Immobilisés nets	55 799 632	438 118 207	599 231 849	2 135 672 734	4 637 563 276	8 255 944 912	12 573 119 263	19 466 782 925	25 005 439 560	39 212 123 463
Avoirs = Engagements	111 237 439	969 111 421	4 032 171 509	8 576 699 450	13 168 836 615	19 198 509 408	25 497 061 884	33 568 346 190	43 884 493 381	69 097 540 736
1. Fonds Propres	35 839 912	482 128 609	92 907 329	5 134 694 451	8 672 122 046	13 310 210 497	18 252 553 645	26 688 109 687	38 606 539 084	57 977 024 029
dont : Capital social	13 511 818	13 511 818	166 428 981	166 428 981	166 428 981	166 428 981	-	-	-	-
Fonds de dotation	51 659 767	458 435 214	454 353 876	6 119 095 582	10 134 516 059	13 143 781 515	-	-	-	-
2. Engagements à court terme	69 904 749	482 226 341	3 941 872 651	3 434 792 831	4 482 451 281	5 887 892 588	7 242 654 979	6 878 383 243	5 276 165 911	11 116 829 621
3. Emprunts & Dettes à L M T	5 656 990	5 592 117	5 592 118	14 263 288	14 263 288	406 323	1 853 260	1 853 260	1 788 386	3 687 086
4. Autres éléments nets	-164 212	-835 646	-8 200 588	-7 051 119	-14 030 425	-8 054 868	-25 437 825	-19 596 231	-23 861 883	-37 674 853

Source: Fonds de Promotion de l'Industrie.

Tableau IV.38 Evolution de la base monétaire (au sens strict)
(en milliers de CDF) ⁽¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Circulation fiduciaire hors banques	15 962 788 910	31 417 133	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759	233 252 894	304 567 760	381 486 060
Caisse des banques	548 331 897	804 674	1 801 077	2 748 354	4 421 249	3 858 746	3 100 007	10 531 889	15 706 437	13 173 331
Dépôts de banques	1 147 125 933	2 896 200	638 007	1 475 747	5 787 739	5 260 882	18 414 629	38 739 825	56 231 816	69 711 161
Dépôts des entr.publiques	20 240 505	90 603	51 633	85 526	193 028	89 194	206 682	416 996	677 902	2 407 345
Dépôts des entr.privées et part	1 229 127 063	2 683 083	127 731	269 916	53 419	78 317	116 923	615 310	913 765	4 944 234
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	18 907 614 308	37 891 693	52 375 922	67 727 988	111 922 695	129 222 116	204 072 000	283 556 915	378 097 680	471 722 130
Masse monétaire (M2)	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 833 855	1 041 376 537	1 543 536 135
Multiplicateur monétaire(M2/BM)	1,25	2,04	1,89	1,92	1,99	2,14	2,14	2,32	2,75	3,27

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En CDF avant 2001.

DEUXIEME PARTIE

**ADMINISTRATION, ACTIVITES
ET COMPTES DE LA BANQUE**

TITRE I

ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

Organe suprême de la Banque, le Conseil de la Banque est chargé de concevoir et d'arrêter les orientations générales de la politique de la Banque et en contrôle l'exécution.

A cet effet, il est habilité à prendre les actes intéressant la Banque notamment la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire, la réglementation du crédit et du change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Le Conseil de la Banque n'a pas subi de modification en 2009. Il est composé de :

Président : Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur ;
Membres : Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice Gouverneur ;
 Monsieur Blaise KIANGALA NE TULENTE, Administrateur ;
 Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
 Monsieur ISSA SELEMANI, Administrateur ;
 Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
 Monsieur Albert YUMA, Administrateur.

I.2. HAUTE DIRECTION

La Haute Direction a pour mission de gérer quotidiennement l'Institut d'Emission et de mettre en œuvre la politique monétaire. Elle comprend le Gouverneur, Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, et le Vice-Gouverneur, Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA.

La Haute Direction compte également, en son sein, un Cabinet réorganisé, au terme de la restructuration des organes de la Banque intervenue en septembre 2009, comme suit :

1. Directeur de Cabinet : Jean-Marcel KASONGO MWAMBA
2. Conseillers : MAWAKANI SAMBA

KAZAD DISAMB
LINGOSA MOMI
YAV KAT MUTCHAIL
KAHAMBAMBA SALIMA
KAPIPA BYARUNGA
BIKUBA KABAMBI
MULANGU PONGOLA
GENE VUNGBO YATALO

I.3. STRUCTURES DE CONTRÔLE

L'Institut d'Emission dispose, en plus du Conseil de la Banque, des structures de contrôle suivantes : le Collège des Commissaires aux Comptes, le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit interne.

I.3.1. Collège des Commissaires aux Comptes

Cette structure assure le contrôle des opérations financières et a la prérogative de vérification de tous les actes de gestion de la Banque.

Il est composé de :

Monsieur Nico MABATA NTANTU ;
Monsieur Dany NKUVU ;
Monsieur André FOKO TOMENA.

I.3.2. Comité d'Audit

Ce Comité est chargé de veiller sur les procédures d'Audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière et comptable de la Banque.

En outre, il est un organe de contrôle du Conseil de la Banque composé des trois administrateurs ci-après :

Monsieur Albert YUMA, Coordonnateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, membre ;
Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, membre.

I.3.3. Direction de l'Audit interne

Organe chargé de la prévention des risques et pertes en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque, l'Audit interne (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et (ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mégestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

CHAPITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

II.1. GESTION COURANTE

Pour assurer la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service dont les plus importants sont :

1. Ordre de Service n°009/09 du 28 janvier 2009

Cet Ordre de Service concerne la création d'un Comité de Modernisation de la Centrale des Risques et des Bilans, CMCRB en sigle. La mission de ce Comité consiste à conduire le projet de modernisation de la Centrale des Risques et sa conversion en centrale d'informations en vue de (i) renforcer la stabilité du système financier national en aidant les établissements de crédit à analyser adéquatement les demandes de crédit et en améliorer leur prise de décision et (ii) disposer d'une base de données statistiques et monétaires sur les établissements de crédit et leurs clients pour des besoins de formulation et de suivi de la politique monétaire.

Les objectifs assignés au CMCRB consistent notamment à :

- élaborer les termes de références, cahiers de charge et autres documents nécessités par la conception et la mise en œuvre du projet ;
- élaborer le chronogramme des activités du projet et suivre son exécution ;
- proposer les révisions et améliorations du cadre légal et réglementaire en la matière ;
- concevoir et assurer le développement de différents systèmes d'informations appropriés ;
- piloter le processus d'implémentation du nouveau système auprès des utilisateurs ;
- définir un programme de formation pour notamment un transfert des connaissances à la structure permanente de gestion de la Centrale des Risques et des Bilans ;
- proposer à la Haute Direction toute mesure nécessaire à l'exécution de la mission lui confiée.

Le CMCRB est dirigé par un Bureau composé d'un Président, un Vice-Président et un Secrétaire-Rapporteur. La Présidence et la Vice-Présidence sont assumées

respectivement par la Direction du Crédit et des Marchés Financiers et la Direction de l'Informatique. Le Secrétariat est assuré conjointement par la Direction du Crédit et des Marchés Financiers et la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

2. Ordre de Service n° 025/09 du 26 février 2009

Cet Ordre de Service porte création d'une Cellule Interne de Coordination de la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme, C.I.L.B. en abrégé. Il a pour mission de veiller à l'exécution par la Banque de ses obligations en tant qu'assujettie à la loi n°04/016 du 19 juillet 2004, portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les activités de la C.I.L.B. sont dirigées par un Coordonnateur.

Dans l'accomplissement de sa mission, la C.I.L.B. a notamment pour tâches de :

- adresser à la Cellule Nationale des Renseignements Financiers, CENAREF en sigle, les déclarations de soupçons et lui communiquer les informations et les documents requis dans le cadre des investigations réalisées à cet effet ;
- assurer une collaboration avec les autorités judiciaires par un échange régulier d'informations ;
- assurer le secrétariat du Comité Consultatif de Lutte contre le Blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- coordonner toutes les opérations et activités du Siège et des Entités Provinciales en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- examiner les dossiers soumis par les Entités Provinciales via les correspondants provinciaux et locaux, et par les responsables anti-blanchiment de chaque Direction opérationnelle du Siège ;
- identifier les diligences à accomplir par les Directions opérationnelles du Siège et les Entités Provinciales dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- organiser et assurer la formation du personnel en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- recevoir et examiner les rapports trimestriels transmis en copie à la Banque Centrale du Congo par la CENAREF.

3. Ordre de Service n° 026/09 du 26 février 2009

Le présent Ordre de Service désigne les membres de la Cellule Interne de Coordination de la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme, C.I.L.B. en sigle.

Cette Cellule se compose comme suit :

Coordonnateur :	Monsieur KABAMBI wa ILUNGA
Membres :	Madame NDAYA ILUNGA
	Monsieur GERE KWAGALEME
	Monsieur ILITO BOOZI
	Monsieur KALOMBOLA KANGINDA

4. Ordre de Service n° 046/09 du 20 mars 2009

Cet Ordre de Service crée un Comité de Rédaction de l'avant-projet de loi sur la Microfinance, en sigle COMRED. Il a pour mission de piloter le processus de mise en place d'un cadre légal approprié à la Microfinance et est composé d'experts de la Banque Centrale du Congo et de six personnalités indépendantes désignées en raison de leur compétence, qualification et expérience en matière juridique, économique et de microfinance.

La Banque Centrale du Congo y est représentée par les Organes ci-après :

- Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers/Sous-Direction Microfinance : quatre membres ;
- Direction de l'Administration Générale/Sous-Direction Juridique : quatre membres ;
- Direction du Crédit et des Marchés Financiers : un membre ;
- Direction de l'Audit Interne : un membre.

La présidence et le secrétariat du COMRED sont respectivement assumés par la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers/Sous-Direction Microfinance et la Direction de l'Administration Générale/Sous-Direction Juridique.

5. Ordre de Service n° 057/09 du 22 avril 2009

Cet Ordre de Service a trait à la nomination des membres d'un Groupe de Travail chargé de l'implémentation du Logiciel de Supervision « FINA ».

Présidente :	Madame LEBUGHE NKOBAFILI
Vice-Présidente :	Madame KIWEWA MALUNDA ma BONZU
Membres :	Monsieur N'SA ELONGO
	Monsieur KALUBI KAYEMBE
	Monsieur LUSAMBA NTUMBA
Secrétaire-Rapporteur :	Monsieur MIABANZILA NDENGO
Administrateurs :	Monsieur MUKENDI TSHIEJA MPOY
	Monsieur KAFUMBA WA KISUMBULE
	Monsieur MUKADI SANZA
	Madame KASHWANTALE BATUDU
	Monsieur KIMONANO SIMBA
	Monsieur MPUTU NZOU
	Monsieur NGANKOY KAMPWO
	Monsieur KABEYA MUSANGU
Personnel d'appoint :	Madame NDULA DIKUTA
	Madame MAKASA AWAMUA

6. Ordre de Service n° 074/09 du 08 juin 2009

Cet Ordre de Service porte création de l'Agence Autonome de la Banque Centrale du Congo à GEMENA, dans la Province de l'Equateur.

7. Ordre de Service n° 075/09 du 12 juin 2009

Le présent Ordre de Service définit l'organigramme général de la Banque Centrale du Congo. Il vise comme objectif d'accroître l'efficacité des services, notamment par la délégation de pouvoirs et la décentralisation de la gestion, le renforcement de la coordination et du suivi des activités de proximité ainsi que l'incitation à plus de collaboration horizontale entre organes, en vue de promouvoir leur synergie. Il comporte les innovations saillantes suivantes :

- l'érection de deux Directions Générales chargées respectivement (i) de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires, qui dépend directement du Gouverneur et (ii) de l'Administration et Services Techniques, à charge du Vice-Gouverneur ;

- la création d'une Direction du Changement ;
- l'élévation de la Sous-Direction Juridique en Direction Juridique ;
- la création d'une Direction des Statistiques chargée de la collecte et de l'analyse des statistiques économiques, financières et monétaires de la Banque ;
- la fusion en une seule Direction, des trois anciennes Directions, des Services Etrangers, du Crédit et des Marchés Financiers ainsi que des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics ;
- la création, à partir de 2010, d'une Direction du Système National de Paiement ;
- la suppression de la Sous-Direction de la Sécurité et le redéploiement de ses attributions au sein de la Direction Juridique et de la Direction des Ressources Humaines.

La nouvelle configuration de l'organigramme général se présente comme suit :

- Conseil de la Banque
- Haute Direction
 - ☐ Gouverneur
 - ☐ Vice-Gouverneur
- Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires
 - ☐ Direction des Analyses Economiques ;
 - ☐ Direction des Statistiques ;
 - ☐ Direction des Marchés et Opérations Bancaires ;
 - ☐ Direction de la Trésorerie.
- Direction Générale de l'Administration et Services Techniques
 - ☐ Direction de l'Administration Générale ;
 - ☐ Direction de l'Informatique ;
 - ☐ Direction des Ressources Humaines ;
 - ☐ Direction de la Comptabilité et du Budget ;
 - ☐ Sous-Direction des Approvisionnements.
- Structures Autonomes
 - ☐ Direction de l'Audit Interne ;
 - ☐ Direction du Changement ;
 - ☐ Direction Juridique ;
 - ☐ Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers ;
 - ☐ Directions Provinciales ;
 - ☐ Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale ;
 - ☐ Centre Hospitalier ;
 - ☐ Bureau de Représentation de Bruxelles.

- Direction Générale de l'Hôtel des Monnaies
 - ☐ Direction Générale ;
 - ☐ Direction Commerciale ;
 - ☐ Direction Technique.

8. Ordre de Service n° 077/09 du 12 juin 2009

Cet Ordre de Service se rapporte à la désignation de Monsieur KAYEMBE wa KAYEMBE à la tête de la Direction Générale en charge de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires et de Monsieur MUDERHWA IGULU pour s'occuper de l'Administration et des Services Techniques.

9. Ordre de Service n° 099/09 du 04 août 2009

Le présent Ordre de Service porte création d'un Comité de Rédaction de l'avant-projet de loi sur le Système National de Paiement, CORES en sigle.

Le CORES a pour mission de piloter le processus de mise en place d'un cadre légal approprié pour la modernisation du Système National de Paiement. Il est composé des experts de la Banque Centrale du Congo, des représentants de l'Association Congolaise des Banques et de six personnalités indépendantes désignées en raison de leur compétence, qualification et expérience en matière juridique, économique et de microfinance.

La Banque Centrale du Congo y est représentée par :

- Mission pour la Modernisation du Système National de Paiement (MIMOSYS) : deux membres ;
- Direction Juridique : quatre membres ;
- Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers : deux membres ;
- Direction du Changement : un membre ;
- Direction de l'Audit Interne : un membre.

La présidence et le secrétariat sont respectivement assumés par la Mission pour la Modernisation du Système National de Paiement et la Direction Juridique.

10. Ordre de Service n° 114/09 du 23 septembre 2009

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la clôture définitive des opérations de dissolution forcée de la Banque de Crédit Agricole, en sigle B.C.A., et de la Nouvelle Banque de Kinshasa, N.B.K. en sigle. Par conséquent, il met un terme au mandat de Liquidateur Indépendant de la B.C.A. et de la N.B.K., confié au Cabinet MUPEPE LEBO par l'Institut d'Emission suivant l'Ordre de Service n° 156/04 du 13 octobre 2004.

11. Ordre de Service n° 155/09 du 1^{er} octobre 2009

Cet Ordre de Service porte création d'un Comité de Normalisation des Moyens de Paiement dont la mission, dans le cadre de la modernisation du Système National de Paiement, est de piloter les travaux d'élaboration et de mise en œuvre des normes destinées à permettre l'interopérabilité et l'efficacité des systèmes et moyens de paiement.

Constitué des Experts de la Banque Centrale du Congo et de l'Association Congolaise des Banques, le Comité est dirigé par un Bureau composé d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Rapporteur et d'un Rapporteur-Adjoint.

12. Ordre de Service n° 156/09 du 1^{er} octobre 2009

Le présent Ordre de Service désigne les représentants de la Banque Centrale du Congo dans le Comité de Normalisation des Moyens de Paiement :

Président :	Monsieur BIGOSHI MUSIMWA
1 ^{er} Vice-Président :	Monsieur KAPINGA TSHIMANGA
Secrétaire Rapporteur :	Monsieur KALOMBO NSENDA
Secrétaire-Rapporteur Adjoint :	Monsieur MUDERWA MARANDURA
Membres :	Monsieur KAMBERE MUKOKOLA
	Monsieur MUKENGESHAI KATALAY
	Monsieur SIAZO GINI
	Monsieur BOFALA BEKANGA

II.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

Les missions officielles ci-après ont été effectuées par Messieurs le Gouverneur et le Vice-Gouverneur à l'extérieur du pays :

1. Le Gouverneur

- Le 02 février 2009 : Brazzaville (République du Congo), participation aux travaux du Comité Sous-régional de l'ABCA ;
- Du 09 au 10 avril 2009 : Addis-Abeba (Ethiopie), participation à la réunion du Bureau de l'ABCA ;
- Du 24 au 26 avril 2009 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux Assemblées du Printemps du FMI et de la Banque Mondiale ;

- Le 29 mai 2009 : Maputo (Mozambique) participation aux travaux du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC ;
- Le 11 septembre 2009 : Cape Town (Afrique du Sud) participation aux travaux du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC ;
- Du 03 au 07 octobre 2009 : Istanbul (Turquie), participation aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale.

2. Le Vice-Gouverneur

- Du 15 au 18 avril 2009 : Nairobi (Kenya), participation à la réunion du Comité Exécutif et à l'Assemblée Générale de l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole, AFRACA en sigle ;
- Du 11 au 20 mai 2009 : Nice (France), participation à la 16^{ème} réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des Pays Francophones ;
- Du 16 au 19 septembre 2009 : Zanzibar (Tanzanie) participation à la réunion du Comité Exécutif de l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole, AFRACA en sigle ;
- Du 26 octobre au 1^{er} novembre 2009 : Port Louis (Maurice), participation à la 14^{ème} réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres du COMESA ;
- Du 19 au 28 novembre 2009 : Paris (France), participation au colloque sur « Prix et Risques de marché ».

II.3. PERSONNEL

En 2009, l'effectif de la Banque Centrale du Congo est passé à 1.803 agents contre 1.832 en 2008, soit une baisse d'effectif de 1,6 %.

Cette situation dérive du mouvement du personnel suivant : 78 mises à la retraite dont 8 anticipées, 4 mises en disponibilité, 2 détachements, 2 démissions d'office et 8 décès. Cependant, 61 engagements et 4 réintégrations ont été enregistrés en 2009.

Le personnel féminin est tombé à 419 unités en 2009 contre 431 en 2008, soit une réduction de 9,7 %.

L'ensemble du personnel ainsi que les membres des familles à charge de la Banque Centrale ont constitué une population de 16.246 en 2009 contre 16.264 en 2008, soit une baisse de 0,1 %. Cette diminution découle essentiellement de la sortie des enfants de plus de 25 ans des effectifs de la Banque ainsi que des départs des agents à fin de carrière pour des raisons de retraite.

La population à charge de la Banque Centrale du Congo en 2009 se présente de la manière suivante :

Tableau I.1 Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo ⁽¹⁾

DESIGNATION	AU 31/12/2008	AU 31/12/2009	VARIATION	
			En nombre	En %
Total agents	1.832	1.803	-29	-1,6
dont sexe Féminin	431	419	-12	-2,8
Epouses	3.353	3.389	36	1,1
dont épouses des agents passifs	2.098	2.162	64	3,1
Enfants	8.515	8.420	-95	-1,1
dont : - enfants des agents passifs	3.413	3.448	35	1,0
- orphelins	217	264	47	21,7
Retraités	1.667	1.698	31	1,9
Veuves	897	936	39	4,3
TOTAL	16.264	16.246	-18	-0,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Le présent tableau n'intègre pas les travailleurs temporaires.

En 2009, la répartition de l'effectif du personnel selon le niveau d'études se présente de la manière ci-après :

Tableau I.2 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études ⁽¹⁾

DESIGNATION	AU 31/12/2008	AU 31/12/2009	VARIATION	
			En nombre absolu	En %
Licence et post-licence	380	394	14	3,7
Graduat	331	348	17	5,1
Secondaire degré supérieur	558	520	-38	-6,8
Secondaire degré inférieur	433	428	-5	-1,2
Primaire et Assimilé	130	99	-31	-23,8
Capacitaire	-	14	-	-
TOTAL	1.832	1.803	-29	-9,9

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires.

II.4. FORMATION

1. Formation des agents

Au cours de l'exercice sous examen, 574 agents ont pris part aux actions de formation, dont 77 à l'étranger, contre 421 agents en 2008, soit une augmentation de 36,3 %.

Cette progression des employés formés relève de la politique de renforcement des capacités du personnel afférent aux exigences de restructuration et de modernisation de la Banque Centrale du Congo.

Tableau I.3 Personnel formé au pays

	THEMES DE FORMATION	Nombre	Structure d'accueil	Directions–organes bénéficiaires
1	<i>Trésorerie interne</i>	08	DRH + CPTE	- DRH - CH - HDM
2	<i>Initiation en Informatique</i>	41	DRH – INF.	Plusieurs Directions
3	<i>13^{ème} Journée du Réviseur Comptable</i>	10	Institut des Réviseurs Comptables	- DSE - Trésorerie - SIF
4	<i>Navision « Paie & Prêts »</i>	26	- BCC/L'shi - CPTE - DRH	Plusieurs Directions
5	<i>Séminaire sur les IAS/IFRS</i>	27	CEPETEDE	Plusieurs Directions
6	<i>La sécurité informatique</i>	04	Price water house Coopers	Informatique
7	<i>Consultation Budget pour Assistant Approvisionnement</i>	34	CPTE + DRH	Plusieurs Directions
8	<i>Surveillance des IMF</i>	10		SIF (Micro finance)
9	<i>Tronc Commun des Banquiers</i>	45	DRH	Plusieurs Directions
10	<i>La RDC et son adhésion au Traité de l'OHADA : quel impact sur le fonctionnement des entreprises congolaises ?</i>	03	Groupe ISCF	S/D Juridique
11	<i>Stage professionnel à la DSE pour cadres de la Direction Provinciale de Bukavu</i>	02	DRH + Etudes	Direction Provinciale de Bukavu
12	<i>14^{ème} Journée du Réviseur Comptable : Avenir de l'information financière : quelle réponse à la problématique de sa pertinence pour l'investisseur et le régulateur</i>	23	IRC	Plusieurs Directions
13	<i>Séminaire juridique sur la légistique</i>	09		- S/D Juridique - SIF - DSE
14	<i>Organisation et gestion des dépôts d'archives, bibliothèques et services de documentation</i>	04	Bureau d'Etudes et de Conseils en Marketing (BECM)	- Etudes - DAG
15	<i>Management stratégique des ressources humaines</i>	23	DRH	Plusieurs Directions
16	<i>Formation Swift</i>	21	Swift	Plusieurs Directions
17	<i>Connaissance de la Banque</i>	37	DRH	- Informatique - DRH

	THEMES DE FORMATION	Nombre	Structure d'accueil	Directions–organes bénéficiaires
18	<i>Plan de redressement ISFD</i>	21		Plusieurs Directions
19	<i>Renforcement des capacités en Surveillance</i>	12		Plusieurs Directions
20	<i>Stage de mise à niveau pour techniciens nouvellement engagés</i>	13	DRH – INF.	Informatique
21	<i>Paies ponctuelles</i>	06	DRH	DRH
22	<i>Comment maîtriser la pratique de législation fiscale et de sécurité sociale en RDC en vue d'éviter des pénalités à l'entreprise ?</i>	07	Groupe ISCF	DRH
23	<i>15è Journée du Réviseur Comptable : « Système de paiement en RDC : arme efficace contre la fraude, la corruption et le blanchiment d'argent »</i>	15	IRC	Plusieurs Directions
24	<i>Instruments bancaires de commerce international</i>	23		Plusieurs Directions
25	<i>Comptabilité et Analyse financière des IMF</i>	17	CGAP-CAPAF	Plusieurs Directions
26	<i>Les IFRS</i>	36	- Comité IFRS - FMI/Afritac Centre	Plusieurs Directions
27	<i>Cours d'Anglais</i>	16	CALI	Plusieurs Directions
28	<i>L'organisation et le fonctionnement des tribunaux de commerce</i>	04	Groupe ISCF	S/D Juridique
TOTAL		497		

Tableau I.4 Personnel formé à l'extérieur du pays

N°	THEMES DE FORMATION	Nombre	Institutions d'accueil	Directions –organes bénéficiaires
1	<i>Visite d'études et d'information</i>	02	PNUD/PASMIF	Juridique SIF (Micro finance)
2	<i>Gestion macroéconomique et Politique de finances publiques</i>	01	IMA/FMI	Analyses Economiques
3	<i>La politique et législation des coopératives</i>	02	OIT	Juridique SIF (Micro finance)

N°	THEMES DE FORMATION	Nombre	Institutions d'accueil	Directions –organes bénéficiaires
4	<i>Cours de transactions bancaires internationales</i>	01	NIBAF (National Institute of Banking and Finance)	DSE
5	<i>L'analyse de la stabilité financière et les rapports RSF</i>	02	- Banque de Règlements internationaux - La SA Réserve Bank	- Etudes - DCMF
6	<i>Le système de gestion de contenu JOOMLA</i>	01	Maison 2 KO International	Informatique
7	<i>Séminaire de mise à niveau Swift « Payments and cash management... »</i>	02	Swift	DSE
8	<i>Les Pyramides financières et les institutions financières non agréées</i>	02		SIF
9	<i>Les statistiques monétaires et financières</i>	04	IMA	Etudes
10	<i>Administration de bases des données</i>	02	Maison PLB Consultant	Informatique
11	<i>Le logiciel Mindmanager au service de l'Assistante et FISAD</i>	03	Lafriquequiose	- Haute Direction - Comptabilité - Informatique
12	<i>Recyclage et Stages didactiques dans le service de physiothérapie</i>	03	Les cliniques de l'Europe	Centre Hospitalier
13	<i>Hipath 4000 Networking Basic-Advance</i>	04	Soul Cosa	- Informatique. - Haute Direction.
14	<i>Cadrage macroéconomique</i>	01	IBM	- Etudes
15	<i>Lutte contre la délinquance financière et le blanchiment</i>	02	IBFI	- Haute Direction - S/D Juridique.
16	<i>L'encadrement et la supervision du système bancaire</i>	02	Bank-Al-Maghrib	- SIF
17	<i>Les récentes mises à jour en rapport avec les transferts, les garanties et les crédocs</i>	03	Swift	- DSE
18	<i>Conférence régionale annuelle de Swift</i>	01	Swift	Informatique
19	<i>Conférence sur la politique économique et sociale</i>	01	Gouvernement chinois + Centre chinois de Recherche en Développement	Etudes

N°	THEMES DE FORMATION	Nombre	Institutions d'accueil	Directions –organes bénéficiaires
20	<i>Programme de formation en micro finance Boulder</i>	01		Dipro Mbuji - Mayi
21	<i>La gestion des relations collectives dans une entreprise</i>	03	- Institut du Travail d'Afrique Centrale - Conseil Syndical d'Afrique. Centrale	- DRH - Appro - CH
22	<i>4^{ème} Conférence panafricaine de la micro finance</i>	02		SIF
23	<i>Management et Communication au service des Assistants et Secrétaires</i>	02	Priorité Formation	Haute Direction
24	<i>Logiciel de gestion de Suivi et Archivage de documents KLASTOO</i>	03	Sté Goodies BK	- Direction de l'Informatique - Direction de l'Administration Générale - Haute Direct.
25	<i>Les normes et la migration du message MT 202 au MT 202 avec couverture</i>	02	L'Assistance Prof. Des Ets de Crédits	DSE
26	<i>La gestion économique des pays en voie de développement</i>	01	Ministère chinois du Commerce	Etudes
27	<i>La gestion macroéconomique et les questions du secteur financier</i>	02	FMI	- Etudes - DCMF
28	<i>La convergence économique et financière vers l'intégration économique régionale</i>	01	- South Afrika Reserve Bank - Comite Irving Fisher	Etudes
29	<i>Configuration du système Swiftnet, la connexion au réseau Swiftnetwork et l'utilisation adéquate de l'interface de Swift Alliance</i>	02	Swift	DSE
30	<i>Gestion macroéconomique et les questions des dettes</i>	02	BEAC + FMI	- DSE - Etudes
31	<i>Les Banques centrales africaines</i>	01	Standard Bank	DSE
32	<i>La planification opérationnelle et le contrôle de projet</i>	02	SETYM	- CCMN & FP - Informatique
33	<i>Cycle International Court</i>	01	ENA	DSE
34	<i>Mission d'information sur la Balance des paiements</i>	02	BEAC	- DSE - Etudes
35	<i>Logiciel de supervision Fina International</i>	03	USAID	- Informatique - SIF
36	<i>La gestion axée sur les résultats et les indicateurs de performance</i>	02	SETYM	- CMF - Informatique

N°	THEMES DE FORMATION	Nombre	Institutions d'accueil	Directions –organes bénéficiaires
37	<i>Les aspects juridiques du métier de Banque Centrale</i>	02	IBFI	S/D Juridique
38	<i>La crise financière et gestion de la dette en Afrique</i>	01	Institut Africain de Dév. Econom. et de Planification	Etudes
39	<i>Recyclage - techniciens Hôtel des monnaies</i>	03		HDM
TOTAL		77		

Source : Banque Centrale du Congo.

NOTA BENE

Il est à noter que les formations qui font l'objet du présent relevé sont celles organisées ou gérées par la Direction des Ressources Humaines.

2. Accueil des stagiaires

La Banque Centrale du Congo a accueilli 393 stagiaires au cours de l'année sous analyse contre 312 une année plutôt, soit une hausse de 26,0 %.

Le tableau ci-dessous indique leur répartition par organe de la BCC.

Tableau I.5 Répartition des stagiaires par direction

DIRECTIONS	2008	2009
1. Haute Direction	06	09
2. Etudes	35	42
3. Informatique	57	100
4. Ressources Humaines	42	59
5. Services Etrangers	21	19
6. Comptes Courants en Monnaie National et Fonds Publics	23	47
7. Supervisions des Intermédiaires Financières	11	22
8. Administration Générale	32	29
9. Crédits et Marchés Financiers	18	18
10. Centre Hospitalier	15	25
11. Trésorerie	15	23
12. Hôtel des Monnaies	-	-
13. Entités Provinciales	37	-
TOTAL	312	393

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2009

III.1. HAUTE DIRECTION

- | | |
|-------------------|-----------------------------|
| - Gouverneur | Jean-Claude MASANGU MULONGO |
| - Vice-Gouverneur | Jean-Marie EMUNGU EHUMBA |

III.2. CABINET DE LA HAUTE DIRECTION

- | | |
|------------------------|----------------------------|
| - Directeur de Cabinet | Jean-Marcel KASONGO MWAMBA |
| - Conseillers | MAWAKANI SAMBA |
| | KAZAD DISAMB |
| | LINGOSA MOMI |
| | YAV KAT MUCHAIL |
| | KAHAMBA SALIMA |
| | KAPIPA BYARUNGA |
| | BIKUBA KABAMBI |
| | MULANGU PONGOLA |
| | GENE VUNGBO YATALO |

III.3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nico MABATA TANTU
Deny NKUVU
André FOKO TOMENA

III.4. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

III.4.1. DIRECTION GENERALE EN CHARGE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

1. Directeur Général

KAYEMBE wa KAYEMBE

2. Direction de la Trésorerie

Titulaire KALEJ N’KAND

3. Direction des Analyses Economiques

Titulaire MAWAKA LUBEMBO

4. Direction des Statistiques

Titulaire MUTOMBO MULE MULE

5. Direction des Opérations Bancaires et de Marchés

Titulaire BONDOMBE ASSANGO

Adjoints

Chargé de la Sous - Direction des Opérations bancaires

MUSA GALU

Chargé de la Sous - Direction des Marchés

MUTOMBO MWANA NYEMBO

III.4.2. DIRECTION GENERALE EN CHARGE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES

1. Directeur Général

MUDERHWA IGULU

2. Direction des Ressources Humaines

Titulaire KASONGO MWAMBA

Adjoint BATETELE BOLEKI LINKA

3. Direction de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire

Titulaire	SHABANI ANIFA
Adjoint	LINDJANDJA BACHAMBALE

4. Direction de l'Administration Générale

Titulaire	BOLIPOMBO M'BOMBO
Adjoint	MASANGU ILUNGA

5. Direction de l'Informatique

Titulaire	KIWEWA MALUNDA ma BONZU
Adjoints :	
- Chargé du Développement et Maintenance	LUSAMBA NTUMBA
- Chargé de l'Infrastructure	BAGAYAMUKWE TADJI

6. Sous-Direction des Approvisionnements

Titulaire	IPANGA MUNENGE
-----------	----------------

III.4.3. STRUCTURES AUTONOMES

1. Direction de l'Audit Interne

Titulaire	KABAMBI wa ILUNGA
Adjoints	
Chargé de la Sous - Direction de conformité	MOSEI NSAMBI
Chargé de la Sous - Direction de la Gestion des Risques	OKENDE KIBUSHI

2. Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

Titulaire MUDIAY MPINGA

Adjoints :

- Chargé du Contrôle Permanent des Banques et autres intermédiaires financiers

RAMAZANI MWAMBO

- Chargé du contrôle sur place

KALUBI KAYEMBE

- Chargé de la Microfinance

NDAYA ILUNGA

3. Direction Juridique

Titulaire GERE KWAGALEME

4. Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale

Titulaire MUBIALA HONDA

5. Centre Hospitalier

Coordonnateur SHAMAMBA NTALUSHIKA

III.5. HOTEL DES MONNAIES

1. Direction Générale

Titulaire NGONGA NZINGA

- Sous-Directeur chargé du Contrôle et Sécurité

KASHWANTALE BUGALE

2. Direction Commerciale

Titulaire NYEMBO SANGWA

3. Direction Technique

Titulaire	KATHY MBAYA
Adjoint	
- Chargé de la Production des Billets de Banque	NGALI TSHITEMPA
- Chargé de la Production des Documents de Sécurité	NGONGO NGOYI BOSADI
- Chargé de la Maintenance	MBANGU KASALUMUNA

III.6. BUREAU DE REPRESENTATION A BRUXELLES

Responsable	SANGWA LUMBU
-------------	--------------

III.7. DIRECTIONS PROVINCIALES

1. Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire	MABAKU KINSUMUNA
Adjoint	MFUTA MBUYI

2. Direction Provinciale de Mbuji- Mayi

Titulaire	MUSANGU LUFULWABO
Adjoint	AFUNDI AMENE

3. Direction Provinciale de Kananga

Titulaire	INKOKO ISA LOKOMBE
Adjoint	MUNDECKE LITANDA

4. Direction Provinciale de Matadi

Titulaire	MWIKIZA MBONEKUBE
Adjoint	MULONGO KIBAWA

5. Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire	EBENGO NZOLENGE
Adjoint	ESSAMBO LUKYE

6. Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire	KAYEMBE TSHITUPA
Adjoint	IMIDY PENE MALEMBA

7. Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire	FIKIRI ALIMASI
Adjoint	BOPE MISHAMIEM

8. Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire	MUBALAMA MUKUZO
Adjoint	MUGANZA BEYA

9. Direction Provinciale de Goma

Titulaire	LENGWE BIN KAUMBA
Adjoint	TSHIZUBU NGOYI

10. Direction Provinciale de Kindu

Titulaire	MULAMBA MUSAFIRI
Adjoint	MWANZA NDALAMBA

III.8 AGENCES AUTONOMES**Agence de Boende**

Chef d'Agence	AISSI YUMA
---------------	------------

Agence de Boma

Chef d'Agence	BONTALA EKULA
---------------	---------------

Agence de Bumba

Chef d'Agence	NTAMBUKA ZABIKA
---------------	-----------------

Agence de Bunia

Chef d'Agence	BOPASA BOKONGE
---------------	----------------

Agence de Buta

Chef d'Agence	ADEITO KEMISA
---------------	---------------

Agence de Gbadolite

Chef d'Agence	LUMINGU LUNDALA
---------------	-----------------

Agence de Gemena

Chef d'Agence MALEMP a BOSHABO

Agence d'Ilebo

Chef d'Agence NKASHAMA MULAMI

Agence d'Inongo

Chef d'Agence NGOIE KAKESSE

Agence d'Isiro

Chef d'Agence SIAZO GINI

Agence de Kabinda

Chef d'Agence NGUZ NTAMBWE

Agence de Kalemie

Chef d'Agence AMESILA WENGA

Agence de Kamina

Chef d'Agence KIOMA KASAY

Agence de Kasumbalesa

Chef d'Agence UMBA DIBWE

Agence de Kikwit

Chef d'Agence MUYEBA KANDENGA

Agence de Kongolo

Chef d'Agence KIMPIAB MISSIR EKOB

Agence de Lodja

Chef d'Agence KUMINGI NDEBO

Agence de Tshikapa

Chef d'Agence DEWAGUI TOMANI

Agence d'Uvira

Chef d'Agence EKOLA BOMBWAMBWA

Agence de Zongo

Chef d'Agence SAKUNGU KAKOLA

TITRE II

COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2009

CHAPITRE I

BILAN

Au 31 Décembre 2009, le total bilantaire de la Banque Centrale du Congo révèle une hausse de 116,1 % comparativement à fin 2008. En effet, l'actif et le passif sont passés de 1.006.481,0 millions de CDF à 2.174.871,0 millions. Cette augmentation est attribuable à la variation de certains postes du bilan.

A l'actif, cette évolution est occasionnée par l'accroissement des postes « Avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS », « Avoirs et créances en DTS » et « Avoirs et créances en monnaie nationale ».

Au passif, l'augmentation du total bilantaire est principalement expliquée par la hausse des postes « Engagements en DTS » et « Engagements en monnaie nationale ».

I.1. ACTIF

- **Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS**

Comparativement à l'année 2008, ce poste a enregistré une hausse importante de 602,3 %. Cet accroissement est expliqué par l'augmentation (i) des avoirs et créances en monnaies étrangères sur les non résidents qui ont connu une progression de 671,3 % ; (ii) des avoirs et créances en monnaies étrangères sur les résidents de 22,6 % et (iii) des titres en monnaies étrangères à concurrence de 43,3 %.

- **Avoirs et créances en DTS**

En 2009, les avoirs et créances en DTS se sont chiffrés à 550.943,6 millions de CDF contre 3.860,1 millions une année plus tôt, soit un accroissement de 14.173,2 %. Il s'agit des avoirs et créances auprès du FMI qui ont augmenté à la suite des allocations de DTS.

- **Avoirs et créances en monnaie nationale**

Les avoirs et créances en monnaie nationale ont enregistré une hausse de 422,4 %, passant de 12.078,1 millions de CDF à 63.091,2 millions d'une année à l'autre.

Cet accroissement est justifié par la hausse des concours en monnaie nationale aux Etablissements de Crédit, laquelle est attribuable à l'augmentation des prêts à court terme de 393,8 % et de prêts spéciaux à moyen terme aux banques agréées pour un total de 22 000,0 millions de CDF. Par ailleurs, les facilités permanentes ont enregistré une baisse de 61,0 %.

• Autres Actifs

Les autres actifs ont enregistré une hausse de 28,1 % en 2009. Ils se sont établis à 1.203.416,0 millions de CDF contre 939.649,7 millions une année plus tôt.

Cette variation est attribuable à la hausse des pertes d'exploitation des exercices antérieurs et des immobilisations bien que contrebalancée par une légère baisse des débours à récupérer sur les banques en liquidation.

Pour rappel, ce poste comprend notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, les avoirs et créances divers, les pertes d'exploitation des exercices antérieurs et les créances titrisées.

Tableau II.1 Comptes d'actif
(en millions de CDF)

		31 déc. 2008	31 déc. 2009	Variation	Variation en %
1.	AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	50 893	357 420	306 527	602,3
1.1.	AVOIRS ET CREANCES EN OR	-	-		
1.2.	AVOIRS ET CREANCES EN ME	50 863	357 377	306 514	602,6
	Avoirs et créances en ME sur les Non-résidents	45 476	350 773	305 297	671,3
	Avoirs et créances en ME sur les Résidents	5 387	6 604	1 217	22,6
1.3.	TITRES EN ME	30	43	13	43,3
2.	AVOIRS ET CREANCES EN DTS	3 860	550 944	547 084	14 173,2
	AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	3 860	550 944	547 084	14 173,2
3.	AVOIRS ET CREANCES EN MN	12 078	63 091	51 013	422,4
3.1.	CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	12 078	63 091	51 013	422,4
3.1.1	a) Prêts à court terme	8 000	39 500	31 500	393,8
3.1.2	b) Facilités permanentes	4 078	1 591	-2 487	-61,0
3.1.	Prêts spéciaux en MT aux banques	-	22 000	22 000	-
3					
4.	AUTRES ACTIFS	939 650	1 203 416	232 405	28,1
4.1.	IMMOBILISATIONS	74 285	110 464	36 179	48,7
4.2.	AVOIRS ET CREANCES DIVERS	130 236	103 457	-26 518	-20,4
4.4.	AUTRES ACTIFS DIVERS	727 438	973 321	245 883	33,8
	Perte d'exploitation des exercices antérieurs	5 507	42 926	37 419	679,5
	Clients non bancaires ordinaires en MN	1 735	1 764	29	1,7
	Débours à récupérer sur les banques en liquidation	2 246	1 250	-996	-44,4
	Ecart de conversion net	185 683	395 133	209 450	112,8
	Créances titrisées	532 061	532 060	-1	0,0
	Chèques et ordre de paiement en ME à l'encaissement	207	187	-20	-9,7
	TOTAL ACTIF	1 006 481	2 174 871	1 168 390	116,1

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. PASSIF

- **Engagements en monnaie nationale**

A la clôture de l'exercice 2009, le total des engagements en monnaie nationale s'est chiffré à 641.488,4 millions de CDF, soit une augmentation de 213.221,2 millions équivalent à 49,8 % de plus que l'année précédente.

La circulation fiduciaire a connu une hausse de 23,2 % par rapport à 2008, passant de 320.274,2 millions de CDF à 394.659,3 millions.

Le total des dépôts des banques en monnaie nationale des non-résidents a connu un accroissement de 5,1 %, s'établissant à 83,0 millions de CDF contre 79,0 millions une année auparavant.

Les reprises de liquidités (billets de trésorerie) ont été importantes en 2009. Elles se sont élevées à 56.728,0 millions de CDF contre 47.005,0 millions en 2008, soit une hausse de 20,7 %.

- **Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS**

Ce poste a enregistré une hausse de 94,5 % par rapport à décembre 2008, soit une variation de 3.548,0 millions de CDF.

- **Engagements en DTS**

Les engagements en DTS ont connu une hausse de 178,1 %, s'élevant à 1.456.091,0 millions de CDF contre 523.542,0 millions en 2008. Cette augmentation est consécutive essentiellement à la croissance des engagements en DTS envers le FMI de 183,4 % en 2009, lesquels se sont chiffrés à 1.439.630,0 millions contre 508.053,0 millions en 2008.

- **Autres passifs**

Ce compte enregistre les engagements de la Banque vis-à-vis des tiers ainsi que les régularisations et suspens.

Bien que les régularisations et suspens aient baissé de 60,8 % par rapport à 2008, ce compte a connu une augmentation de 938,0 millions de CDF, soit 32,9 %, entraînée par la hausse de 96,0 % d'engagements divers.

- **Provisions pour risques et charges**

Une augmentation de 24,3 % des provisions pour risques et charges a été observée au terme de l'exercice 2009. Cette évolution tient à la hausse des provisions pour amendes et pénalités ainsi que celle des provisions pour indemnité de fin de carrière respectivement de 660,4 millions de CDF et 253,7 millions.

- **Fonds propres**

A fin décembre 2009, les fonds propres de la Banque se sont chiffrés à 109.862,0 millions de CDF contre 73.571,0 millions une année plus tôt, soit une hausse de 49,3 %. Ils sont constitués essentiellement des plus values de réévaluation sur les immobilisations corporelles qui représentent plus de 99,0 % de ces fonds propres.

Tableau II.2 Comptes de passif
(en millions de CDF)

		31 déc. 2008	31 déc. 2009	Variation	Variation en %
1.	ENGAGEMENTS EN MN	428 268	641 488	213 221	49,8
1.1.	BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	320 274	394 659	74 385	23,2
1.2.	DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	60 910	190 018	129 108	212,0
1.2.1.	Dépôts en MN des établissements de crédit	56 232	69 711	13 479	24,0
	Dépôts en MN des Banques agréées	56 168	69 595	13427	23,9
	Dépôts en MN des autres Institutions financières	64	116	52	81,3
1.2.2.	Autres dépôts en MN des Résidents	4 678	120 307	115 629	2 471,8
1.3.	DEPOTS EN MN DES NON - RESIDENTS	79	83	4	5,1
1.4.	REPRISES DE LIQUIDITE (Billet de trésorerie)	47 005	56 728	9 723	20,7
2.	ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	3 756	7304	3 548	94,5
2.2.	ENGAGEMENTS EN ME	3 756	7 304	3 548	94,5
3.	ENGAGEMENTS EN DTS	523 542	1 456 091	932 549	178,1
3.1.	ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	508 053	1 439 630	931 577	183,4
	Engagements à LT en DTS envers le FMI	508 053	1 439 630	931 577	183,4
	a) FMI, allocations cumulatives nettes à LT	85 793	00	-85 793	-100,0
	b) FMI, FRPC à LT	422 260	719 352	297 092	70,4
3.2.	ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES NON-RESIDENTES	15 489	16 461	972	6,3
3.2.1.	Engagements à vue en DTS envers d'autres Institutions financières Non-résidentes	3 836	5 441	1605	41,8
3.2.4.	Engagements à LT en DTS envers d'autres Institutions financières Non-résidentes (BEAC)	11 653	11 019	-634	-5,4
4.	AUTRES PASSIF	11 001	11 939	938	32,9
4.1.	ENGAGEMENTS DIVERS	5 112	10 020	4 939	96,0
4.2.	REGULARISATIONS ET SUSPENS	4 794	1 880	-2 914	-60,8
5.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 762	4 677	915	24,3
	Provisions pour amendes et pénalités	2 356	3 016	660	28,0
	Provisions pour indemnité de fin de carrière	1 407	1 661	254	18,1
6.	FONDS PROPRES	73 571	109 862	36 291	49,3
	Réserve spéciale	43	43	0	0
	Plus values de réévaluation sur immobilisations	73 528	109 819	36 291	49,3
7.	RESULTAT DE L'EXERCICE	-37 420	-56 490	-19 070	51,0
	TOTAL PASSIF	1 006 481	2 174 871	1 168 390	116,1

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2009

A l'instar de l'année précédente, l'année 2009 s'est clôturée par une perte d'exploitation de 56.490,0 millions de CDF contre 37.420,0 millions.

Cette perte d'exploitation est induite notamment par le niveau très élevé des charges d'exploitation monétaire et d'intérêt général face à une faible réalisation des produits d'exploitation.

II.1. PRODUITS

L'année 2009 a connu une hausse sensible de produits d'exploitation, soit 58 364,0 millions de CDF, représentant 82,7 %. Cet accroissement est expliqué par une amélioration remarquable des produits d'exploitation monétaire qui comprennent essentiellement des produits sur les prêts à court terme (14.951,0 millions), les facilités permanentes (3.642,0 millions) et divers produits sur les opérations de change.

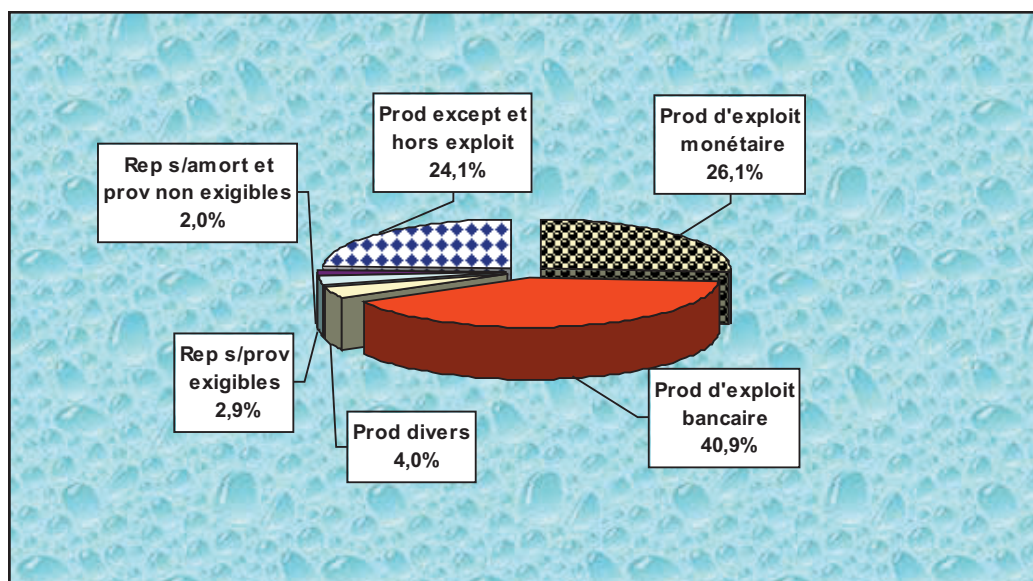
Tableau II.3 Produits d'exploitation
(en millions de CDF)

	2008	2009	Variation	Variation (en %)
Produits d'exploitation monétaire	5 255	33 626	28 371	539,9
Produits d'exploitation bancaire	52 519	52 701	182	0,3
Produits divers	4 990	5 166	176	3,5
Reprises sur provisions exigibles	1 899	3 762	1 863	98,1
Reprises s/amortissements et provisions non exigibles	2 210	2 609	399	18,1
Produits exceptionnels et hors exploitation	3 732	31 105	27 373	733,5
Total	70 605	128 969	58 364	82,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, les produits exceptionnels et hors exploitation sont liés aux revenus qui ne font pas partie de l'activité courante de la Banque. Ces produits ont atteint 31.105,0 millions de CDF en 2009 contre 3.732,0 millions en 2008.

La structure des produits d'exploitation a été dominée par les produits d'exploitation bancaire qui ont représenté 40,9 % du total. Ils sont constitués notamment des intérêts sur les avances au Trésor et des redevances de contrôle de change.

Graphique II.1 Structure des produits d'exploitation

Source : cfr tableau II.3.

II.2. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation de la Banque Centrale ont atteint 185.459,0 millions de CDF en 2009 contre 108.024,0 millions en 2008. L'accroissement observé tient à une expansion des charges d'exploitation monétaire et du personnel.

Pour ce qui est des charges du personnel, elles se sont établies à 36.665,0 millions de CDF contre 25.848,0 millions une année plus tôt, soit une hausse de 41,0 %. Cette hausse est expliquée par l'augmentation des salaires reconnus au personnel à la fin de l'exercice 2009 et des frais liés aux soins de santé.

L'accroissement de 135,1 % des charges d'exploitation monétaire est lié aux charges financières afférentes aux opérations de billet de trésorerie, à celles relatives aux signes monétaires et aux pertes réalisées sur les opérations de change.

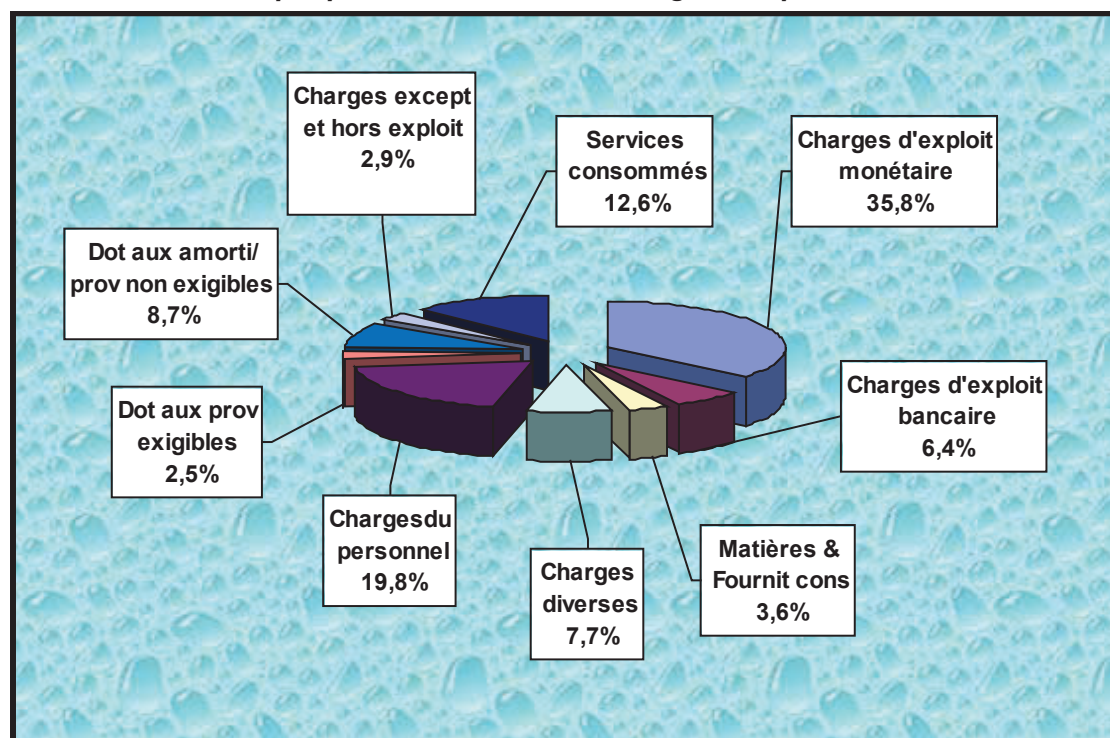
Tableau II.4 Charges d'exploitation
(en millions de CDF)

	2008	2009	Variation	Variation (en %)
Charges d'exploitation monétaire	28 239	66 384	38 145	135,1
Charges d'exploitation bancaire	9 276	11 907	2 631	28,4
Matières et fournitures consommées	4 154	6 628	2 474	59,6
Services consommés	14 378	23 444	9 066	63,1
Charges diverses	10 996	14 357	3 361	30,6
Charges du personnel	25 848	36 665	10 817	41,8
Dotations aux provisions exigibles	3 762	4 677	915	24,3
Dotations aux amortissem./provis. non exigibles	7 622	16 067	8 445	110,8
Charges exceptionnelles et hors exploitation	3 749	5 330	1 581	42,2
Total	108 024	185 459	77 435	71,7

Source : Banque Centrale du Congo.

En 2009, la structure des charges a été dominée par les charges d'exploitation monétaire (35,8 %) et les charges du personnel (19,8 %). La dominance de ces deux catégories de charges a prévalu également en 2008.

Graphique II.2 Structure des charges d'exploitation



Source : cfr tableau II.4.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS
FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO**Deloitte & Touche Congo** s.p.r.l.

Tel. + 243 81 700 50 91
Tel. + 243 99 99 72 340
Fax + 243 81 301 09 24
gpo@gpopartners.com
www.gpopartners.com

Monsieur Jean-Claude MASANGU
Gouverneur de la
Banque Centrale du Congo (B.C.C.)

Kinshasa/Gombe

République Démocratique du Congo (RDC)

Kinshasa, le 25 juin 2010

Notre référence
PO/JPP-DBM-JPN/000341/2010

Monsieur le Gouverneur,

Concerne : Rapport d'audit des états financiers de la Banque Centrale du Congo (B.C.C.)
Exercice 2009

Nous avons l'honneur de vous présenter ci-joint notre rapport d'audit des états financiers de la Banque Centrale du Congo (B.C.C.) pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.

Le contenu de ce rapport qui a été discuté avec la Direction de la BCC, conformément aux procédures d'audit généralement admises, intègre tous les points proposés dans notre offre du 20 Août 2007.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugeriez nécessaire.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Gouverneur, à l'expression de notre considération distinguée.

Jean-Pierre PFINGU


Managing Partner

Deloitte & Touche Congo s.p.r.l.
Avenue de la Nation, 19 - Immeuble Banque Congolaise, 4^e étage - Kinshasa / Gombe
B.P. 16 380 - Kinshasa I - République Démocratique du Congo
N.R.C. 46 180 - ID.NAT. 01-93-N33737J - N°ICA 103/1703/00 - N° Impôt A0806283P
Audit - Accounting - Tax - Consulting

An Independent Correspondent Firm of Deloitte Touche Tohmatsu

Deloitte & Touche Congo s.p.r.l.

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2009

**RAPPORT D'AUDIT DES ETATS FINANCIERS
DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(BCC)
AU 31 DECEMBRE 2009**

A l'attention de :

- Banque Centrale du Congo (B.C.C.)
- Ministère des Finances de la République Démocratique du Congo (RDC)
- Fonds Monétaire International (FMI), Représentation en RDC
- Banque Mondiale (IDA), Représentation en RDC

Messieurs,

1. Nous avons audité les états financiers de la BANQUE CENTRALE DU CONGO « BCC » (La Banque) arrêtés au 31 décembre 2009. Ces états financiers repris ci-après comprennent le Bilan avec un total de CDF 2.174.871 millions contre CDF 1.006.481 millions en 2008, le Tableau de Formation de Résultat avec une perte de CDF 56.490 millions contre une perte de CDF 37.420 millions en 2008, les comptes d'engagements hors bilan avec un total de CDF 1.424.568 millions contre CDF 813.106 millions en 2008, et un Tableau de Flux de Trésorerie avec une variation positive pour l'exercice de CDF 853.641 millions contre une variation négative de CDF 38.409 millions en 2008 ainsi que les notes contenant le résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité de la Direction de la Banque (la Direction). Notre responsabilité consiste, sur la base de nos travaux d'audit, à émettre une opinion sur ces états financiers.

2. A l'exception des restrictions évoquées aux paragraphes suivants, nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit de l'IFAC. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives dues à des erreurs ou des fraudes.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

Nous estimons que nos travaux constituent un fondement raisonnable pour la formulation de notre opinion exprimée ci-après.

3. Comme indiqué à la note 8 aux états financiers sur le Tableau de Formation de Résultat, le déficit de trésorerie de la Banque pour l'exercice 2009, autorisé par le Gouvernement dans le cadre du Programme Economique avec le FMI est de CDF 74.413 millions. Ce déficit qui constitue pour la Banque Centrale une subvention d'exploitation accordée par le Gouvernement, n'a pas été comptabilisé parce que le Gouvernement n'a pas établi un titre (Ordre de Paiement Informatisé) en faveur de la Banque Centrale. La non comptabilisation de cette subvention sous-estime le résultat d'exploitation de la Banque du montant de ce déficit autorisé ainsi que la situation du compte courant du Trésor.

Deloitte & Touche Congo s.p.r.l.**BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)**
Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2009

4. Contrairement aux exercices antérieurs, la BCC n'a pas comptabilisé les intérêts débiteurs décomptés sur les avances faites au Trésor Public d'avril à décembre 2009 de CDF 26.409 millions suite à la décision du gouvernement de surseoir la comptabilisation des ses intérêts et des commissions dans les comptes du Trésor.

5. Comme indiqué à la note 6.4, la Banque détient sur l'Etat une créance « titrisée » de CDF 532.061 millions, résultant de la prise en charge par l'Etat des pertes d'exploitation et de change de la BCC, en vertu de l'article 52 de la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002, portant statuts et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo. Cependant, le Gouvernement n'a pas encore émis un titre approprié, domicilié à la Banque et qui fixe les conditions de réalisation de cette créance reprise à l'actif de la Banque.

En outre, les pertes d'exploitation et les pertes de change non réalisées des exercices 2005, 2006, 2007 et 2008 dont les comptes ont été certifiés, devraient également faire l'objet d'une titrisation pour une prise en charge par l'Etat conformément à l'article 5 de la loi n° 005/2002. A ce jour, cette titrisation n'a pas été effective en l'absence d'une instruction du Gouvernement.

6. A notre avis,

(a) A l'exception des ajustements pouvant résulter des observations soulevées aux paragraphes 3 à 5, ci-dessus, les états financiers que nous avons examinés reflètent de manière sincère et fidèle la situation financière de la Banque au 31 décembre 2009, et le résultat de ses opérations pour l'exercice se terminant à cette date, conformément aux principes comptables nationales et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

Kinshasa, le 25 juin 2010.

Jean-Pierre PFINGU



Managing Partner

* *
*

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)
Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2009

BILANS COMPARES DES EXERCICES 2009 ET 2008

(EN MILLIONS DE CDF)

ACTIF	Notes	31/12/2009	31/12/2008	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1	357.420	50.893	306.527
AVOIRS ET CREANCES EN OR		0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN ME	1.1	357.377	50.863	306.514
TITRES EN ME	1.2	43	30	13
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	2	550.944	3.860	547.084
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	2.1	550.944	3.860	547.084
AVOIRS ET CREANCES A VUE EN DTS AUPRES D'AUTRES IFNR		0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN MN	3	63.091	12.078	51.013
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	63.091	12.078	51.013
TITRES EN MN		0	0	0
AUTRES ACTIFS	4	1.203.416	939.650	263.766
IMMOBILISATIONS	4.1	110.464	74.285	36.179
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	4.2	103.457	130.236	-26.779
REGULARISATION ET SUSPENS	4.3	17.162	7.691	9.471
AUTRES ACTIFS DIVERS	4.4	972.333	727.438	244.895
TOTAL ACTIF		2.174.871	1.006.481	1.168.390

COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)	31/12/2009	31/12/2008	Variation
Engagements hors bilan actif	1.424.568	813.106	611.462

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)
Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2009

PASSIF	Notes	31/12/2009	31/12/2008	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	5	641 488	428 268	213 220
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	5.1	394 659	320 274	74 385
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	5.2	190 018	60 910	129 108
DEPOTS EN MN DES NON-RESIDENTS	5.3	83	79	4
REPRISES DE LIQUIDITE	5.4	56 728	47 005	9 723
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	6	7 304	3 756	3 548
ENGAGEMENTS EN OR		0	0	0
ENGAGEMENTS EN ME	6.1	7 304	3 756	3 548
ENGAGEMENTS EN DTS	7	1 456 091	523 542	932 549
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	7.1	1 439 630	508 053	931 577
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LES AUTRES IFNR	7.2	16 461	15 489	972
AUTRES PASSIFS	8	11 939	11 001	938
ENGAGEMENTS DIVERS	8.1	10 020	5 112	4 909
REGULARISATIONS ET SUSPENS	8.2	1 880	4 794	-2 914
AUTRES PASSIFS DIVERS	8.3	39	1 095	-1 056
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	4 677	3 762	915
FONDS PROPRES	10	109 862	73 571	36 291
RESULTAT DE L'EXERCICE	11	-56 490	-37 420	-19 070
TOTAL PASSIF		2 174 871	1 006 481	1 168 390

COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)	31/12/2008	31/12/2008	Variation
Engagements hors bilan passif	1 424 568	813 106	611 462

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)
Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2009

TABLEAUX DE FORMATION DU RESULTAT COMPARES DES

EXERCICES 2009 ET 2008

(EN MILLIONS DE CDF)

RUBRIQUES	2009	2008	Variation
-			
1. Produits d'exploitation monétaire	33.626	5.255	28.371
2. Charges d'exploitation monétaire	66.384	28.239	38.145
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	-32.758	-22.984	-9.774
4. Produits d'exploitation bancaire	52.701	52.519	182
5. Charges d'exploitation bancaire	11.907	9.276	2.631
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	40.794	43.243	-2.449
7. Matières et Fournitures consommées	6.628	4.154	2.474
8. Services consommés	23.444	14.378	9.066
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	-22.036	1.727	-23.763
10. Produits divers	5.166	4.990	176
11. Subvention d'exploitation	0	0	0
12. Reprises sur provisions exigibles	3.762	1.899	1.863
13. Charges diverses	14.357	10.996	3.361
14. Charges du Personnel	36.665	25.848	10.817
15. Dotation aux Provisions exigibles	4.677	3.762	915
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	-68.807	-31.990	-36.817
17. Reprises s/Amortissement & Provisions N-exigibles	2.609	2.210	399
18. Dotation Amortissement & Provisions N-exigibles	16.067	7.622	8.445
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	-82.265	-37.402	-44.863
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	31.105	3.732	27.373
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	5.330	3.750	1.580
22. RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL. (22)=(20)-(21)	25.775	-18	25.793
Résultat courant d'exploitation (19)	-82.265	-37.402	-44.863
Résultat excéptionnel et hors-exploitation (22)	25.775	-18	25.793
22. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (22)=(18)+(21)	-56.490	-37.420	-19.070

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

I. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Bukavu, Butembo, Fungurume, Goma, Kananga, Kisangani, Kinshasa, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi, Matadi, Mbuji-Mayi.

2. Banque Congolaise (BC)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Beni, Boma, Bukavu, Butembo, Goma, Isiro, Kisangani, Kolwezi, Lubumbashi et Uvira.

3. Afriland First Bank Congo Démocratique (First Bank CD)

Siège : Kinshasa

4. Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)

Siège : Kinshasa

Succursale : Goma, Lubumbashi et Matadi.

5. Citi Group (C.B.)

Siège : Kinshasa

6. Stanbic Bank Congo (S.B.C.)

Siège : Kinshasa

7. Access Bank (A.B.)

Siège : Goma/Nord - Kivu

8. Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Beni, Boma, Bukavu, Butembo, Lubumbashi, Matadi, Mbanza Ngungu et Muanda.

9. Procredit Bank Congo

Siège : Kinshasa

10. Raw Bank

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Fungurume, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi et Matadi.

11. Trust Merchant Bank (T.M.B.)

Siège : Lubumbashi

Succursales ou agences : Kasumbalesa, Kinshasa, Kolwezi et Likasi.

12. Solidaire Banque Internationale (SBI)

Siège : Kinshasa

13. Ecobank (EC)

Siège : Kinshasa

14. Mining Bank Congo (MBC)

Siège : Kinshasa

15. First International Bank (FIBank)

Siège : Kinshasa

16. Invest Bank Congo

Siège : Kinshasa

17. Sofibanque

Siège : Kinshasa

18. La Cruche Banque

Siège : Goma

19. Advans Banque Congo

Siège : Kinshasa

II. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

1. Société Financière de Développement (SOFIDE)

Siège : Kinshasa

Antenne : Kisangani.

2. Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)

Siège : Kinshasa

Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu,

Mbandaka, Kikwit, Kananga, Goma et Matadi.

Agences : Kinshasa (Marché, Ngaliema et Kasa-vubu), Bas-congo (Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Muanda, Kwilu-Ngongo et Kimpese), Bandundu (Inongo, Idiofa, Bandundu et Nioki), Equateur (Bumba, Boende, Gemena et Gbado Lite), Kasai occidental (Mweka, Tshikapa et Ilebo), Kasai oriental (Kabinda, Mwene assainissement, Assainissement et Lodja), Orientale (Bunia, Isiro et Aketi), Nord-Kivu (Beni et Butembo), Sud-Kivu (Uvira), Maniema (Institus et Kasongo), katanga (Likasi, Kolwezi, Kipushi et Kalemie).

Aubettes : Kinshasa (Marché et UPN), Bas-congo (Luozi), Bandundu (Mushie, Bolobo), Equateur (Marketing, Karawa, Lisala, Budjala, Assainissement, Kota koli et Etre), Kasai occidental (Mapangu et Banga), Kasai oriental (Luputa et Lusambo), Orientale (Yangambi, Banalia, Bondo, Buta et Punia), Maniema (Punia), katanga (Kongolo et Kasumbalesa)

3. Société Nationale d'Assurances (SONAS)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

4. Fonds de Promotion de l'Industrie (F.P.I.)

Siège : Kinshasa.

Succursales ou agences : Lubumbashi et Matadi

5. Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)

Siège : Kinshasa.

Directions Provinciales : Kinshasa, Lubumbashi, Matadi, Kananga, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Kindu et Bandundu.

6. Coopérative d'Epargne et de Crédit « Amitié Salutiste » (COOPECAS)

Siège : Kinshasa.

7. Coopérative d'Epargne et de Crédit des Mamans Maraîchères de Kinshasa (COOPEC MAKIN)

Siège : Kinshasa.

8. Mutuelle d'épargne et de Crédit Bomoko (COOPEC BOMOKO)

Siège : Kinshasa.

9. Mutuelle des Femmes Sages de Kin (MUFESAKIN/COOPEC)

Siège : Kinshasa.

10. Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Union pour le Développement

Intégral de Pay – Kingandu «COOPEC UDIPAK »

Siège : Bandundu.

11. Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes de Kikwit «MUCREFEKI/COOPEC»

Siège : Bandundu/Kikwit.

12. Coopérative d'Epargne et de Crédit Saint François Xavier/Cathédrale

Siège : Bandundu/Kikwit.

13. Coopérative d'Epargne et de Crédit (COOPECCO KINSHASA)

Siège : Kinshasa.

14. Coopérative d'Epargne et de Crédit de Nyawera «COOPEC NYAWERA»

Siège : Sud-Kivu/Bukavu.

15. Coopérative d'Epargne et de Crédit (CECI-PME)

Siège : Kinshasa

16. Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique de Butembo

«COODEFI/COOPEC»

Siège : Nord-Kivu/Butembo.

17. Coopérative d'Epargne et de Crédit Kimbanguiste «CECKI»

Siège : Kinshasa.

18. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement du Kasai Occidental

«COOPEC DEKOC»

Siège : Kasai Occidental/Kananga.

19. **Caisse d'Action Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Mbanza-Ngungu**
«CAMEC MBANZA NGUNGU/ COOPEC»
Siège : Bas-congo/Mbanza-Ngungu.
20. **Caisse d'Action Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Inkisi «CAMEC INKISI/COOPEC»**
Siège : Bas-congo/Inkisi.
21. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Kinshasa «MECREKIN/COOPEC»**
Siège : Kinshasa.
22. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit BOSANGANI «MEC BOSANGANI»**
Siège : Kinshasa.
23. **Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA «COOPEC IMARA»**
Siège : Nord-Kuvi/Goma.
24. **Coopérative d'Epargne et de Crédit PILOTE «COOPEC PILOTE»**
Siège : Sud-Kuvi/Bukavu.
25. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Scolaire «COOPEC'SCO»**
Siège : Kinshasa.
26. **Coopérative d'Epargne et de Crédit BOLINGO « COOPEC BOLINGO»**
Siège : Kinshasa.
27. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais pour la Reconstruction «COOPEC CR»**
Siège : Nord-Kivu/Butembo.
28. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de GOMA «MECREGO/COOPEC»**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
29. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de KATINDO «MECRE-KATINDO COOPEC»**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
30. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de VIRUNGA «MECRE- VIRUNGA/COOPEC»**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
31. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Entraide pour le Développement Economique «COOPEC- EDE»**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
32. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Bukavu « MECREBU/COOPEC »**
Siège : Sud-Kuvi/Bukavu.
33. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement « COOPEC EDE »**
Siège : Sud-Kuvi/Bukavu.

34. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Beni « MECRE-BENI/COOPEC »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
35. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Mabanga « MECRE-MABANGA/COOPEC »**
Siège : Nord-Kivu/Mabanga.
36. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo « COOPEC CEAC-MATETE »**
Siège : Kinshasa.
37. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Goma « COOPECCO-GOMA »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
38. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de la KAWA « COOPEC KAWA »**
Siège : Sud-Kivu/Bukavu.
39. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Vitshumbi « COOPECCO-VITSHUMBI »**
Siège : Nord-Kivu/Vitshumbi.
40. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Buturande « COOPECCO/BUTURANDE »**
Siège : Nord-Kivu/Butarande.
41. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kanyabayonga « COOPEC KANYABAYONGA »**
Siège : Nord-Kivu/Kanyabayonga.
42. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Kiwanja « COOPEC KIWANJA »**
Siège : Nord-Kivu/Butarande.
43. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Tumaini « COOPEC TUMAINI »**
Siège : Nord-Kivu/Kavisimbi.
44. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Rutshuru « COOPEC RUTSHURU »**
Siège : Nord-Kivu/Rutshuru.
45. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'action pour la Promotion Sociale et Culturelle des Artistes Chrétiens « MEC APROSCAC »**
Siège : Kinshasa.
46. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais d'entraide et d'appui au développement « COOPEC EAD »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
47. **Coopérative d'Epargne et de Crédit BOBANDANA « COOPEC BOBANDANA »**
Siège : Sud-Kivu/Minova.
48. **Coopérative d'Epargne et de Crédit CAHI « COOPEC CAHI »**
Siège : Sud-Kivu/Bukavu.

49. **Coopérative d'Epargne et de Crédit du Mouvement Ouvrier Chrétien**
« **COOPEC MOCC** »
Siège : Sud-Kivu/Bukavu.
50. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Umoja « COOPEC UMOJA »**
Siège : Nord-Kivu/Butembo.
51. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Kirumba « COOPEC KIRUMBA »**
Siège : Nord-Kivu/Lubero.
52. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Beni « COOPEC BENI »**
Siège : Nord-Kivu/Bungulu.
53. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit « MECRECO/COOPEC »**
Siège : Kinshasa
54. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Eglise du Christ au Congo**
« **COOPEC ECC/Kikwit** »
Siège : Bandundu/Kikwit.
55. **Coopérative d'Epargne et de Crédit CEAC Kinzau Mvute « COOPEC CEAC KINZAU MVUETE »**
Siège : Bas-congo/Kinza-Mvute.
56. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit BIRERE « MECRE BIRERE/COOPEC ».**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
57. **Coopérative d'Epargne et de Crédit DIBAYA-LUBWE « COOPEC DILU »**
Siège : Bandundu/Dibaya Lubwe.
58. **Coopérative d'Epargne et de Crédit ECOLE « COOPEC ECOLE »**
Siège : Bandundu/Kikwit.
59. **Coopérative d'Epargne et de Crédit LUKOLELA « COOPEC LUKOLELA »**
Siège : Bandundu/Kikwit.
60. **Coopérative d'Epargne et de Crédit MOKALA « COOPEC MOKALA »**
Siège : Bandundu/Mokala.
61. **Coopérative d'Epargne et de Crédit CEAC KINTAMBO**
Siège : Kinshasa/Kitambo.
62. **Coopérative d'Epargne et de Crédit CEAC Boma/Ville « COOPEC CEAC BOMA/VILLE »**
Siège : Bas-congo/Boma.
63. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes Mennonites au Congo « MEC FMC/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
64. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « MUTECREDE/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.

65. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse pour la Promotion sociale**
« MEC-CAPROS/COOPEC »
Siège : Kinshasa.
66. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Masi Manimba « COOPEC MASI MANIMBA »**
Siège : Bandundu/Masi Manimba.
67. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kalundu « COOPEC KALUNDU »**
Siège : Sud-Kivu/Uvira.
68. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Gungu « COOPEC GUNGU »**
Siège : Bandundu/Gungu.
69. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Chrétiens Unis « COOPEC CU »**
Siège : Kinshasa.
70. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement Communautaire au Congo « MEC DECO/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
71. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Ngaliema – UPN « MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
72. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Gombe « MECRE GOMBE/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
73. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Kintambo Magasin « MECRE KINTAMBO MAGASIN »**
Siège : Kinshasa.
74. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Masina « MECRE MASINA/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
75. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Actions de Développement par l'Epargne et le Crédit « COOPEC/ADEC »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
76. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Bagira « COOPEC BAGIRA »**
Siège : Sud-Kivu/Bukavu.
77. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Nyalukemba « COOPEC NYALUKEMBA »**
Siège : Sud-Kivu/Ibanda.
78. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Agro-Pastorale Le Grenier « COOPEC AGROPAS LE GRENIER/GOMA »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
79. **Coopérative d'Epargne et de Crédit TUJENGE PAMOJA « COOPEC TUJENGE PAMOJA »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.

80. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC MOLENDE »**
Siège : Kinshasa.
81. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC EDE/KINDU »**
Siège : Maniema/Kindu.
82. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC MSAADA WETU »**
Siège : Maniema/Kindu.
83. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPECCO OICHA »**
Siège : Nord-Kivu/OICHA.
84. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC BENI »**
Siège : Nord-Kivu/Beni.
85. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC LA SEMENCE »**
Siège : Nord-Kivu/Butembo.
86. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC KESHENI »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
87. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC UNITE »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
88. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPECCO-KIRUMBA »**
Siège : Nord-Kivu/Kirumba.
89. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPECCO-LUBERO »**
Siège : Nord-Kivu/Lubero.
90. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « MUTEK/COOPEC »**
Siège : Sud-Kivu/Bukavu.
91. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC BURHIBA-KASHA »**
Siège : Sud-Kivu.
92. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC CIMPUNDA »**
Siège : Sud-Kivu.
93. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC FOMULAC KATANA »**
Siège : Sud-Kivu.
94. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC KAVIMVIRA »**
Siège : Sud-Kivu.
95. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC KAZIMIA »**
Siège : Sud-Kivu.
96. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC LUHWINDJA »**
Siège : Sud-Kivu.
97. **Coopérative d'Epargne et de Crédit « COOPEC UVIRA »**
Siège : Sud-Kivu.

98. Coopérative d'Epargne et de Crédit «COOPEC/BARAKA»

Siège : Sud-Kivu.

99. Mutuelle d'Epargne et de Crédit « MECRE IBANDA/COOPEC»

Siège : Sud-Kivu.

100. Mutuelle d'Epargne et de Crédit « MECRE KADUTU/COOPEC»

Siège : Sud-Kivu.

101. Mutuelle d'Epargne et de Crédit « MECRE UVIRA/COOPEC»

Siège : Sud-Kivu.

**III. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE, BUREAUX DE CHANGE
ET MESSAGERIES FINANCIERES****A. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE****1. IMF HOPE RDC**

Siège : Kinshasa/Ngaliema

2. Société de Microfinances Maendeleo

Siège : Nord-Kivu/Goma

3. IMF LIFE-VEST

Siège : Kinshasa/Gombe

4. Société de Microfinances FINCA RDC

Siège : Kinshasa/Gombe

5. IMF ESPERANCE

Siège : Katanga/Likasi

6. Solidarité pour le Développement Communautaire (SODEC IMF)

Siège : Kinshasa/Ngiri-Ngiri

7. Association pour le Développement du Kasai Oriental (ADEKOR/IMF)

Siège : Kasai Oriental/Mbuji-Mayi

8. Entreprise de Micro-Crédit de 1^{ère} catégorie « IMF HEKIMA »

Siège : Nord-Kivu/Goma

**9. Entreprise de Micro Crédit de 2^{ème} catégorie AFRICAN PEOPLE FINANCE
(IMF A.P.F)**

Siège : Kinshasa/Gombe

**10. Entreprise de Micro Crédit de 2^{ème} catégorie VIA NOVA sprl
(IMF VIA NOVA sprl)**

Siège : Kinshasa/Gombe

11. IMF APF

Siège : Kinshasa/Gombe

12. Société de Micro Finance « IMF BARAKA/PRESE »

Siège : Goma

13. Société de Micro Finance « GALA LETU IMF »

Siège : Goma

14. Société de Micro Finance « SOMIFI REJEDE »

Siège : BUTEMBO.

15. Société de Micro Finance «IMF BUSINA MICROCREDIT sprl»

Siège : BOMA.

16. Société de Micro Finance «IMF COMIF»

Siège : KINSHASA.

17. Société de Micro Finance «IMF RACREDIT SARL»

Siège : KINSHASA.

B. BUREAUX DE CHANGE

1. MALU CHANGE
2. SOLIDAIRE CHANGE
3. FREE BUSINESS CHANGE
4. SOFICOM CHANGE
5. MODESTIE CHANGE
6. MAMIE LAURE
7. MONEX
8. CHRISTEL CHANGE
9. A.B.S. CHANGE
10. LA REFERENCE CHANGE
11. KILEFU SPRL
12. EWEDJE EXCHANGE RDC

C. MESSAGERIES FINANCIERES AGREES

1. MONEY TRANS RDC
2. GOLDEN MONEY TRUST
3. KIN EXPRESS MULTISERVICES
4. SOFICOM TRANSFERT
5. KIN PERSONNEL MAIL
6. SOLIDAIRE TRANSFERT
7. MAISON LUPI
8. GROUPE LAMBERT DE PARIS SPRL
9. SOCIETE DE TRANSPORT COMPAGNIES SPRL
10. SIKAR FINANCES
11. AGENCE AIGLON SERVICE
12. Berval EXPRESS
13. COLIKIN
14. TRANS CASH
15. AMIS FIDELES
16. AFRICAN EXPRESS SPRL
17. EXPRESS UNION
18. SOCIETE JESUS SEUL
19. AGENCE GRACE D. WORLD BUSINESS SPRL
20. TRANSFERT DE FONDS EWEDJE RDC
21. WINKELE BUSINESS AGENCY
22. AXES SERVICES
23. DATCO
24. JUSTIN ET CIE SPRL
25. APOCALYPSE 22
26. COLOMBE SERVICES SPRL
27. ZIFA - FT
28. MALU TRANSFERT
29. NEW WAY FR AGENCY
30. GRAINES DES ASS SPRL

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

I. Organismes nationaux

CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.D.C.	Compagnie Maritime du Congo
D.G.I.	Direction Générale des Impôts
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDP	Office de Gestion de la Dette Publique
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
P.G.A.I.	Plate Forme de Gestion de l'Aide Internationale
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau potable au Congo
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage

II. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
U.E.	Union Européenne
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.N.U.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development.
C.U.A	Commission de l'Union Africaine
WEO	World Economic Outlook.

